



44111

7. 5. 95

7. D. S. 95.



HISTOIRE
DES TROUBLES
DES PAYS-BAS.

TOME TROISIÈME.

La loi punit le contrefacteur.

HISTOIRE
DES TROUBLES
DES PAYS-BAS ,

SOUS PHILIPPE II ,

PAR VANDERVYNCKT ;

Ouvrage corrigé, quant au style, et augmenté d'un discours préliminaire et de notes, ainsi que de pièces inédites ;

PAR J. TARTE CADET , AVOCAT.

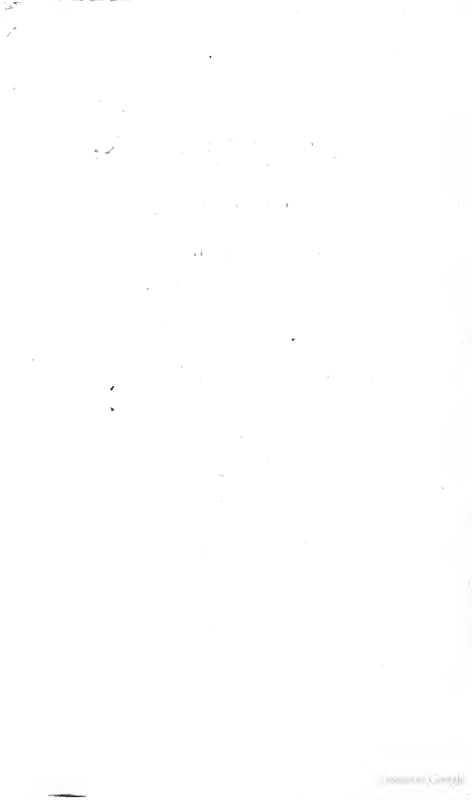
TOME TROISIÈME.



A BRUXELLES ,

CHEZ HUBLEOU , IMPRIMEUR , RUE DES ÉPERONNIERS ,
ET CHEZ TOUS LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DU ROYAUME.

M. DCCC. XXII.



AVIS DE L'ÉDITEUR.

NOTRE troisième volume de l'histoire de Vandervynckt contiendrait des digressions fort longues sur des sujets entièrement étrangers ou très-faiblement liés aux troubles des Pays-Bas, si, copistes serviles de l'original, nous avions craint d'user, à l'égard des épisodes de notre auteur, du même droit que nous avons été obligés de nous attribuer pour son style. Ces parties exubérantes empêcheraient souvent le lecteur de saisir le fil des événements essentiellement relatifs aux affaires belgiques, et ralentiraient d'une manière fastidieuse la marche de la narration.

Nous avons en conséquence resserré et même omis les digressions de Vandervynckt, qui concernent particulièrement l'histoire des nations voisines : en général trop diffuses, elles produisent parfois des disparates choquantes avec les idées neuves, fortes, précises et judicieusement enchaînées, que son ouvrage renferme. Au surplus, l'auteur a en quelque sorte apprécié lui-même les passages parasites de son histoire, lorsqu'il dit, vers la fin du dernier volume, que ses écarts pourront paraître n'être point tout-à-fait nécessaires : cet aveu de l'écrivain a été notre régulateur.

Mais afin qu'on ne nous accuse point d'avoir mutilé Vandervynckt, et pour ne laisser aucun prétexte à la critique, nous donnerons, dans un volume supplémentaire, qui paraîtra incessamment, les morceaux que nous avons élagués ; nous y joindrons les notes que le texte de l'au-

teur a suggérées, ainsi que les pièces inédites que nous avons promises.

Dans le troisième volume, des numéros sont placés aux endroits où se rapportent les suppressions, les notes ou les pièces inédites : ils indiquent des renvois au volume supplémentaire, dont le prix, pour MM. les souscripteurs, n'excédera guère celui de l'impression et ne dépassera pas trois francs. L'abondance de la matière qui n'eût pu, à beaucoup près, trouver place dans ce troisième volume, contenant déjà plus de 500 pages, nous a forcés à prendre un parti dont nous espérons que nos souscripteurs ne seront pas mécontents.

HISTOIRE DES TROUBLES DES PAYS-BAS.

CINQUIÈME PARTIE.

CHAPITRE IV.

Fin des troubles de Gand. — L'archiduc Mathias remet le gouvernement des provinces. — Traité avec le duc d'Alençon ; il est élu souverain. — Ses amours en Angleterre. — Il revient aux Pays-Bas, où il est inauguré ; il se dégoûte du gouvernement ; il veut faire des entreprises sur quelques villes ; il échoue contre Anvers : il se retire en France, où il meurt bientôt après.

POUR finir les troubles particuliers de Gand, qui, depuis trois ou quatre ans, désolaient la Flandre et dérangent tout le système de la confédération, il reste à dire qu'après les difficultés qu'on vient d'exposer, le prince d'Orange se rendit à Gand le 18 août 1579 ; il y entra vers midi, venant de Termonde avec sa seule garde

ordinaire, accompagné des députés et des habitants qui avaient été à sa rencontre.

Il mit d'abord la main à l'œuvre, et deux jours après, il cassa le magistrat intrus qu'Hembise avait créé en dernier lieu : il le remplaça par des élections légales et constitutionnelles, en tâchant d'en écarter les factieux.

Cinq ou six jours après, il ôta à Hembise ses gardes. Ce dictateur déchu se tenait renfermé chez lui : le bas peuple présenta une requête qui tendait à ce qu'on le fit colonel-général de vingt-cinq compagnies, et excita du tumulte pour parvenir à ce but ; mais, par sa seule présence, le prince dissipa ces séditions populaires. Il parut au milieu des mutins, demanda si c'était un attroupement de cette espèce qui prétendait représenter les communes de Gand, les réprimanda vivement, les fit retirer à l'instant et rejeta leur requête. Ensuite il manda Hembise, et lui adressa de sanglans reproches. Cet homme éperdu, voyant son règne fini, et entendant beaucoup parler de l'arrivée des Français, qu'il haïssait à la mort, médita sa retraite.

Le 29 août, il parut encore le matin, mais l'après-midi, il sortit de la ville sourdement et *incognito*. Il se rendit au Sas, d'où il s'embarqua pour Tergouwen, en Hollande, et de là il partit, toujours *incognito*, pour le Palatinat, où il trouva d'Athénus. Le prince Casimir leur donna

à tous deux une pension honorable. Ils y demeurèrent jusqu'en 1584, que la mauvaise étoile d'Hembise le ramena à Gand pour y périr, comme nous le dirons par la suite.

Sur la fin de 1579, après la retraite de ce factieux, les choses prirent une bonne marche; le prince d'Orange fit accepter et observer la paix de religion, rendre compte à plusieurs receveurs, et restituer les biens confisqués ou séquestrés aux gens d'église et aux autres propriétaires. Le règne des fameux dix-huit finit aussi : ils furent cassés au mois de novembre; il n'en resta que deux ou trois, comme inspecteurs subordonnés au magistrat.

A cette époque, la noblesse, exilée par force ou volontairement, et plusieurs citoyens, aussi recommandables, reprirent leur habitation en ville. Le prince avait fait un voyage à Bruges : il y avait changé les magistrats et remis le bon ordre; ainsi ces villes commençaient à respirer et à vivre en paix sous une meilleure police. Le reste de la Flandre suivit cet exemple.

L'an 1580, on pensa plus sérieusement à l'alliance avec la France, et à appeler le duc d'Alençon. Le prince d'Orange avait déclaré que si les provinces voulaient absolument se choisir un nouveau maître, ce prince convenait mieux que tout autre. Son sentiment exprimé sur cette matière suffisait pour chasser Hembise; ainsi on

ne s'arrêta pas à des paroles : on en vint à la réalité, et l'on prit des mesures pour l'exécution de ce dessein.

L'archiduc Mathias était encore au pays comme gouverneur-général. Au mois de janvier, le roi d'Espagne avait publié un placard, par lequel il ordonnait que le conseil de Flandre se transportât à Douai. La plupart des conseillers s'étaient écartés et retirés de Gand durant les derniers troubles ; ils furent avertis secrètement, ainsi que plusieurs de leurs subalternes : ils se rendirent tous de différens endroits à Douai. Le conseil provincial y ouvrit ses séances, et continua d'y résider pendant cinq ans.

La chambre des comptes siégeait à Lille, et comme c'était encore une des villes réconciliées, l'archiduc fut tellement pressé de pourvoir à ce qu'on appelait une désertion, que, le 12 juillet 1580, il créa un nouveau conseil de Flandre pour résider à Gand. Il fit aussi une nouvelle chambre des comptes : ces deux corps étaient remplis de créatures dévouées aux états.

Toutes ces dispositions changèrent à la réconciliation de Gand, en 1585. Le conseil revint de Douai par ordre exprès, et reprit ses séances à Gand. La chambre des comptes resta à Lille (1).

Les établissemens dont il est parlé ci-dessus furent les derniers actes de l'archiduc Mathias. Ce prince, dégoûté jusqu'au repentir d'y avoir

pris part, et las d'un gouvernement si hérissé d'épines et si désagréable, donna sa démission entre les mains des états-généraux à Anvers le 22 juillet 1580; il resta cependant au pays : on le remercia, on le nomma honorablement dans le traité qui se fit bientôt après avec le duc d'Alençon; on lui fit des assignations et des pensions considérables, qui éprouvèrent ensuite de fortes réductions. Il retourna en Allemagne sur la fin d'octobre de l'année suivante 1581.

Tout l'été se passa en pourparlers, en contradictions et en discussions sur le projet qui regardait le duc d'Alençon : on en délibéra même sous le gouvernement de l'archiduc, et l'on en discourut indiscretement devant ses gens autant qu'en sa présence; car les factions n'étaient pas assez éteintes pour que l'esprit de parti ne dominât point presque par-tout : il prévalut en cette occasion, et la grande majorité se prononça en faveur du duc. Au mois d'août partit une grande députation de tous les ordres des provinces pour Tours en Touraine. A un quart de lieue de cette ville est un grand parc, avec un ancien palais et d'autres édifices : cet endroit se nomme Montils ou Plessis-lès-Tours (2).

Ce fut là que se tinrent les conférences, et que, le 29 septembre 1580, fut signé le traité entre les commissaires du duc et les députés des Pays-Bas. Ce traité contient 27 articles, dont le premier

porte, à la vérité, que les états déclarent élire pour leur souverain, seigneur et prince, François duc d'Anjou et d'Alençon, frère unique du roi très-chrétien ; mais tous les autres règlent tellement son administration, sa succession, la régence en cas de minorité, pour ses descendants ; il y a tant de réserves au sujet des privilèges, de la pacification de Gand, de l'union d'Utrecht, du consentement des états, etc., que c'était n'en faire réellement qu'un simulacre de souverain (3).

Il avait déjà fait une campagne ou deux sur les frontières, avec ce qu'il avait pu réunir de forces, pour s'introduire aux Pays-Bas ; mais lorsque ses armes et les intrigues en sa faveur eurent produit leur effet, et qu'on concluait avec lui le traité de Plessis-lès-Tours, en 1580, il était une seconde fois très-occupé à poursuivre son mariage avec la reine d'Angleterre (4).

L'année 1581 s'était écoulée en grande partie dans les intrigues relatives à ce mariage. Le prince de Parme, voyant que les provinces s'étaient données à un prince français et qu'elles en attendaient des secours, entreprit d'en intercepter la source. Il marcha vers les frontières du côté de la France, et mit le siège devant Cambrai ; c'était encore une ville qui, comme Tournai, n'avait pas voulu accéder au traité d'accommodement des provinces et des villes wallonnes, et qui tenait fermement le parti des états. Malgré

sa bonne défense, elle fut vivement pressée. Le duc d'Alençon, qui venait d'acquérir les Pays-Bas, par le traité conclu depuis peu, en qualité de nouveau souverain, voulut se signaler pour leur défense. Il assembla une belle armée, dont un grand nombre de gentilshommes français rehaussaient l'éclat. Il arriva heureusement à propos pour secourir la place. En effet le prince de Parme, pressé lui-même par différens corps de troupes des états, à l'approche de l'armée française, fut obligé d'abandonner ses travaux et ses redoutes, et de lever le siège de Cambrai au mois d'août 1581.

Cette expédition du duc d'Alençon lui fit grand honneur au commencement de son règne, et l'on augura favorablement de son coup d'essai. Ce fut en ce temps qu'on publia le placard contre le roi d'Espagne, et que, suivant le formulaire prescrit, l'on fit le serment d'abjuration contre ce roi. On en avait différé la prestation jusqu'alors, et même on ne la pressa qu'à l'égard des personnes qui étaient en charge.

Le duc d'Alençon, après la levée du siège de Cambrai, fit encore quelques petites expéditions; son entrée au pays et son inauguration furent remises à d'autres temps, et il retourna en France pour passer bientôt en Angleterre et y achever son mariage. Il s'y rendit effectivement vers le mois de novembre avec une suite brillante et en grand

équipage. Mais la négociation de ce grand projet échoua. Après un séjour de plus de trois mois, pendant lequel on l'avait comblé d'honneurs et de politesses, il fut obligé de revenir; des raisons d'état ne permirent pas de conclure le mariage, et tout étant rompu, le duc partit de Londres le 1^{er} février 1582. La reine lui avait prêté des sommes considérables; son départ fut aussi magnifique que son arrivée. Cette reine l'accompagna jusqu'à Cantorbery, où se fit la séparation. Les lords Leycester, Howard, amiral qui commandait la flotte que la reine lui donnait, Hunsdown, Williongbay, Winfort et Cheffield, avec nombre de gentilshommes et une suite de cent personnes, eurent ordre de le conduire jusqu'à Anvers; de le servir, de le recommander par-tout au nom de la reine, et d'assister à son inauguration. Le 10 février, il descendit de la flotte à Flessingue, où les princes d'Orange, d'Epinoy et d'autres seigneurs se trouvèrent le 17, avec une flotte; il se rendit à Lillo, et le 19, il fit son entrée à Anvers. Le surlendemain, l'inauguration eut lieu avec une magnificence plus grande encore qu'à son entrée; il fit et reçut le serment en qualité de duc de Brabant et margrave du Saint-Empire; les jours suivans se passèrent en triomphe, en festins et en joie : elle fut partagée par toute la ville.

Le nouveau duc était logé à l'abbaye de St-Mi-

chel : le 18 mars 1582, anniversaire de sa naissance, on y préparait pour le soir un grand festin, ainsi que des feux d'artifice ; le prince lui-même s'occupait avec ses jeunes courtisans à y travailler, lorsqu'il leur parvint une étrange nouvelle et une chaude alarme. Le prince d'Orange sortait de table à son hôtel, où il avait dîné avec sa famille et d'autres personnes, lorsqu'un jeune homme, qui avait pénétré dans l'anti-chambre, lui tira un coup de pistolet à la tête ; la balle lui entra sous l'oreille gauche, passait par le palais sous les dents supérieures, et sortait par la joue droite : le jeune homme fut percé à l'instant de coups d'épée et de hallebarde. Le prince ne tomba pas du coup ; on l'emporta aussitôt privé de sentiment ; mais il reprit connaissance bientôt après.

Cette nouvelle se répandit d'abord parmi le peuple, qui, dans sa fureur, prit les armes et en voulait aux Français, qu'il accusait aveuglément de ce meurtre ; il faisait mine d'investir l'abbaye, menaçait de mettre le feu au couvent de Saint-Michel, de massacrer le duc et toute sa suite française.

Le prince Maurice, fils du prince blessé, prévint ce malheur ; il envoya sur-le-champ des billets de sa main à St-Michel : ses officiers et ses domestiques y coururent, et par toute la ville, pour désabuser le peuple ; ils dirent de sa part que les Espagnols et non les Français, avaient

tramé cet assassinat : cette précaution vint très à propos pour calmer l'orage et sauver le quartier de St-Michel, qui, sans cela, aurait peut-être essuyé une rude attaque.

Effectivement on trouva quelques lettres ou notices sur l'assassin tué dans l'anti-chambre ; et ces indices menèrent à la découverte de la vérité. C'était un Biscayen, nommé Jean Jauregui, courtaud ou valet d'un marchand biscayen, établi à Anvers, nommé Gaspar Anastro. Ce marchand, à demi-ruiné, avait des correspondances en Espagne avec un Castillan, nommé Jean Isoncha, qui conseilla à Anastro, pour rétablir sa fortune, de profiter de l'offre qu'il pouvait lui faire de la part du roi, de quatre-vingt mille ducats et d'une commanderie de St-Jacques, s'il voulait procurer la mort du prince d'Orange. Anastro, comme il fut vérifié par les papiers saisis dans son bureau, entra dans ce complot, et le proposa sous de grandes promesses à ses deux commis ; le premier refusa d'y entrer ; l'autre, qui n'avait que vingt-trois ans, était ce Jauregui, qui, exalté par des conseils et le fanatisme qu'on lui inspira, se chargea de ce crime, et l'exécuta comme on vient de le dire. Anastro s'était retiré avant l'entreprise : quelques complices furent pris et punis de mort.

Le prince d'Orange échappa contre toute espérance de ce danger mortel, et eut le bonheur pres-

qu'incroyable de guérir parfaitement de sa blessure, au point que trois mois après, il fut en état de recevoir le duc d'Alençon à Bruges, et de l'accompagner par-tout à son inauguration en Flandre.

Ce duc alla d'Anvers à l'Ecluse par un détour, et de là à Bruges, où il s'arrêta quelque temps. Les princes d'Orange, d'Espinoy, de Gavre-Egmont, et d'autres seigneurs du pays s'y trouvèrent pendant son séjour; on y découvrit une autre noire trahison pour empoisonner ou assassiner le duc et le prince. Un Espagnol était encore à la tête du complot : de plusieurs individus qui y avaient participé, les uns furent pris et punis, les autres s'enfuirent.

Le 20 août 1582 le duc de Brabant et d'Alençon fit une entrée solennelle à Gand avec son superbe cortège, et le 23 du même mois les sermens furent prêtés, et l'inauguration se fit avec beaucoup de magnificence au milieu de fêtes et d'illuminations qui durèrent quelques jours.

Les titres que ce prince prit, et qu'on trouve rarement réunis et détaillés, étaient : François, fils de France, frère unique du roi, par la grâce de Dieu, duc de Lothier, Brabant, Limbourg, Gueldre, Anjou, Alençon, Tourraine, Berry, Evreux et Château-Thierry; comte de Flandre, Hollande, Zélande, Zutphen, Maine, Perche, Mantes, Meulan et de Beaufort; marquis du

St-Empire, seigneur de Frise, Malines et Ommelandes, défenseur de la liberté belge.

Ce nouveau comte de Flandre, pendant son séjour à Gand, vit arriver son armée sous les murs de cette ville. Elle avait pris Dunkercke et quelques autres villes de moindre importance le long de la mer. Cette armée, fort affaiblie par des pertes et des désertions, n'était point comparable à celle qui avait secouru Cambrai l'année précédente.

Le prince de Parme, au contraire, s'était beaucoup renforcé par des secours d'argent et des troupes, venus d'Espagne; il avait déjà tiré parti de ces avantages et pris Tournai après un long siège, que Marie de la Laing, princesse d'Espinoy, en l'absence de son mari, gouverneur de la place, avait rendu cher aux ennemis par une défense héroïque.

Le prince de Parme prit encore Audenarde, et, pour couper l'armée alliée qui revenait de la West-Flandre, il marcha de ce côté. Les deux armées se rencontrèrent à une lieue ou deux de Gand, et, le 29 août 1582, s'approchèrent en escarmouchant jusque sous le canon de la ville, où l'on sonna le tocsin. Le duc, le prince d'Orange, vinrent sur les remparts; les bourgeois et les troupes sortirent pour secourir l'armée alliée. Les Français, avec celle des états et quelques régimens Anglais, firent halte, et les deux armées se

rangèrent en bataille. Les Espagnols attaquèrent à deux ou trois reprises, mais les alliés les repoussèrent rudement et avec grande perte ; ils étaient favorisés d'ailleurs du canon de la place. Enfin le prince de Parme se retira avec son armée à Audenarde. Cette expédition fut la dernière du duc d'Alençon ; il se rendit ensuite par Termonde à Anvers : le prince d'Orange l'y suivit avec la cour.

Le duc passa le reste de l'année à y nourrir du mécontentement et du chagrin ; il souffrait vivement, et se plaignit du peu d'autorité qu'il avait dans le pays , dont il semblait qu'on ne lui donnait que le vain titre de souverain. Il se souvenait du fâcheux dénouement de sa négociation en Angleterre ; il se plaignait encore de l'inattention et de l'abandon de la France : il ne pouvait oublier la journée du 18 mars, où le peuple en fureur l'aurait peut-être sacrifié sans l'intercession du prince d'Orange ou de ses gens.

Dans cette surcharge d'ennuis et de chagrins, il ne se fiait qu'à quelques Français, jeunes gens aussi mécontents que lui, fougueux et capables des conseils les plus violens. Il leur déclara plus d'une fois qu'il voulait quitter le pays, ou s'en rendre maître par force, afin d'y régner selon sa dignité. Ses confidens, sans hésiter, résolurent de recourir aux armes et de venger ses intérêts.

Il fut concerté entr'eux de s'emparer d'emblée

de plusieurs villes ; des ordres furent donnés en conséquence aux colonels qui commandaient à Dunkercke, à Bruges, à Termonde, et à quelques autres affidés, d'exciter, sous quelque prétexte, du tumulte dans la ville où ils étaient, et de se rendre maîtres chacun de sa place, à l'aide de la garnison française. La surprise de toutes les villes fut fixée au 16 janvier 1583, à la même heure, et celle d'Anvers fut réservée au duc même. Cette dernière entreprise eut lieu au jour déterminé ; Le duc dina de meilleure heure que de coutume, pour aller voir un corps de ses troupes assemblé de longue main et campé, disait-on, à Burgerhaut. Aussitôt après son dîner, il y alla, accompagné de toute sa cour : sous prétexte de cette revue, il était à cheval avec tous ses gens et ses gardes françaises et suisses ; trois cents chevaux, détachés du camp, vinrent à sa rencontre sur le second pont levis. Là s'éleva du désordre ; un seigneur nommé Rochepot fit semblant d'avoir la jambe cassée, et cria au secours ; c'était le signal ; le duc défila avec une partie des siens vers le camp : tous les autres retournèrent en ville fort serrés et dans un désordre simulé ; ils se saisirent de la porte et des corps-de-garde des bourgeois, dont ils tuèrent quelques-uns. Entrés en ville, ils allèrent par les remparts ouvrir une porte voisine, par où ils introduisirent encore du monde ; ils tournèrent le canon vers la place

et marchèrent en ville, au nombre de plus de trois mille hommes : ils commençaient déjà à piller en criant, *ville gagnée, tue, tue.*

D'abord on ne comprit rien à cette surprise, mais peu à peu on commença à tirer par les fenêtres et à tendre les chaînes; en moins d'une heure l'alarme devint générale : bourgeois, étrangers, militaires, femmes et enfans, les ouvriers avec les instrumens et les outils qu'ils avaient à la main, attaquèrent les Français; il se livra plusieurs petits combats très-meurtriers : enfin les Français, chassés de rue en rue, se sauvèrent par leur porte d'entrée, dont les bourgeois s'emparèrent aussi; le reste sauta par-dessus les remparts, fut tué ou fait prisonnier; le duc vit cela sans distinguer si c'étaient les siens. Mais il en fut bientôt éclairci par les fuyards maltraités et par le canon de la ville, qui tirait à force sur son camp. Ainsi il vit manquer son entreprise sous ses yeux : il en fut inconsolable. Comme on avait nommé dans le pays *la fureur espagnole*, l'entreprise qui avait ruiné cette ville en 1576, on nomma celle-ci *la fureur française*. Anvers y fit quelque perte, mais elle ne fut pas comparable à la première. Les Français, à ce qu'on suppose, y perdirent plus de 1500 hommes; nombre des premiers seigneurs y furent tués; l'évêque de Coutances, grand aumônier du duc, fut fait

prisonnier avec Fervaques, Beaulieu, Chaumont et d'autres gentilshommes du premier rang.

Le même jour fixé pour s'emparer des autres villes, on n'avait réussi qu'à demi. On avait surpris Termonde et Dunkerke, mais à Bruges, à Ostende, à Nieuport, l'entreprise avait manqué : on y avait combattu et chassé les Français.

Le duc d'Alençon s'était rendu à Termonde ; ensuite il s'établit à Dunkerke. Cette entreprise déjouée allait plonger les Pays-Bas dans de nouveaux malheurs, et, considérée sous son vrai point de vue, elle devait augmenter les troubles et les désordres. Cependant, par un effet singulier, on en tira trois divers projets d'accommodement : le premier fut de renouer avec le duc sous de meilleures conditions ; le prince d'Orange en fit les avances, et la reine d'Angleterre interposa sa médiation. Le second fut proposé par le prince de Parme : il voulait profiter du courroux récent des Anversois contre la mauvaise foi des Français : pendant qu'à Anvers on criait à la trahison, il y fit faire des propositions pour cette ville et pour toutes les provinces ; elles furent écoutées avec assez de froideur. Enfin il s'ouvrit, entre le duc d'Alençon et le prince de Parme, une troisième négociation, par laquelle le duc aurait remis aux Espagnols le peu qu'il tenait en Flandre, en échange de quelques places sur les frontières de Picardie.

Le prince d'Orange feignait de s'intéresser au premier projet; les deux autres n'étaient pas de son goût, et durant cinq ou six mois qu'on les discuta, aucun des trois ne put réussir.

Le duc d'Alençon, aussi malade de corps que d'esprit, abandonna ses desseins et se retira en France en juin 1583. Il alla s'enfermer dans le château d'une petite ville fort agréable de la Champagne, nommée Château-Thierry sur Marne, qui était de son apanage : après des langueurs et une longue et douloureuse maladie, il y décéda presqu'un an après sa retraite, le 10 juin 1584, à l'âge de 28 ans deux mois et quelques jours (5).

CHAPITRE V.

Considérations particulières sur le prince d'Orange. —
L'état de sa fortune. — Ses desseins. — Proscription
cruelle de l'Espagne contre ce prince; sa tête mise à
prix. — Son apologie dans un écrit encore plus violent.
— Attentats sur sa personne. — Il est à la fin tué à
Delft, l'an 1584.

IL y avait déjà vingt ans que les Pays-Bas, autrefois si florissans, gémissaient sous les oppressions de toute espèce, désolés et foulés par les amis et les ennemis, à tel point qu'on ne pouvait plus les distinguer les uns des autres au milieu des révolutions et des vicissitudes continuelles. Si l'on réfléchit sur cette guerre civile, dans laquelle des forces si disproportionnées balançaient celles de la première puissance du monde, et si l'on a bien médité cet ouvrage, il ne sera pas difficile de reconnaître le héros de la révolution qui s'opérait (6). Comme nous approchons de la fin de ce grand homme, il est à propos d'entrer dans les détails qui l'ont accompagnée.

Dès les premières années du règne de Philippe II, le prince d'Orange, mieux informé et plus clairvoyant que tant d'autres, avait vu de loin l'orage qui se préparait, et le but vers lequel il était dirigé : il avait pris ses précautions et averti

ceux qui avaient à craindre autant et plus que lui. Si on l'avait cru, les attentats de l'Espagne n'eussent pas commencé par cette cruelle boucherie des grands et du peuple, par la dévastation et la ruine du pays. Il fut presque le seul qui, par sa prudence, se sauva et survécut à tant d'infortunés. Aussi n'eut-il à partager avec personne la gloire du succès. Il osa seul relever une cause si désespérée, et le peu de bonheur qu'il rencontra, fut encore traversé par mille obstacles imprévus qu'il eut la peine d'aplanir. Sans répéter ce qu'on a détaillé dans cet ouvrage, il en résulte que dans tous les événemens il était comme l'âme du parti, et que, pendant toute sa vie, il en a dirigé les organes, les mouvemens et les entreprises.

Ici se présente fort naturellement une question, qui sans doute a été faite plus d'une fois par d'autres long-temps avant nous. Pourquoi le prince d'Orange, fort de tout l'ascendant et de tout le pouvoir qu'il avait sur la nation, étant l'âme et le premier mobile de la confédération, au lieu de voir les peuples indécis à se choisir un gouverneur-général, puis un souverain, entre des princes étrangers qui briguaient ces charges; pourquoi, dis-je, ce prince ne se saisit-il pas du souverain pouvoir? Ses services parlaient pour lui : il avait certainement toutes les qualités nécessaires, même de supérieures, pour y aspirer? Il faut avouer, en outre, qu'il y eut des occasions

où son élection aurait été consentie à une grande majorité, et peut-être sans contradiction, s'il avait eu cette ambition, comme on l'en a accusé, ainsi que ses descendans. Cependant on n'apprend pas que lui, ni ses partisans, en aient jamais hasardé la proposition. S'il eut ce projet ambitieux, du moins il ne l'a pas fait paraître. Tout ce qu'on peut en dire, c'est qu'ayant une ambition fort éclairée, il jugeait apparemment que le temps d'exécuter ses desseins n'était pas arrivé, et qu'il voulait voir débrouiller par d'autres la confusion et le cahos des troubles encore en pleine agitation. Le prince d'Orange avait fourni aux provinces le modèle de l'arrangement fort avantageux qu'elles firent avec don Juan : l'archiduc Mathias fut appelé presque à son insu, mais ce fut lui qui régla les articles de son admission. L'union d'Utrecht était proprement son ouvrage, et un ouvrage sur lequel il pouvait compter.

Par une espèce de contradiction il se fit honneur de favoriser, peu de temps après, les prétentions du duc d'Alençon. Le traité fut conclu la même année à d'étranges conditions, auxquelles le duc souscrivit. En obtenant ces conditions, le prince d'Orange savait aussi bien que personne, que le duc ne serait qu'un fantôme de souverain. Il connaissait le duc d'Alençon, son génie et celui de sa nation : il prévoyait qu'il se dégoû-

terait bientôt comme ses prédécesseurs; et, de quelque façon que les choses tournassent, ce règne ne devait pas être long. Cependant, il attira du secours de la France, qu'il compromit contre l'Espagne, et il pouvait en espérer autant de l'Angleterre, si le mariage du duc avec la reine Élisabeth eût réussi : il avait en outre d'autres raisons relatives à l'intérieur du pays, à la faction de Gand et aux provinces wallonnes : nous en avons parlé plus haut.

Il existe aussi une circonstance qui semble développer un dessein caché : les écrivains en parlent obscurément. Strada suppose que le duc aurait promis par un article secret qu'à la paix il donnerait en fief la Hollande et la Zélande au prince d'Orange. F. Van Meteren dit positivement et avec plus de vraisemblance, que le prince avait fait souscrire au duc d'Alençon un acte réversal, dans lequel on était convenu que les provinces de Hollande et Zélande feraient partie de ses nouveaux états, aux mêmes conditions que les autres, quant à l'apparence et aux titres, mais qu'au dénouement ou à la paix, leur liberté et leur indépendance étaient réservées expressément et conformément à l'union d'Utrecht. Cette réserve relative à l'union, peut faire soupçonner que si le prince d'Orange, comme on l'a dit si souvent, avait une souveraineté en vue, c'était celle de ces provinces unies, qu'il ménageait

pour l'avenir. Il n'y avait point à craindre d'obstacle de religion, ni des traverses de la part des grands : il y avait ses habitudes, et il y était fort aimé : il pouvait regarder ce pays comme son patrimoine. C'est peut-être dans cette idée que certain auteur a dit, en parlant de cette souveraineté, qu'il y touchait quand il fut assassiné.

La haine des Espagnols contre ce prince continuait toujours : en Espagne on le croyait l'auteur de la rebellion et de tous les maux. Lui, de son côté, leur rendait amplement la pareille. Il n'avait pas juré sur les autels, comme Annibal, une guerre éternelle, mais il était décidément résolu à ne jamais se fier aux Espagnols : sa résolution inflexible valait bien le serment du Carthaginois. Dans ces derniers temps, l'antipathie avait encore pris un caractère plus prononcé. L'union d'Utrecht et ses conséquences, l'abjuration contre le roi d'Espagne ordonnée par l'édit, l'élection du duc d'Alençon avaient renvenimé la plaie. Cependant, lorsque l'Espagne, faisant de nécessité vertu, prodiguait ses sentimens et ses offres pacifiques, elle n'oublia rien pour apaiser le prince d'Orange. Celui-ci et ses amis avaient continuellement autour d'eux des émissaires de l'Espagne, qui les flattaient et qui leur insinuaient, jusqu'au dernier congrès de Cologne, des propositions qui furent toujours rejetées.

Par le ministère de ces médiateurs, l'Espagne

offrit à Guillaume la restitution de tous ses biens confisqués et de leurs revenus, à condition qu'il se retirerait en Allemagne sans jamais paraître aux Pays-Bas, ou que le comte de Buren, son fils, toujours prisonnier, serait renvoyé d'Espagne, rentrerait dans tous ses biens et dans les charges que sa maison avait possédées; que pour indemniser le père des pertes qu'il avait faites, on lui donnerait comptant cent mille écus d'or. Ces offres furent encore rejetées, et, comme elles n'étaient point si secrètes que les précédentes, son refus lui donna du relief, et fut une espèce de triomphe pour ce prince. Le roi d'Espagne fut outré de ce mépris, et le ressentit plus vivement que tout le reste.

Immédiatement après, et dès l'an 1580 parut ce fameux édit de proscription, que le prince de Parme envoya par ordre exprès à tous les tribunaux de l'obéissance. J'ai sous les yeux un exemplaire de cette proscription, telle qu'elle fut publiée alors à Douay, où le conseil de Flandre siégeait. L'exemplaire dont je suis possesseur est en français; il est imprimé à Douai et porte la date du 15 juin 1580 : on en ordonne la publication dans les deux langues. Cet édit du roi est fort étendu; il n'est possible d'en donner dans ces mémoires, ni copie, ni extrait. C'est une récapitulation des troubles du pays, tous imputés au prince : ce sont des reproches, des injures,

des invectives, des comparaisons odieuses sur sa religion, ou plutôt sur son irréligion; sur sa conduite, ses mariages, et sur toute sa vie. On le traite de Caïn, de Judas, de tyran, de parjure, d'hypocrite, de peste publique et d'ennemi du genre humain, et l'on promet vingt-cinq mille écus d'or à qui le livrera vif ou mort, ou lui ôtera la vie, avec ennoblissement de l'assassin, s'il n'est pas noble (7).

Le public impartial crut entrevoir de l'abaissement dans cet écrit, en ce qu'un grand roi usait envers un prince son sujet d'un style si piquant, où se trouvait répandu tant d'aigreur et de véhémence; cet emportement outré ne fit qu'irriter : on attendait une réponse; elle parut à la fin de l'année. Le prince d'Orange, déterminé à ne rien craindre ni ménager, ne garda plus de mesures. L'apologie qu'il publia contenait en même temps un libelle diffamatoire et sanglant. Si la proscription était véhémence, l'apologie est une pièce foudroyante, c'est ainsi qu'Aubry du Maurier l'appelle. Le prince d'Orange, par récrimination, veut se purger de chaque épithète et de chaque vice dont on l'accuse, pour les relancer sur le roi Philippe II, qu'il attaque personnellement, en mettant au jour les actions de toute sa vie, ses mariages, la mort de sa troisième femme et de son fils don Carlos. La nation espagnole y est extrêmement mal-

traitée en plusieurs endroits. La conduite des gouverneurs y est examinée, pour la rendre exécrationnable ou pour la tourner en ridicule. Cet écrit est beaucoup plus long et plus étendu que l'autre; aussi ne le voit-on ordinairement dans les auteurs que par extraits essentiels.

Un nommé Pierre de Villiers, autrefois avocat, puis ministre protestant, fort attaché à la maison d'Orange, a passé pour l'auteur de cette apologie. Le 13 décembre 1580, le prince, accompagné du comte d'Hohenlohe et d'autres de ses parens, la porta à l'assemblée des états-généraux à Delft, où la lecture en fut faite par le pensionnaire. On différa la délibération; on trouvait les expressions trop fortes, et la pièce en tout trop caustique. Le 17 leur résolution lui fut remise: ils déclarèrent qu'on l'a accusé à tort, qu'ils lui offrent une compagnie à cheval pour sa garde, et qu'ils rédigeront leur justification au plus tôt pour ce qui les regarde dans l'édit de proscription. Les états-généraux n'ont jamais voulu permettre que l'impression de l'apologie du prince d'Orange se fit en leur nom; néanmoins la pièce fut imprimée et envoyée à toutes les cours par le prince et ses partisans.

Contre l'ordinaire des manifestes qui précèdent le bruit des armes, ces pièces annonçaient la guerre après vingt ans environ qu'elle durait, et produisirent l'explosion: les sicaires se

mirent en campagne par avidité et par fanatisme. On a vu l'entreprise de Jauregui à Anvers; il y en eut une seconde à Bruges et d'autres plus sourdes sur la vie du prince.

Enfin l'an 1584, Gerards, sous le nom de Guion, parut à Delft au mois de mai; son nom véritable était Balthasar Geerardts, Bourguignon, natif de Villefans. Il eut accès chez Guillaume avec quelques blancs-seings du comte de Mansfelt, qu'il avait apportés de Luxembourg. On s'en servit et il fit un voyage en France. Au mois de juillet il en revint: le prince était légèrement incommodé; il le fit venir à son lit, pour apprendre de lui quelques circonstances de la mort du duc d'Alençon. Le 10 juillet il attendait le prince au sortir de son dîner, et, comme il sortait, l'assassin lui tira dans la poitrine son petit mousqueton, chargé de trois balles. Le prince, blessé à mort, fut porté dans la salle où il avait dîné, et expira aussitôt après.

SIXIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Réflexions sur les circonstances qui précédèrent et suivirent la mort du prince d'Orange. — État de sa famille. — Consternation dans toutes les provinces. — Le prince de Parme en profite pour proposer une paix générale, qui est refusée; il réduit en détail quelques provinces. — Grande irrésolution parmi les états, qui veulent se donner à la France, et ensuite à l'Angleterre.

LA mort du prince d'Orange, qui fait une époque si importante dans l'histoire des troubles des Pays-Bas, et produisit des changemens si remarquables, vient d'être traitée un peu sèchement, et dans le seul dessein d'en narrer l'événement : il mérite néanmoins un plus grand détail et fait naître bien des réflexions.

L'Espagne, avant la mort de ce prince, était tellement persuadée de sa prépondérance, qu'elle croyait que lui seul entretenait cette guerre obstinée, et qu'en lui ôtant la vie, les Pays-Bas retomberaient d'eux-mêmes sous le pouvoir du roi. Cette vision politique flatta la haine déjà si irri-

tée, et fit hausser le prix de sa tête, qu'on porta à quatre-vingt mille ducats et une commanderie de St-Jacques, comme on l'a vu dans l'assassinat de Jauregui à Anvers. Le prince, averti de tous côtés, continuait d'en agir avec sa franchise accoutumée; ses gens se bornaient à écarter de sa présence les Espagnols et les Italiens; mais le prix excessif de son sang réveilla tous les misérables qui avaient l'ame assez vile pour se porter à de pareils forfaits.

Il y en eut de différentes nations; on en exécuta quatre en Hollande et en Zélande, pour avoir tramé la mort du prince par le fer ou le poison : le Bourguignon qui l'exécuta, convint qu'il en rôdait encore actuellement trois à Delft et aux environs, résolus au même assassinat qu'il avait effectué. Cet assassin avoua aussi qu'il avait voulu tuer le prince, lorsqu'étant légèrement indisposé, il l'admit à son lit; mais il n'avait pas présumé de le trouver seul, et il n'était point armé à cet effet. Dans cette entrevue, il lui fit connaître ses besoins; le prince appela quelqu'un pour lui faire donner neuf à dix écus; ce fut de cet argent qu'il acheta d'un soldat les grands pistolets ou petits mousquetons qu'il nettoya ensuite à loisir. Le jour qu'il exécuta son horrible attentat, il était dans la chambre quand le prince vint pour dîner, et il lui parla d'un air effarouché. La princesse d'Orange, voyant cet inconnu

de très-mauvaise mine et à vue égarée, demanda au prince qui il était : le prince répondit qu'il demandait un passe-port, qu'on était occupé à écrire.

Ayant vu les deux époux à table, l'assassin alla prendre ses pistolets, qu'il couvrit d'un manteau; il fit une promenade dans la cour et aux écuries, derrière lesquelles il pouvait arriver aux remparts, et en passant les fossés de la ville de ce côté, se sauver à la campagne. Il prépara ainsi sa fuite et déposa en cet endroit deux vessies à demi-enflées, pour traverser ces fossés à la nage. Après quoi il vint attendre le prince au sortir du dîner : il lui présenta d'une main un papier à signer, et de l'autre il lui tira à brûle pourpoint les trois balles au travers du corps.

Le prince chancelant s'écria : *Dieu, ayez pitié de moi ! je suis fort blessé : ayez pitié de moi et de ce pauvre peuple !* Le sieur de Maldere, son écuyer, survint au bruit, et lui entendit dire ces mots; la comtesse de Swartsbourgh, sœur du prince, qu'il venait de quitter à table, accourut, et lui parla en allemand pour qu'il résignât son âme à Dieu : il lui répondit, *oui*, et ne parla plus; on le porta dans la chambre voisine, où il mourut quelques momens après.

L'assassin tâcha de se sauver; il sauta l'escalier et laissa tomber ses pistolets : il avait déjà passé les écuries; deux laquais qui se promenaient

là, voyant fuir un homme sans chapeau , avec tant de précipitation, qu'il était tombé en passant sur un tas de fumier, l'arrêterent sans trop savoir pourquoi; car le coup avait été porté si vite dans la maison, qu'on n'en savait encore rien au dehors. Mais à l'instant des palefreniers et des domestiques étant survenus, on le mena à la conciergerie.

Telle fut la fin de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, surnommé *le taciturne*. On en a donné une espèce d'éloge au commencement du récit des troubles : je crois que la lecture de cet ouvrage aura vérifié dans tous ses points l'apologie que j'ai faite de sa personne et de son caractère. Il était né à Dillenbourgh le 14 avril 1533; par conséquent il avait à sa mort cinquante-un ans deux mois et quelques jours. Il avait eu quatre femmes. De sa première, Anne d'Egmont, comtesse de Buren et Leerde, héritière de cette branche, naquit le prince Philippe-Guillaume, prisonnier en Espagne. De la seconde, Anne, fille de l'électeur de Saxe, naquit le prince Maurice. La troisième fut Charlotte de Bourbon-Monpensier; il n'en eut que six filles. Enfin la quatrième était Louise de Coligni, fille de Gaspar Coligni de Châtillon, ce fameux amiral de France, si renommé dans l'histoire : elle était douairière de Teligni, et fut mère du prince Frédéric-Henri. Cette courageuse princesse, survenue au triste

spectacle de la mort du prince, dut s'armer de sa vertu et implorer de Dieu des consolations sur ce fatal et troisième malheur : Téligni , son premier mari, et l'amiral son père , avaient été tués presque sous ses yeux au massacre de la St-Barthélemi.

Le prince laissa en mourant cette veuve et onze enfans de ses quatre mariages, trois fils et huit filles. Sa maison, si puissante ci-devant, se ressentait beaucoup de ses infortunes, de la perte de ses charges et de la confiscation de ses biens, qui durait depuis si long-temps.

Le 14 juillet suivant, Balthasar Geerardts, assassin du prince d'Orange , fut puni à Delft d'un supplice affreux ; il fut tenaillé et écartelé vif. Il est évident que la récompense promise pour ce crime détestable fut accordée à ses héritiers, puisqu'on trouve dans la liste de la chambre des comptes, des lettres patentes de Madrid du 4 mars 1589, portant ennoblissement de Balthasar Geerardts, ainsi que de ses frères et sœurs, sous le nom de *Tyrannicide*.

Les obsèques du prince se firent à Delft le 3 août : la procession pour son enterrement fut d'une magnificence royale ; ses bannières, ses armes furent portées et ses chevaux de deuil furent conduits par les plus grands seigneurs du pays ; on résolut alors de lui ériger un superbe mausolée, qui ne fut exécuté qu'en 1620 : on le voit en bronze et en marbre dans l'église neuve

à Delft, et c'est le plus somptueux monument qui se trouve dans toute l'étendue de la république.

Cependant la nouvelle de l'événement fatal de la mort du prince se répandit dans tous les cantons des Pays-Bas et parcourut bientôt toute l'Europe. Dans les provinces en guerre contre l'Espagne, la consternation fut universelle, et l'abattement s'empara de tous les esprits. On ne prévît que de nouveaux désordres et des suites funestes de cet attentat.

Le prince de Parme avait reçu de la cour d'Espagne des ordres d'encourager et d'effectuer la proscription et le meurtre : il lui était en outre ordonné, aussitôt que le coup serait porté, de profiter de l'étonnement des peuples, pour les ramener à l'obéissance par les offres les plus éblouissantes, et à quelque prix que ce fût.

Ce prince était trop grand homme et trop généreux pour approuver le premier point de ces instructions : il en eut horreur et ne parut jamais dans aucune des entreprises qui y étaient relatives, que fort obliquement et d'une manière indirecte. A la vérité, il en était informé, quoiqu'il n'y fit employer de bien loin que des moines ou des agens subalternes. Mais en revanche il mit tout en œuvre pour soumettre les peuples par la persuasion ; il écrivit secrètement des lettres de condoléance à la princesse douairière d'Orange, avec les offres les plus consolantes de l'indem-

niser elle et sa famille de cette perte immense. Il employa ses amis et fit mouvoir tous ses ressorts pour gagner les principaux d'entre les confédérés, et il étala abondamment tous les moyens et toutes les ressources possibles pour parvenir à une réconciliation générale.

Les états-généraux s'assemblèrent à Anvers; on y délibéra mûrement sur les affaires du temps. Les propositions du prince de Parme n'étaient pas inconnues : quelques-uns en furent ébranlés; d'autres étaient dégoûtés et fatigués de cette longue et cruelle guerre. Théodore Liefvelt, créé chancelier par les états, y fit un discours pathétique pour les engager à profiter du moment et à conclure une paix si avantageuse avec l'Espagne. Sa belle harangue et toutes les considérations les plus judicieuses ne réussirent pas. La haine nationale et la vieille rancune prévalurent; on prit la résolution de périr en détail plutôt que de se soumettre aux Espagnols par une paix trompeuse : on aimait mieux se jeter à la tête de toutes les puissances, leur offrir la souveraineté des provinces, pourvu qu'elles les affranchissent du joug et de l'esclavage de l'Espagne.

Le meurtre du prince d'Orange avait beaucoup aigri les esprits dans cette assemblée : on en releva l'atrocité et la perfidie, en le peignant des couleurs les plus noires. La continuation de la

guerre fut résolue en même temps, et l'on donna au prince Maurice, quoiqu'il n'eut pas encore dix-huit ans accomplis, tous les gouvernemens et toutes les charges qu'avait feu son père ; on lui adjoignit le comte de Hohenlôhe comme lieutenant.

Sur la question d'implorer le secours étranger, après de longs raisonnemens et de grands débats, la France fut préférée à l'Angleterre, et l'on décida d'y envoyer la députation la plus solennelle : elle consistait en quinze personnes, partit bientôt après, et se rendit à Paris. On l'y traita avec honneur et distinction. Mendoca, ambassadeur d'Espagne, se plaignit de cette réception, et fit toutes les démarches possibles pour empêcher aux députés d'avoir accès à la cour et d'obtenir la faveur d'une audience.

A cette époque, la France était plongée dans de terribles embarras, et à la veille d'éprouver un sort encore plus déplorable que celui des Pays-Bas. La ligue, cette fameuse et redoutable ligue, tramée sourdement, levait alors la tête. Elle était soutenue secrètement par la cour de Rome et par l'Espagne : elle divisait la maison royale, la haute-noblesse et le ministère.

Je me réserve de parler ailleurs de cette funeste conjuration qui enfanta tant d'horreurs, de massacres, et fut sur le point de renverser le trône, pour y installer l'Espagne même. Elle sera

le sujet d'un épisode étendu et nécessaire à cause de l'influence qu'on ressentit aux Pays-Bas de ces événemens.

Les dispositions de cette ligue, appuyée de la sorte, n'étaient point favorables aux députés flamands; mais le roi Henri III eut un moment de vigueur, et déclara hautement que le royaume de France était l'asyle des malheureux; que connaissant l'oppression des Pays-Bas, il était de sa justice d'écouter au moins leurs doléances.

Les députés eurent ensuite des audiences solennelles et particulières du roi, de la reine, de la reine-mère, du roi de Navarre, enfin de tous les seigneurs de la cour, comme ils le voulurent; ils virent les ministres et entrèrent en négociation.

Elbert Van Leewen, dit Leoninus, chancelier de Gueldre, avait porté la parole à la première audience. Il avait fait au roi un discours fort touchant, mais plein de dignité et de noblesse : il avait offert en termes formels la souveraineté de toutes les provinces des Pays-Bas au roi très-chrétien et à la couronne de France à perpétuité. Pour faire valoir ses offres, il avait ajouté que malgré la cruauté des Espagnols et la désolation extrême du pays, il pouvait présenter encore plus de 90 villes murées et des millions d'habitans, qui, moyennant sa protection, voulaient se sacrifier pour son service.

La négociation, quant au point principal, traîna

en longueur : on était fort occupé et embarrassé à la cour : les délibérations étaient fréquentes. Le roi et la reine-mère goûtèrent assez les propositions, et auraient bien voulu les accepter, mais ils n'osaient. La ligue commençait à balancer le pouvoir de la cour ; les troubles augmentaient tous les jours, et les circonstances qui devenaient de plus en plus orageuses, n'étaient point favorables à une telle résolution.

Enfin, après trois ou quatre mois de négociations et d'intrigues, le roi fut presque obligé d'avouer son impuissance aux députés : dans la dernière audience de congé, au mois de février 1585, il leur dit qu'il se sentait très-reconnaissant de leurs offres, que le mauvais état de son royaume ne permettait pas d'accepter pour lors ; que ses ennemis et les troubles qu'ils lui suscitaient devenant extrêmes, il espérait, par l'aide de Dieu, de les réduire à la raison ; qu'après avoir pacifié ses propres états, il s'emploierait pour ses amis : il ajouta que leurs besoins étaient pressans ; qu'il leur conseillait de recourir à la reine d'Angleterre, qui, ayant les mains libres, pouvait les protéger, et que se trouvant en bonne intelligence avec cette grande reine, il lui écrirait en leur faveur.

Après ces témoignages flatteurs, il les congédia ; les députés partirent, furent défrayés sur la route, et transportés sur les vaisseaux du roi

Cette députation infructueuse n'abattit point le courage des confédérés : un mois ou deux après, une autre députation nombreuse partit pour l'Angleterre. Paul Buys, pensionnaire de Hollande, accompagna celle-ci et y porta la parole. Lorsqu'on avait agité à l'assemblée générale laquelle des deux puissances était à rechercher la première, il s'était fortement déclaré pour l'Angleterre, soutenant que la France, nonobstant sa bonne volonté, n'était pas en situation de les secourir : il avait prédit que ce serait un voyage inutile. Il avait été si mortifié de voir ses avis négligés, qu'il avait quitté son emploi et s'était retiré à la campagne. Mais à cette seconde députation, dès la première réquisition qu'on lui fit, il reprit ses fonctions, fut un des députés et rendit de grands services, tant pour la négociation que pour la conclusion du traité qui eut lieu ensuite.

La reine d'Angleterre, exactement informée de ce qui s'était passé en France, de la grande députation qui lui venait, et de ce qu'elle avait à lui représenter, forma son plan d'avance.

Sa résolution était prise irrévocablement. Si elle fut choquée qu'on ne la recherchât qu'après la France, à son défaut et comme en sous-ordre, cependant elle n'en fit rien paraître, ou plutôt elle voulait persévérer dans sa politique de ne pas s'agrandir au de-là de la mer, et son inten-

tion était de refuser la souveraineté des Pays-Bas, mais de les assister puissamment, pour y entretenir la guerre et faire diversion à l'Espagne.

Les députés flamands, à leur arrivée en Angleterre, y furent reçus, par les ordres de la reine, avec tous les honneurs, comme ils l'avaient été en France. Élisabeth ne les fit pas attendre, et les admit bientôt à son audience, où la souveraineté des provinces lui étant offerte en termes convenables, elle répondit qu'elle les remerciait de leur bonne volonté et de leur confiance, qui ne seraient pas trompées, mais que de puissantes raisons d'état ne permettaient pas à la couronne d'Angleterre de les assujétir à sa domination; qu'elle les considérait, non comme ses sujets en acceptant leurs offres, mais comme ses amis et ses alliés; qu'en cette qualité seule elle voulait bien les assister de ses conseils, de ses finances et de ses forces par mer et par terre, pour les maintenir dans leur liberté.

Selon ces promesses, il se fit un traité à Non-Such, où fut stipulé un secours de six mille hommes entretenus par la reine, lequel passerait incessamment la mer. Elle leur avança des sommes considérables, et les états lui donnèrent pour sûreté les villes de Flessingue, de Briel et le château de Rammekens en Zélande: ces places devaient être dégagées lorsqu'à la paix on restituerait les sommes empruntées. A l'égard de ses con-

seils, elle promit encore de leur donner un général d'armes ou gouverneur, qui serait homme de qualité, et qui, avec deux conseillers qu'elle nommerait, aurait entrée dans le conseil d'état des provinces-unies. Il fut réglé en même temps quelle autorité ils auraient dans le militaire, aussi bien que sur les garnisons anglaises, sans qu'ils pussent s'ingérer dans les affaires civiles. Les députés flamands revinrent fort contents de ce succès, et la reine accomplit ponctuellement ses promesses.

Elle nomma aussi son général, qui fut le fameux comte de Leycestre (8). Sa conduite ne plut pas aux Hollandais, puisqu'en moins de deux ans ils en firent de si vives plaintes, que la reine fut obligée de le rappeler, sans néanmoins se départir de son amitié pour les provinces, et sans discontinuer ses secours.

CHAPITRE II.

Le prince de Parme, maître de la campagne, prend toutes les villes de Flandre. — Nouveaux et terribles troubles à Gand. — Retour d'Hembise ; sa fin tragique. — Cette ville affamée et réduite à la dernière misère, se rend par capitulation ; sa réconciliation signée au camp de Bevere. — Bruxelles, Malines et autres villes rendues. — Fameux siège d'Anvers, qui se rend aussi après une défense opiniâtre.

CE n'était point l'événement seul de la mort du prince d'Orange qui affaiblissait tant le système de la confédération et ses projets ; depuis deux ou trois ans ses affaires étaient fort dérangées par les vices intérieurs. Les troubles de Gand et de la Flandre, la défection des villes et provinces wallonnes, l'élévation et la chute du duc d'Alençon avaient porté des coups sensibles au parti : les secours étrangers avaient ruiné le plat pays ; les villes se détruisaient par les factions et la discorde. La mort du prince d'Orange acheva la décadence. Le prince de Parme, attentif à toutes les conjonctures, avait déjà gagné la supériorité en campagne : on n'avait point d'armée à lui opposer. Par la prise de Tournai et d'Audenarde, il avait le pied bien avant en Flandre ; il gênait l'Escaut et incommodait fort la ville de Gand, où tout était en combustion, et où l'on souffrit de la

cherté des vivres. Il convoitait cette ville depuis long-temps, mais il fallait surmonter encore beaucoup d'obstacles pour s'en rendre maître. Les catholiques et les principaux habitans, maltraités dans les tumultes journaliers du peuple, n'avaient plus tant d'aversion pour la paix qu'auparavant.

La réputation de ce prince s'affermissait chaque jour : il offrait sans discontinuer des conditions favorables, et, à l'exception de l'article de la religion, la plupart des capitulations qu'il accordait étaient assez raisonnables. Il en agissait d'ailleurs grandement et généreusement, et sa parole était inviolable.

Après la mort du prince d'Orange, il avait fait tous ses efforts pour amener les provinces à une paix générale, et n'ayant pu réussir en gros, il réalisa en détail ses projets dans toutes ses conquêtes : cette modération lui en valut d'autres : en effet il avait pu user, sans concessions et sans obstacles, de toutes ses forces, qui augmentaient de jour en jour.

Les troubles de Gand avaient déjà causé à l'union des provinces et à la ville même, des maux qui semblaient irréparables. Le prince d'Orange y avait rétabli l'ordre jusqu'à deux ou trois fois, mais la rechute était ordinairement pire que le mal précédent. Aussitôt que le prince se fut éloigné et long-temps avant sa mort, les désordres avaient recommencé avec plus de fureur que ja-

mais. Le parti des catholiques et celui des gueux perdaient et reprenaient le dessus alternativement : c'était le flux et le reflux d'une mer agitée. Les uns et les autres ne voulaient pas de maître et se faisaient plus de mal que le plus cruel tyran n'aurait voulu leur faire. Ils étaient resserrés par une espèce de blocus : les passages et les vivres étaient interceptés, et les deux partis souffraient également de la disette qui les menaçait de plus grandes misères.

Les catholiques, profitant du temps qu'ils étaient au timon des affaires, entreprirent de finir ces calamités : ils étaient entrés en négociation dès le mois de mars 1584 avec le prince de Parme, et le congrès se tenait à Tournai. On avait proposé que le Brabant y serait aussi admis, mais le prince ne le voulut pas, craignant que ce ne fût un prétexte pour trainer en longueur. Bruges, Ypres et le Franc se joignirent à Gand : ainsi les quatre parties de la Flandre y eurent leurs députés, qui allaient et venaient : des passe-ports avaient été donnés, et il y avait une suspension d'armes, du moins tacite; en effet, le président Richardot, le sieur de Masnuy et un Espagnol nommé Segura, commissaires du prince, vinrent aussi librement à Gand, pendant qu'on traitait de la paix.

Ce traité se négociait lentement, et cependant avec bonne apparence de succès, lorsqu'au mois

de mai une bourasque populaire renversa ces dispositions, et que la magistrature et la direction de Gand changea encore de face. Les gueux, devenus les maîtres, rompirent non-seulement le traité déjà très-avancé, mais crièrent insolument à la guerre, cherchèrent le commissaire Segura qui s'était sauvé, violèrent la suspension d'armes, et recommencèrent les hostilités par de petits combats journaliers aux portes de la ville.

Il y avait déjà quelques mois qu'une sédition populaire avait ramené Hembise à Gand. Nous finirons ici son histoire.

Au mois d'août 1583, après un jour entier de tumulte pour la création d'un nouveau magistrat, quelqu'un sur le soir proposa Hembise : la faction hérétique et le petit peuple applaudit, tellement qu'à l'instant même il fut proclamé premier de Gand en son absence; on lui envoya aussitôt des députés pour l'inviter à revenir.

Il était depuis quatre ans à Franckenthal, chez le prince palatin Jean Cazimir, avec le ministre d'Athenus, qui revint avec lui à Gand; il reprit sa place, et recommença son despotisme, mais avec plus de méfiance et de circonspection qu'auparavant; il avait perdu des amis et des chiens, et le gouvernement français lui en avait débauché plusieurs; en conséquence, il s'était tourné vers d'autres vues, et il avait pris des mesures secrètes pour se venger et pour dominer sous une autre protection.

Ceux qui l'avaient appelé en prirent ombrage, et, voyant qu'il inclinait avec tant de facilité vers la paix, qui se traitait alors à Tournai, ils recherchèrent sa conduite si scrupuleusement qu'on apprit qu'Hembise, pendant son absence, avait tramé un complot pour livrer Gand et Termonde aux Espagnols; que le prince de Parme était en correspondance avec lui, et que le seigneur d'Ecke, envoyé par le prince, avait été le trouver secrètement dans le Palatinat, où ils avaient arrêté leur plan.

Le 22 mars 1584, les soupçons furent confirmés par la découverte de quelques préparatifs de la trahison. Huit pontons et autant de bateaux chargés d'échelles, de radeaux, de claies, de pioches et de planches, étaient dans l'Escaut à la porte de Bruxelles; on sut par les bateliers qu'ils avaient ordre de descendre la nuit suivante la rivière jusqu'à Wetteren, où se trouvait un camp espagnol.

Hembise seul avait connaissance de cet ordre et de ce dessein: on en murmura beaucoup et l'on doubla les gardes: le convoi, n'étant pas prêt, ne partit point cette nuit, mais à l'aube du jour un détachement des troupes du prince de Parme vint jusques sous les remparts; il se retira promptement, car on l'avait aperçu: le tocsin sonnait et chacun courait aux armes.

Pendant toute cette journée du 23, l'alarme

fut générale; on cria dans les rues, *aux traitres ! aux assassins !* Tous les magistrats, les membres des collèges et *collaces* se rendirent tumultuairement à l'hôtel-de-ville, où Hembise vint pour se justifier : il y eut de vifs débats; il crut l'emporter par la force, et il avait fait venir le régiment dont il était colonel : cette troupe investit la maison-de-ville. Un des échevins sauta par les fenêtres, et courut faire battre le tambour dans toutes les rues; la bourgeoisie prit les armes, tomba sur ce régiment, le fit plier sous le nombre et le désarma. Hembise, à ce bruit terrible, voulut sortir pour l'apaiser : reçu par le peuple avec un torrent d'injures et de malédictions, il fut battu lui-même et repoussé à coups de hallebardes.

On avait intercepté deux lettres qui lui venaient du camp espagnol; on les porta publiquement aux magistrats et aux doyens assemblés. Le complot y était entièrement dévoilé : il s'agissait de surprendre Termonde par escalade. Hembise l'avoua; il convint que les Espagnols devaient favoriser l'entreprise, non pour en profiter eux-mêmes, mais pour soumettre cette ville à celle de Gand, et rétablir la liberté des convois de vivres.

Ces raisons ne calmèrent personne, et à la fin d'une journée des plus tumultueuses, il fut destitué de ses fonctions de premier de Gand et de surintendant des guerres. Il fut de suite arrêté et

conduit, sous bonne garde, prisonnier à l'Hôtel de Wacquen, d'où, quelques jours après, il fut transféré à la Cour du prince.

Pendant la nuit, des commissaires et des capitaines allèrent saisir ses papiers dans sa maison; ils y trouvèrent trois pièces de canon et une forte provision de toutes sortes d'armes. La connaissance de ce fait irrita tellement le peuple, qu'il l'aurait assommé sur-le-champ, s'il n'eût été en sûreté; sa garde avait été congédiée en même temps. Pendant une partie du temps qu'Hembise fut en prison, la faction qui voulait la paix avait gagné l'ascendant; elle continuait ses négociations à Tournai, et ne l'aurait point poursuivi dans ces circonstances.

Mais au mois de mai, tout étant renversé et rompu, le parti de la guerre et les gueux ayant pris le dessus, ceux-ci se signalèrent par mille traits de vengeance contre les *marannes*, les *spingouls* et les *papaies* : c'étaient les noms de mépris qu'ils donnaient aux Espagnols et aux catholiques; alors les cris de la populace s'élevèrent contre Hembise et ses excès.

Son procès lui fut fait en forme; on lui imputa plusieurs crimes capitaux. Les principaux furent sa tyrannie précédente, les concussions à main armée, dont il s'était rendu coupable : on l'accusa d'avoir levé des troupes, de tenir chez lui du canon, des armes et des munitions de

guerre; d'avoir fait assassiner sur le chemin de Gand, par une de ses créatures, les sicurs Roelants et Musaert, bailli et greffier d'Axel, qu'il avait mandés exprès. On l'accusa d'avoir tenté le même crime sur le seigneur de Bonnivet, qui était venu en commission de la part du duc d'Alençon, qui avait précédé ce prince, et qu'Hembise avait fait attaquer sur la route de Termonde pour l'assassiner et le piller; mais ce seigneur et sa suite repoussèrent si vivement les assaillans, qu'ils ne perdirent que quelque bagage. On lui fit encore un crime de son ambition, qui l'avait porté à se donner une garde; d'avoir frappé de la monnaie et des jetons à ses armes et avec son inscription; de ses menées pour disposer des charges et des offices; on lui reprochait d'avoir mal administré les deniers publics, de se les être appropriés ou de les avoir divertis à d'autres usages. Enfin le grand chef d'accusation était cette noire trahison tramée et préméditée dans son séjour à Franckenthal pour livrer la ville aux Espagnols. Toutes ces accusations étaient conçues en 42 articles, mais qui, en substance, revenaient au sommaire qu'on vient d'en donner.

Hembise, qui ne se soutenait pas dans l'adversité, comme on l'a dit ci-devant, se défendait faiblement; il avouait presque tout ce qu'on lui imputait; il disait pour se disculper, que presque tout ce qu'on lui imputait à crime, s'était passé à la

connaissance des magistrats et de ses concitoyens. Il pallia encore sa dernière trahison, comme si elle n'avait point été tramée lorsqu'il était dans le Palatinat. Il fit valoir ses services et ceux de ses ancêtres, et vanta beaucoup la puissance et l'état redoutable où il avait élevé la ville : il ajouta que l'animosité de ses ennemis devait se taire devant les avantages qu'il avait procurés à sa patrie. Il est à croire que ces premiers crimes, quoique réels et vrais, ne l'auraient pas conduit à l'échafaud. La poursuite était principalement entre les mains d'hommes qui avaient été de sa faction, à qui ses excès n'avaient point été inconnus, et dont plusieurs se sentaient peut-être ses complices ; mais sa trahison réveilla l'aveugle fureur contre les Espagnols, et tourna la rage de tout un peuple contre le traître : la faction opposée lui voulait trop de mal pour qu'elle s'intéressât à le sauver, et il semblait que c'était un vœu unanime de le voir périr.

Il fut condamné à mort et conduit dans les prisons de la ville, et le 4 août 1584, l'après-midi, il eut la tête tranchée sur un échafaud dressé à la place de Ste-Pharaïlde. Il était âgé d'environ 70 ans.

Quelle réflexion à faire sur la bizarre inconstance d'un peuple fluctueux ! Cet homme, dont on a vu l'élévation et la chute, avait fait trembler les puissances qui s'intéressaient dans les

troubles des Pays-Bas, dont il avait pour ainsi dire changé la destinée. Cinq ans auparavant, lorsqu'on l'avait cru retenu prisonnier, trente mille hommes s'étaient soulevés pour le réclamer, et il fallut le reproduire pour apaiser le tumulte; toute cette multitude dont il avait été pendant quelques années et l'idole et la terreur, le vit mourir d'un œil tranquille et avec une égale indifférence.

Cette exécution n'eut point d'obstacles, et dès sa mort, on l'oublia tellement que les différens journaux et mémoires de ses contemporains, qui renferment son histoire jusqu'à son supplice, et qui conviennent que son corps fut enterré dans le tombeau de ses aïeux, ne sont pas d'accord s'il fut inhumé à St-Bayon ou à St-Nicolas, car sa famille avait plusieurs sépultures. Cette année 1584 offre, dans l'espace de moins de trois mois, la coïncidence de trois événemens remarquables: c'est la mort de trois personnages fameux, les principaux acteurs de cette longue tragédie. Le duc d'Alençon mourut de maladie le 10 juin comme nous l'avons dit. Précisément et jour pour jour un mois après, le prince d'Orange fut assassiné à Delft. Un mois moins six jours plus tard, le 4 août, Jean Hembise fut décapité à Gand.

La mort d'Hembise et les troubles fréquens et désespérés, qu'on pourrait nommer convulsions, dans la ville de Gand, ne firent qu'aggraver la

perplexité et la misère de cette grande ville, dont les malheurs durèrent encore plus d'un mois : les denrées les plus nécessaires manquaient absolument. Les journalistes ont dit comment on y vivait, en chassant les bouches inutiles, et à quel prix on y vendait les plus vils alimens. Ils font un détail circonstancié de toutes ces horreurs, des changemens, des querelles et des cruautés qui avaient lieu de jour en jour. Il n'est pas besoin de relever ces faits particuliers; on a peut-être même interrompu un peu trop le narré principal des troubles généraux par les détails qui concernent ceux de la ville de Gand : ils ont été puisés dans de bons manuscrits, et nous les avons rapportés, parce qu'ils sont intimement liés au sort de toutes les provinces. En outre, cette ville a tenu le premier rang dans l'histoire des troubles pendant ces dernières années, et il a fallu nous étendre sur son chapitre que nous terminons ici.

Le prince de Parme avait projeté de longue main de réduire cette ville et de la prendre par famine. Il y réussit; elle était resserrée et déjà en disette au commencement de cette année, lorsqu'on négociait la paix à Tournai, pour Gand, Bruges, Ypres et le Franc : Ypres se rendit la première; Bruges et le Franc, voyant l'extravagante rupture des Gantois, où les factions se supplantaient du jour au lendemain, firent aussi leur paix particulière dès le mois de mai.

Le Sas de Gand avait été pris quelque temps auparavant; le blocus de Gand devint réel et se resserrait de tous côtés.

Le Bas-Escaut était la seule communication par Termonde avec le Brabant d'où les habitans avaient encorc tiré quelques secours de vivres; mais cette ressource ne dura guères.

A la catastrophe d'Hembise, Ryhove, son compagnon de fortune, qui commandait à Termonde, averti de la trahison qui le menaçait, découvrit effectivement quelques officiers de sa garnison instigués dans ce complot : il les fit pendre, et fortifia sa garnison d'un renfort de troupes, qui lui furent bientôt à charge.

Après son expédition de Gand, le prince de Parme préméditait le siège d'Anvers; et, comme il était maître de la campagne, il tenait un corps de troupes à Lillo, pour observer le cours de la rivière au-delà d'Anvers. Ryhove, pour faire face à ce corps, détacha quelque monde de sa garnison, et alla bientôt lui-même en Hollande pour y prendre des mesures et solliciter du secours; pendant son absence on donna le change à ses gens sortis de la ville : le corps de Lillo tomba sur Termonde et investit la place, qui dans ces circonstances ne put faire la défense qu'on en attendait, et se rendit le 17 août.

Je dirai à cette occasion que le sieur de Ryhove, aussi fameux ci-devant que son collègue Hembise,

ne revint plus en Flandre après la perte de son gouvernement : il resta en Hollande, où il mourut quelques années après d'une longue maladie, qui tourna en frénésie ou démence : son fils cadet était gouverneur de Berg-op-Zoom, lorsque le marquis Spinola dut en lever le siège en 1622.

Après la prise de Termonde, le prince forma un camp à Wetteren. A l'entrée de l'hiver précédent tout le pays de Waes avait fait sa paix par la négociation de Servais Steelant, grand-bailli, et de quelques membres du collège, qui étaient du secret. Les châteaux de Rupelmonde, de Tamise, de Wissekerck et ce qui pouvait avoir l'apparence d'une forteresse étaient remis au prince de Parme, qui conduisit son armée en ce pays, et prit son camp à Bevere, à portée d'Anvers et de Gand.

Tous les passages étant fermés par ces derniers mouvemens, il arriva à Gand ce qui arrive ordinairement aux grandes villes. Elle fut bientôt affamée, et après la misère qui l'avait déjà minée peu à peu depuis quelques mois, elle fut réduite aux dernières extrémités.

Les troubles et les querelles y régnaient toujours par l'opiniâtreté de la faction des réformés ou des gueux, qui, soutenus par les ministres enfermés en bon nombre dans la ville, comptaient sur des miracles ; dans leurs prêches ils se flattaient toujours d'obtenir la liberté de con-

science et de pouvoir y persister. Ils avaient envoyé demander du secours en Hollande, en Angleterre, en France et en Brabant; cette dernière province leur avait fait parvenir des vivres tant que le passage fut libre; mais enfin ils devinrent insecourables.

Dans la ville on berça encore le peuple ignorant par des prêches et des discours visionnaires: tantôt le prince de Condé, une autre fois le duc de Nevers, étaient venus à Cambrai avec une grande armée pour les secourir et faire lever le blocus; ces songes s'évanouissaient aussitôt et ne faisaient que prolonger et redoubler la misère; on livra les denrées par poids et mesures: on allait manquer de pain; on était réduit aux immondices. Toutes les corporations de la ville, assemblées continuellement et divisées entr'elles, furent forcées par la nécessité, et durent écouter la voix de la paix: ceux qui n'en voulaient pas, y condescendirent par faiblesse et n'osaient plus s'y opposer.

Comme de temps à autre il venait des trompettes du camp de Bevere, soit pour sommer la ville, soit sous d'autres prétextes, la correspondance était en quelque façon ouverte; l'avis de la reddition fut donné au prince, et le 3 septembre les députés partirent pour le camp.

La rupture du mois de mai avait beaucoup altéré les bonnes dispositions du prince, et l'offre

de se rendre aux mêmes conditions que les Brugeois fut d'abord rejetée ; mais on négocia , et enfin le 17 septembre 1584 , la réconciliation de Gand fut arrêtée et signée au camp de Bevere.

Cette capitulation consiste en douze articles : la religion catholique seule est admise , à l'exclusion de toute autre croyance ; on donne deux ans à ceux qui ne s'y soumettent pas pour se retirer où ils voudront , avec la libre disposition de leurs biens. Le clergé sera rétabli , ainsi que toutes les anciennes autorités ; ils jouiront à l'avenir de leurs biens et prérogatives. La ville donne une somme de deux cent mille florins. Il y avait quelques-uns des principaux mutins d'exceptés de la capitulation , premièrement six , puis trois , qui , après une prison de quelques semaines , furent élargis. La ville se soumit aux logemens et aux garnisons , et le tout fut réintégré comme auparavant. Tel est en gros le contenu des douze articles de la réconciliation.

Gand reçut bientôt une garnison , qui n'en eut pas plus tôt pris possession , que la rivière se trouva couverte de bateaux chargés de toutes sortes de provisions , qui s'approchèrent pour ravitailler cette ville affamée : tout se passa en si bon ordre , que du jour même on se ressentit de l'abondance , et les jours suivans les vivres baissèrent au prix ordinaire. Les magistrats furent changés peu à peu ; les religieux revinrent se loger en petit

nombre chez leurs amis ou parens, en attendant que leurs couvens fussent rebâtis ; car la dévastation était horrible, et la ville méconnaissable. Des couvens de la campagne dont les bâtimens étaient tout-à-fait ruinés, vinrent en peu d'années habiter aussi en ville, et y ont bâti depuis.

Il est incroyable, selon les annalistes de ce temps, qu'on ait pu remettre sur l'ancien pied tant de choses, et restituer aux propriétaires les droits, les juridictions et les biens usurpés. Il a fallu du temps pour cette restauration, mais enfin on y est parvenu presque imperceptiblement.

Le conseil de Flandre se trouvait depuis 1580 à Douai. Le magistrat, du consentement du prince, lui envoya dans cette ville des députés pour l'inviter à revenir à des conditions favorables. On fit un nouveau concordat, qui fut homologué par sa majesté, et qui subsiste encore aujourd'hui. Les membres du conseil et leurs suppôts revinrent ; la ville de Gand envoya à ses frais jusqu'à Douai les voitures et bateaux et les escortes, pour le transport des membres de cette cour, de leurs familles, meubles et bagages.

Le 9 mars 1585 ils arrivèrent à Gand, et le 18 suivant, ils ouvrirent le tribunal et tiurent leurs nouvelles séances. Ceux qui avaient été nommés par l'archiduc Mathias et étaient entrés en fonctions, se dispersèrent : il en fut de même de la prétendue chambre des comptes ; plusieurs se

retirèrent en Zélande, où quelques-unes de leurs familles existent encore.

On a vu par le récit précédent comment la province de Flandre, après dix-neuf ou vingt ans de guerre, revint sous la monarchie espagnole. Les révolutions et les incidens innombrables pendant ce long espace de temps n'eurent que ce résultat. Les villes de la Flandre frontière se réconcilièrent les premières ; les autres suivirent : il y eut des sièges, des blocus et presque autant de paix particulières que de villes et de cantons à prendre. Tout cela arriva en détail, et la Flandre était enlevée pièce par pièce, quand la capitale, qui, dans ces dernières années, avait plus souffert de ses troubles internes que de l'ennemi du dehors, voulut par une défense désespérée ramener la fortune. Mais ce fut en vain ; réduite par la famine et par toutes les misères qui en sont inséparables, elle succomba la dernière et acheva la réduction de toute la province.

Il en fut à peu près de même du Brabant. Le prince de Parme se servit de pareils moyens pour le conquérir en détail, et en vint à bout. Son but principal était la ville d'Anvers. Du camp de Bevere, même avant la reddition de Gand, il avait pris de loin ses mesures pour soumettre Anvers. Dès l'an 1584 il dirigea ses approches et commença par rendre difficiles les communica-

tions avec la ville. Il fallait lui fermer la rivière de l'Escaut vers son embouchure. Pour y parvenir il fit attaquer Lillo et Liefkenshoeck ; il les prit et il éleva des forts et des redoutes, toujours à dessein d'embarrasser la navigation.

Le projet du prince se dévoila de trop de manières pour qu'il fut un secret pour personne ; il le communiqua à ses officiers généraux , qui, pour la plupart, en trouvèrent l'entreprise trop hasardeuse ; on lui représenta que nonobstant qu'il fût maître de la campagne, il lui faudrait trois armées séparées , une de chaque côté de la rivière et une troisième vers le Brabant , pour couper les vivres à la ville , avant d'en faire le siège.

Pendant qu'on s'y préparait du côté des Espagnols , les ennemis se réveillèrent. Toutes les meilleures troupes se rendirent à Anvers ; on y envoya des munitions de bouche et de guerre en abondance : Philippe de Marnix , seigneur de Ste-Aldegonde, le même qui ouvrit la scène aux troubles du pays, chez qui l'on signa le premier compromis , enfin ce confident intime du feu prince d'Orange, se chargea d'y commander et de la défendre.

En Zélande on prépara des flottes, en Hollande des troupes ; tout ce qui tenait encore à la confédération se remua pour cette défense. Les puissances étrangères s'y intéressèrent vivement.

Cette entreprise était réputée si importante , que son sort déciderait de celui des Pays-Bas.

L'automne de cette année se passa en préparatifs immenses de part et d'autre, et ce ne fut proprement qu'en 1585 que les grandes opérations se firent ; aussi furent-elles fréquentes et vigoureuses.

Le prince de Parme ne fut point détourné de son projet ; ni les persuasions et les conseils de ses généraux , ni les dangers qu'il voyait croître tous les jours ne l'ébranlèrent : toujours ferme dans son plan , il se fixa dans son camp de Bevere , d'où il ordonna tous ses apprêts.

Il avait encore un motif qui le chagrinait , dont il n'osait se plaindre et dont les suites pouvaient être fâcheuses. L'Espagne ne faisait plus de remises , soit qu'elle thésaurisât pour d'autres grands desseins , qui éclatèrent les années suivantes , soit pour des raisons qui regardaient le prince et que nous traiterons ailleurs ; les troupes souffraient par le défaut de paiement de leur solde : le prince savait qu'elles avaient tout gâté ci-devant par leurs mutineries et leurs révoltes ; il connaissait leurs excès , et il mettait à profit leur disposition au pillage en leur proposant la conquête d'Anvers et de tout le Brabant : il les tenait ainsi en haleine et les faisait servir à l'exécution de son plan qu'il pressait avec vigueur.

Pendant qu'on se chamaillait devant Anvers ,

qu'on prenait des forts et des redoutes, qu'on en élevait de nouveaux, le corps qui était en Brabant menaçait les grandes villes et prenait les petites. Il se saisit de Willebroeck et de Vilvorde : cette province était assez dénuée de troupes et de munitions, car on avait eu grand soin d'approvisionner Anvers aux dépens de tous les autres lieux.

La prise de ces deux places incommodait tellement la ville de Bruxelles, que bientôt après elle fut réduite à la famine : un convoi qui s'y rendait fut intercepté et l'escorte battue. Cet accident augmenta la discorde parmi les habitans ; on ressentait si cruellement la misère, que Temple, qui commandait la garnison, et le magistrat envoyèrent chacun leur député au camp de Bevere, où la réconciliation se fit par une capitulation honorable le 10 mars 1585.

L'exemple de Bruxelles fut suivi quelques mois après par Malines et par les autres villes du Brabant : Nimègue même fut attaqué et pris vers cette époque.

Le siège d'Anvers se poussait toujours ; il s'y livrait de petits combats journaliers. Strada, dans son histoire, donne un journal qui semble très-exact de tout ce qui se passait en actions mémorables durant ce fameux siège. Il fait une description du pont armé qu'on jeta devant la ville.

Ce pont merveilleux était au-delà d'Anvers, long de deux mille quatre cent pieds, s'étendant

qu'il y avait du danger; enfin le prince s'en alla avec les généraux Del Vasto et Gajetani.

Ils étaient à peine descendus et marchaient vers le fort de Ste-Marguerite, que ce vaisseau, engagé avec ceux du pont, creva: on l'avait nommé la *machine infernale*, et l'effet justifia ce nom: jamais machine n'a causé un pareil désastre; il surpasse l'imagination et toute idée. L'éclat en fut épouvantable; on croyait que le monde périssait: tout fut renversé à plus d'une demi-lieue à la ronde; on sentit le tremblement de terre à neuf mille pas de distance; personne ne put rester debout, tous furent abattus; le prince et ses deux généraux, renversés à terre, furent blessés par les pierres et les poutres qui pleuvaient. Le prince, évanoui, reçut une pièce de bois entre la tête et les épaules; il se releva cependant bientôt. Le fort de bois dont il venait de sortir fut enlevé; les marquis de Richebourg, d'autres disent Roubaïs et Billi, y furent tués et leurs corps trouvés bien loin de là, avec ceux de tous les soldats qui garnissaient les ouvrages. Le fleuve, qui est plutôt un golfe en cet endroit, découvrit son abîme et jeta ses eaux de part et d'autre avec tant d'impétuosité, que les forts, les redoutes et les digues furent submergés en un instant: l'eau passa fort au-dessus. Une de ces machines infernales, dérivée vers la côte de Flandre, y fit aussi un grand dégât; les autres coulèrent à fond sans effet. Si ces

quatre brûlots eussent éclaté ensemble ou successivement près du pont contre lequel ils étaient dirigés, on peut juger que ce pont et tous ses environs en auraient été abîmés, et que la terre en aurait changé de face.

Ce terrible accident arriva vers le soir : la nuit se passa en alarmes ; mais, comme cette nuit ni le lendemain il ne parut ni attaque du côté de la Zélande, ni sortie de la ville assiégée, le prince de Parme et ses troupes reprirent courage, et commencèrent à réparer le pont, car il y existait une ouverture de quelques toises : plusieurs bateaux étaient brisés, brûlés et enfoncés. On la répara par des estacades, et ensuite, à force de travaux, on parvint à empêcher le passage.

A Anvers et du côté des Zélandais, on avait su trop tard pour en profiter, le succès du brûlot infernal : Gennibelli continuait à préparer d'autres machines ; mais son travail fut suspendu quelque temps par un second projet, qui fut de secourir Anvers au moyen des inondations, comme on l'avait pratiqué au siège de Leyden ; il fallait pour cela s'emparer de la digue de Cauwenstein et la percer. Ce projet fut concerté avec les assiégés, et le 26 de mai les Zélandais attaquèrent la digue, s'y établirent, et parvinrent à la rompre en partie ; les signaux s'étant brouillés, ils ne furent pas secondés à temps, et les Espagnols reprirent le dessus : il y eut une action

sanglante, où périrent plus de deux mille hommes : à la fin les Zélandais furent repoussés de la digue, et les Espagnols s'y maintinrent et la réparèrent.

Je ne parle pas d'autres combats, de diversions, de tant d'inventions et de machines très-frayeuses et souvent inutiles; il faudrait copier tout le journal du siège: il suffira de dire que, de part et d'autre, on n'omit rien pour attaquer et se défendre.

Cependant cette ville, à qui il restait quelques vestiges de son ancienne opulence, se lassait de la guerre; elle avait ses factions : le calvinisme y avait prédominé quelque temps comme à Gand; le peuple n'en était pas moins insolent, ni moins séditieux; les vivres se consumaient et renchérisaient tous les jours. Dans quelques tumultes on demanda hautement la paix.

Dès le mois de juillet, Ste-Aldegonde et quelques députés avaient commencé à parlementer; ils firent encore d'autres voyages au camp des Espagnols; ces menées durèrent jusqu'au 17 août 1585, que la ville fut rendue. La réconciliation fut réglée au camp de Bevere, et le prince fit à Anvers une magnifique entrée le 27 du même mois.

Le sieur de Ste-Aldegonde eut besoin d'amis et d'une justification pour se disculper en Hollande: on y prétendait qu'il pouvait tenir la ville plus

long-temps , et il y perdit beaucoup de son grand crédit.

La reddition d'Anvers, dont le siège avait fait un si grand bruit en Europe, où tous les yeux étaient attachés, eut de quoi exciter les réflexions des nations les plus éloignées.

Le roi Philippe II, qui connaissait l'importance de cette conquête, dérogea en cette occasion au flegme glacial qu'on lui attribuait. Il reçut le courrier la nuit à une heure avancée; il alla lui-même à l'appartement de sa fille bien-aimée, l'infante Isabelle, pour lui annoncer qu'Anvers était rendu.

Le nombre des volontaires et des spectateurs qui avaient assisté à ce siège, tant d'un côté que de l'autre, les divers incidens et les faits d'armes qu'on en rapporte, le font regarder comme un autre siège de Troye, tant on en a parlé et écrit : il ne manquait plus que des Homères et des Virgiles pour le célébrer par une Iliade et une Enéide.

CHAPITRE III.

Décadence de la confédération ; les provinces sont soumises l'une après l'autre par le prince de Parme. — L'union d'Utrecht se maintient ; la mort du prince d'Orange la dérange et la met en danger. — Secours inespérés : l'Espagne attaque l'Angleterre et protège la ligue en France. — Les progrès du prince de Parme s'arrêtent , et les Provinces-Unies respirent.

ON reconnaît sans peine, par tout ce qu'on vient de dire dans les chapitres précédens, combien les affaires étaient changées depuis cinq à six ans. A la mort de don Juan, et à l'avénement de son successeur, l'Espagne ne tenait des dix-sept provinces que celle de Luxembourg et une partie de celle de Namur ; elle n'osait espérer de recouvrer les autres par la force. Les troubles internes et les dissensions firent plus que toute la puissance formidable de cette monarchie, pour les réduire en quelques années.

A la naissance des troubles et aux premières entreprises, le bien commun et la liberté portaient à tout hasarder aveuglément, sans discernement et sans distinction de religion ou d'intérêt. Mais lorsqu'au prix du sang on eut conquis cette liberté, et lorsqu'après mille événemens, presque toutes les provinces eurent secoué le joug,

on ne put s'entendre pour jouir du fruit de tant de travaux.

Un zèle impétueux pour la religion, les intérêts privés, l'ambition particulière, enfantèrent la confusion, les sacrilèges, la tyrannie et en général l'anarchie : le proverbe dit qu'un état anarchique devient bientôt la proie de ses ennemis. Cet adage se vérifia à point nommé dans plusieurs de ces provinces.

Le prince d'Orange n'avait que trop prévu ces fatales combustions, et il en avait prédit les funestes suites. Désespérant à la fin de conserver l'union en entier, et la voyant chancelante, il tâcha d'en sauver une partie, par une confédération particulière, qui fut l'union d'Utrecht de 1579.

Celle-ci fut plus simple, plus sincère et plus désintéressée, sans distinction ni pour le sacré ni pour le profane : des particuliers n'étaient point en état d'en troubler l'économie. Les habitans de cette contrée avaient les premiers attaqué l'ennemi commun; ils étaient plus uniformes dans leurs sentimens, plus déterminés aux armes et à se maintenir en liberté. Ce même prince d'Orange, qui connaissait la volonté et la force des peuples et des provinces, en avait fait comme le centre de l'union, à laquelle les autres ne tenaient qu'indirectement.

Aussi ces sept provinces lui étaient plus affiées, et se gouvernaient immédiatement par son

conseil et par son organe. Les peuples lui étaient dévoués.

Lorsqu'il mourut au milieu d'eux, d'une manière si indigne, par un infâme assassinat, la désolation fut extrême; elle ne fut point cachée, ni déguisée. Toute l'Europe retentit de leur ressentiment et de leurs plaintes. Les harangues de leurs députés dans les cours étrangères, les résolutions et les discours chez eux, les médailles frappées à cette occasion, tout marquait l'abatement et l'irrésolution : une de ces médailles, parmi plusieurs autres de cette espèce, exprimait bien leur situation incertaine : un navire sans mât, sans voiles et sans gouvernail, au milieu d'une tempête et d'une mer agitée, y était représenté avec l'inscription : *incertum quò fata ferent*. On y regrettait le prince, et les regrets étaient sincères. On s'endurcit dans l'adversité et les maux : la guerre fut continuée par désespoir et par vengeance, et toute offre de paix fut rejetée.

Ces sept provinces, faibles restes de la confédération, étaient abandonnées tous les jours par leurs alliés et leurs voisins; mais, malgré la disproportion manifeste de ses forces contre celles de l'Espagne, cette nouvelle république, encore informe, faisait assez bonne contenance.

Aux premières années suivantes, il parut que cet établissement avait plus de solidité qu'on n'avait cru. Les ressorts et les ressources se dé-

veloppèrent peu à peu, pour le maintien de cet état et pour son agrandissement ; dès-lors on aurait pu prévoir les arrêts du destin. Les hommes clairvoyans présageaient quelle serait un jour la fin des troubles et de la longue et cruelle guerre qui avait presque anéanti ces belles provinces. Il était vraisemblable qu'après l'orage calmé, le plus grand nombre d'entre elles reprendraient l'ancien ordre des choses, et rentreraient sous la domination de la monarchie d'Espagne, mais que d'autres n'y reviendraient jamais. Il semble que dès-lors on aurait pu deviner et voir dans l'avenir la ligne de démarcation que la Providence avait tracée pour le partage de ces provinces. Cependant il ne pouvait être définitivement réalisé qu'après une longue effusion de sang, après beaucoup de révolutions, d'événemens imprévus, de causes étrangères et une guerre de vingt ans.

Pour ne point anticiper sur l'époque de ce dénouement, il importe d'examiner quels étaient les ressorts et quelles ressources peu connues ou peu remarquées pouvaient alors encourager cette haute entreprise, et nourrir les espérances.

La république était en son enfance : comme je l'ai dit, elle consistait en sept provinces, dont trois ou tout au plus quatre, portaient toutes les charges publiques, parce qu'elles étaient maritimes. On se souviendra que le commerce se réfugia en Hollande, lorsque les troubles lui portè-

rent un coup sensible : au premier et au second sac d'Anvers, cent mille réfugiés y avaient transféré leur industrie, leur fortune. Ils s'habituèrent au travail et à la frugalité des indigènes; ils vivaient et gagnaient de quoi s'enrichir dans un pays où tout, excepté la pêche et le laitage, manque aux besoins de la vie. Peut-on croire que dès les années 1586 et 1587, qui sont les plus critiques de l'établissement de cette république, plus de huit cents navires chargés entraient dans ses ports, dont elle n'a qu'un ou deux passablement bons, et en sortaient annuellement. Pour la facilité et la protection de ce commerce et de la pêche, elle entretenait plus de cent vaisseaux de ligne. Son armée de terre était de vingt-quatre mille hommes bien payés et d'un train d'artillerie proportionné et complet. Elle suffisait à ces dépenses, seule et sans avoir recours à personne.

La population augmentait à l'infini; elle était toujours animée de l'esprit du feu prince d'Orange. La haine implacable contre les Espagnols, la liberté et l'indépendance étaient les vœux de ce peuple nombreux et laborieux. Les gens de mérite qui étaient au timon des affaires, virent bien qu'en profitant des bonnes dispositions de la multitude, la politique exigeait qu'ils arborassent l'étendard de la liberté pour attirer le commerce de tout l'univers : le temps assura peu à peu le succès de ce plan.

En effet les habitans des villes anséatiques, les Italiens et les autres nations commerçantes, indignés de la cruauté des Espagnols et des ravages causés tant à Anvers qu'ailleurs, s'établirent à Amsterdam. Je ne parle ici que du commerce naissant de cette ville : il était déjà fort considérable dans les années 1580 et suivantes, lors des plus grandes conquêtes du prince de Parme. Nous aurons dans la suite l'occasion d'en remarquer l'accroissement, lorsqu'il fallut agrandir les villes pour la commodité des négocians, que les Hollandais s'emparèrent des colonies espagnoles et portugaises, qu'ils se fondèrent une monarchie dans les Indes, et devinrent les dépositaires et les courtiers des quatre parties du monde. Il suffit d'avoir démontré que, dès cette époque, le commerce leur était d'une grande ressource et les mettait en état de supporter une guerre si onéreuse.

Quand en 1585 Anvers se fut rendu aux Espagnols, on regardait cette perte comme irréparable, tant à l'égard des Provinces-Unies que de toutes les autres. Mais par un contre-coup imprévu, peu de temps après, elle fut d'un grand avantage aux premières.

Le pensionnaire de Witt l'avoue formellement dans ses mémoires, et dit qu'après la prise d'Anvers, le roi d'Espagne négligea imprudemment d'ouvrir l'Escaut, par ce qu'il voulait réduire la trop grande puissance de cette ville. Ce roi

abandonnait entièrement la protection des mers pour ne s'attacher uniquement qu'à la guerre : cette conduite porta le dernier coup à tout le commerce, à la pêche et à la navigation, qui s'étaient conservés en Flandre. Il ajoute que la pêche échut en entier à la Hollande, mais qu'un tiers des manufactures s'établit en Angleterre. Il est certain qu'après la prise d'Anvers, pendant les deux ans que la capitulation donnait la liberté de se retirer, beaucoup de marchands, prévoyant la ruine du commerce, quittèrent cette ville. Il en arriva autant à Bruxelles, à Gand, à Bruges, à Ypres, et quelques milliers d'hommes se retirèrent en Hollande, avec leurs richesses, leurs correspondances et leur industrie. Ainsi, tandis que les provinces réconciliées s'affaiblissaient, les Provinces-Unies en profitaient pour augmenter le nerf et le soutien de leur nouvel état.

Une seconde raison encourageait les Hollandais à tenir ferme contre les propositions des Espagnols, c'était la protection des puissances étrangères, dont ils pouvaient moralement se flatter. La France ne put leur donner que des marques d'affection et des promesses, mais l'Angleterre les secourut réellement et efficacement. Peu s'en fallut que dans la suite ce secours ne nuisît à leurs intérêts, mais ils surmontèrent encore cet obstacle.

Nous avons dit que la reine Élisabeth donna

au comte de Leycestre, qui la représentait en même temps près du gouvernement des provinces, le commandement des troupes auxiliaires qu'elle envoya. Nous avons déjà crayonné légèrement sa naissance, son élévation et son caractère. Cet homme était fort haï en Angleterre, parce qu'il se mêlait de trop de choses ; il était, pour ainsi dire, le favori déclaré de la reine ; il avait en outre la vanité de vouloir passer pour son amant et de prétendre à son mariage, quoiqu'il eut deux femmes ; car, si l'on en croit la médisance, la première vivait lorsqu'il épousa la seconde. C'était un courtisan abîmé dans le luxe et la mollesse, et le plus musqué de son temps. Il passa la mer avec un train magnifique pendant que le prince de Parme faisait le siège de l'Écluse en Flandre ; il se mit en devoir de secourir cette ville et n'en put venir à bout ; il en attribua la faute aux Hollandais, d'où naquit à son arrivée une mésintelligence qui augmenta depuis. Nous avons dit brièvement qu'il apporta aux Pays-Bas sa fierté et ses parfums : en effet, il était si accoutumé à ces sortes de drogues, qu'il ne pouvait plus s'en passer, ni dans les armées, ni sur la flotte. Cette délicatesse contrastait avec les mœurs rustiques et sauvages des habitants, et lui attirait beaucoup de ridicule et de mépris.

Dans les affaires d'état, il fallait contester chaque jour sur l'autorité, le rang et les préro-

gatives. Le comte de Leycestre se comporta en vice-roi, et outre-passa souvent ses pouvoirs de gouverneur, qu'il voulait assimiler à ceux des anciens dans le militaire, la police et les finances. Il trouva de fortes contradictions de la part de quelques-uns des membres de l'état qui sentaient déjà assez leur dignité pour lui parler en républicains ; cela ne fit qu'aigrir la querelle ; les Hollandais portèrent des plaintes amères à la cour de Londres ; le comte se plaignit de leur ingratitude : il eut aussi, comme don Juan et le duc d'Alençon, la prétention de vouloir s'emparer des places. Pour faire échouer ce projet, on changea les gardes et la surveillance des portes des villes : il y eut un ordre secret de lui en refuser l'entrée, lorsqu'il se présenterait avec une suite trop nombreuse, et il essuya cet affront dans quelques villes.

On avait tramé un complot pour lui livrer Leyden ; on en découvrit les auteurs, on leur fit leur procès et on les punit de mort ; on montra peut-être en cette occasion plus de zèle que de prudence, car on avait encore grand besoin de la protection d'Élisabeth, et cet homme jouissait d'un grand crédit près de cette reine.

Le bruit courut alors que Leycestre avait fait proposer au prince de Parme de se joindre à lui, pour partager entre eux deux les provinces des Pays-Bas, aux dépens de l'Espagne et de la nou-

velle république , et de s'allier , pour maintenir ce partage , avec toutes les forces qui étaient à leur disposition. Ce bruit sourd n'a jamais paru ni vrai , ni vraisemblable , mais tout faux qu'il était , il fit tort au prince en Espagne.

Enfin la reine d'Angleterre , fatiguée de ces plaintes , prit des informations , et reconnut un peu tard que le choix qu'elle avait fait du comte de Leycestre n'aurait pas d'heureux résultats , et que ce comte n'était pas propre à ce gouvernement. Elle agit très-sagement ; sans autre déclaration , elle rappela le comte , continua de secourir puissamment les Hollandais comme auparavant , sans le remplacer , et sans s'ingérer dorénavant dans leur gouvernement politique.

Ce ne fut qu'après son retour en Angleterre que milord Leycestre fit son abdication , qui fut envoyée par le ministère aux états-généraux. Ses ennemis avaient profité de son absence : il fut froidement reçu de la reine , que ses hauteurs et son orgueil achevèrent d'indisposer. Il écrivit aux états des Provinces-Unies des lettres gonflées de vanité et pleines d'injures. Il prit enfin congé de la cour , résigna ses emplois pour se retirer dans ses terres à Killingnort , dans une province fort éloignée. Il mourut en route avant d'y arriver , le 14 septembre 1588 , les uns disent de la fièvre , les autres de poison.

La république , calmée après cette tempête ,

tourna les yeux sur le prince Maurice , qu'on nomma le comte Maurice de Nassau : son frère aîné, prince d'Orange, était toujours prisonnier en Espagne. Maurice avait vingt ans, et manifestait les dispositions les plus heureuses ; il fut mis en possession des charges de son père, dont il n'avait eu jusques-là que les titres. Ce prince, en avançant en âge, porta la république au plus haut sommet de gloire, et la plaça parmi les puissances, de l'Europe. Sa valeur et sa prudence furent encore un bonheur inattendu pour ces provinces dont elles affermirent la nouvelle constitution. Ces avantages nourrissaient l'espoir et la fermeté des Hollandais au moment de l'établissement de leur république. Une autre circonstance imprévue concourut à augmenter leur confiance, ce fut qu'ils remarquèrent que l'ennemi se relâchait peu à peu de son animosité à leur égard.

Sur ces entrefaites, le roi d'Espagne fit éclater des projets médités depuis long-temps, et qui demandaient tous ses trésors et toutes ses forces. Les ministres espagnols, par envie et par de faux ombrages, négligeaient de seconder le prince de Parme dans ses expéditions. Non-seulement ils lui témoignèrent du refroidissement, mais en outre ils le déconcertèrent et l'arrêtèrent au milieu de sa victoire en l'employant à d'autres desseins.

L'an 1586, Alexandre Farnèse perdit le duc

Octave, son père, et quelques mois après, la duchesse Marguerite d'Autriche, sa mère. Il devint duc de Parme et de Plaisance; il était alors au comble de sa gloire après la prise d'Anvers et la soumission de neuf ou dix provinces révoltées. Il y avait déjà long-temps qu'on lui portait envie à la cour d'Espagne : ce degré d'élévation et ses conquêtes animaient la jalousie, et il en ressentit les atteintes jusqu'au vif. Ce prince avait fait des progrès aux Pays-Bas, autant et plus par sa clémence, sa douceur et ses belles manières, que par ses armes; il avait gagné les cœurs et la haute estime de ces peuples : aussi a-t-on vu que pendant qu'il pressait les villes par des sièges et des attaques, il en agissait avec humanité envers les habitans : il leur accorda des capitulations raisonnables, pourvut à leurs besoins et leur tint toujours parole.

Cette conduite louable eut le plus grand succès, mais donna un démenti marqué à celle que les Espagnols avaient constamment tenue en ce pays, où le souvenir de leurs perfidies et de leurs cruautés fut ineffaçable, et passa de génération en génération.

Lorsque le duc de Parme, profitant des circonstances, commença à rétablir les affaires des Espagnols, comme lorsque la fortune lui devint entièrement favorable, il eut besoin de renfort de troupes et d'argent. L'histoire de la seconde guerre punique nous apprend le bonheur éton-

nant d'Annibal en Italie, où il défit les Romains en quatre batailles consécutives. Après les victoires du Tesin, de Trébie, de Thrasympène et de Cannes, il en envoya la nouvelle et les trophées à Carthage, où Hannon, son antagoniste perpétuel dans le sénat, ne cessa de critiquer ses actions, et d'interpréter ses rapports : *J'ai battu les Romains avec perte d'autant de morts et d'autant de prisonniers, écrivait Annibal ; envoyez-moi des troupes et des recrues : j'ai pris autant de villes, soumis de belles provinces et fait un grand butin ; envoyez-moi de l'argent.* Hannon s'écria alors : *Ferait-il autrement s'il était vaincu ?* Le duc de Parme rencontra à peu près les mêmes sentimens dans le conseil d'Espagne ; on y tenait le même langage ; on lui retrancha les rémises de fonds, lorsqu'il était engagé au siège d'Anvers, ainsi que nous l'avons déjà dit.

L'estime qu'il s'était acquise dans les Pays-Bas et la confiance que prirent en lui la plupart des réconciliés, firent naître des désirs et peut-être des propositions aussi indiscrètes que celles qu'on avait faites à don Juan : on engageait le duc à conquérir pour lui-même ; et les provinces des Pays-Bas valaient bien, disait-on, ses états en Italie, qu'il risquait tout au-plus de devoir abandonner. Ces discours se tenaient publiquement, et l'on en était informé en Espagne. Nous avons

rapporté plus haut le projet vrai ou faux du comte de Leycestre : on en parlait aussi, de même que de l'indiscrétion des Hollandais ou de quelques-uns d'entre eux : ils s'étaient vantés d'une étroite alliance que la république contracterait volontiers avec le duc de Parme, s'il était maître, au lieu de gouverneur. Ses envieux et ses ennemis mirent à profit ces chimères pour jeter des soupçons sur sa conduite et sur toutes ses actions. On dit néanmoins que le roi repoussait ces insinuations, et lui rendit toujours justice ; il ne changea pas même d'opinion un an ou deux après, lorsque la grande flotte d'Espagne eut été détruite, que l'expédition contre l'Angleterre eut échoué, et que la malice des ennemis du prince eut répandu et accrédité davantage ces bruits défavorables. Nous allons passer au récit de ces événemens.

Le roi Philippe II voyait que depuis plus de vingt années de guerre aux Pays-Bas, il n'avait point réussi à ramener sous ses lois les provinces révoltées, excepté les dernières conquêtes du duc de Parme, dont quelques-unes avaient coûté beaucoup de sang et d'argent ; il s'apercevait que ces conquêtes mêmes n'étaient pas trop assurées, puisqu'un grand tiers des provinces se formait en république, et que suivant les apparences ce nouveau gouvernement se maintiendrait avec vigueur. Quoique cette guerre lui eut causé la perte

de ses meilleures troupes; englouti les trésors des Indes; et épuisé l'Espagne, il crut n'en avoir pas assez fait, et obtenir plus de succès en déployant à la fois toutes les forces de sa monarchie, pour accabler les restes de ces insurgés, et en même temps tous ceux qui fomentaient leur rébellion. Dès le principe, l'Angleterre s'était distinguée par l'appui qu'elle avait prêté à la révolte des Flamands, plus constamment et plus efficacement que d'autres puissances voisines. Le roi d'Espagne en était offensé jusqu'au vif; il l'était encore personnellement contre la reine Elisabeth. Ils s'étaient connus en Angleterre du temps de la reine Marie; Philippe prétendait l'avoir servie, lors de la persécution que sa sœur lui faisait essayer: il l'avait ensuite recherchée en mariage. Le pape Sixte V, dans l'intérêt de la religion catholique, excitait Philippe à le venger du nouveau schisme d'Angleterre; qu'Elisabeth avait embrassé. Ces motifs étaient plus que suffisans pour déterminer le roi d'Espagne à perdre l'Angleterre. Une autre raison politique contribuait en outre à le décider: il avait prémédité et préparait de loin une grande révolution, qui éclata bientôt en France. Il appuyait déjà depuis longtemps et à grands frais la guerre de la ligue, et il aurait recueilli plus facilement le fruit qu'il en attendait, si l'Angleterre et la Hollande eussent été hors de combat.

Le roi conçut et traça à la fois le plan de ces deux entreprises; mais celle de France dépendait encore de certains événemens, qui devaient précéder l'exécution. Cette tentative différerait beaucoup de l'attaque contre l'Angleterre dont le roi, dit Strada, avait formé le projet dès l'an 1583, cinq ans avant qu'elle n'eut lieu ostensiblement.

Résolu à ne rien ménager pour cette expédition, il ordonna des préparatifs immenses sous différens prétextes, et avec toutes les précautions et tout le secret possible. On abattit des forêts entières pour la construction des vaisseaux; tous les ports de l'Espagne et du Portugal fourmillaient de monde; on y armait à l'envi. Le duc de Parme reçut les ordres d'en faire autant dans les Pays-Bas, et avec le même secret. Il était destiné à commander en chef cette expédition, et toute la grande flotte devait se joindre à celle qu'il préparait, et n'agir que de concert avec lui, et sous ses ordres.

Les couronnes d'Espagne et d'Angleterre étaient en guerre ouverte, et leurs sujets pirataient sur les mers et sur les côtes. François Drake, Anglais, habile marin, et renommé pour avoir fait le tour du monde, attaqua les colonies, les îles Canaries, les Philippines, Saint-Domingue et les autres îles que les Espagnols ont dans ces parages; il y fit de grands dégâts, et y causa des pertes sensibles. L'année d'après il porta avec son esca-

dre de parcs dommages à l'Espagne même, en visitant ses côtes : il fit des tentatives sur tous les ports : il y opérait des descentes ; il incendiait et pillait en beaucoup d'endroits. Dans ce second voyage, Drake ne chercha qu'à épier et observer de près l'équipement de la flotte dont on parlait déjà beaucoup. Il vit en effet qu'on y travaillait sans relâche de tous côtés.

Les ordres du roi étaient si pressans et si généraux qu'il n'y eut ni port, ni havre qui n'eût des navires sur le chantier. On y construisait, ou l'on radoubait des galions, des carques, des galéasses et d'autres vaisseaux sur le modèle de ceux qui allaient aux Indes, c'est-à-dire, de la première grandeur : on employait à ces travaux force ouvriers et des sommes incroyables.

Pendant que cet armement se préparait en Espagne, le duc de Parme, de son côté, armait puissamment en Flandre, selon les ordres qu'il en avait. Il rassembla nombre de vaisseaux, en fit faire de nouveaux, leva et engagea des marins : cette expédition flamande, composée de bâtimens à l'usage du pays, et fournie de gens du métier, était destinée à faire les descentes, et la première invasion dans les rades, les promontoires, les côtes d'Angleterre et l'embouchure de la Tamise, hérissée de rochers, d'inflexions, d'angles et de sinuosités. Ces côtes étaient beaucoup mieux connues des Flamands que des Espagnols ;

leur manœuvre et leurs vaisseaux étaient infiniment plus propres à l'exécution.

Cependant cet armement prodigieux en Espagne et aux Pays-Bas ne put être long-temps secret; il était trop important et trop formidable. Toute l'Europe s'en alarma sérieusement.

Pour en cacher le véritable but et en imposer aux curieux, on affecta de déclarer en Espagne, et de sa part par-tout ailleurs, que le roi voulait étouffer et finir tout d'un coup la guerre des Pays-Bas, en mettant à la raison ce reste d'insurgés, qui levaient encore la tête sous le nom des Provinces-Unies. A dessein de donner encore mieux le change, on feignit de tenter de nouvelles ouvertures de paix et d'accommodement; l'empereur fit encore une fois des avances. Étienne Bathori, roi de Pologne, qui, à cause du commerce, avait quelque relation avec les Hollandais, s'était mis auparavant en devoir de leur faire des exhortations à ce sujet.

La chose alla plus loin; deux marchands, l'un à Anvers, et l'autre son correspondant génois, établi à Londres, proposèrent brusquement des moyens d'accommodement entre l'Espagne et l'Angleterre; on ne parlait que de traités de paix et de commerce. Le roi, d'un côté, la reine, de l'autre, paraissaient approuver ces négociations. Frédéric II, roi de Danemarck, offrit ses bons offices et sa médiation; mais il s'en désista bien-

tôt, s'étant assuré que des deux côtés tout n'était que ruse et artifice.

Néanmoins la négociation avança ; le duc de Parme nomma, de la part du roi, des plénipotentiaires ; l'Angleterre eut les siens : on s'écrivit directement. Milord Darby et trois ou quatre autres diplomates se rendirent à Ostende. Les premières conférences se tinrent sous des tentes que le duc de Parme avait fait dresser dans les dunes, entre Ostende et Nieuport ; les Anglais y furent régalez splendidement. On parla beaucoup de paix et de trêve, et l'on convint pour lieu de congrès, de la petite ville de Bourbourg, près de Gravelines et de Calais, où les conférences furent transférées.

Strada, selon sa coutume, fait une ample relation de ce qui y fut agité ; il nous donne des extraits de lettres qu'il a tirés des archives de Parme ; il fait des raisonnemens à perte de vue et rapporte des discours tenus à Londres et ailleurs. Il paraît fortement persuadé que la reine Élisabeth, intimidée par les préparatifs menaçans du roi, et gênée par ses sujets, comme par d'autres raisons que l'auteur suppose, ne cherchait qu'à conjurer l'orage. Je puis croire que les Anglais auraient assurément préféré la paix à la guerre, s'ils y eussent trouvé leur compte ; mais ils n'étaient ni dupes, ni mal informés de ce qui se passait ailleurs. La suite a dévoilé le mystère :

les deux puissances avaient besoin de temps ; l'Espagne, pour achever ses préparatifs ; l'Angleterre pour laisser écouler la saison favorable, éluder l'effet des menaces jusqu'à l'année suivante, et pouvoir ainsi se mettre en défense.

Pour preuve du peu de sincérité qui régnait dans cette négociation, on peut remarquer que, lorsque les apparences pacifiques étaient les plus flatteuses, le roi d'Espagne pressait jour et nuit l'équipement de sa flotte ; que les troupes d'Italie et d'autres endroits étaient en marche pour s'y embarquer, et que les émissaires, les espions et les pensionnaires de ce roi, qui devaient préparer une révolution en Angleterre, en Ecosse ou en Irlande, inondaient alors les îles britanniques en plus grand nombre que jamais.

De son côté, la reine était bien résolue à ne point abandonner les Provinces-Unies ; elle détrompa à cet égard, et les Espagnols, qui s'étaient flattés trop légèrement de cet abandon, et les Hollandais, qui peut-être l'avaient craint ; car précisément dans ces circonstances, son amiral Drake continuait ses déprédations et ses ravages sur toutes les côtes de l'Espagne. Enfin, après trois ou quatre mois de pourparlers inutiles, le congrès de Bourbourg fut rompu aussi brusquement qu'on avait commencé les négociations : cette rupture irrita les parties plus qu'auparavant.

Je viens de rapporter ce qui s'est passé de plus

important pendant les années 1586 et 1587; je n'ai pas parlé de la prise de Zutphen et de quelques autres villes qui furent prises et reprises d'une année à l'autre : du reste la guerre fut en quelque manière suspendue ou ralentie par terre : l'attention et tous les yeux étaient fixés sur ce qui se passerait sur l'océan.

Le duc de Parme était lui-même entièrement occupé à presser de tous ses moyens ses armemens qui, néanmoins, ne furent pas prêts assez tôt. On sentit alors l'inconvénient de n'avoir pas ouvert l'Escaut après la prise d'Anvers : cette faute, qui fit perdre aux Espagnols le commerce de leurs provinces des Pays-Bas, avait été signalée par le pensionnaire de Witt, et l'on éprouva alors combien elle était grossière. Une grande partie des bélandres, des bateaux et des autres bâtimens plus petits qu'on avait pressés dans le pays, étaient assemblés devant Anvers et dans le bas Escaut : quand il s'agit de les envoyer en mer pour les provisions ou d'autres usages, on reconnut que l'embouchure du fleuve était fermée et que les forts de Lillo, Liefkenshoek, Calloo et autres plus éloignés, qu'on avait laissés entre les mains des Zélandais, barraient absolument l'entrée de la mer. Il fallut faire remonter à tout cet armement la rivière, puis d'autres bras latéraux et ensuite les canaux et les rigoles qui communiquent à l'Escaut. Il fallut encore en élargir et nettoyer

plusieurs, faire des coupures et de nouvelles communications de l'un à l'autre pour conduire cet amas de navires à travers le pays, et chercher une autre issue. Comme le temps pressait, on y employa force ouvriers, et ce travail coûta un argent infini. Il est étonnant que l'expérience seule ait pu convaincre les Espagnols de leur imprévoyance et qu'ils aient pensé si tard aux remèdes. Nous parlerons dans la suite d'un autre obstacle qui devint bientôt insurmontable. Le printemps de l'an 1588 était à peine commencé, que le mouvement se fit sentir dans l'Espagne entière; dans tous les ports on lança ou l'on équipa des navires, et de tous côtés on amenait par terre des munitions de guerre et de bouche. On pressait extraordinairement les ouvriers pour les derniers apprêts.

Philippe II avait cette expédition fort à cœur, et chacun s'empessa à seconder ses désirs. Dès les premiers appareils, le roi avait donné le commandement de cette formidable armée navale à don Alvare de Bazan, marquis de Ste-Croix, qu'il avait nommé son général de l'océan. Il mourut pendant qu'on travaillait aux préparatifs, et l'on prétend que sa mort fut causée par quelque parole dure que le roi lui lâcha sur ce que ce travail d'un détail immense, n'avancait point à son gré. Après le décès du marquis de Ste-Croix, don Alphonse Perez de Gusman, duc de Médina-

Sidonia, fut nommé général de la flotte. On convenait qu'il n'avait pas les connaissances et les talens de son prédécesseur, ni sur terre ni sur mer; mais c'était un homme de la première qualité et très-riche; aussi s'apprêta-t-il en véritable grand seigneur pour ce voyage, comme pour une ambassade, avec des équipages et une suite des plus magnifiques. Les écrivains ne sont pas d'accord sur la force de cette flotte; on a dit par exagération qu'elle était de mille voiles.

Comme depuis la rupture des conférences avec l'Angleterre, on n'en dissimulait plus la destination, les Espagnols en firent une rodomontade et donnèrent au public des listes des escadres qu'on armait dans chaque port; les détails qu'on en publiait formaient un total capable d'inspirer la terreur chez toutes les puissances. En Espagne on ne balançait pas à nommer d'avance cette flotte *l'invincible*. Un vieil astrologue avait prédit que l'an 1588 serait l'année climatérique du monde : on en inféra que la flotte *invincible* le renverserait.

Suivant le calcul le plus raisonnable, cette flotte était de cent trente-huit vaisseaux de ligne et même d'une plus forte dimension, puisque leur énorme grosseur surpassait dans chaque espèce l'idée ordinaire. Il y avait soixante galions monstrueux par leur grandeur démesurée; c'étaient des châteaux et des forteresses flottantes.

Ils étaient construits d'une épaisseur à l'épreuve du canon; après les combats on trouva dans les bords nombre de boulets enchâssés, qui n'avaient pu les percer. Le grand galion amiral, d'où le duc de Médina-Sidonia commandait la flotte, était une espèce de ville avec une tour en citadelle au milieu. Le duc, sa nombreuse suite et un équipage de mille deux cents soldats y étaient embarqués.

Les galéaces, plus grandes d'un tiers dans toutes leurs dimensions que les plus grandes galères, portaient trois cents rameurs; à la bataille de Lépante, les Vénitiens avaient fait merveille avec ces bâtimens à rames, et c'était d'eux qu'on en avait acheté quelques-uns qui servirent ensuite de modèle. On voit ces sortes de galéaces dans l'arsenal de Venise; l'usage de ces navires et des galères est fréquent dans les mers de l'Archipel et la Méditerranée, mais alors il était nouveau et inconnu sur l'océan : il n'a pas été repris depuis ; car l'expédition de 1588 a fait voir, par la perte de la plupart de ces vaisseaux, que l'océan n'est point leur élément.

Toutes ces pièces gigantesques, tant les galions que les galéaces, avaient les mâts, les antennes, les vergues, etc., dans des enveloppes et des étuis de cordages; on n'avait rien oublié pour les rendre invulnérables, peut-être par spéculation et sur des principes de théorie plutôt que de pratique.

Tous les autres vaisseaux de la flotte étaient des vaisseaux de guerre de rangs différents, des galères ordinaires, des pataches et d'autres, connus aujourd'hui sous des noms divers, mais tous ou neufs, ou en très-bon état.

Au départ de cette flotte, nombre de gens de qualité, tant espagnols qu'étrangers, s'étaient rendus à bord comme volontaires ou spectateurs. Parmi les premiers étaient le duc de Pastrana, fils du prince d'Evoli, dont il a été parlé plus haut, mais qu'on croyait fils du roi. Les princes d'Ascoli, de Terranova, Vespasien Gonzaga, le marquis de Pennafiel, et une foule de grande et de petite noblesse. Le margrave de Burgovie, Amédée de Savoye, et don Jean de Médicis, bâtards de ces maisons, étaient les principaux étrangers : on y vit jusqu'à un jeune prince marocain.

Dix-huit mille hommes des meilleures troupes y étaient embarqués, avec leurs généraux, leurs officiers, des chapelains, des prêtres, des moines en grande quantité, huit mille marins; enfin, y compris les gens de service et de la suite, on comptait que la flotte portait au-delà de 30,000 hommes; il y avait des vivres en abondance pour six mois, 1600 pièces de canon de bronze, des canons en fer, et toutes les munitions de guerre à proportion. Il s'y trouvait encore des chevaux et des mulets. Cette armée navale, pourvue

comme elle l'était, menaçait l'Angleterre, les Provinces-Unies, et peut être d'autres états, en étonnant toute l'Europe. On ne trouvait pas d'exemple d'une flotte aussi redoutable, si ce n'est celle que Xerxès conduisit contre les Grecs dans l'Archipel. Mais à considérer le nombre et la pesanteur des vaisseaux, jamais l'océan n'avait porté un tel fardeau.

D'après des ordres réitérés et pressans, elle sortit du port de Lisbonne le 29 mai 1588, faisant voile le long des côtes de Galice vers la Corogne, où une escadre, composée de toute la marine de cette contrée, l'attendait pour la joindre; mais avant d'y arriver elle essuya une rude tempête en doublant le cap Finistère; les galéaces du Portugal y souffrirent beaucoup : deux ou trois périrent, les autres revinrent en très-mauvais état; les galions étaient aussi endommagés, et d'autres bâtimens perdus; la tempête les avait séparés : le bruit se répandit même que la flotte était totalement dispersée; il en revint néanmoins plusieurs vaisseaux qui avaient été jetés sur les côtes: tous se mirent à l'ancre dans le port de la Corogne, et l'on travailla avec beaucoup de monde à les réparer. Cette tempête, à la sortie du port, était d'un sinistre présage, et laissa encore un mois ou deux aux ennemis pour mieux se préparer à la défense.

La reine, aux premiers bruits de cet arme-

ment, et quoiqu'incertaine sur sa destination, ne s'était point endormie pendant les conférences de Bourbourg, et avait pris quelques mesures en Angleterre; mais sur la fin de mai, le roi de France lui avait secrètement donné des avis certains, que toute cette expédition formidable se dirigeait contre elle et ses royaumes.

Elle était instruite que ses états étaient infectés d'émissaires, d'espions et de beaucoup d'étrangers, sous le nom de commerçans; elle savait que le pape Sixte V avait lancé des bulles foudroyantes contre elle, en la déclarant bâtarde, hérétique, et déchue de ses royaumes, et que ces bulles étaient sur la flotte; que les Espagnols étaient chargés de les mettre à l'exécution, et s'en acquitteraient avec leur zèle ordinaire en fait de religion.

Craignant quelque révolution au-dedans, elle s'assura des non-conformistes; elle en relégua plusieurs dans les provinces éloignées, ou en exigea caution, suivant la coutume anglaise. Son armée de terre fut recrutée et considérablement augmentée; il y eut des camps volans sur les côtes dans les endroits exposés; le grand corps d'armée fut posté à Greenwich et vers l'embouchure de la Tamise. La reine, en grande parade et vêtue en amazone, alla faire la revue de cette armée, non loin de Londres.

La marine ne fut pas négligée; on rassembla

plus de cent vaisseaux de divers rangs, tous bons voiliers et en très-bon état. Une escadre commandée par l'amiral Seymour, croisa devant la rivière. Le gros de la flotte eut rendez-vous dans le port de Plymouth, sous le commandement des amiraux Howard et Drake; et à l'exemple de ce qui s'était vu en Espagne, plusieurs lords et la jeune noblesse s'y embarquèrent volontairement.

A la demande de la reine, les Hollandais firent les derniers efforts, et rendirent ensuite des services signalés. Ils réunirent jusqu'à 90 vaisseaux de toute espèce, parmi lesquels étaient nombre de vaisseaux marchands armés en guerre. Une flotte de 35 vaisseaux choisis, commandée par Justin de Nassau, bâtard du feu prince d'Orange, alla croiser devant Dunkercke.

Après ces dispositions, les Anglais attendirent la flotte espagnole, résolus à bien se défendre et à la recevoir chaudement. Le roi d'Espagne, avant d'entreprendre cette grande expédition, avait pris des mesures pour la rendre infailible. Il avait négocié avec la France afin de l'engager dans ses intérêts, ou du moins de lui ôter tout ombrage. Il en avait agi de même et avait réussi auprès de Jacques VI, roi d'Écosse, dont il avait gagné le conseil avec quelque argent et des promesses; mais la reine d'Angleterre connaissait trop bien le roi et le ministère écossais, pour s'en inquiéter beaucoup: elle savait que la plupart des conseil-

lers du roi n'avaient rien fait que de son aveu, et que le roi était retenu par l'espoir de lui succéder un jour.

A cette époque, l'Ecosse était dans un état déplorable; il lui était impossible de secourir qui que ce fût. Des troubles affreux avaient désolé ce royaume pendant plus de vingt années : ils avaient renversé la religion et l'état. A la mort de Jacques V son père, l'infortunée Marie avait été proclamée reine et avait commencé à régner dès le berceau, le huitième jour après sa naissance; il y eut successivement régence sur régence, toutes également funestes à ce royaume. Le règne de Marie même, ses trois mariages, ses dissensions domestiques, l'ambition du comte de Murray, son frère bâtard, qui devint aussi régent, et qui, pour perpétuer sa régence, fit chasser et emprisonner la reine par ses propres sujets; enfin la rage des calvinistes et leurs impiétés; les guerres intestines, le poison, le meurtre et la trahison répandirent sur ce malheureux royaume les plus terribles calamités. La reine Marie, échappée de prison, se réfugia en Angleterre, où la haine nationale, la jalousie, de nouveaux troubles pour sa délivrance, de fausses raisons d'état et de noires intrigues, lui firent traîner de prison en prison, pendant dix-huit ans, une vie qu'elle perdit enfin par une catastrophe qui fait frémir. On lui trancha la tête

dans le château de Fodringhey le 18 février 1587. Cet événement, de quelque façon qu'on le considère, a imprimé une tache ineffaçable au règne d'Elisabeth, d'ailleurs si glorieux. L'histoire d'Ecosse, à l'époque de ces événemens, est intéressante et curieuse : beaucoup d'auteurs nous en ont laissé le récit ; mais chacun lui a donné la couleur de son opinion. L'ouvrage qui me semble le plus impartial sur ce sujet, est celui de Jacques Melvill, sous le titre de *Mémoires*. L'auteur était Ecossais, fils du lord Kaith ; employé dans les affaires et dans différentes ambassades en France et en Angleterre, il avait été secrétaire d'état et principal ministre durant tout le temps de ces fréquentes et cruelles révolutions : sur la fin de ses jours, il se retira des affaires et écrivit ces mémoires pour ses enfans. Son style est un peu obscur, surtout pour les lecteurs étrangers ; mais il est plein de nerf et sans prétention.

Comme l'histoire d'Ecosse, toute remarquable qu'elle est, n'est liée que peu ou point aux troubles des Pays-Bas, je me suis borné à un sommaire pour donner seulement l'idée de la situation où se trouvait alors le roi Jacques VI. Ce prince avait été proclamé roi à l'âge d'un an, lors de la rébellion contre sa mère, qu'on poursuivit et qu'on emprisonna. Tombé de tutelle en tutelle, il était gouverné et obsédé par des gens dévoués à l'An-

gleterre; on peut juger quel fruit le roi d'Espagne devait se promettre de son alliance : un an ou deux auparavant la reine, sa mère, avait encore un parti en Ecosse; mais depuis sa mort il était anéanti. Le roi même, malgré ses ressentimens, et quelques désirs que les Espagnols lui inspirassent de venger la mort de sa mère, devait les étouffer par mille égards et en considération de la succession d'Elisabeth, qu'il attendait. Ainsi les précautions que l'Espagne prit de ce côté, quoique chèrement payées, n'aboutirent à rien; les Anglais, comme je l'ai dit, s'en soucièrent fort peu et les rendirent bientôt inutiles.

Je reviens à la grande expédition : la flotte d'Espagne, fort maltraitée par la dernière tempête, se radoubaît au port de la Corogne; le bruit courut même que l'expédition était différée jusqu'à l'année suivante. Mais le roi réitéra ses ordres si impérieusement, qu'elle se remit en mer le 21 juillet 1588. Elle cingla vers l'Angleterre et arriva à pleines voiles dans la Manche, détroit connu entre l'Angleterre et la France.

La flotte anglaise fut presque surprise dans le port de Plymouth, où elle se tenait tranquillement, ne croyant pas, d'après les bruits publics, voir sitôt les ennemis. L'amiral Howard reçut des côtes de France les premiers avis de leur présence dans ces eaux; il lui importait absolument de gagner le large : il mit aussitôt la main

à l'œuvre avec vigueur, et le lendemain au point du jour il fut en état de sortir avec six vaisseaux pour faire une reconnaissance. Il rencontra bientôt la flotte d'Espagne: la mer en était toute couverte; elle se dirigeait directement vers Plymouth.

A la vue de l'île de Wight, les Espagnols firent halte pour ouvrir les ordres du roi et tenir grand conseil de guerre. Ces ordres portaient: d'avancer dans le détroit jusqu'entre Calais et Dunkerque, de s'y tenir sur la défensive jusqu'à la jonction du duc de Parme et de la flotte flamande. En vain plusieurs officiers-généraux, marins habiles et expérimentés, furent d'avis d'aller attaquer les Anglais dans Plymouth même, d'y brûler ou disperser leur flotte, d'y faire la descente, en prenant la ville; que si l'un et l'autre dessein échouait, l'alarme attirerait du moins toutes les forces de l'Angleterre de ce côté, et que cette diversion donnerait au duc de Parme la facilité d'exécuter sa descente ailleurs; ils remontrèrent combien l'occasion était favorable et se plaignirent des ordres précis et bornés du roi, qui ne laissaient rien aux circonstances, quoique la guerre de mer dépendit toujours de mille variations des vents, et d'autres accidens qu'il était impossible de prévoir.

Ce projet était sensé et si plausible que tout le monde; les Espagnols mêmes, sont convenus qu'on commit une faute en le négligeant; mais le

duc de Sidonia était inexorable et s'en tint précisément aux ordres du roi ; il eut pour lui la majorité, et la flotte fit voile pour la hauteur désignée. Elle s'était rangée en croissant, et voguait vers Dunkercke, serrée autant qu'il était possible. Les Anglais s'étaient hâtés de sortir du port de Plymouth et se tenaient en rade prêts à combattre. Ils ne savaient que penser du dessein des Espagnols, qui dépassaient au large leur front de bataille, pour se diriger plus avant dans le canal.

La flotte espagnole passa Calais, se resserra davantage à peu de distance de Dunkercke et jeta l'ancre en cet endroit. Le duc de Médina Sidonia y donna ses signaux. Lorsqu'il était parvenu à la hauteur de l'île de Wight, il avait déjà envoyé à terre pour avertir le duc de Parme de son arrivée : de sa station de Dunkercke, il lui fit tenir de nouveau avis sur avis ; mais ce prince se trouvait de son côté dans les plus fâcheux embarras. Nous avons dit avec combien de peines et de dépenses il avait été obligé de faire remonter l'Escaut aux bateaux plats et aux autres bâtimens rassemblés dans le pays, parce que ce fleuve était fermé ; quoique ces navires fussent petits ou médiocres, il n'en avait pas moins fallu élargir les petites rivières, la Live, la Moere, l'Yperlée et leurs communications : ainsi parvenus à leurs destinations avec grande difficulté, ils étaient à l'Écluse, à Nieuport et en d'autres endroits, prêts

à se réunir par mer. La véritable flotte, composée d'environ 30 vaisseaux de guerre, était à Dunkercke, et attendait le renfort de tous les autres bâtimens qui sortiraient des différens débouchés. Les Hollandais firent alors une manœuvre admirable, concertée avec les Anglais.

Justin de Nassau, avec son escadre de 35 voiles, croisa devant Dunkercke, pendant que les autres vaisseaux marchands armés en guerre, avec tous les bâtimens hollandais, au nombre de 90, investirent si bien les ports, les havres et les moindres issues vers la mer, qu'ils formèrent un cordon de blocus depuis Lillo, et vis-à-vis de ce fort, le long du contour des côtes de Flandre et de Zélande, jusqu'au-dessus de Dunkercke. Pas une chaloupe ne put sortir sans courir le risque d'être coulée à fond.

Le duc de Parme, dans le dessein de s'embarquer et de prendre le commandement de la flotte, avait déjà chargé le comte de Mansfelt du gouvernement par *interim* ; il se rendit en effet par Bruges à Dunkercke ; il y trouva son vaisseau tout prêt, mais bloqué et assiégé dans le port avec tous les autres. Le cordon des ennemis se renforçait tous les jours, et il ne put sortir une seule barque. La grande flotte cependant était à l'ancre au milieu du canal, entre Douvres et Calais, n'osant pas s'approcher des terres de plus près, ni de l'Angleterre, ni de la Flandre, à cause des ro-

chers à fleur d'eau, des bas fonds, des syrtes et des bancs de sable : les grands vaisseaux n'étaient nullement propres à la navigation de ces parages; et, pendant qu'au-dedans du pays tout était dans la consternation et dans le mouvement, que les préparatifs n'y étaient pas encore terminés, la flotte d'Espagne s'opiniâtrait à demeurer à son poste en attendant la jonction de la flotte flamande et les provisions qu'elle avait l'ordre de lui apporter. Les galions, les galéaces, ne pouvant agir que défensivement, étaient autant des colosses presque immobiles sur cette mer, qui n'est pas des plus pacifiques.

Les Espagnols avaient l'occasion de faire preuve de leur science à se défendre; car depuis le 30 juillet jusqu'au 12 août, il n'y eut pas de jour ni de nuit qu'ils ne fussent insultés par les Anglais. Ceux-ci, meilleurs marins, montaient des vaisseaux plus légers, plus maniables et fins voiliers, prenaient toujours l'avantage du vent, et par agilité, par adresse et sans venir à l'abordage, désolaient la flotte des Espagnols à coups de canon, dont ils leur lâchaient de pleines bordées. L'escadre anglaise de la rade de Plymouth, qui avait vu passer l'armée navale tranquillement, se mit à la poursuivre et à la harceler de tous côtés; aussitôt qu'un navire s'écartait un peu de la flotte, il était investi et criblé de coups de canon. Les galéaces et les galères pouvaient mieux se

gouverner à force de rames ; mais les Anglais leur tiraient des boulets enchainés qui rompaient rames et cordages.

C'était une canonnade si épouvantable et si continuelle, que toutes les îles et les côtes jusques bien avant en France, en furent alarmées ; et lorsque le duc de Parme vint de Bruges à Dunkercke le long des dunes, et à Dunkercke même, il n'eut pas besoin de demander si les flottes étaient aux prises : cependant il ne pouvait exécuter ses ordres, ni secourir les siens.

On vit alors clairement quel avait été le grand projet du roi d'Espagne : le duc de Parme devait former l'avant-garde dans la rivière de Londres, y faire des descentes, toujours suivi et protégé par cette formidable flotte d'Espagne, pousser jusqu'à Londres pour s'emparer de cette immense et puissante ville, si peuplée, la capitale, le centre et la richesse de toute l'Angleterre mais dépourvue de moyens de défense.

Le duc de Médina-Sidonia, qui avait ses instructions et ses ordres, loin de pouvoir y obéir, se trouvait dans la plus grande perplexité. Non-seulement le duc de Parme ne pouvait sortir pour le joindre, mais son expédition allait échouer avant de commencer ; les provisions se consumaient ; il n'avait ni port ni retraite pour plusieurs de ses vaisseaux qui, exposés tous les jours à de rudes attaques, en avaient grand besoin pour

se refaire. Avant d'arriver à la station, où il jeta l'ancre, il avait déjà perdu trois ou quatre bâtimens des plus considérables.

Dès le 31 juillet il y eut un combat naval : une galéace fort maltraitée par le canon, ne put suivre et fut prise deux ou trois jours après. Le grand galion du département de Séville, commandé par D. Pedro Valdez (9), perdit ses mâts, et fut obligé de se rendre le lendemain à l'amiral Drake. Ce même jour, 1^{er} août, le feu prit au vaisseau du vice-amiral d'Ocquendo : ce bâtiment, à demi-brûlé, tomba entre les mains des Anglais.

Le 2, le 3, le 4 et le 6 août, il y eut de pareils combats ; le lord Seymour, informé que les ennemis tant de la grande flotte que de celle du duc de Parme, étaient assez occupés pour n'en avoir rien à craindre, quitta la Tamise avec son escadre de vingt vaisseaux, et vint renforcer l'amiral Howard et le blocus de Dunkercke.

Le 7 août, les Anglais envoyèrent des brûlots contre la flotte d'Espagne : ce Frédéric Gennibelli, habile ingénieur, dont il est parlé au siège d'Anvers, était au service de la reine en Angleterre. Huit frégates ou d'autres bâtimens qui avaient le plus souffert, furent remplis de matières combustibles, et à deux heures de la nuit on les envoya tout allumés contre la flotte avec le vent et la marée. Les Espagnols, qui avaient vu devant Anvers les machines de Gennibelli, croyant

que c'étaient les pareilles, jetèrent la consternation parmi la flotte, en criant sans cesse : *feux d'Anvers, feux d'Anvers*, avec une telle épouvante, que la plupart coupèrent leurs câbles, abandonnèrent leurs ancres et prirent le large pour éviter les brûlots.

Il y eut encore un combat naval le 8 devant Gravelines. Le désordre qu'avait causé la peur des brûlots, les courans et les vents, firent dériver la flotte, qui n'était plus sur ses ancres. Une galéace des plus grandes alla échouer près de Calais, où elle se brisa ; la chiourme se sauva, et les Anglais pillèrent le bâtiment.

Le combat avait été très-vif ; deux trois bâtimens percés de boulets coulèrent bas la nuit. De deux grands galions portugais déniâtés, l'un fut pris par les Hollandais, l'autre abandonné ; l'équipage se sauva sur les dunes à Blanckenbergh et à Ostende. Dans ces fréquentes attaques sans abordage, l'artillerie avait tout fait ; il n'y eut presque point de vaisseau qui ne fût endommagé ; les Anglais avaient aussi beaucoup souffert du canon espagnol, et avaient perdu beaucoup de monde et quelques vaisseaux, mais leur perte n'était pas comparable à celle des ennemis, et il n'y eut de leur côté ni officiers, ni bâtiment de marque qui manquât.

La flotte espagnole, toujours en combattant, avait déjà passé Dunkercke, et quand même le

duc de Parme aurait pu sortir, il était trop tard. Il croyait que les Espagnols reviendraient, et il fit travailler à des ancres et à d'autres agrès pour leur en fournir au retour. Mais ce ne fut plus qu'une fuite de leur part; les Anglais les poursuivirent jusqu'au 12 août, qu'ayant eux-mêmes besoin de se radouber, ils se jetèrent dans leurs ports.

Après ce désastre, le duc de Sidonia tint un conseil, où il fut résolu de retourner en Espagne par les mers du nord; car les Anglais, maîtres du canal, fermaient le passage au midi.

Cette flotte, ainsi délabrée, prit une barque zélandaise, d'où les mariniers furent enlevés pour servir de pilotes, et s'engagea dans ces vastes mers, pour faire le grand tour des trois îles britanniques.

Comme elle n'avait aucun endroit pour relâcher, plusieurs vaisseaux, grands et petits, se ressentirent des furieuses canonnades qu'ils avaient essuyées, et coulèrent à fond l'un après l'autre. Deux ou trois, écartés de la route, périrent sur les côtes de Norwége; le reste passa par les îles Orcades, sans oser prendre terre en Ecosse, tant les dispositions des esprits étaient changées dans ce royaume, malgré le traité dont nous avons parlé: les Espagnols ne l'ignoraient pas.

Après le passage de Fairhill et des Orcades, le duc de Médina-Sidonia, grand-général de

l'océan (10), ordonna aux vaisseaux les plus maltraités, qui manquaient d'eau ou d'autres provisions, de chercher par le plus court chemin les havres de Biscaye; pour lui, avec 20 ou 25 navires les meilleurs et les mieux pourvus, il prit une telle hauteur, qu'il s'éloigna de 80 lieues de terre, d'où il ne regagna l'Espagne qu'après avoir encore éprouvé quelque perte.

Ceux qui avaient été détachés dans la mer d'Écosse souffrirent extrêmement au retour. Quelques-uns périrent sur les côtes d'Irlande, d'autres à la Rochelle, au Havre de Grâce et sur les côtes de France; enfin tout le reste de la flotte formidable n'arriva qu'en détail dans le mois de septembre 1588. On se fait sans doute une idée de l'état pitoyable dans lequel ces vaisseaux se trouvaient.

On a vu plus haut l'armement de la grande expédition dans tout son appareil, et l'on vient d'en voir la ruine et la destruction. Cette armée navale avait coûté cinq ans de travail à des milliers d'hommes, et des trésors au-dessus de l'imagination. On l'avait nommée d'avance *l'invincible*, et elle fut vaincue en moins de quinze jours et en détail. A sa sortie des ports d'Espagne elle était de cent trente-huit navires, de tout rang et de toute espèce; il y en avait même d'extraordinaires, puisque cent environ étaient d'une force et d'une grandeur démesurée. Il n'en

revint que cinquante-trois ou cinquante-quatre, tellement que la perte passa les quatre-vingts vaisseaux, la plupart grands galions : des quatre galéaces colossales, il n'en revint qu'une. Plus de la moitié des troupes embarquées et des équipages y fondirent ; et comme la flotte était abondamment pourvue de tout, elle l'était d'argent comptant à proportion : il fut trouvé 55,000 ducats en espèces dans chacun des deux grands vaisseaux que les Anglais prirent.

On avait calculé qu'indépendamment de la construction et de la dépense immense du frêt et de l'équipage de cette flotte avant de la mettre en état de faire voile, elle avait coûté au roi 30,000 ducats par jour d'entretien seulement.

Bientôt le bruit de la perte de la flotte se répandit sourdement : il s'agissait d'en instruire le roi Philippe II, qui donna en cette occasion une nouvelle preuve de sa constance et de son flegme. Les ministres et les courtisans étaient fort embarrassés ; celui qui était chargé de faire ce fâcheux rapport, dit au roi qu'il y avait de mauvaises nouvelles de la flotte. Le roi voulut en savoir le détail, qu'il écouta paisiblement, et il dit qu'il remerciait le seigneur de lui avoir donné les forces de construire une autre flotte quand il en serait besoin. D'autres ont écrit qu'il répondit froidement, que c'était un accident imprévu, puisqu'il n'avait point envoyé sa flotte contre les vents et les tempêtes.

Au retour de cette flotte, mutilée et délabrée comme elle l'était, dans différents ports, on n'entendit que des plaintes. Le duc de Médina-Sidonia alla directement à une de ses terres sans se rendre à la cour, et ne se plaignit que modérément ; mais le duc de Pastrana et tant d'autres cavaliers, outrés de dépit, ne ménagèrent point les termes ni les reproches ; leurs discours passèrent au peuple, qui exagéra les faits à sa manière. En un mot, on jeta toutes les fautes et tout le blâme sur le duc de Parme et sur sa mauvaise manœuvre. Ses ennemis et ses jaloux se réveillèrent. On le peignit comme gagné par les Flamands et d'intelligence avec l'Angleterre, pour faire périr l'invincible flotte : les rodomontades dont elle avait été le sujet, augmentaient les regrets de toute la nation. On crut entrevoir dans ce qui s'était passé, un projet définitif de mariage du duc de Parme avec la reine d'Angleterre qui avait éconduit tant d'aspirans. On ajoutait qu'étant veuf d'une princesse de branche cadette de Portugal, son fils Rainuce serait soutenu par l'Angleterre, dans les prétentions qu'il pouvait avoir sur ce royaume.

Aux Pays-Bas, on divulgait que le duc de Parme en avait agi prudemment, qu'étant bien informé des mauvais desseins des Espagnols sur sa personne, il n'avait fait que prévenir leurs embûches : que sa disgrâce était résolue en Espagne avant le départ de la flotte ; qu'ils ne l'avaient re-

vêtu du commandement général et de tous ces honneurs, que pour le tromper, et qu'aussitôt qu'il eût joint la flotte et qu'il eût été entre leurs mains, le duc de Pastrana avait en poche les ordres de se déclarer gouverneur-général. Tels étaient les discours qu'on tenait et que chacun interprétait à sa façon; toute l'Europe s'en occupa et les commenta. On écrivit d'Italie au duc, et les lettres contenaient de bons avis à ce sujet. Ces bruits lui causaient un vif chagrin, et il envoya le président Richardot en Espagne pour s'en plaindre. Celui-ci fut obsédé des mêmes propos pendant sa mission; mais le roi montra une satisfaction qui justifia le duc plus que toute autre démarche.

Ce monarque, quelque ombrage qu'il put avoir conçu, avait raison de le dissimuler; il savait que son autre projet sur la France éclaterait bientôt; qu'il y occuperait entièrement le duc de Parme, et qu'il ne lui laisserait pas le moyen, ni la pensée de s'agrandir ailleurs.

J'ai interrompu le récit de la guerre : elle se faisait avec beaucoup moins de vigueur, depuis le désastre de la grande flotte espagnole : on prit néanmoins quelques places dans l'Overysse et sur le Bas-Rhin; mais ces succès furent de peu d'importance et les avantages étaient balancés. Les apparences de paix étaient moindres que jamais.

Les Anglais et les Hollandais, enflés de la der-

nière défaite de la flotte d'Espagne, la regardaient à juste titre comme une victoire fort importante pour eux. La reine Elisabeth avait fait à Londres une cavalcade triomphale, au milieu des trophées. Les Hollandais, qui s'étaient bien montrés, augmentaient leur commerce, plus protégés que ci-devant par les Anglais; ils ne pensaient point à la paix, et la guerre continuait en attendant d'autres événemens.

SEPTIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Le duc de Parme est forcé de conduire du secours en France : il est arrêté au milieu de ses progrès. Sa mort à Arras. — Le comte de Mansfelt gouverneur-général par *interim*. — Le comte de Fuentes, venu d'Espagne, le seconde dans le gouvernement. Ils préparent un nouveau renfort pour être envoyé en France.

LA grande expédition contre l'Angleterre dont nous avons parlé, et la ligue en France, opérèrent une diversion qui fut le salut des Provinces-Unies. L'une et l'autre épuisèrent les finances de l'Espagne, et ces causes étrangères donnèrent à la nouvelle république non-seulement le moyen de respirer, mais encore le pouvoir de s'affermir. Malgré sa prospérité dans le commerce, cet état, pour ainsi dire dans sa tendre enfance, avait encore besoin alors de ces conjonctures.

Pour abréger autant qu'il est possible le récit du fléau qui accabla la France, on dira que les malheurs et le fanatisme du seizième siècle y causèrent les mêmes ravages qu'aux Pays-Bas, et que ces secousses furent ressenties dans toute l'Europe.

Il importe à l'histoire des troubles des Pays-

Bas de faire remarquer quelle diversion les troubles de France y firent sentir. Le roi d'Espagne, à la naissance de la ligue, et lors qu'il vit qu'elle se renforçait, prit des mesures, et comme il fondait de grands projets sur cette conjuration en France, il résolut de l'appuyer et de la soutenir par toutes ses forces. Mendoca, son ambassadeur à Paris, eut ordre d'adresser des propositions au duc de Guise, aux ligueurs et aux chefs des Parisiens. Les premiers secours ne consistaient qu'en argent et en intrigues sourdes et secrètes; mais dans la suite il fallut jeter le masque, y envoyer des troupes, les entretenir, dégarnir les Pays-Bas, les abandonner, et en sacrifier la conquête. En 1585, lorsque la députation flamande offrit au roi avec instance la souveraineté des Pays-Bas, le dessein des Espagnols ne fut plus un mystère. L'ambassadeur d'Espagne fit en vain tous ses efforts pour faire rebuter les Flamands, et, voyant que le roi et la reine-mère prêtaient attention à leurs offres, à force d'argent et d'intrigues, il fit agir la ligue et commencer la guerre ouvertement. Les ligueurs s'emparèrent en même temps de plusieurs villes en différentes provinces. Toul et Verdun, les places de la Picardie, Orléans, Châlons et Mezières; Dijon en Bourgogne, et quelques autres endroits furent occupés à main armée. C'étaient ces premières grandes entreprises de la ligue qui avaient jeté le roi et

la cour dans une si grande perplexité , que la négociation avec les Flamands fut rompue , et que ce prince, en congédiant les députés, la larme à l'œil, leur avoua ses embarras et son impuissance.

L'Espagne s'était attiré une guerre ruineuse de vingt ans, pour reconquérir les provinces qu'elle avait perdues par sa faute, et lorsqu'elle pouvait espérer plus que jamais d'en venir à bout, elle abandonna ce projet pour courir après un autre.

Dès la naissance de la ligue en France (11), on se ressentit aux Pays-Bas de la diversion. Beaucoup d'argent, destiné pour la guerre de Flandre, passa en France. Ce secours ne suffisant pas, on y faisait marcher des troupes clandestinement; mais les besoins augmentant à mesure que la guerre s'échauffait, on y envoya des généraux et des troupes en plus grand nombre; enfin le gouverneur-général y alla lui-même avec presque toute son armée. Il est certain qu'en dirigeant cette armée sur la France, on affaiblissait les forces aux Pays-Bas qu'on abandonnait au hasard. Les Hollandais, las de la guerre, et tout appliqués à leur commerce, qui prospérait de jour en jour, se contentaient de s'arrondir, de se fortifier et de se tenir sur la défensive. L'Angleterre, engagée par une raison contraire dans la guerre de France pour soutenir le parti opposé à la ligue, ne les secourut plus avec la même vigueur. Toutes ces causes firent que pendant quelques années

il y eut une inaction de part et d'autre aux Pays-Bas; et les écrivains conviennent qu'il ne s'y passa rien d'important dans cet intervalle.

Dès 1589, la grande attention de l'Espagne se fixa sur ses projets en France. On reconnut des troupes espagnoles et flamandes parmi les ligueurs. A la bataille d'Ivry, en 1590, il y en eut un corps complet; le comte d'Egmont, qui le commandait, y fut tué.

Le duc de Parme, à qui l'on avait arraché la victoire en Flandre, par cette guerre étrangère et les détachemens qu'il était forcé d'y envoyer, eut ordre de marcher lui-même avec toutes ses forces au secours de Paris, assiégé et affamé par le roi Henri IV. L'année suivante il fit une seconde expédition en France pour secourir Rouen. Il réussit parfaitement à faire lever ces deux sièges. En 1592, il fut obligé de préparer un troisième renfort. Cependant il pénétra la politique de l'Espagne : il vit qu'en l'employant et l'exposant en toute occasion, elle voulait se venger ou éclaircir ses soupçons : d'autres commissions désagréables dont il fut chargé le brouillèrent avec le conseil des finances, la chambre des comptes et les états du pays. Ces contradictions lui causèrent du chagrin et il fut atteint d'hydropisie; il séjourna quelque temps à Spa; mais il ne put y rétablir sa santé. Cependant il devait préparer, hâter et conduire en France un autre secours; il

se rendit en conséquence à Arras, où son mal empira en peu de jours et le mit au tombeau le 3 décembre 1592, à l'âge de 45 ans. Tous les auteurs font l'éloge de ce prince, qu'on a pu juger favorablement d'après ce que nous en avons rapporté dans cet ouvrage; il fut le seul gouverneur, depuis la duchesse sa mère, qui fut en état de regagner les Pays-Bas à la monarchie d'Espagne. Les exemples et l'expérience l'ont vérifié.

La politique ombrageuse de la cour d'Espagne lui suscita des envieux et des ennemis, et fit que ses services furent peu considérés et mal récompensés. De D. Marie de Portugal, fille d'Odoard duc de Guimaraens, fils du roi Emmanuel, il laissa don Rainuce Farnèse, son successeur; Odoard, cardinal, et Marguerite, épouse de Vincent Gonzaga, duc de Mantoue.

Le duc de Parme, prévoyant que sa maladie serait mortelle, avait déclaré le comte de Mansfelt son successeur dans le gouvernement, par *interim* et sous l'agrément de S. M., après avoir pris avis du conseil d'état et des ministres, avec toutes les formalités requises.

Ce gouverneur désigné était Pierre-Ernest comte de Mansfelt, seigneur d'Eldrunghen, chevalier de la Toison et gouverneur de Luxembourg. Il était fils du comte Ernest et de Dorothee comtesse de Solms. Il était déjà avancé en âge et très-connu pour ses longs et fidèles services, ayant

servi aux Pays-Bas sous l'empereur Charles V, et depuis, sans interruption, dans les troubles du pays et dans la longue guerre civile qui en résulta. Cette promotion était due à son ancienneté, à son rang et à son mérite personnel : tout le monde y applaudit.

Mais dans les derniers jours de la vie du duc de Parme, arriva à Bruxelles le comte de Fuentes, et l'on ne doutait pas qu'il fût muni de pouvoirs pour succéder au duc dans le gouvernement. Il était aussi un grand homme d'état et de guerre; son mérite est renommé dans l'histoire (12). Quelque commission qu'il put avoir apportée, il ne s'en prévalut pas, et céda noblement le rang et le pas au comte de Mansfelt, en lui offrant seulement de l'aider de son bras et de ses conseils. Il écrivit sur ce ton en Espagne, et en effet la ratification du roi, en faveur du comte de Mansfelt, suivit de près. La bonne intelligence étant ainsi établie entre ces deux généraux, on aurait pu se flatter des plus heureux succès pour le bien du pays, et l'on commençait même d'en ressentir les bons effets; mais malgré leur capacité et leur harmonie, ils étaient obligés de se dégarnir de leurs forces pour le soutien de la ligue en France. Le feu duc de Parme avait fait ses préparatifs pour cette expédition, et allait conduire lui-même, s'il eût vécu, un troisième secours en ce royaume. Les ordres du roi étaient

pressans et précis à cet égard : attentif aux événemens, il se proposait de faire les derniers efforts pour le grand coup d'état qu'il méditait.

Ce nouveau renfort fut rassemblé sur la frontière, et le jeune comte de Mansfelt le conduisit en France. Ces armées qu'on envoyait chaque année étaient non-seulement composées des meilleures troupes, mais coûtaient infiniment, parce qu'on avait soin de les équiper, de les bien payer, et de les tenir sous la discipline, afin de ne pas effaroucher le peuple qu'on voulait séduire.

Comme les troubles de France parvenaient à la crise et au point de maturité que le roi d'Espagne s'était promise dans son plan, on n'épargna rien pour en recueillir le fruit. On tenait cette armée auxiliaire sur les confins de la Champagne, de la Normandie et de la Picardie, prête à faire face partout, pendant que les autres ressorts jouaient à Paris auprès des états et des chefs de la ligue (13).

Cette puissante diversion laissa encore quelque temps les Pays-Bas dans un état de guerre languissante, et pour ainsi dire d'inaction. Ce n'est pas qu'on n'y fit quelques expéditions de part ou d'autre, mais elles ne décidaient rien, et n'étaient point propres à terminer la guerre.

CHAPITRE II.

L'archiduc Ernest gouverneur-général des Pays-Bas. — Henri IV, roi de France et de Navarre, déclare la guerre au roi d'Espagne. — Alliance de la France avec les Hollandais. — La guerre se rallume aux Pays-Bas. — Mort de l'archiduc Ernest. — Le comte de Fuentes, gouverneur par *interim*, fait la guerre avec succès, assiège et prend Cambray, qui était usurpé par un particulier, sous la protection de la France. — Histoire de cette usurpation : sa fin.

Nous venons de voir que les Pays-Bas respiraient un peu pendant que la France était en révolution : ce royaume voisin, bouleversé par la ligue et par les agitations les plus violentes, s'était attiré le fort de la guerre, et, par cette diversion, avait laissé une espèce de calme aux Pays-Bas.

Depuis la mort du duc de Parme, l'archiduc Ernest était gouverneur-général de ces provinces; mais il n'en prit possession qu'en 1594. Le 17 janvier de cette année, il fit son entrée à Luxembourg; ensuite il se rendit à Bruxelles et à Anvers; il était le second prince des six qu'avait laissés l'empereur Maximilien II, et frère puîné de Rodolphe II. L'archiduc Ernest ainsi que ses frères cadets, Albert et Venceslas, avaient été élevés à la cour d'Espagne, où le roi Philippe II les re-

gardait comme ses propres enfans et leur témoignait une bienveillance royale. Il destinait à Ernest sa fille aînée avec les Pays-Bas en dot, et les événemens ainsi que les succès de la ligue, ayant affermi les prétentions de l'infante, il fit les derniers efforts pour les placer sur le trône de France. Ce fut à la veille de ce grand événement dont on se flattait en Espagne, que l'archiduc se rendit aux Pays-Bas ; apparemment qu'il fut jugé convenir que durant la crise d'une prochaine élection, où il avait tant d'intérêt, ce prince fût à la portée du royaume qu'on lui destinait.

Il fut reçu avec une magnificence royale et avec grande joie dans tous les Pays-Bas ; les peuples s'attendaient à le voir bientôt roi de France ; du moins se flattaient-ils qu'il conclurait une paix avantageuse, ou qu'il terminerait les troubles des provinces belgiques avec les forces qu'il commanderait. Son inclination le portait à la paix, et il n'oubliait rien pour y parvenir.

Les Provinces-Unies s'étaient fortifiées pendant les quatre ou cinq dernières années que l'Espagne, uniquement attentive à la grande expédition et à ses vastes projets en France, négligeait la guerre des Pays-Bas. Le comte Maurice, ensuite prince d'Orange, devenant tous les jours plus grand général et plus entreprenant, aurait bien souhaité de profiter plus efficacement

de l'inaction des ennemis, et d'une diversion si favorable; mais il dépendait d'un peuple qui ne cherchait pas à s'agrandir par les armes. L'avantage d'un gain prodigieux dans son commerce qui croissait avec un bonheur au-delà de toute espérance, lui fit préférer cette branche d'industrie à toutes les conquêtes. Le génie de la nation se portait entièrement vers la marine et le négoce, qui devinrent les vertus et les qualités dominantes, tandis qu'on n'agissait que défensivement de part et d'autre. L'avantage cependant était du côté des Hollandais. Ils avaient pris en différens temps, tantôt une ville, tantôt une autre. Deventer, Zutphen, Groll, Bréda, Nimègue, Gertrudenberg, Steenwyck, Hulst, étaient des places conquises par eux depuis 1590 : elles leur formaient un arrondissement et une barrière contre toute insulte. Le prince Maurice avait fait d'autres entreprises par stratagèmes; mais elles n'avaient point réussi; les Espagnols, de leur côté, n'étaient point restés dans l'inaction : les deux partis se disputaient le terrain par une espèce de guerre de ruse; cependant la nouvelle république s'enrichissait au-dedans et se fortifiait contre les attaques du dehors. L'archiduc sentait bien qu'il ne serait guère en état de reprendre le dessus, tant que l'Espagne s'épuiserait à poursuivre ses projets en France. Il s'efforça d'entamer une négociation avec les Hollandais et de les engager à

terminer cette guerre, qui lui était si fort à charge, il fit plusieurs démarches à cet effet, et, à en croire les écrivains bataves, il les laissa maîtres des conditions.

La vérité est qu'il écrivit une longue lettre, le 6 mai 1594, avec une adresse aux illustres, nobles, honorables, prudents, ses très-chers, les états de Gueldre, Hollande, Zélande, Frise, Utrecht, Overysse et autres assemblés à La Haye. Elle contenait une exhortation engageant à terminer les calamités prolongées de cette cruelle et déplorable guerre; elle invitait les états à proposer eux-mêmes des conditions honorables et raisonnables : le prince y protesta de sa sincérité, et s'en rapporte aux propositions que feront en son nom les jurisconsultes Otthon Hertius et Jérôme Coomans, qui, depuis quelque temps, avaient déjà fait des ouvertures à ce sujet en Hollande. Par malheur, les circonstances n'étaient point favorables à cette négociation : pendant les mois de mars et d'avril précédents, on avait eu des indices, on avait même fait la découverte d'entreprises et d'autres attentats, tant sur la vie du prince Maurice que sur celle du prince Henri son frère, du pensionnaire Olden-Barneveldt, du chancelier Leoninus et du sieur de Ste-Aldegonde; un prêtre namurois, déguisé en soldat, avait été arrêté à Bréda, sur de simples soupçons : il avait confessé le crime et accusé des com-

plices : on se saisit encore à Berg-op-Zoom d'un soldat de profession, et l'on avait découvert une autre intrigue noire, tramée en Angleterre par un médecin portugais, contre la vie de la reine Elisabeth.

Ces mauvaises nouvelles, répétées par-tout, avaient inspiré de grandes méfiances, et indisposé la nation hollandaise. Hertius et Coomans, envoyés de l'archiduc, eurent néanmoins leur audience des états-généraux le 16 mai ; ils y prononcèrent des discours pathétiques, et remirent un mémoire fort étendu.

Ce mémoire contenait, avec plus de développement, les mêmes propositions et les mêmes invitations que la lettre de l'archiduc. A la fin de cette pièce, se trouve un démenti formel donné à la calomnie du prêtre prisonnier qui avait osé inculper le comte de Berlaimont et compromettre l'archiduc : on y demandait que le prévenu fût envoyé à Anvers sous escorte, ou que le comte de Berlaimont pût se rendre à Bréda pour lui être confronté. Ces offres suffirent pour la justification du prince et de ceux qu'il employait : on les jugeait trop au-dessus de tels soupçons, et l'on regarda cette accusation comme un moyen usité par les criminels pour tâcher de se disculper.

Après s'être assemblés plusieurs fois, les états-généraux répondirent aux avances de l'archiduc,

le 27 du même mois : ils s'exprimèrent en termes très-respectueux, mais cette réponse était si diffuse qu'elle ressemblait plutôt à un manifeste ou à une apologie : cette pièce est la récapitulation de tous les griefs contre le roi d'Espagne, depuis le commencement des troubles jusqu'au moment de sa date. Toutes les infractions, les trahisons, les manques de foi des Espagnols y sont signalés. On y rappelle leurs cruautés, leurs injustices, la dévastation des provinces, la mort des premiers seigneurs du pays, l'assassinat du prince d'Orange, les sicaires qu'ils soldent encore tant en France et dans les Provinces-Unies, que contre la reine d'Angleterre. Les états-généraux concluent enfin que leur serment et leur devoir s'opposent à ce qu'ils traitent avec un ennemi si dangereux, et dont la mauvaise foi leur est aussi connue : « Ils ne voient point, disent-ils, le fruit
« qu'ils pourraient retirer des conférences : les
« pouvoirs de l'archiduc dépendront toujours de
« l'Espagne ; lorsqu'il se sera obligé en son nom,
« elle rendra ses promesses illusoires par un
« changement de gouverneur : ils ajoutaient que,
« résolus de maintenir leur liberté, ils espèrent
« tout de la bénédiction divine, qu'ils souhaitent
« aux autres provinces ». Ils s'étaient expliqués plus d'une fois par des communications particulières sur leur intention de traiter avec les provinces catholiques, mais nullement avec l'Espagne, ni avec son intervention.

L'archiduc Ernest eut un chagrin mortel de ce refus. Ce prince, à son grand mérite qui lui attirait la vénération et l'amour des peuples, des ennemis mêmes, joignait une humeur sombre et taciturne; la gravité de la cour d'Espagne, où il avait été élevé, avait rembruni son caractère : il était sérieux jusqu'à la mélancolie. Plusieurs désagrémens l'accablèrent alors. Le ministère d'Espagne lui avait fait les plus magnifiques promesses au sujet de son mariage et de la couronne de France; cependant il se voyait enfin sacrifié au duc de Guise. Le peu d'argent qu'on lui avait fait remettre à son départ pour les Pays-Bas, avait à peine suffi à payer les arrérages des troupes qui y étaient. On ne répondait point aux lettres pressantes qu'il écrivait souvent en Espagne à ce sujet. Il vit s'évanouir les vastes projets sur la France qui avaient coûté tant de trésors à entreprendre et à entretenir. La garnison Espagnole, sortie de Paris et arrivée en Hainaut, se mutina faute de paiement et désolait la province. Pour comble d'adversité, le roi Henri IV venait de déclarer la guerre; ainsi dorénavant il faudrait repousser deux ennemis, et leur opposer deux armées. Tant d'afflictions redoublées et d'objets effrayans agirent sur une constitution infirme, qui menaçait d'hydropisie et abrégèrent les jours de ce prince. Néanmoins il ne mourut pas de cette dernière maladie; une hémorragie ou saigne-

ment de nez violent, l'emporta en peu d'heures. Il décéda à Bruxelles la nuit du 20 au 21 février 1595, à l'âge de 42 ans, sans avoir été marié.

Le comte de Fuentes étant pourvu d'avance d'une commission suffisante, prit aussitôt le gouvernement par *interim* jusqu'à l'arrivée de l'archiduc Albert, à qui le roi donna les Pays-Bas à gouverner, après la mort de son frère Ernest. Le comte qui était bon homme d'état et de guerre, avait déjà fait son plan pour résister à la double attaque qu'on préparait : il ne se déconcerta point ; il savait que tout le poids de la guerre qui cessait en France, retomberait sur les Pays-Bas ; mais il savait aussi que de la part des Français c'était une guerre de bravade et d'ostentation ; que le roi, peu affermi encore après une guerre civile si ruineuse, n'était pas trop en état de soutenir long-temps une telle entreprise : il voulait venger l'honneur de sa couronne, et occuper la noblesse du royaume, dont il craignait peut-être le caractère remuant. Ainsi le comte jugeait qu'il n'y aurait qu'à repousser la première impétuosité des Français pour les vaincre à l'aide du temps et des événemens. Quant aux Hollandais, qui, enflés de cette nouvelle alliance et de la déclaration de la France, menaçaient beaucoup de leur côté, il leur destinait le vieux Montdragon, qui, blanchi sous les armes depuis les troubles du pays, connaissait la nation, le terrain, les forces et

tous les stratagèmes propres à rendre leurs efforts inutiles. Mais pour l'exécution de ce dessein, il lui fallait deux armées; il l'avait écrit sur un ton ferme et pressant en Espagne : il reçut des secours; il apaisa la mutinerie des soldats qui s'étaient débandés en Artois et en Hainaut au retour de France : il forma deux bonnes armées peu nombreuses, mais bien composées; il prépara le matériel et les munitions nécessaires, et régla d'avance l'entretien et les subsistances, en attendant l'ouverture de la campagne.

Le roi Henri IV, après avoir été absous de son hérésie à St-Denis, se fit sacrer à Chartres le 27 février 1594, un mois avant son entrée à Paris. On sait comment cette capitale lui fut soumise : on connaît les traités particuliers avec les chefs de la ligue, et enfin l'extinction de la ligue même.

Le roi d'Espagne n'avait retiré de tous ses efforts, de tant de millions répandus, et d'une guerre si frayeuse pendant nombre d'années, que le déplaisir et le regret d'avoir vu ses desseins déjoués. Il ne lui restait qu'une trentaine des plus furieux ligueurs, de ces prédicateurs emportés, et des seize de Paris : désespérés de leurs disgrâces, ils avaient suivi les Espagnols à leur retraite en Flandre; ils étaient devenus les pensionnaires de l'Espagne et lui étaient à charge. Il restait encore une faible ressource à cette puissance; c'était de traverser et de reculer l'absolution d'Henri IV à Rome.

La faction d'Espagne dominait depuis longtemps dans cette cour, et se mit en devoir de contrecarrer les démarches du roi de France. Ce prince, aussitôt après sa réconciliation avec l'église, et la résolution des prélats à St-Denis, avait envoyé le duc de Gonzaga-Nevers au pape Clément VIII, pour demander son absolution en forme. Les cardinaux de Joyeuse et de Gondi la sollicitaient aussi ; mais leur négociation rencontra d'abord des difficultés insurmontables (14).

Le cardinal d'Ossat eut aussi cette affaire à traiter ; mais on la rendit si difficile, qu'il conseilla lui-même d'en ralentir la poursuite, pendant que le monarque s'affermirait en France. Dans une de ses lettres, il écrit au roi : « Sire, la « cour de Rome est un baromètre ; gagnez des « batailles, et faites des conquêtes là-bas, et vos « affaires iront bien ici. » Effectivement, quand on vit que les démarches de la France se refroidissaient, le pape craignit qu'on ne s'avisât de se passer de l'absolution ; la négociation fut bientôt renouée, et M. Davi du Perron, depuis cardinal, étant venu de France, il reçut avec d'Ossat, tous deux en qualité de procureurs du roi, l'absolution solennelle du pape Clément VIII, le 17 septembre 1595, selon la forme prescrite dans l'église, et le cérémonial dont on était convenu.

Henri IV, avoué à Rome comme roi très-chrétien de France et de Navarre, n'avait cependant

pas attendu cette reconnaissance pour se venger de l'Espagne, qui, durant la ligue, avait prévenu et intimidé tous les princes catholiques jusqu'au point qu'ils n'osaient le traiter en roi. En Italie, dit le duc de Rohan dans ses mémoires, le grand duc de Toscane l'assista de sommes considérables d'argent, mais en secret, et avec de grandes précautions, par ménagement pour les Espagnols. La république de Venise fut la seule de ces puissances qui, aussitôt après la mort de Henri III, reconnut Henri IV comme roi de France, sans hésiter et sans s'inquiéter de ce qu'on pensait à Rome et à Madrid.

Le roi Henri IV, offensé jusqu'au vif, ne consulta que son ressentiment et très-peu ses forces pour une guerre si importante. A peine établi dans son royaume, qu'il voyait dans un pitoyable état, qui avait besoin de repos, et où les cendres fumaient encore, il renouvela ses alliances avec l'Angleterre et la Hollande, et par son édit du mois de janvier 1595, déclara la guerre au roi catholique en termes très-forts. L'archiduc Ernest vivait encore; il répondit à cette déclaration en son nom et en celui du roi d'Espagne : ses expressions étaient équivalentes à celles du roi de France, qu'il ne nommait que le prince de Béarn.

Bientôt les hostilités suivirent les menaces, et les armées de part et d'autre entrèrent en campagne. Le comte de Fuentes ne changea rien à

son plan, et Montdragon l'exécuta ponctuellement de son côté. Pour ne point revenir sur ces détails, je dirai en peu de mots que les Hollandais avaient mis sur pied une belle armée, supérieure en tout à celles des ennemis : le prince Maurice la commandait; Montdragon n'y opposa que des ruses de guerre, d'anciens et de nouveaux stratagèmes; il fit exactement les mêmes manœuvres que le duc d'Albe avait faites dans la première campagne contre le prince Guillaume d'Orange, lorsqu'il passa la Meuse l'an 1568 : Montdragon obligea l'ennemi à des marches et contremarches pénibles et inutiles, lui coupa les rivières et les convois, lui disputa les passages et les campemens avantageux; enfin il lui chicana le terrain qu'il connaissait à merveille, si à propos, et montra le front en tant d'endroits, qu'il rendit tous les efforts des Hollandais inutiles, au point qu'à la fin de la campagne, leur armée, harcelée et fondue, n'avait pas gagné un pouce de terrain. Le comte de Fuentes dirigea ses opérations d'une autre manière, conformément encore à son plan. La guerre fut plus vive de ce côté.

Les Français, sous le commandement du comte de St-Paul, du maréchal de Bouillon et de l'Amiral de Villars, entrés en Picardie, mirent brusquement le siège devant la Fère. Le comte de Fuentes ne put s'y opposer; mais il assiégea le Catelet, d'où il se détacha pour aller secourir Ham, attaqué par les Français après la prise de

la Fère. Il y arriva trop tard ; les ennemis l'avaient emporté d'assaut et y avaient commis de grandes cruautés. Fuentes retourna au Catelet, qu'il prit. De là il alla investir Dourlens, et en ayant formé le siège, les généraux français qui étaient jaloux l'un de l'autre, et ne s'entendaient pas trop bien, vinrent pour le faire lever. Mais le comte de Fuentes eut le bonheur de les battre et de leur faire éprouver une grande perte : il revint sur Dourlens, prit cette ville d'assaut et s'y conduisit avec la même cruauté que les Français au sac de Ham. Devenu ainsi maître de la campagne, Fuentes eut occasion d'exécuter son grand projet qu'il méditait depuis long-temps, et pour lequel il avait déjà secrètement pris ses mesures. Il entreprit le siège de Cambrai. Cambrai et le Cambresis font une bonne petite province, distincte des dix-sept autres qui composent les Pays-Bas. Les évêques en ont été de toute antiquité les souverains ; mais la situation de cet état limitrophe des grandes puissances a souvent enveloppé cette ville dans leurs querelles, sous prétexte de protection. Ces puissans voisins s'y sont aussi souvent mêlés des élections, pour y placer leurs créatures. Cet état réclame toujours, depuis des siècles, la protection de l'empire Romain ; l'empereur Maximilien 1^{er} en fit l'évêque duc de Cambrai, prince du St.-Empire, comte de Cambresis, titres qu'il conserve encore. L'empereur Charles V augmenta les privilèges de cette ville, mais se l'assujétit si

bien qu'il en fit une place d'armes contre la France, la fortifia extraordinairement et y bâtit une citadelle. Sous Philippe II, l'évêché fut érigé en archevêché, l'un des trois qui furent créés en dernier lieu aux Pays-Bas.

Dans les troubles qui survinrent bientôt après, et durant la longue suite de ces terribles orages, Cambrai a essuyé une grande partie de la calamité universelle. Les confédérés en étaient les maîtres, et y avaient mis le sieur d'Inchi pour gouverneur, lorsque les villes et les provinces wallonnes firent leur accommodement avec le duc de Parme, et se réconcilièrent avec le roi en 1579. Cambrai et son gouverneur tinrent d'abord fermement le parti de la confédération, mais bientôt la reine de Navarre passa et repassa de Spa. Nous avons dit comment elle intrigua dans le pays, en faveur de son frère d'Alençon. Le sieur d'Inchi, gouverneur de Cambrai, fut gagné un des premiers. Aussi quand ensuite le duc de Parme voulut assiéger cette ville, d'Inchi la défendit très-bien, et le duc d'Alençon, à qui il importait de la conserver plus qu'on ne le croyait généralement, vint à grandes marches et assez à temps pour en faire lever le siège. C'était son coup d'essai à son entrée aux Pays-Bas. Ce prince y résida quelque temps, et lorsqu'après la camisade d'Anvers, il fut obligé d'abandonner ces provinces, pour se retirer en France, il fit encore un séjour à Cambrai, avant d'aller mourir à Château-Thierry.

Ce fut pendant le règne du duc d'Alençon, qu'après d'Inchi, le gouvernement de Cambrai fut donné par ce prince à Jean de Monluc, seigneur de Balagni; il était fils de Blaise de Monluc, maréchal de France. Balagni était bon officier-général, mais ambitieux et avare; il ne fut pas long-temps à Cambrai sans songer à y dominer. Il fut un de ces tyranneaux ambitieux sans succès, et qui bâtaient leur fortune sur les désordres du temps et les malheurs du peuple. Après la mort du duc d'Alençon, il ne connut plus de maître, se rendit indépendant, et de gouverneur devint souverain. Il avait chassé l'archevêque, il se fortifia dans Cambrai, où il entretenait une grosse garnison aux dépens de tout le voisinage; ses troupes, sans distinction d'amis ni d'ennemis, levaient de fortes contributions et exerçaient le brigandage en Artois, en Hainaut et en Picardie. Sa femme était de la maison de Bussi d'Amboise : on la peint comme un monstre, qui surpassait de beaucoup son mari en injustice, en ambition, en avarice et en cruauté. J. Charpentier, dans son histoire de Cambrai et du Cambresis, en fait un portrait hideux : cet auteur très-prolix nomme huit ou dix femmes, les plus détestables de l'antiquité, auxquelles il veut qu'on compare la dame de Balagni. Ces époux odieux, qui amassaient des trésors aux dépens de tout le monde, avaient déjà tyrannisé l'état de Cambrai pendant quelques années, poursuivis par

l'indignation et l'exécration publique, quand à la chute de la ligue, voyant le roi Henri IV triomphant de ses ennemis, la dame de Balagni alla trouver ce monarque à Dieppe; on y conclut un traité, où l'on promit de faire Balagni maréchal de France : il y fut stipulé que lui et les siens auraient Cambrai et le Cambresis en toute souveraineté, sous la protection du roi de France, et sous la reconnaissance d'un droit de baise-main seulement. C'est en vertu de ce traité que Montluc et sa femme osèrent s'intituler ducs et princes de Cambrai et porter les armoiries de cette dignité. Telle était la situation de Cambrai à l'ouverture de cette campagne; la ville gémissait sous l'oppression de ces petits tyrans, et il est aisé de croire que parmi tant de mécontents, il y en avait qui aspiraient à un changement de domination. Le comte de Fuentes le savait et avait pratiqué des intelligences dans la place. Il avait en outre tendu un piège à l'avarice de Balagni : le Cambresis est fertile en blés, et il s'en fait un grand négoce : Balagni et sa femme y trafiquaient : comme en tout autre genre de commerce, ils remplissaient leurs magasins aux dépens du peuple, et s'emparaient des grains pour les vendre. La présence des deux armées en avait fait hausser le prix; des marchands et des fournisseurs apostés de longue main, même avant les hostilités des deux partis, avaient acheté les blés du magasin

à grand prix ; les vendeurs ne voyaient aucun danger de s'en défaire, et se flattaient de la prochaine récolte : ils commirent une autre faute en faisant sortir de forts détachemens de la garnison pour fourrager. Ces soldats, accoutumés à vivre de brigandage, et l'exerçant indifféremment sur tout le monde, trouvaient de quoi butiner dans le voisinage des armées, et ne s'en écartaient point ; il en résulta que le général espagnol, après la prise de Dourleus, ayant fait investir brusquement Cambrai, il ne s'y trouva que sept cents hommes, et très-peu de vivres. Bientôt le gros de l'armée espagnole arriva et en fit le siège en forme. Balagni, étourdi de ce coup, avait crié au secours en France, et effectivement quelques centaines d'hommes le joignirent et la garnison se défendait assez bien, lorsque les intelligences opérèrent ; les bourgeois capitulèrent avec les Espagnols, et les laissèrent entrer ; les Français se retirèrent dans la citadelle qu'on attaqua vigoureusement, en la foudroyant de plusieurs batteries. Elle se rendit par capitulation le 4 octobre 1595, et Balagni en sortit avec sa garnison ; mais sa femme ne voulant pas survivre à la perte de sa souveraineté, comme une autre Cléopâtre, s'enferma dans une chambre, où elle se laissa mourir de faim ; d'autres disent d'une veine ouverte qu'elle ne voulut pas souffrir qu'on bandât. Elle mourut deux jours avant la reddition de la citadelle.

CHAPITRE III.

Le cardinal archiduc Albert, nommé gouverneur-général, vient aux Pays-Bas. Il poursuit la guerre avec bonheur, et fait de glorieuses campagnes. Il conclut la paix de Vervins. Son mariage avec l'infante Isabelle, qui lui apporte en dot les Pays-Bas. — Mort du roi d'Espagne Philippe II. — Les archiducs arrivent d'Espagne, et sont inaugurés dans les provinces.

DES six archiducs, fils de l'empereur Maximilien II et de Marie d'Espagne, sœur du roi Philippe II, nous avons dit que ce roi en avait appelé trois en Espagne, et qu'il se chargea de leur établissement. Ernest était le second, Albert le cinquième, et Venceslas le dernier : celui-ci mourut jeune en Espagne, déjà pourvu du grand-prieuré de Castille de l'ordre de Malthe. Les autres trois princes étaient Rudolphe II, Mathias I^{er}, empereur, et Maximilien, qui, par une scission et une double élection, avait été élu roi de Pologne. Le roi, qui était cousin, oncle et beau-frère de ces princes, n'oublia rien pour placer avantageusement ceux qu'il avait élevés. Il pensa successivement à en faire ses gendres. Si son grand projet avait pu réussir, Ernest eût monté sur le trône de France.

Albert, dont il s'agit ici, fut destiné à l'église. Il n'avait que dix-huit ans, lorsque le pape Gré-

goire XIII lui donna le chapeau de cardinal au titre de S^{te}-Croix à Jérusalem : il fut en outre pourvu d'autres bénéfices ; mais le roi ne permit pas qu'il prît les ordres : il lui réservait d'autres avantages pour l'avenir. L'an 1578, après l'acquisition du royaume de Portugal, il en fut déclaré vice-roi. Don Antonio, prieur de Crato, qui prétendait à ce royaume, s'était formé une faction parmi les Portugais. Le cardinal Albert lui fit la guerre : il défendit Lisbonne avec courage et succès contre les factieux. Le roi d'Espagne, très-content de ce service, redoubla d'estime pour Albert, et cette estime allait toujours en augmentant. En 1594, il lui donna la coadjutorerie de l'archevêché de Tolède, primatie d'Espagne, avec 20,000 ducats à prendre par le coadjuteur sur les fruits du bénéfice. Le cardinal don Gaspar de Quiroga, archevêque titulaire, mourut l'année suivante. Les 20,000 ducats assignés au coadjuteur revenaient à la disposition du roi, dans le cas de succession et de possession réelle de l'archevêché. Le cardinal d'Ossat nous instruit dans ses lettres de cette particularité, et de la manière dont fut traitée à Rome l'affaire de la coadjutorerie : on ne voulait pas, dit-il, priver l'archiduc de ce revenu, mais cette pension était présentée comme une amorce à quelques cardinaux de Rome. Cependant l'archiduc Albert, cardinal et archevêque de Tolède, ne fut point ordonné

prêtre ; on avait beaucoup parlé de son mariage avec l'infante Isabelle et l'on reconnut alors qu'il était arrêté. En effet le roi, voyant sa fin approcher, sans espoir de recouvrer les provinces perdues aux Pays-Bas, après avoir sacrifié tant de sang et de trésors, résolut de les donner en dot à sa fille Isabelle, et de la marier à l'archiduc ; espérant que ces nouveaux souverains regagneraient peut-être un jour par la douceur les peuples égarés et les domaines aliénés. Mais avant tout, on jugea à propos d'envoyer en Flandre Albert en qualité de gouverneur, afin qu'il se fit connaître et préparât les voies de la cession extraordinaire qu'on avait décidée et pour laquelle le concours et le contentement des provinces parurent très-nécessaires. On ajoute qu'un second motif contribua à l'éloignement de ce prince : on voulait guérir le prince d'Espagne de l'envie que pouvait lui causer le grand crédit de l'archiduc chez le roi ; car depuis le service rendu en Portugal, Albert avait non-seulement les entrées au conseil et dans le ministère, mais toute la confiance du monarque, qui, dans ses vieux jours, changea bien de conduite en se reposant tellement sur lui du soin des affaires, qu'il était en effet le premier ministre d'Espagne. La jalousie se réveillait, et la bienveillance du prince d'Espagne n'était pas moins à ménager que tout le reste.

Pour se rendre plus agréable au pays qu'il allait gouverner, en attendant qu'il y fût reçu

comme souverain , l'archiduc se rendit à Gênes par mer : il prit avec lui et ramena Philippe-Guillaume, prince d'Orange, ce fils aîné de Guillaume le taciturne qu'on avait enlevé de l'université de Louvain pendant les premières persécutions du duc d'Albe. Il était depuis vingt-huit ans prisonnier en Espagne, et pour se le concilier avant son départ, la cour d'Espagne lui avait fait restituer tous ses biens confisqués aux Pays-Bas et en Bourgogne. Au moyen de l'autorité dont il jouissait dans le ministère, l'archiduc avait pourvu à un autre besoin : Il porta avec lui deux millions de ducats en lingots, pour la guerre qu'il se promettait de pousser avec énergie.

Pendant son séjour à Gênes, arriva une affaire d'intrigues qui l'y fit demeurer quelque temps ; il la conduisit fort adroitement, et il aurait rendu un service signalé à l'Espagne s'il y eût réussi.

Des troubles s'étaient élevés en Provence, et des séditions à Marseille. Le jeune duc de Guise, en renonçant à la ligue, s'était réservé le gouvernement de Provence comme une clause de sa soumission. Le vieux duc d'Épernon, cet heureux et fier courtisan dont on a déjà parlé, gouvernait cette province, et prit les armes pour s'y maintenir. Ce pays était menacé d'une guerre civile très-sérieuse. Quelques-uns des principaux magistrats de Marseille, partisans de d'Épernon, demandèrent le secours de l'Espagne, et s'adres-

sèrent à l'archiduc, qui était alors à Gênes, dans le voisinage; ils allèrent jusqu'à lui offrir de lui livrer Marseille. Ce prince ne négligea point une telle occasion, différa son voyage, et procura le secours promis, qui faillit de s'emparer de cette ville par surprise. Le duc de Guise s'en rendit maître bientôt après, et s'y affermit de manière à ne plus rien craindre; cependant les troubles durèrent encore long-temps en Provence (15).

L'entreprise sur Marseille ayant échoué, l'archiduc donna quelques ordres relatifs aux mouvemens des troupes en Provence, et poursuivit son voyage par la Savoye, la Franche-Comté et le Luxembourg. Il fit son entrée à Bruxelles le 11 février 1596.

A son arrivée, il admira et loua infiniment la belle manœuvre du comte de Fuentes dans la dernière campagne : avec des forces si médiocres en comparaison de celles des ennemis, d'un côté il avait tenu en échec le prince Maurice, et fait périr son armée en grande partie : de l'autre, il avait gagné un combat d'importance, pris le Catelet, Dourlens, et à la fin Cambrai et sa citadelle, et par là délivré tous les pays d'alentour d'une insupportable tyrannie.

L'archiduc résolut de poursuivre vigoureusement la guerre sur le même plan pendant la campagne suivante. A cet effet il rassembla deux armées plus fortes, mieux fournies et qui eurent

la même destination que l'année précédente. Le comte de Fuentes partit pour Milan, où il était nommé gouverneur-général : il y rendit encore des services signalés à l'Espagne pendant neuf ans : il décéda en Espagne en 1610.

La campagne de 1596 s'ouvrit de bonne heure; les Français, suivant leur impétuosité, commencèrent par le siège de la Fère; mais cette ville se défendit si bien qu'elle tint plusieurs mois avant de se rendre. L'archiduc marcha de ce côté et fit mine de vouloir inquiéter ce siège; mais tout-à-coup et à l'improviste, il se jeta sur Calais, l'attaqua par le Risbanc et par les redoutes du port avec tant de vigueur, que la ville lui fut abandonnée après neuf jours de siège : la garnison se retira au château.

Cependant cette entreprise jeta l'alarme parmi les alliés; une flotte d'Angleterre et une de Hollande se mirent précipitamment en mer; le comte d'Essex était sur la première et le prince Maurice avec les comtes de Nassau et de Solms sur la seconde : ce secours arriva trop tard; en effet les flottes parurent devant Calais dans l'incertitude si la ville était prise ou non; les ennemis occupaient les forts vers le port et les dunes : ils avaient eu la précaution de commencer leurs attaques de ce côté. Les amiraux de la flotte combinée furent convaincus qu'il était impossible de sauver la place par mer; les Français firent un

grand mouvement pour la dégager par terre, mais en vain. L'archiduc pressait vivement le château et le battait tellement qu'il l'emporta d'assaut, avec un grand carnage, en présence et aux yeux du camp français et des deux flottes.

Cette expédition, qui commença le 8 avril 1596, ne dura qu'une quinzaine de jours; la ville fut prise le 17, et le château le 24 du même mois.

Ce succès déconcerta les projets des alliés, mit la division entr'eux, et causa une furieuse jalousie aux Anglais. Il fit surtout grand honneur à l'archiduc, qui, profitant du bonheur de ses armes, mit le siège au mois de juillet suivant devant Ardres, bonne place nouvellement fortifiée avec soin : il la prit encore par capitulation. Ensuite, après avoir suffisamment pourvu à la sûreté de ses frontières, le prince médita de nouveau quelque'entreprise contre les Hollandais. Il détacha une partie de son armée pour renforcer celle qu'il avait en Brabant : il s'y rendit lui-même, et, opérant avec supériorité, il fit mine d'attaquer tantôt Breda, tantôt Berg-op-Zoom et d'autres places. Ainsi le prince Maurice était forcé à des marches continuelles pour faire face partout. Pendant ces mouvemens, un fort détachement passa l'Escaut pour faire une invasion en Flandre, où il mit le siège devant Hulst, au pays de Waes. Cette ville servait de retraite aux Hollandais, qui infestaient la Flandre et les pays

voisins par leurs courses et leurs exactions. Elle est petite, mais bien fortifiée par des forts et des redoutes qui l'environnent; Maurice se mit en devoir de la secourir, il y jeta du monde, et inquiéta le siège tant qu'il put; mais elle se rendit par capitulation au mois d'août 1596.

Pendant l'absence de l'archiduc, les Français tâchèrent de rétablir un peu leurs affaires en Artois; le maréchal de Biron défit un corps espagnol commandé par le marquis de Varambon, et prit ensuite St-Paul; mais cet avantage ne balança point la perte de Calais et d'Ardres: la prise de ces deux villes et de Hulst rendit la campagne de cette année très-glorieuse à l'archiduc, et réellement très-avantageuse.

Le bruit des armes annonçait les préparatifs d'une autre campagne: néanmoins on se hasar-dait de temps en temps des propositions pacifiques entre les provinces soumises à l'Espagne et les Provinces-Unies. Ces dernières, enflées du succès de leurs grandes alliances au-dehors, et de leur prospérité au-dedans, ne paraissaient guères traitables alors. Cependant le prince Maurice répondit en leur nom, et proposa un préliminaire auquel on ne s'attendait pas: les Hollandais persistaient à ne vouloir traiter en aucune manière, directement ni indirectement avec le roi ou avec le conseil d'Espagne; ils demandaient que les provinces belgiques qui ne faisaient point partie de

leur union, recouvrasent la liberté et renvoyassent toutes les troupes étrangères et qu'elles entrassent pour leur part dans les charges et les dettes contractées par la république; la religion devait être réglée dans chacune des provinces par ses états, avec les sûretés et les tolérances convenables. A ce prix les états de Hollande offraient non-seulement de faire la paix avec les autres, mais de s'y unir très-étroitement, et de les maintenir par leurs alliances et par toutes leurs forces. On voit que de telles propositions n'étaient pas nouvelles, et ne pouvaient être ni agréables ni acceptables à l'archiduc. Une semblable démarche était aussi inutile que celles du même genre qui l'avaient précédée.

Le prince d'Orange, nouvellement revenu d'Espagne, et sur le crédit duquel il semble qu'on avait compté pour un accommodement, n'était jusqu'alors d'aucune ressource. Les Hollandais lui avaient hautement et manifestement déclaré leur méfiance; car quand ils eurent appris qu'il était en routé avec l'archiduc-cardinal, ils lui dépêchèrent, le 22 décembre 1595, une longue lettre, qui lui fut remise avant qu'il arrivât à Luxembourg. C'était une félicitation très-polie sur sa délivrance d'une longue prison, quoiqu'elle contint plusieurs passages virulents contre les Espagnols au sujet de la tyrannie avec laquelle ils l'avaient traité et de l'assassinat de son père. Les

états généraux lui insinuent qu'à son retour dans sa patrie, son excellence aurait peut-être l'intention de visiter ses biens patrimoniaux situés dans leurs Provinces-Unies, mais qu'ils la priaient de différer ce voyage jusqu'à un temps plus heureux, le pays n'étant pas encore pacifié, ou de ne point venir sans leur faire connaître son intention d'avance : ils font observer à ce prince que leurs ordres relatifs aux passe-ports sont strictement exécutés pour la sûreté publique dans leurs provinces, et qu'ils seraient fâchés que, fante de les avoir avertis, il éprouvât quelque manque de respect : c'était lui dire en termes clairs, qu'il se dispensât d'entreprendre ce voyage; et pour lui en ôter tout prétexte, aussitôt que ce prince eut mis le pied dans Bruxelles, les régisseurs de de la succession de son père lui firent compter dix mille florins. Le prince d'Orange se comporta en bon politique et avec beaucoup de délicatesse : il mit ses soins à ne donner ni prise, ni ombrage aux partis. Il répondit aux états-généraux par une lettre également polie, du 1^{er} février 1596, où, sans entrer en discussion, il leur promet en quelque manière de rester étranger aux affaires.

Au printemps de l'an 1597, les armées se mirent en campagne; mais avant ce temps il s'était déjà livré un combat assez important, entre Turnhout et Herentals; le comte de Varax, commandant une forte division, y fut attaqué et défait par la

cavalerie du prince Maurice. Le comte de Varax fut tué. Cette action de Turnhout eut lieu le 24 janvier, avant l'ouverture de la campagne. Les Hollandais avaient fait de grands préparatifs; et le prince Maurice avait conçu de grands projets; animé par le premier succès obtenu à Turnhout, il s'attacha à rendre le cours du Rhin libre; il assiégea et prit Rhinbergh et plusieurs autres petites villes de moindre force, dont quelques-unes furent reprises avant la fin de l'année.

En Picardie Ferdinand Tello, gouverneur de Doullens, que les Espagnols nommaient ordinairement *Hernantello*, méditait depuis longtemps une entreprise sur Amiens: elle lui réussit, en introduisant ses troupes déguisées, à la faveur de quelques chariots de foin, et il se rendit maître de cette capitale de la Picardie. Ce coup de surprise fit tant de bruit en France, et le roi en fut si fâché, qu'il assembla promptement toutes ses forces pour remettre le siège devant la ville; et quoique l'archiduc marchât pour le faire lever, il ne put empêcher le roi de la reprendre. Ces expéditions et quelques autres aussi peu décisives furent les principales de cette campagne. La guerre se ralentit même bientôt par les apparences d'une paix prochaine, dont on parlait beaucoup. Le pape Clément VIII ne cessait d'y exhorter les parties belligérantes. Ses bons offices, renouvelés de temps à autre, furent ac-

cueillis en Espagne, où l'on était las de ces guerres continuelles. Le roi sentait approcher sa fin; il n'avait jamais vu l'Europe entièrement pacifiée; il aurait souhaité de transmettre à son héritier moins de hasards et d'inquiétudes, et un règne plus paisible; ainsi l'Espagne agréait les propositions d'un congrès.

La France y prêtait l'oreille pour plusieurs raisons. La guerre de dépit que le roi avait déclarée prématurément et un peu légèrement, ne pouvait manquer de lui devenir à charge, si elle durait long-temps; d'ailleurs elle n'était pas heureuse. Les pertes pendant deux ou trois campagnes, en Artois et en Picardie, faisaient sentir leurs résultats. Le roi, à peine établi sur les débris de la ligue, n'avait conquis qu'un royaume presque ruiné par les troubles : il était en outre obéré, et les finances, dissipées ou dérangées partout, annonçaient la misère publique. Son triomphe n'était pas si complet qu'il n'eut encore à craindre des ennemis au-dedans. Il en avait fait une fatale expérience trois ans auparavant, lorsqu'il manqua d'être assassiné par Jean Chatel, dix mois après son entrée à Paris (16); ces réflexions et d'autres motifs l'avaient dégoûté de la guerre; il ne cherchait qu'à en sortir honorablement, et il s'en offrit une occasion très-avantageuse.

Dès le commencement de cette année, ce monarque demanda de nouveaux subsides en An-

gleterre et en Hollande; il alléguait que ses forces ne suffisaient pas pour continuer une guerre si onéreuse; qu'à moins d'un puissant secours, il serait obligé de traiter avec l'ennemi commun. Le duc de Bouillon alla de sa part à La Haye, et au mois de mars il conclut un traité, par lequel les états-généraux, pour l'entretien de quelques troupes, promirent au roi quatre cents cinquante mille florins par année.

La reine d'Angleterre avait bien plus de raison de se plaindre : elle n'avait d'autre avantage à cette guerre que des diversions qu'elle payait bien chèrement; depuis longues années elle supportait le fardeau de la guerre civile en France, en soutenant les ennemis de la ligue, qui était à peine éteinte. Dès le berceau des Provinces-Unies, elle avait été l'appui de leur république et l'avait sans discontinuer élevée par ses secours : les négociateurs de la paix employèrent tous leurs moyens et même des intrigues pour y faire souscrire ou plutôt pour y contraindre l'Angleterre : l'empereur et quelques princes d'Allemagne aigriront une querelle naissante entre les Anglais et les villes anséatiques, et réussirent à faire exclure les premiers du commerce de l'Allemagne.

Sigismond III, roi de Pologne, entreprit de son côté de procurer une paix universelle, afin d'unir tous les chrétiens contre les Turcs et leurs menaces. Il envoya un ambassadeur faire le tour de

l'Europe : cet envoyé alla dans toutes les cours débiter de belles et longues harangues latines à ce sujet. Il avait été choisi parmi les Palatins et les Magnats : il se rendit avec un faste asiatique et une suite nombreuse en Allemagne, et de-là en Hollande, où il prêcha la paix devant les états-généraux et le prince Maurice; il leur vanta la très-grande puissance du roi d'Espagne, dont le roi son maître était l'allié intime. Il leur représenta les obligations qu'ils avaient au roi de Pologne pour la liberté du commerce, qu'il leur accordait si généreusement dans tous ses vastes états : il parla ensuite de la religion catholique en faveur de laquelle il les exhortait.

Il fut splendidement traité à La Haye; ils lui donnèrent une réponse latine par écrit : elle portait que la constitution de leur état demandait de longues délibérations de la part des provinces sur les points proposés; que le résultat en parviendrait en temps et lieu au roi de Pologne; mais que, relativement au commerce, l'avantage leur en paraissait réciproque entre les deux états, puisque la Pologne leur débitait beaucoup de denrées dont elle aurait de la peine à se défaire ailleurs, et qu'ils lui portaient beaucoup d'argent en échange.

L'ambassadeur passa en Angleterre et parut publiquement dans une audience solennelle devant la reine Elisabeth. Il y récita sa prolix

harangue latine avec emphase comme un docteur en chaire. Il entreprit de plaider la cause des villes anséatiques; il s'étendit beaucoup sur le droit public et les privilèges de la Hanse-Germanique; il parla de l'intérêt qu'y prenait le roi son maître, de son ressentiment, de son amour pour la paix, de son alliance et de son attachement inaltérable à la maison d'Autriche. La reine, qui possédait parfaitement la langue latine, et la parlait familièrement, piquée de certaines expressions, redressa vivement l'orateur, en lui répondant de sa bouche sur-le-champ en beau latin, quelle s'était trompée sur l'objet de sa visite, puisqu'elle n'attendait du roi de Pologne, son frère, que des messages d'amitié et de bonnes nouvelles; mais qu'au lieu d'un ambassadeur si bien intentionné, il lui paraissait un héraut d'armes, qui venait sommer; qu'elle doutait fort que certaines façons de parler sarmates fussent dans ses instructions et dans les ordres du roi son maître, qui apparemment ne les emploierait pas lui-même, s'il était en sa présence; qu'en tout cas il serait excusable, parce qu'il était jeune et qu'élu depuis peu, il était encore novice dans l'art de régner; que pour M. l'ambassadeur, il lui paraissait avoir lu des livres et d'être bon théoriste en droit public; mais qu'il lui manquait encore la pratique pour connaître l'usage de ce droit entre les têtes couronnées; que les alliances et l'amitié

du roi Sigismond avec la maison d'Autriche, lui étaient connues, mais non pas comme anciennes; que le roi pouvait se souvenir combien fortement cette maison lui avait disputé sa couronne. La reine congédia ensuite l'ambassadeur, et lui donna des commissaires pour examiner ses propositions, qui n'aboutirent à rien.

Je ne sais si l'ambassadeur polonais acheva sa tournée par d'autres cours, ou s'il en usa plus modestement ailleurs, quoique toujours inutilement : il n'en est plus parlé, et je n'ai rapporté ce fait que pour faire voir que de tous côtés on faisait et l'on poussait des tentatives de pacification, et que cette année 1597 est moins remarquable par les faits d'armes des armées que par les négociations de toute espèce.

Une ambassade comme celle de Pologne n'était pas ce qui intriguait les Anglais et les Hollandais. La reine avait mis cette année une puissante flotte en mer, sous le commandement du comte d'Essex, pour croiser contre les galions d'Espagne, qui revenaient des Indes richement chargés. Les Anglais les manquèrent. La flotte des Indes entra à bon port en Espagne; elle portait, dit-on, sept millions de ducats. La reine prit alors ses dispositions pour la paix : elle fit répondre au roi de France, d'après les motifs que nous avons exposés, en lui représentant combien l'Angleterre avait à se plaindre du fardeau de la guerre; que si le

roi voulait la paix, elle n'était ni indocile ni inflexible pour la conclure de commun accord; que dans l'entretemps chacun continuerait ses efforts, suivant les traités, pour finir la guerre honorablement. On convint en effet de ne point traiter séparément.

Elisabeth communiqua aussi ses motifs aux Provinces-Unies : elle promit de les protéger et de les assister comme ci-devant; mais elle leur dit que, le ciel ayant béni leurs desseins par tant de prospérités et un commerce si étendu, elles étaient en état d'augmenter leurs forces et d'aider leurs alliés. Elle leur demandait un million comptant, à compte des sommes considérables qu'elle leur avait prêtées et dont elle était en avance pour leur service.

Les Hollandais se trouvaient très-embarrassés; ils avaient fait des dépenses extraordinaires pour une campagne glorieuse, qui ne répondait pas à l'idée qu'ils s'en étaient formée; ils avaient pris de nouveaux engagements onéreux avec la France. La reine d'Angleterre leur faisait sérieusement une demande très-juste au fond; ils s'apercevaient que leur réputation même leur devenait nuisible; que, malgré tous leurs efforts, l'un ou l'autre des alliés allait leur échapper, s'ils ne les retenaient par des conditions et des avantages réels. Ils prirent le parti de les apaiser et d'ajouter à tant de dépenses celle d'envoyer en Angle-

terre et en France deux ambassades qui empêchèrent leur défection pendant quelque temps.

A la fin de cette année, il arriva un événement qui devait, disait-on, amener de grands changemens dans les affaires et dans tout le système de l'Espagne. Depuis long-temps le roi Philippe II avait projeté de marier l'infante Isabelle, et de lui donner tous les Pays-Bas en dot. On avait flatté l'archiduc Ernest de ce mariage : on en avait bercé les ligueurs en France pendant des années; auparavant on en avait leurré les Pays-Bas, et si la proposition en eût été sincère, il y aurait eu des conjonctures et des occasions où ce moyen aurait pu ramener toutes les provinces; mais il en était de ce remède comme de plusieurs autres qu'on remarque dans la politique de la cour d'Espagne : il venait trop tard. Le roi d'Espagne, se sentant affaiblir tous les jours par l'âge et ses indispositions continuelles, voulut effectuer ce qu'il avait promis et dont on avait tant parlé; l'infante était toujours son enfant de prédilection : il craignait peut-être qu'après sa mort son mariage aurait été plus difficile à conclure; mais avant d'en passer l'acte, et dès le 10 septembre 1597, le roi fit expédier ses lettres circulaires, données de l'Escorial à tous les conseils et corps de justice, aux états et villes des provinces; enfin au clergé et à tous ceux à qui il était d'usage. Ces lettres du roi avaient été envoyées

à l'archiduc, qui, avant de les expédier, les accompagna d'une autre lettre de sa main. Elles annonçaient que le roi avait jeté les yeux sur l'archiduc pour lui faire épouser l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, et qu'il donnait aux époux les Pays-Bas et la Bourgogne en apanage héréditaire : ces lettres étaient d'un style affectueux : elles demandaient l'approbation de cette union, qui obtint l'assentiment général, comme on le voit dans les registres ; cependant quelques autorités du Brabant y ajoutèrent des remontrances sur l'extrême misère du pays, et en indiquaient le remède dans une prompte paix.

Le 6 mai de l'année suivante 1598, se fit à Madrid la cérémonie de l'acte de mariage. Ce jour-là le roi, accablé de vieillesse et d'infirmités, parut sur son trône : le prince royal d'Espagne, Philippe, son fils unique, et l'infante Isabelle se présentèrent devant lui. Les assistans étaient don Gomez d'Avila, marquis de Velada, gouverneur et grand-maître du prince ; don Christoval de Moura, comte de Castel-Rodrigo ; don Juan Idiaques, grand-commandeur de Léon, tous trois conseillers d'état ; Nicolas Dammant, président du conseil suprême en Espagne, depuis chancelier de Brabant, et de la Loo, secrétaire d'état au département des Pays-Bas ; ils étaient les seuls témoins. Les pièces étaient dressées en Bourguignon, espèce de jargon français ; elles furent lues,

jurées, souscrites et scellées en leur présence. L'acte principal, en forme d'édit perpétuel du roi, commence par un grand préambule, où il est fait mention du consentement du pape. On y rapporte la participation et l'aveu de l'empereur Rodolphe II, de l'impératrice-mère, veuve de Maximilien II, sœur du roi, qui demeurait en Espagne, l'intervention, la volonté et le consentement du prince d'Espagne, l'avis donné aux ordres, aux conseils, aux états des provinces des Pays-Bas et de Bourgogne, qui ont témoigné par leurs réponses la joie, la satisfaction et la reconnaissance qu'ils éprouvent de cette union. On y fait ensuite valoir les avantages de la présence du souverain parmi ses sujets : le roi s'excuse en quelque sorte de n'avoir pas résidé dans les provinces belgiques; il en rejette la cause sur des affaires importantes, il attribue tous les malheurs passés à cette non-résidence, et il dit que la cession et la dotation dont il s'agit préviendront tous les inconvéniens à l'avenir. Cet acte est fort étendu et contient les clauses de la donation en douze ou treize articles qui se suivent. Les principales sont la conservation de la religion catholique, l'indivisibilité du domaine, sans aucun démembrement, pour toute la postérité; le droit de primogéniture, la réversion entière des Pays-Bas à la monarchie d'Espagne; à défaut de descendants des nouveaux souverains, le survivant sans enfans

aurait le gouvernement jusqu'à sa mort. Après avoir expliqué ces dispositions particulières, le roi donne à l'infante, pour elle et ses héritiers, tous les Pays-Bas, le comté de Bourgogne, y compris le Charolois, et lui en cède dès l'instant les titres, la propriété et la possession. Le second acte est celui du prince héréditaire Philippe, fils unique du roi, qui, en termes encore plus formels et plus recherchés, approuve et ratifie l'édit perpétuel et renonce à toutes les exceptions.

Après que ces pièces eurent été lues, signées et scellées, le prince d'Espagne se leva, baisa les mains du roi son père, et le remercia de la grâce qu'il venait de faire à sa sœur, dont il s'approcha alors et à qui il adressa son compliment de félicitation. L'infante, à son tour, baisa les mains au roi, qu'elle remercia, ainsi que son frère. Deux jours après, le contrat de mariage fut signé avec l'intervention de l'impératrice-mère et de l'ambassadeur de l'empereur; de grandes fêtes eurent lieu à Madrid dans ces deux occasions.

Le 30 mai l'infante, nouvelle souveraine, envoya une procuration générale à l'archiduc. Le roi et le prince assurèrent les états qu'ils ne les abandonneraient pas en cas qu'on poursuivît la guerre qui s'était rallumée l'hiver précédent. Cependant et avant que le mariage ne fut décidé, on avait fait dans les Pays-Bas, pour parvenir à une paix particulière avec la France, de grands

efforts qui eurent un succès complet. Le légat du pape en fut le plus chaud négociateur, mais le plus habile était le père Bonaventure Calatagirone, Calabrois, général des cordeliers, immédiatement après créé patriarche de Constantinople; il était homme d'esprit et diplomate très-habile et très-discret : ses contemporains en disent du bien. Par ses soins et son entremise les préliminaires furent réglés de manière qu'au printemps de l'an 1598, l'on vit se réunir assez inopinément le congrès de Vervins (17). Le roi Henri IV y avait envoyé Pompone de Bellièvre, sieur de Grigon, et Nicolas Brulard, sieur de Silleri, ses conseillers d'état. Les plénipotentiaires de l'archiduc s'y rendirent aussi : c'étaient le président Richardot, Jean-Baptiste Taxis et l'audiencier Louis Verreycken. Le légat du pape et le père Calatagirone y faisaient l'office de médiateurs.

Chaque partie voulait faire intervenir ses alliés, et l'on discuta quelque temps sur ce point; le roi de France avait alors chez lui les députés des Hollandais, ou, comme on les nommait, les ambassadeurs des états-généraux, et l'on y attendait ceux d'Angleterre; mais leur arrivée se trouva différée et l'on y apporta des délais si affectés que le roi perdit patience : déjà il était un peu aigri par la conduite des Anglais; il avait été piqué de ce qu'ils avaient laissé prendre Calais sous leurs yeux, tandis qu'ils avaient une flotte tout équi-

pée au commencement du siège, et que, par un trajet de six heures, ils pouvaient secourir la ville; il était sûr qu'en dépit d'eux, Calais lui serait rendu : ainsi il se contentait de sauver les apparences à leur égard. Les pouvoirs donnés à l'archiduc par le roi d'Espagne éprouvèrent quelques contestations, mais il s'en procura de nouveaux qui satisfirent le congrès. Ces deux points étant aplanis, le traité principal fut discuté si heureusement et si vite, que la paix fut conclue et signée le 2 mai 1598. Il avait pour base la paix de Château-Cambresis de 1559; néanmoins il contenait des changemens importans en ce que cette paix avait eu de désavantageux à la France : le traité de Vervins lui restituait Calais, Ardres, Mouthuillin, Dourlens, le Catelet et la Chapelle; enfin toutes les places conquises, excepté Cambrai, jusqu'à Blavet en Bretagne, que les Espagnols avaient surprise durant la guerre.

Le roi très-chrétien rendait le comté de Charolois pour faire partie de la donation du roi catholique à l'infante et à l'archiduc, et par ce moyen, cet acte fut reconnu et garanti par la France. Le duc de Savoye fut spécialement compris dans le traité, et son différent avec le roi très-chrétien sur le marquisat de Saluces fut laissé à l'arbitrage du pape; les autres alliés n'y furent point nommés : toutes les puissances y sont invitées, et les rois contractans y sont autorisés

à nommer dans les six mois ceux qu'ils voudront y comprendre, pourvu qu'ils donnent leurs actes d'accession en bonne forme.

Telle est la substance du traité de paix conclu à Vervins. Il causa une joie universelle en France. On s'en réjouit aussi beaucoup aux Pays-Bas, parce qu'on y voulait la paix à tout prix ; mais il fut critiqué par les autres gouvernemens.

Il n'était pas étonnant que le roi Henri IV, pouvant sortir de cette guerre incommode avec un avantage si marqué, s'empressât à conclure. L'archiduc était encore plus pressé : il recevait de jour à autre des avis de l'état désespéré du roi d'Espagne. Il lui convenait absolument, et il lui tardait d'accomplir son mariage, et d'entrer avant la mort du monarque dans la jouissance de ses avantages nuptiaux. Aussi le bruit courut que s'étant emparé de la négociation, ses plénipotentiaires eurent ordre de ne pas chicaner sur les principales restitutions, d'autant plus, disait-on, que les places nouvellement conquises n'étaient point comprises dans la cession que lui avait faite le roi d'Espagne. A Rome, comme il paraît par les lettres du cardinal d'Ossat, les Espagnols n'étaient pas plus qu'ailleurs contents de la paix de Vervins : il est probable que les Anglais et les Hollandais ne l'étaient pas davantage : on disait qu'elle était l'ouvrage de trois cordeliers : le nonce du pape François Gon-

zaga, évêque de Mantoue, auparavant général de l'ordre de St-François ; Bonaventure Calatagirone, Calabrois ou Sicilien, dont j'ai parlé, et Fray Francisco de Sousa, autre négociateur renommé, Portugais, secrétaire et successeur du second dans le généralat : ainsi, ils étaient non-seulement trois cordeliers, mais encore tous trois généraux de cet ordre.

L'archiduc Albert, rassuré par la paix qu'il venait de conclure, fit avec le même empressement et sans perdre de temps ses dispositions pour son voyage en Espagne, et pourvut au gouvernement des Pays-Bas pendant son absence. Il se rendit à Hal en pèlerinage, y fit ses dévotions, et y remit son chapeau de cardinal, qu'il offrit à la St-Vierge du lieu. Il résigna son archevêché de Tolède à don Garzia de Lóyaza, en se réservant une pension considérable sur cet opulent bénéfice, en vertu d'un bref du pape et du consentement du roi.

Le 22 août il reçut une espèce d'inauguration à Bruxelles, par suite de la procuration de l'infante, nouvelle souveraine. Il fit les nominations nécessaires aux charges de sa nouvelle maison souveraine : plusieurs des seigneurs et des dames qui la composèrent, partirent pour l'Espagne en passant par la France, où ils furent reçus fort honorablement et bien fêtés, à cause de la paix récemment conclue. L'archiduc partit vers le milieu

de septembre 1598, accompagné du prince d'Orange, des comtes de Berlaumont, d'Egmont et de Solre; envoyés de la part des provinces, et d'une suite nombreuse et brillante de seigneurs du pays. Il prit sa route par l'Allemagne : le projet du voyage était de se diriger sur Prague, où il verrait l'empereur son frère. De là il devait se rendre à Gratz, pour y prendre, avec l'archiduchesse sa mère, la princesse Marguerite, destinée à épouser le prince royal d'Espagne, et ensuite passer par l'Italie d'où ils iraient ensemble en Espagne.

Le rapport de ce voyage, la bénédiction du double mariage par le pape Clément VIII à Ferrare, la réception de l'archiduc et de sa suite en Espagne, et le retour des nouveaux souverains aux Pays-Bas, demandent un détail plus circonstancié. Je le donnerai ci-après comme une introduction à l'établissement d'un nouveau règne aux Pays-Bas : un autre événement antérieur réclame maintenant toute notre attention : il est un des plus importants de notre histoire : je veux parler de la mort du roi d'Espagne Philippe II.

L'archiduc avait ses raisons pour presser la paix avec la France, de même que son départ et la célébration de son mariage, dont l'effet devait lui devenir si avantageux. Ce qu'il avait craint ou prévu arriva. Ce prince n'était point fort avancé dans son voyage en Allemagne,

quand il apprit la mort du roi. Cette nouvelle, qu'on attendait de jour en jour, ne devait pas le surprendre ; mais elle le jeta dans l'irrésolution et l'inquiéta beaucoup. Il savait que le nouveau roi était jeune, qu'il avait un favori déclaré, qu'autrefois on avait voulu lui inspirer de la jalousie contre lui ; il savait de plus que la plupart des grands et des ministres avaient fait différer et contredit le dessein du roi en faveur de l'infante. Le comte de Fuentes n'avait pu dissimuler ces obstacles, lorsque l'archiduc vint en Flandre. Les grands, infatués comme tous les Espagnols, de l'étendue de leur monarchie, en abhorraient le démembrement et s'y opposaient de toutes leurs forces. C'était peut-être parce qu'il partageait ces sentimens que ce comte fut envoyé dans le Milanais, après avoir fait une campagne si avantageuse avant l'ouverture de la seconde. On a prétendu encore que l'empereur Rodolphe II, au repentir de n'avoir pas épousé lui-même l'infante, comme on lui en avait fait l'offre, ne voyait pas de bon œil cet agrandissement de son frère. Quoi qu'il en soit, toutes ces craintes et ces doutes, plutôt supposés que réels, furent bientôt dissipés. Le roi Philippe III et le duc de Lerme, son premier ministre, déclarèrent vouloir maintenir dans toute leur étendue les engagemens du feu roi à cet égard. L'archiduc en reçut, chemin faisant, les assurances les plus solides, et poursuivit tranquillement son voyage.

Philippe II décéda à St-Laurent de l'Escorial un dimanche à six heures du matin, le 13 septembre 1598; il était né à Valladolid le 21 mai 1527; par conséquent il était, à sa mort, âgé de 71 ans, quatre mois moins huit jours; il avait régné 43 ans, depuis l'abdication de l'empereur Charles V, son père. Il avait été marié quatre fois : nous avons parlé de ses mariages à mesure que l'occasion s'en est présentée (18).

Les troubles des Pays-Bas, qui font le titre et l'objet de cet ouvrage, naquirent sous ce règne. Le roi dont on vient de voir la fin, ne vit pas la fin de cette cruelle guerre civile, que sa rigueur et son despotisme y avaient excitée. Avant d'entrer en matière, il était nécessaire de commencer par le portrait de ce monarque, et de faire connaître ses qualités personnelles et son caractère. J'ai tâché de remplir cette obligation en entreprenant l'histoire de son règne. J'ai mis tous mes soins à rechercher la vérité et à la dégager des éloges outrés des flatteurs mercenaires ou intéressés, et de ces monstrueux défauts que lui ont attribués l'envie et la haine; et tout en persistant dans mon opinion, je dois répéter avec fondement ce qui a été dit avant moi, qu'il était un grand roi, et qu'il semblait né pour les Espagnols, comme les Espagnols pour lui (19).

Les dix-sept ou dix-huit provinces des Pays-Bas formaient une partie de l'héritage que Charles-

Quint lui avait transmis : il en avait organisé et perfectionné le gouvernement. Cet état n'était peut-être pas le plus grand, mais il était le plus beau fleuron de sa couronne. Philippe II n'en avait pas une aussi bonne opinion. Il y résida assez long-temps pour bien le connaître; il aurait voulu en faire un second point central, et pour ainsi dire une place d'armes, d'où seraient parties à l'occasion toutes ses entreprises futures sur l'Allemagne, la France, l'Angleterre et le Nord. La constitution du pays et les mœurs de ses habitans n'étaient pas compatibles avec de si hauts desseins. L'ancienne antipathie entre les deux nations, la jalousie des Espagnols et les vieilles rancunes, dont nous avons tant parlé, se réveillèrent. Le roi, encore plus Espagnol de caractère que de naissance, prit le parti le plus dangereux et recourut à la force. Il voulait des peuples moins indépendans et plus serviles, et il résolut de les abaisser ou de les perdre.

Plus d'un auteur a dit que ce prince avait régné trop tôt. Ébloui de sa propre grandeur, il n'avait aucune idée qu'il pût y trouver de la résistance, et tout ce qui pouvait le contredire, lui paraissait crime et rebellion; il ne s'agit pas ici de répéter tout ce qu'on a dit de l'origine et des causes des troubles et d'une guerre civile si fameuse; je crois qu'en simplifiant les données et en remontant à l'origine des faits, on trouvera à

ce grand bouleversement deux sources d'où découlent toutes les autres. La première est l'éloignement des troupes étrangères qu'on lui demanda en face dans l'assemblée des états de toutes les provinces à Gand, en 1559, et avant son départ pour l'Espagne, et le non accomplissement de la promesse qu'il avait faite de les retirer dans les quatre mois : on les relégua en Zélande, et à la fin on les chassa du pays. Cette condition formelle dérangeait ses plans : elle lui parut si séditieuse et si attentatoire à son autorité, qu'il ne l'a jamais oubliée. De là naquit de la part du roi et de sa nation une haine à laquelle ils n'étaient déjà que trop disposés.

La seconde cause du mal était l'inquisition que, parmi une quantité de nouveautés odieuses, le roi voulait introduire mal à propos. La religion et la liberté ont été de toute antiquité le motif et le prétexte de toutes les rebellions du monde. Les malheurs du temps et des hérésies avaient influé sur une partie de la nation ; mais ni les dissidens, ni la saine partie des catholiques n'ont jamais pu se soumettre à un remède si violent, qu'il révoltait le sens commun et tous les esprits. Ces deux causes ont fait éclater les haines sourdes et invétérées, et ont armé toute l'Europe : elles ont produit non-seulement la guerre civile des Pays-Bas, avec toutes ses horreurs, ses sacrilèges, ses cruautés et ses désastres, mais encore les guerres étran-

gères qui s'allumèrent comme par incident au milieu de cette combustion générale, si funeste à la monarchie d'Espagne. Elle était bien faible la première étincelle de ce feu dévorant qui devait consumer l'Espagne pendant les trois quarts d'un siècle. Après l'invasion des provinces belgiques par le duc d'Albe, et ses persécutions, tout y paraissait perdu, ruiné ou dans l'oppression. Le désespoir seul put s'y trouver une retraite et un refuge : on a vu par quelle espèce d'hommes et dans quelle place commença la guerre offensive qui ébranla la puissante monarchie du plus grand des rois de cette époque : une poignée de fugitifs, de vagabonds, de pirates, enfin de gueux marins, surprirent une bicoque telle que la Briel, et s'établirent dans une île très-petite, très-mauvaise, presque inhabitée et inconnue. Tel fut le foyer d'une révolution qui étonnera à jamais, tant elle paraît surnaturelle et au-dessus des conceptions humaines, comme un ouvrage de la Providence, *Quæ infima mundi erigit, ut fortia quæque confundat.*

Les troubles dont nous parlons naquirent dans les premières années du règne de Philippe II : son règne fut long, infortuné et tumultueux peut-être par cette seule cause. Il n'a pas assez vécu pour voir la fin de l'insurrection, mais assez pour voir périr ses forces et fondre ses trésors entre ses mains. Il mourut dans l'incertitude et le doute

sur l'issue et la catastrophe de la guerre. Son caractère lui est assigné dans la chronologie des rois d'Espagne. Les Espagnols l'ont surnommé *Felipe el prudente*. Le chancelier de Cliverni dit qu'il prévoyait la fin des choses avec une prudence admirable. D'autres contemporains l'ont loué de même de cette qualité. Cependant il paraît qu'il ne prévoyait pas que les malheurs de son règne ne cesseraient que par une trêve, et 40 ans après, par une paix également humiliante ; que le déclin de sa puissance entraînerait sur sa monarchie une longue décadence jusqu'à sa quatrième génération. Pouvait-il s'attendre qu'avant un siècle écoulé, son trône chancelant serait soutenu par l'alliance et les forces respectables d'une république, uniquement composée d'une partie des états et des peuples qu'il avait tant méprisés et tant outragés (20)?

Si la prévoyance si vantée de Philippe II avait pu lui faire percer l'avenir et apercevoir un siècle plus tard le passage étrange de sa couronne dans la maison des Bourbons, elle lui aurait montré aussi un autre phénomène; il aurait vu assis sur le trône d'Angleterre qu'il avait occupé lui-même, un prince d'Orange, arrière-petit-fils de son ennemi capital, qu'il avait banni, proscrit, et dont la tête, mise à grand prix, avait été livrée par un infâme assassinat. Il aurait vu ce nouveau roi remuer toute l'Europe, conclure avec l'empereur

et avec ces états-généraux, anciens sujets de l'Espagne, la grande alliance qui fut suivie d'une guerre de quatorze ans; il aurait deviné cette lutte décisive et sans exemple qui mit la France à deux doigts de sa perte, et qui, sans un bonheur inattendu, l'eût forcée à restituer l'Espagne; enfin il aurait prévu le dernier sort de cette monarchie, c'est-à-dire, son partage et son démembrement qu'on avait eu en horreur, et qu'on avait voulu éviter et prévenir à tout prix.

CHAPITRE IV.

L'archiduc Albert poursuit son voyage. — Son mariage et celui du roi d'Espagne, bénis par le pape Clément VIII, à Ferrare. — Voyage ultérieur en Espagne. — Retour des archiducs Albert et Isabelle, et leur arrivée aux Pays-Bas. — Règne heureux des nouveaux souverains. — On travaille inutilement à la paix. — Prospérité inouïe et commerce prodigieux des Hollandais dans le monde entier. — Continuation de la guerre; siège d'Ostende, bataille de Nicuport et autres faits d'armes, au milieu des propositions de paix.

JE reviens au voyage de l'archiduc Albert en Espagne, où il se rendait pour épouser l'infante Isabelle : il continua sa route par l'Allemagne et l'Italie. S'étant rendu à Gratz en Stirie, il y trouva Marguerite, archiduchesse, fille de l'archiduc Charles, future épouse du nouveau roi d'Espagne Philippe III. Il devait la conduire en Espagne avec Marie de Bavière, archiduchesse douairière, sa mère, qui l'accompagnait dans ce voyage. Ils entrèrent en Italie et séjournèrent à Mantoue, où le duc les reçut magnifiquement pendant quelques jours; lorsqu'ils partirent, il se mit *inconnu* à leur suite jusqu'à Ferrare. Le pape Clément VIII, avec toute la cour de Rome, s'y trouvait alors, à l'occasion de la possession qu'il venait de prendre du duché et de l'état de cette ville (21).

Le pape s'y tenait avec sa cour pour régler le gouvernement de cette acquisition récente, quand la reine, sa mère, et l'archiduc y arrivèrent. Le cardinal d'Ossat, dans sa lettre du 17 novembre 1598, à Mr De Villeroi, décrit la cérémonie de leur entrée, du double mariage et de tout ce qui se passa pendant leur séjour à Ferrare. Il dit que le vendredi 13 de ce mois leur entrée se fit vers le soir. Les cardinaux sortirent en corps et en habits pontificaux, jusques au-dehors de la porte : toute la cour alla à leur rencontre; ils furent conduits par ce cortège à la grande église et au palais, où le pape les reçut en consistoire public, sans bouger de son siège et sans dire mot : la cérémonie de la réception fut très-courte. La future reine d'Espagne baisa les pieds et la main au pape, et on la plaça à deux pas du pontife, debout sur la gauche. L'archiduchesse sa mère en fit de même, et prit place à gauche de sa fille. L'archiduc baisa aussi les pieds et la main, mais le pape l'embrassa sur les deux joues; il resta debout à la droite du pape. Tout ce cérémonial eut lieu sans parler : ensuite le pape se leva, donna à chacun une bénédiction et se retira. Les cardinaux s'approchèrent alors pour faire leur compliment, et après que la foule se fut un peu retirée, les illustres voyageurs furent conduits dans leurs appartemens préparés dans le palais du pape, qui était fort spacieux (22).

Le 14 ils ouïrent la messe de sa sainteté, et dinèrent avec elle : l'après-midi ils reçurent les visites (23). Enfin le dimanche 15 novembre 1598, jour du mariage, le pape célébra la messe pontificalement. Après l'offertoire, il maria de sa main la princesse au roi d'Espagne, représenté par l'archiduc, après qu'on eut lu hautement dans l'église la procuration du roi. Ensuite fut béni le mariage de l'archiduc avec l'infante Isabelle, représentée par le duc de Sesse, dont on lut aussi la procuration (24).

Des fêtes magnifiques furent données aux nouveaux époux jusqu'au 18, qu'ils partirent et reprirent la route de Mantoue, où le duc les retint quelques jours au milieu des plaisirs. De là ils se rendirent à Milan, où ils firent un séjour assez long : ils partirent ensuite pour Gênes : mais les réceptions brillantes qu'on leur fit dans toutes les villes, les fêtes qu'on leur donna dans toute la Lombardie et à Gênes même, les arrêtaient si long-temps, que la saison de faire le trajet en Espagne étant tout-à-fait passée, il fallut attendre le printemps et retourner à Milan, où l'hiver se passa en petits voyages et dans les plaisirs.

L'archiduc témoigna son mécontentement de tous ces retards ; il proposa de voyager par terre ; la paix avec la France laissait cette route ouverte, si les Alpes et les Pyrénées, couvertes de neige et

de glaçons au milieu de l'hiver, ne l'eussent rendue impraticable à un équipage aussi nombreux. Il avait écrit en Espagne pour montrer son empressement, et il voulut y aller seul avec peu de monde; mais enfin le voyage fut différé jusqu'au printemps. Pendant le séjour que l'archiduc fit à Gênes, le prince d'Orange, qui était de sa suite, fut invité par des députés de sa principauté d'Orange d'en aller prendre possession; le prétexte de la religion y avait causé des troubles; la mésintelligence s'était mise entre les chefs du gouvernement. Les sieurs de Blacon en avaient presque usurpé la régence de père en fils. M. de St-Aldegonde, nommé plus d'une fois dans l'histoire des Pays-Bas, y avait été envoyé par le feu prince, et les désordres avaient dégénéré en guerre civile : les voisins s'en étaient mêlés; et le maréchal de Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, les avait en quelque sorte apaisés.

Ce petit état, qui n'a que quatre à cinq lieues de long et autant de large, est avantageusement situé sur les bords du Rhône : le terrain en est fertile et bien peuplé; malgré sa petitesse, outre Orange, sa capitale, il contient encore les petites villes de Courteson, Jonquières, Gigondas et Caderousse, et d'autres petits endroits ouverts. Tout cet état est enclavé dans le comtat Vénaisin; la ville d'Orange avait alors un évêché, un parlement, une citadelle sur une colline très-

bien fortifiée, ainsi que la ville. Mais depuis un siècle la France l'a occupée à plusieurs reprises; les fortifications en ont été rasées : on n'en voit que les décombres, et passé trente ans il n'y avait rien de remarquable que quelques antiquités, des restes de thermes, d'un cirque, et un monument renommé par sa haute antiquité et son ancienne magnificence. Il est situé sur une colline à quelques cents pas de la ville : il semble y avoir été enfermé autrefois, puisqu'il est reconnu que cette ville était jadis plus étendue de tous côtés. Ces ruines antiques sont nommées par le peuple *la Tour de l'Arc*; elles ont la forme d'un château carré, qu'on leur a donnée en les chargeant d'une construction en briques en forme de muraille à créneaux : elle a contribué à conserver les restes de ce monument contre les outrages de vingt siècles. C'est l'arc de triomphe que le peuple romain fit ériger à la gloire de Caius-Marius, après la défaite de cette innombrable armée des Ambrons, des Cimbres et des Teutons, sur les bords du Rhônc. Les faces méridionale et septentrionale de ce morceau d'architecture sont peu détériorées jusqu'à une partie de la grande corniche qui surmonte trois belles arcades, ornées de sculptures et de bas-reliefs; les colonnades et les trophées subsistent de quatre côtés. Une description plus détaillée de ce monument serait déplacée ici. On peut consulter à cet égard l'histoire

complète des princes et de la principauté d'Orange, par le sieur de la Pise, avec des planches qui représentent tous les monumens anciens de ce petit pays.

Le prince d'Orange, invité d'aller à sa principauté, s'y détermina d'autant plus facilement, qu'ayant suivi la cour à Florence, il n'était pas trop content de la réception du grand-duc à son égard. Il prit ce temps pour s'éloigner de la Toscane, passa les monts avec une petite suite d'élite, et alla en poste voir ses états. Il arriva à Avignon, il crut même y passer *incognito*, mais son nom lui ayant été demandé à la porte de la ville, il répondit le baron de Bréda. Le légat du pape qui gouverne le comtat, sachant que la baronnie de Bréda appartenait au prince d'Orange, en conclut que c'était lui : il alla le voir, le logea dans son palais et le traita magnifiquement pendant trois ou quatre jours ; il donna ainsi aux habitans d'Orange le temps d'achever les préparatifs de sa réception.

Ils n'avaient vu aucun de leurs souverains chez eux depuis plus d'un siècle, et ils s'efforcèrent de témoigner leur zèle au prince, qui y fit son entrée le 11 mars 1599. Il fut inauguré solennellement ; l'évêque le reçut à la tête de son clergé ; le parlement, les magistrats prêtèrent le serment. Il se plaça sous le dais et fit plusieurs actes de souveraineté ; il donna une amnistie au

sujet des troubles passés, et régla provisoirement les affaires pour l'avenir; il visita aussi les autres villes de son état, et ayant reçu une somme considérable d'argent, il en repartit en poste pour joindre la cour à Marseille.

La reine, l'archiduchesse sa mère et l'archiduc, après avoir passé l'hiver en Italie, pressés de partir, se rendirent dérechef à Gênes au mois de mars. Quarante galères y étaient assemblées pour les transporter en Espagne; mais la saison commençait seulement à être propre à faire le trajet: la plupart des dames n'avaient jamais vu une mer agitée. Il fut résolu d'aller à Marseille, d'où, en côtoyant les terres de France, le long du golfe de Lyon, on se rendrait en Espagne. La flotte les transporta à Toulon, puis à Marseille, où l'on donna de nouvelles fêtes; le gouverneur, par ordre de sa cour, présenta les clefs à la reine, et l'on rendit aux voyageurs tous les honneurs imaginables. Enfin le 20 mars la flotte se remit en mer; après sept jours de navigation, elle arriva sur la côte de Valence, et débarqua à Vinaros le 27 mars 1599.

Le roi d'Espagne, sur l'avis de la route qu'on prenait, vint avec toute sa cour à Valence, où l'archiduc, d'abord qu'il eut mis pied à terre, arriva en poste pour saluer le roi et l'infante son épouse; il continua sa route de la même manière jusqu'à Madrid, afin de rendre ses devoirs à l'im-

pératrice douairière, sa mère : il revint à temps pour assister aux entrées et aux magnificences qui eurent lieu ensuite à Valence.

Ces fêtes brillantes durèrent jusqu'à la fin du mois de mai, que le roi, la reine et leur cour prirent la route de Madrid. L'archiduc et l'infante son épouse allèrent à Barcelone avec l'archiduchesse mère, qui retournait à sa résidence de Gratz. Ils s'y embarquèrent le 8 juin, firent le trajet heureusement, et le 18 ils entrèrent à Villa-Franca, dans le comté de Nice. De là par Milan, une partie des Grisons et des Suisses, ils vinrent jusqu'à Bâle, où l'archiduchesse mère se sépara des époux, et se rendit en Stirie. L'archiduc et l'infante Isabelle poursuivirent leur route par Besançon et la Franche-Comté sur Luxembourg, et arrivèrent à Bruxelles le 5 septembre 1599. Je ne parlerai plus des réceptions magnifiques et triomphales qui leur furent faites dans leur route et à leur arrivée. Elles furent partout somptueuses et sincères. La haute estime et l'idée avantageuse qu'on avait universellement conçues de ces nouveaux souverains, précédaient et annonçaient un règne heureux et pacifique. La suite répondit parfaitement à cet espoir. Le peuple et les souverains ne désiraient que le repos, mais les provinces ne respiraient qu'à peine des travaux et des longues souffrances d'une guerre civile, dont la durée et les événemens tragiques qui l'accompagne-

rent, n'ont point d'exemple : on désirait la paix, quoiqu'on n'en conçût qu'une faible espérance, et en attendant on s'apprêtait à la guerre. Mais avant d'entrer dans le détail de ce qui suivit, revenons à ce qui s'était passé pendant l'absence de l'archiduc.

Ce prince, avant de partir, avait chargé du gouvernement par *interim* le cardinal André d'Autriche, son cousin-germain, et du généralat des armes don Francisco de Mendoza, marquis de Guadaleste et de Jamaïque, amirante d'Arragon, homme très-habile dans le métier de la guerre (25).

Le gouvernement du cardinal dura un an pendant l'absence de l'archiduc et n'eut rien d'intéressant que la campagne sur le Bas-Rhin, où la guerre fut portée. L'amirante d'Arragon y reprit Rhinbergh, et fit sur Bommel une tentative qui ne réussit pas. Les troupes se débandèrent par indiscipline; elles allèrent ravager la Westphalie et le pays des environs; les princes et comtes voisins en furent offensés, formèrent des plaintes, opposèrent des résistances à main armée et se répandirent en menaces.

On s'était promis de grands avantages de cette campagne, qui ne répondit point aux espérances; cependant l'archiduc, avant son départ, en avait dressé le plan, avait formé une bonne armée, et pourvu à tous les besoins. Ce prince avait en outre tâché de soulager les provinces en leur procurant

la paix, pour laquelle il avait fait plusieurs démarches, surtout lorsqu'il avait écrit aux conseils, aux états, aux villes restées sous la domination d'Espagne, les circulaires dont nous avons parlé et qui leur annonçaient son mariage avec l'infante et la cession des Pays-Bas en faveur de ce mariage. Peu de temps après il écrivit sur le même sujet aux états des Provinces-Unies en Hollande : il leur faisait part de la conclusion de ce mariage, et les invitait à mettre fin à cette longue guerre et à toutes ces fatales calamités qui désolaient la patrie. Le prince d'Orange écrivit aussi à son frère le prince Maurice; le duc d'Arschot, le marquis d'Havré et d'autres adressèrent sur le même ton des lettres, qui toutes restèrent au rebut et sans réponse. Un orgueil si déplacé déplut aux alliés mêmes des Hollandais. On l'attribua sur-tout au bonheur inespéré et aux succès inouïs de leur commerce, qui semblait s'étendre sur tout l'univers; et en effet ils l'établirent sur de telles bases et avec des vucs si vastes et si heureusement réalisées, qu'aucune nation n'avait eu jusqu'alors ni expérience ni idée d'une si grande prospérité. Arrêtons-nous un instant à ce prodige et traçons-en une esquisse avant l'histoire du règne de l'archiduc et de l'infante : nous y découvrirons les causes de l'obstination et des difficultés insurmontables qu'opposèrent dans la suite aux traités de paix ces républicains enivrés et comme étourdis de tant de prospérités.

Ce qu'on entend sous les noms de commerce, de trafic et de négoce entre les hommes pour leurs besoins réciproques, est peut-être aussi ancien que le genre humain ; mais pendant la révolution de tant de siècles, la nécessité, la commodité et le luxe en ont multiplié et varié l'usage à l'infini. Huet, évêque d'Avranches, a fait un traité particulier sur cette matière ; il a pour titre : *Histoire du commerce et de la navigation des anciens*. Ce savant prélat, très-connu dans les belles-lettres, a eu besoin de profondes recherches pour dégager son ouvrage de mille fables, d'aventures romanesques, de fictions et de chimères, et pour le réduire à un système vraisemblable et raisonné : il commence son histoire par le commerce avant le déluge ; il distingue le commerce de terre et de mer. Il n'est question ici que de ce dernier et de la navigation. Il examine le commerce des Égyptiens dans l'obscurité de leurs dynasties, celui des Phéniciens et des Hébreux ; il parle de la flotte de Salomon sur la mer rouge, laquelle allait en Ophir. Ce pays d'Ophir n'est pas encore bien déterminé : on croit que c'était quelque rade de l'Afrique orientale. Ensuite il traite du commerce des Carthaginois, des Grecs et des Romains. On y voit l'opulence des villes et des ports de Sydon, de l'ancienne et de la nouvelle Tyr, d'Alexandrie, de Carthage, de Rhodes, de Corinthe, de Constantinople ou By-

sance, etc. Les ports de l'Europe, surtout ceux de l'Italie et de la Méditerranée, n'étaient que subalternes, et n'avaient que des branches du commerce de l'Orient. Cependant, si l'on examine le fort et le faible de ce commerce tant exagéré et si renommé, quelle idée peut-on s'en former en comparaison de celui des derniers siècles, et du commerce de nos jours? On était novice dans les spéculations et dans les sciences qui servent à connaître la terre et les mers qui la coupent et l'environnent.

On sait quels préjugés, quelles opinions ont régné long-temps au sujet d'un autre hémisphère et des antipodes. Les anciens ont cru pendant des siècles l'océan innavigable, et ils n'osaient passer les détroits. La boussole, si nécessaire à la navigation, ne fut découverte que vers le treizième siècle; l'art de la construction des vaisseaux était bien loin de sa perfection : on en voit la preuve dans ce qui nous reste de sculpture de la haute antiquité. Ces vaisseaux étaient fort élevés de bord, fort ramassés, sans avant ni arrière, et n'allaient qu'à force de rames, dont plusieurs rangs s'embarrassaient les uns les autres. Une longue expérience a appris à gouverner comme il faut ces lourdes machines, à connaître et à profiter des vents et des saisons dans les différens climats et régions. Le commerce des anciens n'était proprement qu'une navigation de routine. Ils

allaient de terre à terre en suivant les côtes d'un port à l'autre , comme par échelons ; aux apparences du moindre orage , ils se sauvaient dans un port quelconque , et s'ils se trouvaient surpris , ils étaient exposés aux naufrages. Cette routine a long-temps subsisté dans les mers du Levant ; elle dominait encore à l'époque du commerce florissant de l'Italie , un peu avant la découverte des îles et du nouveau monde. Les Gênois , les Pisans , avant qu'ils ne fussent assujétis aux Florentins , et surtout les Vénitiens , avec leurs galères et leurs bâtimens à rames , ne faisaient que côtoyer , aller et venir dans l'Archipel et les mers des Echelles du levant , pour y charger ce que les caravanes de tout l'orient y apportaient continuellement par terre. Ainsi ces républiques étaient les dépositaires de toutes les marchandises de l'Asie et de l'Europe ; on n'avait que de leurs mains les épiceries , les drogues , les aromates , les perles , les bijoux mêmes : ce commerce répandit l'abondance par toute l'Italie. Les Italiens portèrent en échange , dans l'Asie , les produits des fabriques et des manufactures de l'Europe. Les draperies , les ouvrages de laine , de toile , de fil , se fabriquaient en perfection aux Pays-Bas. Les Italiens y eurent leurs établissemens et leurs comptoirs à Bruges et ensuite à Anvers ; ils y faisaient de si gros achats qu'ils procuraient le débit , et en grande partie l'entretien à des milliers de fabri-

cans et d'ouvriers. Enfin tout ce commerce passait par les mains des Vénitiens et de la nation italienne : on n'allait point directement aux Indes orientales.

Il est probable que le commerce des peuples qui habitaient les côtes de l'océan ne s'étendait pas bien loin ; on peut les considérer, dans les siècles les plus reculés, comme des gens très-habiles à la pêche ; ils tiraient parti de ce métier pour leur subsistance et celle de leurs premiers voisins, à peu près comme les Lapons, les Samoïèdes et les autres habitans les plus éloigés du nord, qui, avec des radeaux, des troncs d'arbres et de petits bâtimens de leur façon, toujours occupés de la pêche, ne peuvent s'écarter beaucoup de leurs rochers ou faire de grands trajets par mer. Mais en cela comme en ce qui concerne le commerce, il faut distinguer les siècles. Les progrès dans les connaissances et les expériences se sont faits lentement, presque imperceptiblement et dans la suite des âges. Le compas et la boussole furent inventés vers le treizième siècle (26). L'erreur de croire l'océan innavigable fut dissipée ; l'usage des voiles, l'art de ménager les vents furent perfectionnés ; on affronta cette mer comme les autres ; on pénétra jusqu'aux plus inconnues. Des aventuriers téméraires s'enhardirent à chercher de nouvelles terres et de nouveaux hommes : quelques-uns firent le tour du monde. Les chan-

gemens amenés par le temps en ont aussi produit dans le commerce, qui par-là est devenu supérieur, sans comparaison, à celui des anciens.

Entre mille objets nouveaux découverts depuis les Romains, je n'en citerai que deux dont l'avantage est incontestable; d'abord les soieries, qu'on prétend avoir été travaillées premièrement dans l'île de Corse. Si les Romains ou leurs prédécesseurs ont connu la soie, ils l'ont négligée par mépris ou par paresse, au point qu'elle était rare, précieuse, et au-dessus de tout prix. Vopiscus dit qu'à cause du prix extravagant qu'on y mettait, l'empereur Aurélien refusa constamment à sa femme une robe de soie, qu'elle souhaitait avec passion. On trouve aussi qu'Héliogabale, autre empereur, prince somptueux et efféminé, parut un jour vêtu d'une robe toute de soie, qui fut admirée comme le comble du luxe. Qu'on jette les yeux sur l'importance de cette branche de commerce et sur l'usage commun qui règne depuis long-temps de cette marchandise. C'est le principal trafic de la Perse et de l'Indostan. L'Italie en a des fabriques presque autant que de villes; à Naples encore à présent, à Gênes, à Florence, à Lucques, à Milan, à Turin, une infinité de monde vit de ce métier et de ce commerce; on peut en dire autant de la France, de Lyon, de Tours et d'autres villes, d'Anvers et de plusieurs endroits qui ne sont pas aussi renommés.

Une autre branche d'industrie entièrement inconnue aux anciens et qui devait l'être encore long-temps après eux, c'est la pêche du hareng; ils n'ont pu s'aviser de cette mine d'or intarissable, puisque ce poisson n'était pas de leur climat. Par instinct, il abonde à saisons réglées dans les mers britanniques, dans celles de Hollande et dans la Baltique; il a pu servir anciennement de nourriture à ceux qui habitaient les côtes de ces mers; mais cette prodigieuse et incroyable abondance, qui en fait tout le mérite et le prix, leur était superflue et inutile; ce poisson n'est nullement de garde; il meurt et se gâte en voyant l'air; il ne pouvait être transporté; il fallait quelque invention, quelque remède pour le conserver et en faire une marchandise.

Guillaume Beuckels, bourgeois de Biervliet, petite ville dans les lagunes de Flandre, vis-à-vis la Zélande, découvrit ce trésor l'an 1340; il essaya de nettoyer ce poisson, de le saler et de l'enciquer avec du sel et de la saumure, pour le conserver des années. L'expérience eut un tel succès, qu'à présent cent mille hommes vivent de cette découverte en Angleterre, en Hollande et aux environs; on envoie des cargaisons entières de harengs jusqu'au bout du monde. Ce débit et le profit qu'on en tire sont devenus un objet et une raison d'état. Les puissances maritimes dont on vient de parler ont eu des querelles et des guerres

pour la pêche du hareng et ce qui en dépend.

Ces inventions et plusieurs autres donnèrent de l'accroissement et de l'activité au commerce. Les courses et les voyages par mer, qu'on ne faisait auparavant qu'en tremblant, s'entreprenaient avec plus de courage et plus d'assurance. Cependant la direction continuait à être la même; les Italiens conservaient toujours l'entrepôt pour le négoce le plus précieux, qui était celui du Levant. Pendant tout le quinzième siècle, quelques Cantabres, Biscayens et Galiciens se mêlèrent des transports; ils venaient charger des objets fabriqués en Flandre, et ils y avaient des maisons; les Anglais prirent part à ce trafic: les Flamands, quoiqu'ils ne fussent étrangers à aucun commerce, s'attachaient sur-tout à celui du Nord. Tels furent les préludes du spectacle étonnant qui allait s'ouvrir par la découverte des Indes.

Sur la fin du quinzième siècle, il s'éleva un désir, une mode et une émulation de chercher des mondes nouveaux. Christophe Colomb, Génois, Vasco de Gama, Portugais, Americo Vespuce, Florentin, et Ferdinand Magellan, aussi Portugais, s'acquirent des noms éternels par de grandes découvertes. On sait que Colomb et Gama furent peu écoutés, et rebutés dans leurs vastes projets; on les traita de visionnaires, sur-tout le premier, dont l'idée, fondée sur l'étude et

la géographie, avait son origine dans le raisonnement et dans des conjectures plausibles : par ses sollicitations, il obtint des rois catholiques trois vaisseaux, avec lesquels il entreprit son voyage en 1492. Quatre ou cinq ans après, le roi de Portugal Emmanuel accorda à Gama un semblable secours pour chercher des découvertes. Ces deux navigateurs eurent leurs aventures, éprouvèrent des obstacles, des tempêtes, des manques de vivres, des soulèvemens d'équipage. Enfin ils trouvèrent à toucher terre et découvrirent les Philippines, les côtes de Mélinde, les Moluques et une multitude d'îles. Américo Vespuce perça jusqu'à la terre-ferme et au continent. Il arriva jusqu'au Mexique, et fit tant de progrès, que cette quatrième partie du monde fut nommée, à son honneur, l'Amérique. Magellan, pour avoir trouvé un chemin plus court ou plus aisé, laissa son nom au détroit de Magellan. Le Pérou, le Potose, le Chili, situés plus loin, furent connus beaucoup plus tard, vers l'an 1525. Le plan de cet ouvrage ne me permet pas de m'étendre davantage sur le récit des conquêtes dans les Indes; ce détail m'éloignerait trop du but. D'ailleurs quantité d'écrivains ont traité ce sujet et signalé l'époque remarquable de ces découvertes. Je dirai cependant que ces conquêtes étonnantes furent achevées dans l'espace de 30 à 40 ans, malgré les obstacles de la nature, la résistance des vaincus,

la tyrannie, la perfidie et la cruauté des vainqueurs, qui auraient dû révolter cent fois des millions d'hommes contre une poignée d'étrangers nouvellement débarqués. Elles étaient faites au profit de l'Espagne et du Portugal, et dès le principe, lorsque les plus grandes contrées étaient encore à conquérir, le pape Alexandre VI en avait réglé une espèce de partage, par une bulle nommée *bullæ demarcationis*; il avait assigné l'orient au Portugal et l'occident à l'Espagne. J'ignore si c'est par respect pour cette bulle, ou par d'autres raisons que les deux rois semblaient s'y conformer, celui de Portugal, en s'emparant des Indes orientales, et le roi catholique des occidentales. Les premières n'étaient point tout-à-fait inconnues : seulement elles n'étaient pas fréquentées par les Européens; ainsi elles paraissaient nouvelles; l'histoire d'Alexandre, l'Indus, le Gange, la Perse, qui y communique par terre, étaient des données sur la situation de ces contrées et facilitaient les recherches, quoique ce peu de connaissances fut vague et indéterminé, au lieu qu'en cherchant l'Amérique on ne marchait que par conjectures et à tâtons. L'existence même de ce continent était ignorée. Les découvertes se firent à peu près en même temps; beaucoup d'années s'écoulèrent avant que ces deux puissances ne connussent l'intérieur de leurs vastes conquêtes, ne s'assurassent des villes, des

postes et des passages pour affermir leur domination, et n'eussent des informations positives sur le produit des mines et des terres. Tout était nouveau; il fallait en régler l'usage, le transport et le commerce. Ce ne fut proprement que sous le règne de Philippe II, qu'après l'organisation terminée, l'abondance des Indes se répandit par effusion en Europe. Les registres d'Espagne font foi des sommes prodigieuses, des monceaux d'or et d'argent, des amas de marchandises précieuses qui passèrent des trois parties du monde dans la quatrième; car l'Afrique, dans ses contrées occidentales, qui sont les plus riches en or, en ivoire, etc., aussi inconnues que le reste, avait été découverte et occupée en même temps, comme en passant pour aller au Brésil et au Paraguay.

Une si grande révolution fit changer la face non-seulement de tout le commerce connu, mais aux constitutions des monarchies, des républiques et des états mêmes. Le commerce d'Italie tomba; il n'était plus question d'entrepôt mystérieux, ni de fréquentes caravanes orientales, depuis qu'on allait directement à la source. Le prix des espèces baissa à raison de la circulation, qui les rendit plus communes; mille choses devinrent moins rares; de nouvelles furent substituées aux anciennes; ces changemens ne firent qu'augmenter dans la suite : en effet, quelle importance n'ont pas acquise depuis lors le tabac,

le sucre, le coton, le thé, le café, et d'autres productions exotiques! Dans le seizième siècle, un événement agrandit encore la puissance de la monarchie d'Espagne. Le roi Philippe II succéda paisiblement à la couronne de Portugal, et par cette succession il acquit les possessions, les établissemens et tout le commerce des Portugais aux Indes et ailleurs. La valeur des nouvelles découvertes était reconnue; il ne s'agissait plus de démarcation ni de partage; les deux nations qui les possédaient si exclusivement et qui en étaient fort jalouses, se trouvaient réunies sous un même roi, déjà si puissant d'avance. Il semblait que tout avait concouru comme par enchantement à élever ce prince au faite de la grandeur humaine, à rendre son trône inébranlable et à perpétuer sans retour le commerce florissant de son peuple. Il n'était pas donné à l'homme de prévoir la chute de l'un et de l'autre. Il n'était pas concevable d'où partirait la destruction d'un colosse si formidable; il n'appartenait qu'au temps de dévoiler ce mystère : ces mêmes gens, cette même poignée de sujets révoltés dans un coin chétif de cette grande monarchie, qui disputaient leur liberté depuis quarante ans contre ce puissant roi, au milieu des horreurs d'une guerre civile interminable, qui consumait et épuisait l'Espagne, enfin sept de ces provinces insurgées, unies et formées presque au hasard en république, lui

enlevèrent ce commerce immense, et voici comment.

La découverte et la conquête des Indes, d'une partie de l'Afrique, et l'exploitation d'un commerce nouveau et exclusif avec la Chine et le Japon, que les Portugais découvrirent seulement en 1542, furent d'une étendue si excessive, que les conquérans en furent embarrassés et ne purent y suffire. La moisson était trop abondante, en comparaison du nombre des ouvriers. L'Espagne et le Portugal avaient beau se dépeupler pour fournir aux colonies de ces grandes îles, de ces déserts et des vastes espaces du nouveau continent; les deux nations, d'ailleurs très-jalouses de leurs possessions, ayaient à les garder contre les nations européennes, qui tâchaient de s'y glisser, et qui, réveillées au bruit des riches découvertes qu'on faisait de temps à autre, rodaient à l'entour pour s'y établir, ou pour participer au commerce. Les Espagnols et les Portugais expédiaient leurs chargemens et leurs gros convois des Indes en Espagne et en Portugal, où étaient les entrepôts et où se faisaient le débit et l'échange avec les nations européennes. Les Anglais, les Français, les Allemands y couraient en foule. Dans la suite les Espagnols, trop peu nombreux ou trop paresseux, se bornèrent à être à la tête des entreprises; ils admirent peu à peu des étrangers dans leur société; et bientôt la plus

grande partie du commerce des Indes se fit pour le compte de ceux-ci, mais toujours sous le nom de quelque compagnie ou de quelque marchand espagnol, et sous le pavillon d'Espagne.

Le temps a démontré que les nations espagnole et portugaise étaient incapables de garder ces vastes conquêtes contre les incursions et les tentatives de tant d'envieux qui les entouraient ; aussi chaque peuple arracha une part du butin ; les Anglais, les Français, les villes anséatiques, les Danois, firent à différentes époques des établissemens aux Indes, presque tous aux dépens de l'Espagne et du Portugal. Je n'ai pas parlé jusqu'ici des Hollandais, qui, comme nous allons le voir, parvinrent à être les mieux partagés. Le commerce de ces pays lointains était si abondant, comprenait tant de détails, était si difficile à diriger, qu'il devint incommode à ses possesseurs mêmes. On a vu qu'après la découverte des mines du Potosé, du Pérou et du Mexique, quand la terre parut ouvrir son sein pour leur montrer ses immenses richesses, ils manquaient d'ouvriers pour les exploiter. Il fallut recourir à un dernier expédient, qui fait rougir l'humanité ; ce fut de chasser dans les montagnes et les forêts les plus sauvages de l'Afrique, d'y saisir, d'y enlever ces hommes dont la couleur diffère tant de la nôtre, ces Barbares, ces Hottentots, ces Nègres, nommés en général Cafres, de les transporter en Améri-

que, de les ensevelir vivans et de les jeter dans les gouffres et les abîmes, pour les faire travailler aux mines. Ce transport, cette traite des nègres, a donné origine à un commerce particulier qui s'est trouvé désigné dans quelques traités de notre temps, sous le terme de *l'assiento*.

Enfin on pourrait dire que les premiers conquérans des Indes, au milieu du bonheur, y rencontraient véritablement l'embarras des richesses; le travail d'un grand commerce les dégoûta et leur devint à charge; ils en laissèrent bientôt le détail et les soins à leurs associés, contens d'en retirer un profit convenu, sans rien faire que prêter leur nom. Par-là, il est arrivé qu'alors et par la suite, des galions, des flottes et des flotilles ont fait le voyage et le retour des Indes sous le pavillon et le nom d'Espagne, quoique les Espagnols n'y fussent pas intéressés pour un quart. La plupart de leurs maisons de commerce à Séville, à Cadix, sont établies à-peu-près dans le même genre.

Les Hollandais et les marins de la Zélande, de la Flandre, de la Frise, et les habitans des îles qu'on comprend sous le nom des premiers, comme on dit quelquefois la Flandre et les Flamands pour tous les Pays-Bas et ses habitans; les Hollandais avaient beaucoup profité, et plus que d'autres nations, de la découverte des Indes et du commerce clandestin qui se faisait en Espagne. Ces

peuples avaient été de tout temps bons pêcheurs et marins habiles ; ils entendaient parfaitement le commerce d'Espagne , ayant été sous la même domination et dans une ancienne correspondance ; la pêche du hareng, leurs manufactures, eurent un grand débit dans la péninsule, et leur procuraient des échanges profitables. Ils furent des premiers à participer aux entreprises qu'on faisait en Espagne pour les Indes, lorsque les Espagnols y admettaient pour leur propre avantage des associés étrangers. Ainsi, malgré la révolution et les troubles des Pays-Bas, le commerce d'Espagne n'était point interrompu, et de-là les marchands Espagnols prêtaient leur nom pour celui de la Hollande.

Le roi et le conseil d'Espagne n'ignoraient pas ces manœuvres ; il y avait des placards rigoureux pour l'exclusion des étrangers, mais on ne les observait guère ; tout prétexte qui sauvait les apparences était admis pour tolérer ce commerce étranger, parce que les Espagnols s'étaient rendus dépendans à cet égard, et en avaient eux-mêmes grand besoin. Il est à remarquer que dans la plus ardente combustion des troubles, après les violentes déclarations contre et pour le prince d'Orange et ses partisans, après l'inauguration du duc d'Alençon et l'union d'Utrecht, le commerce d'Espagne ne fut jamais interrompu : quelques marchands de Hambourg et de Lubeck, au

moyen de certaines formalités, couvrirent les manœuvres, et l'on s'en contentait en Espagne. Les Hollandais avaient des fonds considérables dans ce négoce, et le continuaient malgré la guerre et les troubles. Il est fort probable qu'ils auraient continué sur le même pied jusqu'à la paix, sans penser à vouloir s'approprier le commerce par des courses téméraires, par des voyages à l'autre hémisphère, sans s'exposer aux frais, aux hasards de pareilles entreprises, qui devaient entraîner une guerre sanglante dans des pays et des mers si éloignés : pour concevoir un pareil projet, il fallait y être forcé.

Lorsque le conseil d'Espagne, sur la fin du règne de Philippe II, vit que les propositions de paix qu'on faisait de toutes parts, n'étaient point accueillies chez les Hollandais, il attribua uniquement leur refus à ce commerce d'Espagne, qu'il jugeait être leur ressource et nourrir leur orgueil; il entreprit de les en sévrer et de les réduire au besoin. On fit exécuter les placards, on les renouvela, on fit des perquisitions, des examens, des chicanes; on exigea des cautionnements : ensuite on procéda avec rigueur, on en vint jusqu'aux confiscations des navires et des charges; des matelots furent condamnés et envoyés aux galères. Le ministère d'Espagne avait fait faire un placard dans le même sens à l'infante Isabelle, comme souveraine des Pays-Bas; il y

fut publié sous le cardinal André, en février 1599 : en général ce placard et toute la conduite qu'on tint en Espagne au commencement du règne de Philippe III, furent regardés comme une démarche faussée et intempestive; au lieu d'avancer la paix, elle la recula; le grand nombre des particuliers qui en souffraient, prirent des mesures auxquelles ils n'avaient peut-être point pensé. L'Espagne s'en ressentit; depuis cinquante ans de guerre, elle était accoutumée à se servir de l'argent, de l'industrie et du travail de ses ennemis dans ce commerce lucratif, dont elle profitait en sûreté presque sans rien faire. Les envois devinrent moins fréquens et moins nombreux; le courage et le crédit baissèrent, et le roi perdait considérablement dans ses impôts.

Parmi les gros négocians venus d'Anvers et d'autres endroits avec leurs biens et leurs capitaux, il y en avait d'assez puissans pour faire repentir les Espagnols de leur mauvaise politique, et méditer la ruine de leur commerce. Dès cinq et six ans auparavant, on avait formé en Zélande un projet dans le genre à peu près de celui de Christophe Colomb. Deux ou trois savans en cosmographie et en géographie firent un système raisonné et fondé sur de bonnes conjectures; l'expérience, quoique réitérée infructueusement, ne l'a pas encore renversé. Ils prétendaient que d'après la construction du globe terrestre, il était

évident que le Japon, la Chine et les grandes Indes nous étaient accessibles par le nord-est ; qu'ainsi les Hollandais, en suivant cette route par toutes les extrémités du nord jusque près du pôle arctique, passeraient au nord-est dans la mer glaciale, le long des côtes, et delà dans le grand fleuve Oby ; que par cette route à travers les déserts de la grande Tartarie, ils iraient à la Chine. En admettant qu'on réussit, on n'avait à craindre ni les Espagnols ni les Portugais ; la route était beaucoup plus courte ; on aurait fait le voyage en moins de temps, à moins de frais, et l'équipage eût été exposé à moins de maladies.

Ce système parut si bien établi et démontré par quelques exemples des anciens, qu'en 1594 on entreprit l'expérience. Les sieurs Valk, Roel-tins, trésorier et pensionnaire de Zélande, avec trois ou quatre associés, firent un armement de quatre bons navires, bien montés et pourvus de bons marins, entr'autres d'Hugues de Lindchoten, grand promoteur de ce projet, connu par des voyages dont la relation a été publiée. Ils ne devaient que reconnaître cette nouvelle route aussi loin que possible. Ils pénétrèrent fort avant dans les mers du nord, débouchèrent par le détroit de Waygats dans la grande mer blanche, reconnurent la nouvelle Zemble, donnèrent des noms à plusieurs endroits, tels que le détroit de Nassau, l'île des États et les îles d'Orange, re-

vinrent vers l'automne et firent un rapport satisfaisant de leur voyage. L'année suivante, trois autres vaisseaux partirent à dessein de pousser encore plus loin leurs découvertes. Effectivement ils suivirent la route des premiers, doublèrent le cap Yshoeck de la nouvelle Zemble. Les vaisseaux séparés furent surpris par les glaces ; un retourna ; le second put en échapper et traversa la mer jusqu'à Ecola , dans la Laponie russe , et y passa l'hiver ; mais le troisième , trop avancé , fut tellement engagé et pressé par les glaçons , en forme de rochers flottans , qu'il en fut froissé et rompu. Les pauvres marins qui le montaient traînèrent leurs chaloupes sur les glaces jusqu'en terre ferme , la nouvelle Zemble. Ils en firent de même des provisions et des débris du vaisseau , dont , avec le bois de quelques arbres flottans , jetés à terre depuis long-temps , ils bâtirent une loge : ils y passèrent l'hiver à combattre le froid mortel , la chute des neiges , l'intempérie des frimats , les ours et les renards blancs , et au mois de juin suivant , ils profitèrent de la fonte d'une partie des glaces pour faire avec leurs deux chaloupes trois cent cinquante lieues , à travers les glaçons et mille dangers : ils passèrent encore la mer blanche , et après avoir perdu quelques-uns d'entre eux , ils abordèrent ainsi à Kildun et Kola , dans la Laponie russe , où ils virent les premiers hommes depuis leur départ pour aller chercher cette

route; ils revinrent à douze en Hollande. Ce voyage malheureux, mais tout singulier, a été imprimé à Amsterdam en 1598. C'est un journal qui parle du premier voyage d'un détachement de cette expédition qui tenta une route, et enfin du dernier désastre. Il a été rédigé par Gerrit de Veer, écrivain du vaisseau qui fit naufrage : cet employé eut le bonheur de révoir sa patrie : son ouvrage, curieux et rare, quoiqu'on en voie ailleurs des extraits, est écrit en vieux hollandais, d'un style de marin, franc et naturel. L'auteur remarque que l'île de la nouvelle Zemble est inhabitée et inhabitable; qu'ils y passèrent l'hiver à 76 degrés de L.; qu'ils perdirent le soleil le 4 novembre, et qu'il reparut le 24 janvier suivant.

Il parle de la mort de Willem Barents, qui, au retour, lorsque les chaloupes s'étaient encore sauvées à terre, pour éviter les glaçons, mourut de froid et de fatigue non loin du cap Yshoeck. Ce Barents, marin très-habile, avait commandé la première expédition et commanda celle dont il s'agit; l'auteur dit que Barents, jusqu'à sa mort, persista à croire à la possibilité d'arriver par le nord aux Indes; qu'il se flattait, s'il pouvait vivre, d'y parvenir une autre fois. Il calculait qu'ils avaient trop tôt quitté le nord et pris l'est, qu'il fallait s'approcher davantage du pôle, gagner le dessus des terres et éviter leur voisinage. L'écrivain Gerrit de Veer croit aussi l'en-

treprise praticable, mais il donne une objection fort plausible, qui semble menacer du contraire : les grands fleuves de la Tartarie septentrionale, tels que l'Oby, sont gelés la plus grande partie de l'année. Pendant la courte saison qu'ils ressentent l'influence du soleil, le dégel leur fait décharger par leurs embouchures une quantité d'énormes glaçons, qui couvrent la mer glaciale; en supposant qu'en pleine mer et plus haut ils soient moins abondans que sur les côtes, il faudrait plus de détour et plus de temps pour les éviter. Quand même les embouchures seraient assez dégagées pour y entrer, il serait à craindre que ces grandes rivières ne fussent déjà reprises plus avant dans les terres; car il est à présumer que dans ces affreux climats les glaces ne se fondent jamais entièrement et partout. L'été très-court, l'hiver trop long, ne laissent pas le temps de profiter de la navigation. Ces raisons pour et contre ne découragèrent point les entrepreneurs. Ces matelots, échappés du naufrage, qui avaient passé ce triste quartier d'hiver, furent largement récompensés; on prit de nouvelles mesures, d'après leur rapport; on arma de nouveau, on fit d'autres tentatives en 1596 et 1597; on en fit encore au siècle suivant, sans qu'on ait appris que ce projet eût réussi. Pendant qu'une partie des marchands n'épargnaient rien pour en venir à bout par des consultations, par des argumens et par de couteu-

ses expériences, une autre partie s'associa à dessein d'aller directement aux Indes, d'y établir un commerce en dépit des Espagnols et des Portugais, et, s'il le fallait, de les en déposséder à force ouverte, et d'y porter la guerre.

Dix personnes formèrent une compagnie pour cette grande entreprise, sous le nom vague de *Compagnie de commerce des pays lointains*. Ces dix négocians sont regardés comme les fondateurs de la compagnie générale, et leurs noms sont conservés précieusement en Hollande dans les annales. Ils avaient pris de bonnes informations d'avance ; un certain Corneille Houtman, natif d'Alkmaar , demeurait depuis fort longtemps à Lisbonne ; il étudiait, ou plutôt il épiait le fort et le faible de ce commerce, et il reconnut, en maniant les affaires des Portugais , la nonchalance et les défauts de leur conduite. Il le fit trop ouvertement , et donna de l'ombrage lors qu'on commença à rechercher le commerce illícite des étrangers. Il fut jeté en prison, et condamné à une amende au-dessus de ses forces, apparemment pour le retenir ; il en donna avis aux négocians, qui alors travaillaient à l'établissement de la nouvelle société. Ils lui firent payer son amende, et il revint en Hollande. Ses connaissances et ses rapports encouragèrent les entrepreneurs : ils équipèrent quatre vaisseaux ; Houtman en commanda un, et eut la direction

de tout le commerce; ils mirent en mer sans éclat, mais avant leur retour, en 1598, deux ans après leur départ, plusieurs autres sociétés et compagnies s'étaient formées; il y en eut une nommée des *Brabançons*, composée des marchands d'Anvers réfugiés dans les Provinces-Unies; une seconde à Amsterdam, une en Zélande et une autre à Rotterdam. Ces envois se firent la plupart en 1599; le premier retour, qui n'était que médiocre suivant le calcul des intéressés, fut suivi d'autres portant d'immenses richesses, et l'an 1600, plus de trente navires sortirent des ports pour les Indes. Les états-généraux donnèrent des commissions régulières sous leur protection, avec pouvoir d'agir offensivement et défensivement contre quiconque troublerait leur commerce.

Les premiers venus avaient déjà fait connaissance avec les Indiens, et se comportèrent avec beaucoup de prudence et de discrétion parmi ces sauvages et leurs petits rois, déjà fort dégoûtés de l'orgueil des Portugais, qui les inquiétaient par leurs missionnaires, et leur imposaient des tributs et des corvées. De cette manière les Hollandais achetèrent ou acquirent amiablement de quoi prendre pied en terre ferme; ils bâtirent des forts, des redoutes, de petits établissemens à Ternate et dans les Moluques, à Sumatra, à Ceylan et dans l'île de Java, où ils construisirent à Jacatra un fort qui est devenu, vingt ans après, la célèbre

ville de Batavia. Ils avaient pris l'offensive et commencé les hostilités : ils firent plusieurs prises, et entr'autres des carques portugaises richement chargées ; le bonheur les seconda dans toutes leurs entreprises , et en Hollande il se forma tant de sociétés, de compagnies, qu'on courait aux Indes, comme du temps des croisades en orient , quoique par un motif très-différent. Les états-généraux firent attention aux inconvénients qui résulteraient de ces sociétés particulières , qui se traversaient l'une l'autre, tant dans les voyages, les projets, l'achat des vivres et les préparatifs. Les intéressés furent convoqués, et il leur fut proposé de ne faire qu'une seule compagnie pour les Indes orientales, divisée en plusieurs chambres, savoir : d'Amsterdam, de Zélande, de Delft, de Rotterdam, de Horn et d'Enckhuysen; on convint de ces bases, et les états-généraux donnèrent un octroi pour vingt et un ans, depuis le 20 mars 1602, jour de la réunion : ils y ajoutèrent des privilèges exclusifs et des pouvoirs presque illimités.

La direction en chef appartenait à une assemblée ou grand-conseil permanent, composé de dix-sept personnes d'Amsterdam, quatre de Zélande, deux de Rotterdam ou de la Meuse, deux de la Nord-Hollande, et un à tour de rôle, tantôt de Zélande, de la Meuse et de la Nord-Hollande. C'était là l'ame de ce corps et d'une seconde république dans une première. Au bout de quelques années,

ce n'était plus une compagnie de marchands, mais une puissance redoutable par mer et par terre : le fonds de la compagnie était de six millions six cent mille florins. Les voyages ainsi que les retours furent réglés à des époques déterminées : les flottes devinrent plus nombreuses : elles furent de quatorze, de seize voiles et d'avantage ; de grands vaisseaux portèrent des troupes et des munitions ; on eut bientôt en ce pays des armées de mer et de terre ; on élargit le terrain ; les forts devinrent villes, et l'on occupa, de gré ou de force, sur les naturels et sur les Portugais, les contrées qui convenaient à la compagnie. Ces derniers, sous leur amiral Mendoza, attaquèrent la flotte hollandaise devant Bantam ; mais les Portugais furent repoussés et battus : il s'ensuivit une guerre ouverte ; d'autres batailles navales et des combats sur terre. En quelques années, les Hollandais firent des sièges réguliers, et prirent Amboine et toutes les Moluques, Colom, Cochin et tant d'autres villes et forteresses, que les Portugais, à la fin, ne conservèrent, de toutes leurs possessions, que Goa, Diu et les environs, avec un commerce fort borné dans ces parages. Les Hollandais eurent encore des guerres avec les Javans et les peuples de ces vastes contrées ; Jacatra fut attaquée ; Batavia, à peine fondée, fut assiégée deux fois, mais toujours bien défendue. Les Anglais, qui les avaient suivis à la piste avec des forces considérables, leur cher-

chaient aussi querelle; et l'on a vu plusieurs fois sur ces plages lointaines une guerre très-animée entre ces deux nations.

La compagnie de Hollande soutint tous ces assauts, comme mille autres obstacles, et en sortit victorieuse : un demi-siècle après son établissement, on la vit déployer sa grande puissance; son nom fut redoutable à tout l'Orient. On se souvenait du faste des anciens vice-rois de Goa et de leur despotisme; un gouverneur général résidant à Batavia les surpassa. Ce délégué de la compagnie tient une cour de roi; ses officiers, ses gardes, ses équipages, ses maisons de campagne, sa table et toute sa maison annoncent la grandeur et la magnificence; maître de la paix et de la guerre, il dispose du sort de tous les petits souverains de l'île : arbitre de leurs querelles, il en décide. On trouve des exemples qu'il a détrôné des rois et en a fait d'autres. C'est à lui qu'on s'adresse de toutes parts; il donne des audiences, reçoit les ambassadeurs et les présens de la manière la plus fastueuse. Les livres et les relations nous font connaître les présens et les ambassades qu'un général de Batavia envoie de temps en temps aux grands monarques de l'Asie, jusqu'à la Chine et au Japon. Enfin, son autorité est si grande et si respectable, qu'il a plus de représentation dans les jours solennels que n'en ont eu pendant toute leur vie, dans leur patrie, les dix-sept directeurs, ses mai-

très, soit en corps, soit isolément. Néanmoins, cette grande puissance, relevée par un éclat inouï en Europe, mais conforme au génie oriental, a suscité quelquefois à la compagnie des guerres et de fâcheuses affaires, lorsqu'un général n'y tient pas la balance comme il faut; elle a pris part, souvent malgré elle, dans les révolutions de l'Indostan, de l'empire du Grand-Mogol, de la Perse, des Tartares et des Arabes. Le commerce lui a procuré des alliances et des traités avec les rois de Tonquin, de Siam, de Pégu, d'Arakan, déserts reculés au bout de l'Asie : elle en a d'autres avec le samorin des Malabares, les rajas et les princes idolâtres. Ces souverains ont souvent besoin de secours, et implorent celui du général de Batavia. Dans quelques cas il lui faut l'aveu de ses commettans, mais l'éloignement est tel, que souvent son parti est pris avant qu'on puisse en délibérer ou s'y opposer en Hollande, tant il a soin d'en peindre la nécessité et l'urgence.

On vient de publier à La Haye, cette année 1763, chez P. De Hondt, un ouvrage *in-quarto*, intitulé : *Vie des gouverneurs généraux, avec l'abrégé de l'histoire des établissemens hollandais aux Indes orientales*; par J. P. Du Bois, secrétaire d'ambassade du roi de Pologne. Ce livre, exact et très-curieux, donne la liste de 29 gouverneurs de Batavia, avec leurs portraits et l'histoire de la compagnie depuis 1609 jusqu'en

1761. Il confirme en détail ce que je viens de dire en abrégé.

Dans ce grand progrès du commerce, il fallait de grandes mesures. Ce n'était plus un trafic ordinaire de pure correspondance : c'était un établissement de monarchie qu'il importait d'accroître, maintenir et défendre à main armée contre tant d'ennemis et d'envieux. Il ne s'agissait plus de convois marchands pour ces voyages d'outre mer ; mais des armées navales pour les escorter et pour soutenir l'entreprise ; des hommes de tête et des forces étaient devenues nécessaires pour les appuyer. On ne saurait assez s'étonner qu'une compagnie de marchands, sous la protection d'une république qui venait de commencer elle-même, qui était encore informe et sans consistance, qui combattait pour son organisation et sa liberté ; que les Hollandais, en un mot, eussent pu trouver chez eux tant de solidité et tant de ressources, sans dépendre des étrangers ; mais il semble que tout conspirait à leur agrandissement et à leur fortune. On vit, pour ainsi dire, s'élever de terre nombre de grands hommes nouveaux, nés dans la foule et la lie du peuple, sans nom, sans parens *et rupto robore nati*, suivant l'expression du poète ; devenus généraux de terre ou de mer, navigateurs, habiles politiques et législateurs (27), après avoir exercé les plus vils emplois ; ils furent des héros qui concoururent tous

à l'établissement de cette domination lointaine, les uns par leur valeur, les autres par leur génie et leur sagacité : à la vérité, les voyageurs ont signalé dans ces établissemens des vices et de mauvaises administrations, mais il n'entre pas dans notre plan de nous en occuper.

Je ne dirai rien des Indes occidentales, dont les Français, les Anglais et les Danois ont arraché des lambeaux avec plus de bonheur que les Hollandais. Ceux-ci méditaient depuis long-temps le projet de s'y établir. Ils avaient formé une compagnie pour les Indes occidentales, avec l'octroi du gouvernement : elle y avait fait d'abord la guerre avec avantage, et s'était établie au Brésil ; mais elle ne s'y est point soutenue long-temps, et elle l'a abandonné. Les Hollandais n'ont conservé que les plus mauvais cantons de l'Amérique, Surinam, Rio de Berbice, Curassau, St-Eustache, etc., dont on ne tire que quelques sucres et du tabac, qui n'étaient plus des marchandises précieuses : c'était donc le commerce d'orient qui leur enflait le courage. Il est vrai qu'il n'était point au degré de perfection où il est parvenu depuis ; car il est certain et notoire que Batavia, le cap de Bonne-Espérance, d'autres villes et forteresses, ont été bâtis quelques années plus tard dans le dix-septième siècle : ils ont acquis aussi, par traités et par les armes, plusieurs villes et postes importants. J'ai anticipé sur les époques pour montrer cet

état parvenu au plus haut point de sa prospérité et de sa puissance. Cependant si l'on reprend les choses à l'année 1600, il paraît que dès-lors, jusqu'en 1609, le commerce de l'orient avait déjà pris assez d'activité et de consistance pour enorgueillir ces républicains et les aliéner de la paix ; ils avaient rejeté les propositions indirectes qu'on en avait faites en 1598 et 1599.

Dix ans auparavant, et lorsque les Hollandais n'allaient point encore aux Indes directement et pour leur propre compte, les rapprochemens avec l'Espagne eussent éprouvé beaucoup moins d'obstacles ; la paix était devenue alors d'autant plus difficile que leur commerce prospérait davantage. En effet il était vraisemblable que, dès les premières ouvertures, les Espagnols redemanderaient les places qui leur avaient été enlevées outre-mer, et revendiqueraient leur commerce exclusif, ainsi que leur pavillon privilégié ; mais les Hollandais, qui goûtaient déjà leur nouvelle domination, qui y étaient établis de façon à en espérer les plus grands succès, étaient bien résolus à ne rien céder.

Les états-généraux firent connaître à la compagnie et à tous les marchands de leur état, combien ils protégeaient leurs intérêts. On convint d'un projet d'article pour le cas où l'on vint à traiter de la paix ; cet article, qui devait être *l'ultimatum* sur ce point, portait que l'Espagne,

par un traité définitif, ou par une trêve de quelques années, consentirait à la participation des Hollandais au commerce des Indes, et que les choses resteraient sur le pied où elles étaient alors dans les pays au-delà du tropique du Cancer; que chacun y ferait la guerre, et ménagerait ses intérêts et ses avantages comme il le trouverait à propos et comme on avait commencé. Cet *ultimatum* parut en effet quelques années après, et embarrassa fort la négociation lorsqu'elle fut entamée. Telle était la situation des Provinces-Unies dans les premières années du dix-septième siècle. La guerre continuait toujours, le prince Maurice y devenait de jour en jour plus habile; il avait déjà une grande réputation chez les étrangers; son armée était une école militaire, où les jeunes gens se rendaient d'Allemagne et d'ailleurs pour s'instruire dans le métier des armes. Cette profession était de son goût; aussi y eut-il assez de bonheur, et par conséquent il n'était pas incliné à la paix; il ne tint pas à lui que la guerre ne fût plus offensive. Pendant cette lutte, avant la trêve et vingt ans après, à sa rupture, lui et le prince Frédéric-Henri, son frère, tous deux grands capitaines, ont formé plus d'une fois des projets que les états-généraux ne goûtaient pas. L'un et l'autre ont porté leurs vues sur Anvers, soit pour la surprendre, soit pour saisir les occasions d'en faire le siège; mais ceux qui se trouvaient

au timon du gouvernement, firent avorter adroitement ces projets; ils savaient que le port d'Anvers valait beaucoup mieux que tous ceux de la Hollande; que si l'on prenait cette ville, tout le commerce y retournerait inmanquablement, et leur échapperait par l'ouverture de l'Escaut (28); qu'ils auraient à défendre une ville de difficile garde, hors de l'enceinte de leurs Provinces-Unies. Ainsi ces princes, l'un et l'autre, malgré leur valeur et leur expérience, ont quelquefois rencontré des obstacles ou des prétextes donnés comme des raisons d'état, qu'ils n'ont connues que postérieurement.

Après avoir exposé en abrégé la situation où les Provinces-Unies se trouvaient, il est à propos d'examiner aussi quelle était celle des autres provinces à cette époque de l'arrivée et sous le règne des archiducs. Nous avons dit que les nouveaux époux étaient entrés à Bruxelles le 5 septembre 1599; leur réception fut magnifique dans toutes les villes qu'ils visitèrent, et la plupart jouirent de leur présence; car malgré les approches de l'hiver, qui fut rude cette année, ces souverains firent le tour des provinces de leur domination, et furent inaugurés en personnes dans les lieux accoutumés; ils se mirent en voyage avec une suite nombreuse et brillante, et allèrent dérechef à Louvain le 24 novembre, où se fit une première inauguration pour la province du Bra-

bant; le 28 une seconde eut lieu à Bruxelles; le 5 décembre ils se rendirent au château d'Anvers, d'où ils firent, le 8, une superbe entrée dans la ville, et le 10 janvier 1600 ils prêtèrent les sermens d'usage et jurèrent la confirmation des privilèges. Un certain Jean Bocchius, secrétaire de la ville d'Anvers, a donné une description du voyage des archiducs et des fêtes qui leur ont été offertes : elle a été imprimée avec figures l'an 1602, chez Plantin.

Le 28 janvier, les archiducs vinrent par Termonde à Gand. J'ai une relation manuscrite et circonstanciée de toute la cérémonie qui eut lieu à cette occasion; on y voit que les ecclésiastiques, les membres des états, allèrent à la rencontre des souverains au-delà de Laerne, à environ trois lieues de Gand, les princes les ayant dispensés d'aller plus loin. Sur les limites de la Flandre, à une plus grande distance, se trouvèrent le châtelain du château, don Augustin de Herrera, les baillis, les magistrats et le reste de la noblesse, car trente députés avaient été nommés pour accompagner les membres des états. L'entrée se fit par la porte d'Anvers, où les Espagnols représentèrent un combat : à cet endroit les archiducs, venus en carrosse, montèrent à cheval, entrèrent en ville avec toute leur suite, éclairés par 550 flambeaux disposés dans les rues, et logèrent à l'évêché. Le lendemain fut destiné

aux complimens, et le 30 janvier se fit l'inauguration en cavalcade : l'archiduchesse était en carrosse, et l'archiduc à cheval : ils se rendirent avec le cérémonial d'usage dans les lieux désignés et de la manière ordonnée par ce cérémonial. LL. AA. partirent de Gand le 3 février pour Courtray, non-obstant un temps fâcheux de gelée et de neige. De Courtray elles allèrent à Lille, à Douay, à Tournay, et enfin le 22 février à Mons. La réception et les formalités se passèrent partout avec la plus grande magnificence.

Dans leurs séjours et en route, ces princes acquirent la preuve de l'amour sincère et de la confiance des peuples. Une haute estime précédait partout leur arrivée et leur présence, mais ils reconurent aussi la profonde misère où le pays était plongé. Tant de ruines et de masures, tristes vestiges de si longues et affreuses calamités dont on ne prévoyait pas la fin, fumaient pour ainsi dire encore ; tout le monde demandait la paix, et l'on s'efforçait de la procurer ; mais le temps n'en était pas venu. Comme ce ne fut que l'année suivante qu'on s'appliqua à redresser les vices et les abus, et qu'on travailla sérieusement à trouver les remèdes à l'épuisement et aux désordres, la campagne de 1600 se fit dans l'intervalle et fut remarquable par certains événemens. Le prince Maurice de Nassau avait fait quelques tentatives, dans l'intention de profiter de la diversion que

causait naturellement l'arrivée des archiducs. Il avait agi sur le Bas-Rhin, emporté le fort Saint-André, et entrepris le siège de Wachtendonck et d'autres petites places, avec des succès variés. Toutes ces expéditions se firent en 1599, et pendant l'hiver qui suivit : elles n'eurent rien d'important ; le peu de forts ou places dont Maurice s'empara furent repris les campagnes suivantes. Ce qu'il y eut de plus fâcheux pour l'archiduc, ce fut une nouvelle mutinerie parmi les Espagnols, à cause de quelques arrérages qu'on leur devait. Ce contre-temps avait encouragé les Hollandais, qui, se proposant d'en profiter à la campagne suivante, levèrent des troupes étrangères et nationales, et firent de grands préparatifs. Le prince Maurice, de son côté, méditait une expédition extraordinaire, qu'il exécuta dans la suite.

A l'ouverture de la campagne de 1600, on crut que la guerre se ferait sur le Bas-Rhin, comme les années précédentes, et les dispositions paraissaient l'indiquer, lorsqu'au mois de juin le prince Maurice, qui avait assemblé une bonne armée, avec un corps d'auxiliaires anglais, écossais et huguenots, passa en Zélande fort inopinément sur des vaisseaux de transport qu'on avait sourdement préparés. De là il se rendit en Flandre et débarqua à Philippine, fort qu'il prit sans retard ; ensuite il se dirigea sur Bruges par Ecloo et Male.

Le 26 juin il passa si près de Bruges, qu'il en essuya quelques canonnades; il alla promptement se saisir d'Oudenburg, qu'il munit de garnison; après quoi il s'enfonça davantage dans les Dunes, et s'approcha de Nieuport. En même temps d'autres vaisseaux chargés d'artillerie, de vivres et de bagage, entrèrent à Ostende. C'était là l'expédition secrète qu'on avait annoncée, et qui fit voir que son projet était d'assiéger Nieuport, ensuite Dunkercke, et de s'emparer de toute la Flandre maritime. Son dessein était vaste et l'exécution en fut bien commencée; mais si la surprise fut grande à la cour de Bruxelles et dans tout le pays, celle du prince Maurice ne fut pas moindre, de se voir quatre jours après resserré, et d'avoir l'archiduc en queue et sur les flancs avec une armée supérieure.

Heureusement pour l'archiduc, au premier avis de cette irruption, et pendant qu'on faisait marcher des troupes de tous côtés vers Gand, la révolte des Espagnols mutinés fut apaisée tellement qu'ils coururent avec diligence se joindre aux troupes qui s'assemblaient sous Gand. Les archiducs en firent la revue, et l'infante passa à cheval entre les rangs et harangua les officiers et les soldats pour les animer. L'archiduc prit aussitôt le commandement de l'armée et hâta sa marche, au point qu'il reprit Oudenburg avant que Maurice en fut averti. Un officier hollandais qui

était dans une redoute , l'abandonna et courut avec sa petite garnison à Ostende, où l'on ne savait rien, et où se répandirent d'abord l'alarme et la frayeur ; les députés des états de Hollande y étaient , comptant se rendre bientôt à l'armée devant Nieuport ; les ministres et les prédicateurs , les officiers de l'artillerie et des vivres avaient le même espoir : on y travaillait encore à décharger les provisions. L'épouvante fut terrible ; alors la témérité du projet qui avait trouvé tant d'approbateurs , parut avec tous ses dangers. Effectivement si l'archiduc, en présence du prince Maurice, eût gardé sa position et lui eût coupé le chemin d'Ostende , il aurait vu périr l'armée ennemie en peu de jours ; elle ne pouvait plus remuer ; isolée dans les sables et les dunes, tout allait lui manquer. A la vérité, les vaisseaux de transport étaient encore à la rade, mais comment faire l'embarquement sous les yeux et le canon d'un ennemi supérieur en forces ? La flotte ne pouvait pas tout sauver, et il fallait du temps pour remplir les vaisseaux ; en sauvant une partie, on laissait l'autre à la boucherie. Le 1^{er} juillet, le prince se vit environné d'ennemis : plusieurs corps, détachés pour les contributions et les vivres, se trouvaient coupés ; il s'enfonça plus avant dans les dunes, où la haute mer d'un côté, et les ennemis de l'autre, lui laissaient à peine assez de largeur pour faire un front. Le lendemain 2 juillet,

au matin, un corps considérable, commandé par le comte Ernest de Nassau, voulut le rejoindre, mais il fut entouré et entièrement défait, presque à la vue de la grande armée. Qu'on s'imagine le mauvais pas où le prince était engagé et la situation critique où il se trouvait : il vit toute l'étendue du danger, et prit un parti qu'on pourrait nommer désespéré, quoique l'histoire nous en fournisse quelques exemples heureux. Il pria son jeune frère Frédéric-Henri, et un autre jeune prince de Holstein, de s'embarquer sur la flotte; mais ils voulurent courir avec lui la chance du péril imminent. Comme il prévit qu'il serait attaqué infailliblement, il fit dresser quelques batteries et rangea son armée en bataille. Il avait déjà donné ses ordres pour faire partir la flotte, qui leva l'ancre jusqu'au dernier vaisseau, et, suivant ses ordres, se rendit devant Ostende. Après quoi il parcourut les rangs, il dit aux troupes en peu de mots, qu'il n'y avait plus de choix à faire, ni d'autre ressource, qu'il fallait *vaincre ou boire la mer*. HISTOIRE DE L'EUROPE.

L'archiduc tint conseil de guerre sur le midi. Plusieurs avis portaient de ne pas bouger de la position qu'on occupait; qu'on verrait bientôt l'armée ennemie se rendre par famine, et en effet les apparences étaient telles. Mais quelques généraux espagnols et d'autres, flattés par le succès remporté le matin sur le comte Ernest, ne cru-

rent pas devoir différer une victoire assurée, et comme l'archiduc penchait vers cet avis, on résolut de livrer bataille le même jour 2 juillet 1600 : à l'instant on donna les ordres, et l'armée fut rangée en bataille. L'action commença vers les trois heures de l'après-midi, par des escarmouches et des pelotons. Bientôt l'engagement fut général, avec des succès variés et peu décisifs, et néanmoins avec un grand carnage jusqu'à nuit close. Vers la fin du jour, les Espagnols s'opiniâtèrent à emporter dans les dunes une batterie que les Hollandais défendaient vivement; l'infanterie espagnole s'ébranla pour y courir, et laissa à la cavalerie ennemie un peu d'espace pour se développer. Le prince Maurice, voyant le combat s'échauffer de ce côté, profita du moment pour ordonner une charge générale qui réussit. L'infanterie de l'archiduc fut enfoncée et renversée; il en résulta un peu après une déroute totale; la nuit sauva quantité de fuyards. La perte était égale pendant le jour, mais la fin de l'action coûta du monde aux Espagnols. Cinq à six mille hommes restèrent sur le champ de bataille; l'archiduc en perdit les deux tiers et eut quelques généraux faits prisonniers. L'amirante d'Arragon avait été pris plus d'une heure avant la fin du combat. Le sénéchal de Montélimard, qui était de la cour de l'archiduc, et qu'on nommait le comte de la Fère, fut aussi prisonnier, et mourut.

le lendemain de ses blessures. On comptait aussi parmi les prisonniers, don Louis de Villar, don Idiaquez, Monroy d'Avila, et plusieurs autres de moindre rang. L'artillerie fut perdue, ainsi que cent cinq étendarts et drapeaux, qui furent envoyés à la Haye.

L'archiduc arriva la même nuit à Bruges et poursuivit aussitôt sa route pour Gand. Il donna ses ordres partout avec une grande présence d'esprit. Ce prince avait été fort exposé pendant la mêlée, et, sur le point de se voir prisonnier, il avait été dégagé par les siens; il avait été blessé au visage, et le cheval qu'il montait dans cette journée fut pris par les ennemis. Grotius, encore jeune alors, a fait un poème sur la bataille de Nieuport; il y introduit ce cheval et lui fait dire :

Pars haud temnenda triumphi

Præda fui; fierem ne fugientis equus.

Telle fut l'issue de la bataille de Nieuport; on la regarda comme un miracle à Ostende, où les députés des états en attendaient la nouvelle en tremblant. Cette victoire fut célébrée en Hollande avec éclat; elle causa d'abord une grande consternation à Bruxelles et dans le pays; mais on se rassura bientôt quand on vit qu'elle devint infructueuse. L'archiduc avait pourvu Nieuport et avait donné partout de si bons ordres, que le prince

Maurice ne put gagner un pouce de terrain, et qu'avant la fin du mois il était presque aussi resserré et dans la même disette qu'avant la bataille, excepté que le chemin d'Ostende ne lui était plus fermé : il le prit aux derniers jours de juillet, après avoir levé le siège de Nieuport. Il s'embarqua avec toute son armée dans les vaisseaux qui l'attendaient là, et repassa en Zélande, sans autre avantage que d'avoir fait raser une ou deux redoutes qu'il avait prises d'emblée en arrivant, et qui ne servaient que pour former de longue main le blocus d'Ostende et pour arrêter les courses de la garnison de cette ville. Ainsi finit la grande expédition qui avait fait tant de bruit et qui, malgré le gain d'une bataille, se réduisit à rien : on regretta la perte éprouvée dans cette victoire, et comme en général, et sur-tout dans les républiques, il existe beaucoup de personnes qui ne jugent que par l'événement, le crédit du prince baissa fort en Hollande, où l'on agit dorénavant avec plus de circonspection et avec moins de confiance dans ses vastes projets : d'un autre côté, la gloire de l'archiduc en fut relevée. Dans les provinces qui lui étaient soumises, on considérait et on exaltait son intrépidité et sa valeur dans l'action, le bon ordre et la promptitude de sa marche au secours de Nieuport, son habileté à arrêter le moindre progrès d'un ennemi vainqueur au sortir d'une bataille; tout cela fut expliqué à son avantage et encouragea les peuples.

Les députés des états de toutes ces provinces étaient assemblés depuis quelque temps à Bruxelles, afin de délibérer sur les besoins pressans de l'état, sur les remèdes à y apporter et sur les dispositions à prendre. Dès le mois d'avril précédent, on leur avait exposé les maux du peuple : l'examen en était affreux. On peut s'imaginer quelles ruines, quels désordres le pays avait soufferts depuis quarante ans par toutes les horreurs d'une guerre civile, d'une guerre de religion ! Tous les domaines étaient aliénés, usurpés ou perdus. Les branches des revenus et les caisses étaient confondues et épuisées ; le commerce, les fabriques, l'agriculture étaient sans vie et abandonnés, par la retraite des ouvriers et la désertion des peuples. On avait encore sur les bras une guerre très-onéreuse dont il fallait sortir avec honneur ; c'était une désolation universelle et un embarras terrible. A la prière des états, les archiducs avaient fait remettre un aperçu de ce qu'exigeaient la guerre et les nécessités urgentes. Ils s'étaient aussi fait communiquer l'état des secours qu'ils pouvaient se promettre du roi d'Espagne. Ils étaient importans et montaient à deux cent cinquante mille ducats par mois : après avoir bien vérifié cet article, les états prièrent les archiducs de faire en sorte que ces sommes leur parvinssent directement, sans passer par les mains de tous ses officiers de la Hazienda, de la Visita, et sembla-

bles qui se mêlaient de ce subsidé. On leur demanda aussi que le roi prit à lui de payer aux Espagnols et aux Italiens les arrérages dus, pour mettre fin à ces fréquentes mutineries qui faisaient de si grands torts au service : ensuite on mit la main à l'œuvre ; on aliéna ou l'on engagea encore quelques restes de domaines. Les états convinrent entr'eux, et chaque province, selon ses facultés, prit des engagements de se charger d'une portion des dettes et de fournir aux besoins du temps des sommes considérables, par le moyen d'impositions sur nombre d'espèces de consommations : on publia des lois à cet effet. On se mit ainsi en état de lever de nouvelles troupes, de songer aux fortifications, en un mot, de faire bonne contenance la campagne suivante et à l'avenir, afin de parvenir à la paix par les armes.

Comme la Flandre s'était distinguée parmi les provinces dans l'arrangement dont on vient de parler, et qu'elle en portait le plus grand fardeau, on voulut lui montrer de la déférence, et ce fut à sa prière qu'il fut résolu de faire le siège d'Ostende. Cette petite ville, hameau de pêcheurs, était anciennement ouverte et n'avait qu'un port médiocre ; la mer rompit un banc de sable, y forma un canal d'entrée, qu'on appelle *Geuse*, et en rendit le port considérable ; cependant elle resta encore plus d'un demi-siècle dans cet état négligé. Guicciardin, dans sa description, com-

mence par dire que c'est une petite ville ouverte, et Van Meteren assure positivement qu'en 1572 on y fit, pour la première fois, des portes et qu'on y planta quelques palissades en forme de cloison contre un coup de main. En 1578, lorsque le prince de Parme faisait des conquêtes en Flandre, on ne pensa pas à la prendre. Ensuite les Hollandais, les pirates réfugiés chez eux, les Anglais s'y retirèrent et la mirent en état de défense; de là ils faisaient des excursions, des dégâts, et levaient des contributions par toute la Flandre. Depuis lors, les Flamands se plaignaient à toutes occasions de ce voisinage. L'an 1596, après que l'archiduc eut pris Calais, sur leurs plaintes continues, on fit contre cette place une tentative inutile; car il était déjà trop tard. Enfin, en 1601, on entreprit ce siège pour les satisfaire. On ne s'en dissimula sans doute point les difficultés; mais on ne s'attendait pas à le voir se prolonger pendant des années. La postérité aura toujours peine à comprendre comment cette petite ville que nous avons vu prendre l'an 1706 en quatre jours, et l'an 1745, en huit jours, a soutenu un siège permanent de trois ans, deux mois et quinze jours.

L'archiduc en fit former le siège par le comte de Bergh, le 5 juillet 1601, et la ville ne se rendit que le 20 septembre 1604. Je ne parlerai point des sorties, des assauts, des combats, des redoutes et forts pris et repris, des millions dépensés à

ce mémorable siège; on dit que cent mille hommes y ont perdu la vie, tant par les armes que par la peste qui affligea les assiégeans et les assiégés; la mer dont l'Espagnol n'était pas le maître, toujours ouverte aux Hollandais, fournissait les moyens de cette défense : enfin les terres ébou-lées, minées, contre-minées, ne faisaient plus qu'un cimetière empesté, et une taupinière qui ne valait plus la peine ni d'être prise ni d'être défendue quand elle se rendit. Le siège d'Ostende fut, durant ces trois ans, la nouvelle et la fable de l'Europe; on ne se lassait pas d'en parler. Des princes, des étrangers de toutes les nations, des voyageurs venaient le voir; c'était le théâtre de la guerre en abrégé; les autres opérations étaient suspendues. Le prince Maurice entreprit le siège de Bois-le-Duc, mais cette diversion ne réussit pas plus que d'autres; on en revint toujours au siège d'Ostende. Don Ambroise Spinola arriva en Belgique l'an 1603; il avait fait des promesses en Espagne et s'était engagé par écrit à réduire Ostende. Il commanda en chef ce siège, en dépit d'autres généraux, et le poussa avec vigueur, mais malgré tout son génie et ses nouvelles machines, il dura encore plus d'un an. De part et d'autre, c'était comme un défi qu'on voulait soutenir par émulation. Le même esprit avait donné lieu l'année précédente à un événement remarquable : un certain Bréanté, gentilhomme normand au scr-

vice du prince d'Orange, avait défié et provoqué la garnison de Bois-le-Duc, commandée par le seigneur de Grobbendonck. Son lieutenant, Gérard Abrahams, surnommé *Lecher-Betjen*, accepta le cartel. On se battit vingt-quatre contre vingt-quatre en duel régulier, comme dans un ancien tournoi; les Espagnols furent vainqueurs, mais ils souillèrent leur victoire en tuant après coup leurs ennemis, de sang-froid. Ce combat de l'an 1600 est encore fameux dans le pays. Le siège d'Ostende le fut encore davantage; on le célébra en vers et en prose, par des prédictions, des anagrammes, des chronographes (28).

CHAPITRE V.

Mort d'Elisabeth, reine d'Angleterre. — Le roi d'Écosse lui succède. Influence de ce changement sur les Pays-Bas. — On y traite de la paix plus ouvertement. — Parti pacifique dans les Provinces-Unies. Écrits pour et contre. Raisons pour le faire adopter par l'une et l'autre des parties. — Armistice de huit mois, prolongé ensuite. — Difficultés sur les préliminaires; elles semblent insurmontables. — Les rois de France et de la Grande-Bretagne se portent pour médiateurs, et aplanissent plusieurs obstacles. — Les députés sont nommés de part et d'autre. Ceux d'Espagne viennent en Hollande. — Interruption et nouvelles difficultés. — On ne peut conclure la paix, et l'on convient d'une trêve de douze ans, qui est enfin signée à Anvers, le 9 avril 1609.

DANS la seconde année du 17^e siècle, Elisabeth, reine d'Angleterre, finit sa carrière; cette grande reine, parvenue à l'âge de soixante-dix ans, en avait régné quarante-quatre (30). Aussitôt après sa mort, le lord maire se rendit à Londres, où les bourgeois furent postés sans armes à leurs portes; les seigneurs y arrivèrent immédiatement après, et dans la même matinée, Jacques, roi d'Écosse, fut proclamé solennellement roi d'Angleterre, de France et d'Irlande (31).

A la mort de la reine Elisabeth, les Hollandais avaient perdu une grande protection; ils

n'osaient se flatter d'en retrouver une aussi efficace chez son successeur. Ils avaient envoyé une nombreuse ambassade au nouveau roi de la Grande-Bretagne, à qui il en arrivait de toutes les puissances de l'Europe, pour les complimens de félicitation : elle fut bien reçue à l'audience; cependant le roi dit aux députés qu'étant d'une humeur pacifique, il aimait de voir tout le monde en paix, et les exhorta beaucoup à finir leur longue guerre. Sur les propositions d'un renouvellement d'alliance et d'autres ouvertures, il ne répondit que d'une manière équivoque et sans leur donner d'assurance.

Cette réception polie, mais peu concluante, influa en Hollande sur plusieurs des membres de l'état. D'autres impressions agirent ensuite : quelques personnes conçurent de l'ombrage des grands desseins du prince Maurice et de son despotisme dans les armées et les opérations militaires; la campagne de Nieuport, qui coûta beaucoup et n'aboutit à rien, servit de prétexte au mécontentement. De gros marchands et des intéressés dans la compagnie des Indes, non contents du gain prodigieux de leur commerce, se plaignaient de la forte dépense et des risques que causait la guerre, tant dans les voyages que dans la patrie. Par ces raisons particulières et par plusieurs autres, on dissimulait la véritable, qui était une lassitude de la guerre pour des gens qui ne l'a-

vaient pas vue commencer, et qui n'étaient point de la profession des armes. Il se répandit bientôt pendant les années 1605 et 1606, une quantité d'écrits, d'imprimés, de libelles, de projets de paix, de discours et d'avis, tous anonymes, mais dont la multiplicité fit connaître qu'on désirait la paix dans plus d'un endroit.

On D'un autre côté on publia des écrits pour inspirer la défiance au public; on y traitait de fraude et de tromperie espagnole toutes les avances et les démarches tentées pour finir la guerre; on y disait que le mariage et l'établissement des archiducs, dont on parlait cependant en termes respectueux, n'étaient qu'un artifice tramé par la vieille cour d'Espagne, pour recouvrer les Pays-Bas en quelques années; que le roi Philippe II eût laissé quelque espérance de paix, s'il eût voulu sincèrement pacifier les provinces en les cédant à l'infante long-temps auparavant. On ajoutait qu'après tant d'efforts et de dépenses, il ne cherchait qu'à reprendre haleine pour s'en emparer ensuite de vive force; qu'il n'avait consenti à la cession que lorsque la princesse avait déjà 33 ans, âge très-avancé surtout en Espagne; qu'en stipulant une réversion de ces provinces à son profit, à défaut de postérité des nouveaux souverains, il n'avait eu pour but que de les voir pacifiées afin de les réunir ensuite à sa monarchie : tel était le sens de ces écrits qu'on paraissait autoriser et sur lesquels on raisonnait en attendant.

Les archiducs étaient en vénération, on peut dire en adoration dans les provinces obéissantes, et très-respectés dans les Provinces-Unies. On n'en voulait qu'aux Espagnols, dont le souvenir était ineffaçable; la haine qu'on leur portait était immortelle. Par malheur ils avaient trop d'influence. Don Balthasar de Zuniga, venu d'Espagne, faisait les fonctions d'ambassadeur d'Espagne près des archiducs, mais il tranchait souvent du premier ministre. Ses successeurs firent de même: ces noms de *Hazienda*, de *Visita* et d'autres semblables étaient odieux par cela seul qu'ils étaient espagnols; rien ne se faisait sans consulter l'Espagne. On en attendait les réponses, on y rendait compte de tout. Lorsque les états furent assemblés pendant long-temps à Bruxelles au commencement du gouvernement des archiducs, il arriva qu'on y lut une dépêche d'Espagne où le roi, en parlant des états des Pays-Bas, les nommait *nuestros estados*: ces mots étaient peut-être échappés par inadvertance à un secrétaire; mais un député les releva et s'écria: *Qui est le maître ici? est-ce le roi d'Espagne ou les archiducs? A qui faut-il obéir?* Cette dénomination fut rectifiée; on apaisa les députés; cependant elle donna matière à réflexions. Le cardinal Bentivoglio, dans ses *Relazioni di Fiandra*, où il était nonce, dit que l'infante Isabelle, quoique née en Espagne, était bien plus aimée dans le pays que

l'archiduc, et attribue le défaut de prédilection pour ce dernier, au ton de la cour de Philippe II, où ce prince avait été élevé avec son frère Ernest, où l'un et l'autre, par imitation, avaient pris des manières sèches et sérieuses.

Il est singulier, comme on pourra le remarquer, que durant tout le cours de la négociation de la trêve en Hollande, le peu que l'archiduc écrivait à ses ministres flamands, fut très-court, très-serré et en espagnol; les longues dépêches et relations que Richardot, Verreycken et le P. Neyen, lui adressaient directement, étaient aussi en espagnol; on devait avoir recours à beaucoup de traductions. L'usage de cette langue, certaines manières exotiques, et d'autres petitesses sentaient toujours la domination d'Espagne, entretenaient et excitaient de plus en plus chez les Hollandais une défiance dont il n'était pas possible de les guérir (32).

Le désir de s'affranchir honorablement d'une dépendance très-souvent incommode, les remontrances assidues de leurs sujets, leur propre bonté et leur bienveillance, portaient les archiducs à terminer une guerre aussi onéreuse: le roi Philippe III avait promis des secours abondans et illimités, et il s'acquitta de sa promesse avec une magnificence royale. Le duc de Lerme, son premier ministre, s'y employa aussi généreusement qu'il put; mais les affaires de la monarchie pen-

chaient déjà beaucoup vers la décadence, et le gouvernement vers la faiblesse. Les ordres du roi et du ministre passaient par tant de mains, par tant de lenteurs et tant d'intérêts différens, qu'ils n'eurent leur exécution que tard, ou imparfaitement.

Simon Contarini, ambassadeur de la république de Venise à la cour de Madrid, à son retour d'ambassade en 1605, suivant l'usage constant de cette république, donna au sénat une relation circonstanciée de cette cour qu'il venait de quitter. Il dit, au sujet des Pays-Bas et du ministère d'Espagne de cette époque : « La guerre des Pays-Bas y est regardée comme perpétuelle : elle em-
« porte les trésors, le monde et les forces de l'Es-
« pagne. Le duc de Lerme croyait se défaire de
« l'archiduc par son établissement en Flandre ;
« il coûte infiniment davantage à l'Espagne. Le
« roi paraît ne payer que 30,000 hommes, il en
« paie plus de 60,000 ; les Espagnols n'en au-
« gurent rien de bon ; ils ne donnent leur argent
« qu'à la dernière extrémité et quelquefois trop
« tard : ils continuent cette guerre pour ne point
« exposer les Indes. » Tel est le précis de ce que cet ambassadeur dit sur ce chapitre (33).

Après la campagne de Nieuport et la prise d'Ostende, les opérations ne furent plus si éclatantes. Cependant le prince Maurice d'un côté, et le marquis Spinola de l'autre, continuèrent à

se faire la guerre par mer et par terre; en 1604 le premier prit enfin l'écluse en Flandre, après avoir repoussé le secours espagnol, et fait périr quelques vaisseaux. Spinola eut sa revanche du côté de l'Over-Yssel et du Bas-Rhin, où il s'empara de Swol, Lochem et de quelques autres places. Ces cinq ou six années avant la suspension d'armes se passèrent ainsi en quelques expéditions, dont l'avantage se balançait des deux côtés et d'une campagne à l'autre. On parlait déjà beaucoup de paix, et quand on vint à la traiter sérieusement, ces expéditions précédentes furent bientôt oubliées.

L'Espagne et l'Angleterre se firent de temps en temps des ouvertures de paix entr'elles, mais sans succès. On a vu à Bourbourg, en 1588, un congrès qui, s'étant formé assez précipitamment, fut dissous de même. Un autre se tint, au mois de mai 1600, du vivant de la reine Elisabeth, à Boulogne-sur-mer, ville de la frontière de France, non loin de Calais : je n'en ai point parlé en rapportant les événemens de cette année, parce qu'il se rompit aussi vite et aussi infructueusement que le premier; je dirai néanmoins ici qu'il s'était formé sous de plus heureux auspices que celui de Bourbourg. L'Archiduc en avait ménagé le projet par des négociations conduites à Londres par l'audiencier Verreycken, pendant les félicitations et les complimens que reçurent les archi-

ducs à leur arrivée aux Pays-Bas. La ville de Boulogne ayant été désignée de la part de l'Espagne, don Balthasar de Zuniga, don Hernando Cariglia, le président Richardot et l'audien- crier Verreycken s'y rendirent. Les Anglais y envoyèrent les conseillers Nevil, Herbert, Béale et le secrétaire d'état Edmonds : il paraît qu'on s'y prit avec autant de mal-adresse qu'à Bourbourg, ou qu'on voulait rompre avant de commencer : le préliminaire le plus essentiel n'était point réglé ; on n'avait pas décidé comment les ambassadeurs se verraient ; ainsi ceux qui arrivaient faisaient annoncer leur arrivée aux autres par de nombreux messages ; ceux-ci ne voulaient point aller les complimenter les premiers. La contestation alla plus loin ; chacun prétendait maintenir la prééminence de sa couronne. C'était à qui aurait la droite, entrerait le premier et prendrait la place d'honneur ; on refusait de s'en rapporter au sort, ou d'admettre l'égalité, ou d'avoir le pas à son tour. Après avoir contesté ainsi pendant plus de deux mois et avoir échangé des écrits fort animés, tous les membres du congrès furent rappelés par leurs cours respectives, et se retirèrent de Boulogne sans avoir eu une seule conférence.

L'an 1604 le roi Jacques I^{er}, inclinant à la paix, rétablit les rapprochemens par un autre congrès, mais sous de meilleurs auspices. Il était convenu

qu'on s'assemblerait à Londres, où les ambassadeurs d'Espagne se rendraient, et où les Anglais, faisant les honneurs chez eux, donneraient toutes les préséances aux Espagnols. De la part du roi d'Espagne était nommé ambassadeur don Juan-Fernandez de Velasco, duc de Frias, comte de Haro, connétable de Castille, le même qui était si bien connu à Rome et à Ferrare par sa fierté et ses prétentions déplacées, et dont j'ai parlé à l'occasion du mariage des archiducs à Ferrare. Quelques années écoulées depuis ses premières aventures n'avaient rien diminué de son orgueil; il crut cette ambassade au-dessous de lui; et en vertu de sa commission, il substitua don Jean de Taxis, comte de Villa-Médiana, et le sénateur de Milan, Alessandro Roviga, qui traitèrent à Londres pendant qu'il faisait le malade en Flandre, à Berg-St-Vinoc; cependant à la fin du congrès il passa en Angleterre, et assista à une ou deux des dernières conférences, sans dire un mot. La paix fut signée sans lui; mais huit jours après il la confirma au nom du roi son maître, et signa. De la part des archiducs intervinrent en ce congrès le comte d'Arenberg, le président Richardot et l'audienier Verreycken. Les ambassadeurs d'Angleterre étaient les comtes de Dorseth, de Nottingham, de Denshire et Northampton, avec les vicomtes d'Essingham, et Cambury, et le secrétaire d'état Cecil d'Esenden.

La première conférence se tint le 30 mai 1604; la négociation ne fut point entravée, puisque nul obstacle de cérémonial n'en interrompit le cours, et qu'il n'y avait point de restitutions à faire. Le traité de paix était plutôt un traité de commerce entre les deux nations : il fut signé à Londres le 28 août de la même année 1604. Ce traité consiste en 36 articles : le premier annonce une paix ferme et stable entre le roi d'Espagne et les archiducs d'Autriche, ducs de Bourgogne, d'une part, et le roi de la Grande-Bretagne, de l'autre. La plupart des autres sont relatifs au commerce.

On avait tâché par tous les moyens possibles de faire abandonner les Hollandais, même d'induire le roi Jacques à remettre à l'Espagne ou aux archiducs les villes de Flessingue, Brielle, Ramekens, etc., qu'il tenait en dépôt et où il avait ses garnisons anglaises. On offrait de lui restituer les sommes prêtées par la reine Elisabeth; mais il dit, dans l'article 7 du traité, que, par le contrat conclu avec Elisabeth, il se trouve engagé à ne rendre ces villes qu'à ceux qui les lui ont confiées; qu'il se réserve de régler un nouveau délai ou prolongation de terme; que cependant il fera son possible pour porter les Hollandais à faire la paix avec les archiducs. Dans d'autres articles il est dit que les parties renoncent à tous autres contrats avec d'autres puissances; qu'aucune des puissances contractantes n'assistera les

ennemis ou les rebelles de l'autre; il fut en outre spécialement convenu que les garnisons anglaises des villes en dépôt ne pourront aider de munitions, ni assister les ennemis de l'Espagne et des archiducs. Cette paix fut publiée et célébrée à Londres, à Madrid, à Bruxelles, avec de grandes démonstrations de joie, et des ambassades partirent réciproquement : quoiqu'elle ne parut qu'une neutralité à l'égard des Hollandais, néanmoins ils se virent implicitement abandonnés de l'Angleterre. Ils firent de sérieuses réflexions, qui les rendirent peut-être plus traitables.

Nous arrivons enfin au dernier acte de la longue et cruelle tragédie qui, depuis plus de quarante ans, ensanglantait les Pays-Bas et par contre-coup les états voisins. Ce dernier acte, qui devait fermer tant de plaies et ramener la paix sur ces climats désolés, eut encore quelques scènes avant le dénouement. Tous ceux qui ont écrit sur les troubles des Pays-Bas, et qui ont assez vécu pour en voir la fin, ont parlé de la clôture des négociations pour la paix et de la trêve qui suivit la suspension d'armes en 1609. Ils conviennent tous des obstacles, des défiances, dont cette négociation était hérissée, et qui semblaient renaître par intervalles, pendant les deux années et plus qu'elle dura. Ils s'accordent aussi sur l'extrême difficulté des premières ouvertures, puisque toute proposition, toute démarche était

suspecte. On a vu combien de tentatives inutiles avaient été hasardées en différentes occasions, même avant la mort du roi Philippe II : on les avait réitérées depuis. Les Hollandais se firent extrêmement rechercher, sans craindre de déplaire à leurs alliés, qui s'intéressaient quelquefois sincèrement à la paix. Les nombreux écrivains qui ont traité cette matière, rapportent plus ou moins d'anecdotes et de circonstances qui peignent la fierté des Hollandais à cet égard.

A cette époque Gui Bentivoglio vint comme nonce aux Pays-Bas ; il fut depuis nonce en France, où le pape Paul V le fit cardinal l'an 1621. Pendant ses missions, il a fait, suivant l'usage des Vénitiens, des rapports exacts sur les sujets qui se traitaient ; il eut soin de les faire parvenir au cardinal Borghèse, neveu du pape alors régnant ; ces différentes relations ont couru long-temps en manuscrits curieux, mais vers le milieu du siècle passé, elles ont été imprimées ; il a divisé en deux livres ses mémoires touchant la trêve dont il s'agit, *Relazione del trattato della tregua di Fiandra*. Il ne rapporte que par occasion la première ouverture ; elle était déjà faite à la suspension d'armes quand il arriva à Bruxelles au mois d'août 1607 ; mais il parle avec connaissance de cause du traité qu'on négociait.

Il était muni d'avance de bonnes instructions, il avait un accès facile chez les archiducs, il était

informé de leur correspondance en Espagne; il dit, qu'on y sentait l'impossibilité de continuer à porter ce fardeau de dépenses, qui s'étaient élevées à trois cents mille écus par mois; qu'il fut en conséquence décidé avec l'archiduc et de son avis, que le seul remède était la paix, et qu'il fut résolu de se la procurer par tous les moyens possibles. Ce motif secret était donc le grand et le véritable moteur qui faisait agir les différens ressorts qu'on mit en mouvement vers cette époque.

Emmanuel van Meteren, très-bien informé de ce qui se passait d'ostensible en Hollande, dit qu'au mois de mai 1606, arriva à la Haye Walrave de Wittenhorst, seigneur de Horst, drossard du pays de Kessel; avec une commission de la part des archiducs; il était adressé à quelques-uns de ceux qui penchaient vers la paix: ils lui conseillèrent de ne rien faire connaître, que ce serait une démarche inutile pendant l'absence du prince Maurice et de quelques principaux députés qui étaient à l'armée: il céda à ces observations et se retira: pour déguiser sa mission, il fut divulgué qu'il était venu de la part de l'empereur.

Wittenhorst revint à la fin de décembre, accompagné d'un autre agent, nommé Gevaerts, secrétaire de Turnhout; ils eurent des conférences secrètes avec quelques-uns des partisans de la paix, et déclarèrent avoir commission des archi-

ducs d'exposer leur sincère intention et leur désir de rétablir la paix dans les provinces; ils demandèrent que les états proposassent les avantages et les sûretés qu'ils souhaitaient, s'ils avaient des intentions pacifiques; ils ajoutèrent qu'on était très-disposé à les satisfaire en tout ce qui serait raisonnable; qu'en ce cas, ils pourraient désigner le temps et le lieu pour conférer sur la matière, soit ouvertement, soit même secrètement, s'ils le trouvaient plus convenable. L'instruction de Wittenhorst pour son premier voyage à la Haye était du 6 de mai: une seconde lettre de l'archiduc, du 12 décembre, lui confirmait sa commission. L'affaire fut traitée d'abord à la sourdine; les membres des états en furent instruits les uns après les autres par leurs amis, mais il n'y avait rien de public; ni qui regardât les états en corps. Gevaerts retourna à Bruxelles, d'où il rapporta un autre acte de créance sur lui et Wittenhorst, avec ordre de le communiquer aux états, à leur première assemblée. Ce dernier acte de l'archiduc était du 3 janvier; le 9, aussitôt l'arrivée de Gevaerts, ces agens de l'archiduc demandèrent audience, et conférèrent avec le prince Maurice; ils eurent une audience publique le 13 janvier 1607, et exposèrent leur commission. On délibéra aux états-généraux long-temps et en plusieurs assemblées; enfin ils répondirent le 27 janvier: ils s'étendirent en général sur les

causes de la guerre; ils dirent que les archiducs persistaient toujours dans leurs prétentions sur les provinces; qu'en toute justice elles étaient affranchies par une union légitime, gage de leur liberté; que si les archiducs voulaient continuer cette malheureuse guerre, en vue de faire valoir leurs prétendus titres sur ces Provinces-Unies, les états étaient bien plus fondés d'employer tout ce qu'ils avaient de forces pour reconquérir ce qui appartenait à l'union, et qu'on n'en avait arraché que par force et par surprise. Cette réponse vague, indéterminée et presque négative, indiquait cependant assez clairement sur quel pied ils prétendaient traiter.

Dans des discours particuliers, relatifs à cette déclaration, et dans d'autres explications, les Hollandais posèrent pour base, qu'avant d'entrer dans aucun arrangement, il fallait commencer par reconnaître les Provinces-Unies pour un état libre, indépendant, souverain, sur lequel personne n'avait rien à prétendre. Les archiducs eurent bien de la peine à se résoudre à ce grand sacrifice; ils en eurent beaucoup aussi à y faire condescendre le roi d'Espagne. Mais la force et la nécessité des circonstances, ainsi que d'autres raisons, les y déterminèrent : cette résolution ayant été tenue secrète, le public crut le projet de Witenhorst échoué comme beaucoup d'autres : la proposition d'une partie et la réponse de l'autre,

semblaient ne pouvoir éprouver aucun rapprochement; on n'espérait rien, on n'en parlait plus. Néanmoins on travaillait à l'exécution du même plan par l'entremise d'autres négociateurs.

La paix de Vervins, conclue l'an 1598, était, comme nous l'avons dit, censée être l'ouvrage de trois cordeliers: cela n'était pas étonnant; le traité se négociait entre des princes catholiques, et la médiation du pape y jouait un grand rôle. Mais dans une lutte aussi échauffée de deux religions contraires, où l'on avait perdu tant de peines à pouvoir seulement s'aboucher pour une négociation, on ne s'imaginerait pas aisément que ce fut encore un cordelier qui entama l'affaire et surmonta le plus fort obstacle: il était moine de l'ordre de St-François, et se nommait Jean Neyen, natif d'Anvers, fils de Martin, bourgeois de cette ville; étant jeune religieux, il avait fait ses études en Espagne, et avait eu quelque moyen d'approcher la cour. Il passa par les charges de son ordre, et parvint à celle de commissaire-général de cet ordre aux Pays-Bas. C'était le titre qu'on lui donnait et qu'il prenait ordinairement. Un auteur a dit qu'il était confesseur de l'archiduc; toutefois il ne l'aurait été que de l'infante, ce qu'on n'assure pas; car l'archiduc avait pour confesseur un dominicain espagnol, que l'on verra ci-après employé dans cette négociation et faire à ce sujet le voyage d'Espagne par ordre de l'archiduc.

Le P. Neyen avait la réputation d'un homme d'esprit et de savoir ; il parlait et écrivait bien plusieurs langues ; il paraissait franc et sincère, agréable dans la conversation : *e perciò grato in camera, non meno ch' in pulpito*, dit Bentivoglio. Il était très-bien venu auprès des archiducs et y jouissait d'un grand crédit ; il en avait aussi beaucoup en Espagne. Il semble d'ailleurs qu'il était connu avantageusement par quelques-uns des principaux Hollandais. Le prince Maurice le traitait avec la familiarité d'une ancienne connaissance, et Van Meteren dit que son père, Martin, fréquentait et était fort connu chez le feu prince d'Orange, Guillaume-le-Taciturne.

A cette époque paraît encore sur la scène un nommé Daniel Vander Meulen, aussi natif d'Anvers, marchand, établi en Hollande, d'autres disent à Anvers, mais voyageant alors en Hollande avec passe-port pour les intérêts de son commerce.

Après le mauvais succès de la proposition de Wittenhorst, il parlait un jour à La Haye des affaires du temps en présence d'une bonne compagnie, et il raisonnait avec jugement des nouvelles ouvertures que la cour de Bruxelles pourrait faire pour renouer les conférences. Une personne présente à la conversation le tira à part, lui dit d'aller à Bruxelles et ajouta que ; s'il s'agissait de réaliser ce qu'il venait de dire, celui qui

serait porteur d'instructions dans ce sens, pouvait se rendre en Hollande à une adresse qu'il lui nomma, et serait certainement écouté. On a appris que peu de temps après un marchand, ami du P. Neyen, arriva de Hollande et eut des entrevues avec lui, et, sans qu'il soit nommé, on présume que ce fut ce Vander Meulen, qui était l'agent du P. commissaire. L'archiduc eut alors des conférences avec le marquis Spinola et avec le P. Neyen, et l'on a su dans la suite que le père avait été envoyé secrètement en Hollande, et y avait fait plus d'un voyage. Nous allons voir avec quelles précautions et quel secret il y alla la première fois, comme il y fut conduit et reçu avant que sa négociation devint publique (34).

Il conste du mystère qu'on mit à cette négociation par un rapport circonstancié que le père Neyen fait lui-même à l'archiduc, dans un cahier en espagnol, comme toutes les dépêches de ce prince, et celles qui lui étaient adressées directement; ce cahier porte simplement en tête *serenissimo senor*. Il est aussi en double. En voici l'essentiel : Le père commissaire dit à l'archiduc, qu'ayant reçu par Warnart Cruwel ses ordres et ses passe-ports, il partit de Bruxelles le 26 février 1607; qu'il traversa toute la Campine, par un chemin périlleux et solitaire, avec ce seul Cruwel, et qu'il arriva le 28 à Oudenbosch, d'où il s'embarqua et se rendit secrètement, le 2

mars, à une demi-lieue de La Haye, dans le village de Ryswyck, célèbre depuis par le traité de paix de 1697, et où il devait attendre les ordres du comte Maurice et de Barnevelt avant d'aller plus loin. Dans cette relation et dans toute la négociation, Maurice, qu'on nommait souvent prince, comme né prince d'Orange, n'est appelé que comte de Nassau, car le prince d'Orange, son frère aîné, vivait encore.

Le P. Neyen écrivit au sieur Aersens, greffier des états-généraux, pour lui donner avis de son arrivée à Ryswyck; celui-ci lui répondit par les ordres du comte et de Barnevelt, que sur le soir on enverrait le prendre par un carrosse qui arriva en effet à sept heures et le conduisit à La Haye, à la maison du greffier Aersens. Le père rapporta à l'archiduc ses terreurs paniques sur ce que dans l'obscurité, en allant à La Haye, deux hommes armés, portant de gros mousquetons, vinrent droit au carrosse; combien il craignit pour sa vie et pour ses papiers, mais qu'ils accompagnèrent le carrosse, et qu'il apprit ensuite qu'ils n'avaient été envoyés que pour sa sûreté. Il demeura peu de temps chez Aersens; bientôt un inconnu vint le prendre et le conduisit, une lanterne à la main, au palais ou à la cour. Dans le salon, il vit qu'on renvoyait les gens, et un autre inconnu le mena à la chambre du comte, qu'Aersens ouvrit, et referma sur eux dans un grand silence.

Le comte Maurice y était assis, et s'entretenait avec le pensionnaire Barnevelt; ils se levèrent aussitôt; le comte s'avança trois ou quatre pas, se découvrit, lui tendit la main à la flamande, et lui souhaita la bien-venue. Il lui demanda en riant comment, sur sa seule parole, il avait osé venir à La Haye parmi les gueux? Le moine, vêtu en séculier, répondit en riant de même, par un petit compliment sur les gueux qualifiés et honorés comme son excellence. Il avait, dit-il, préparé une courte harangue; mais le comte ne lui donna pas le temps de la réciter; il lui demanda le papier qu'il lui avait envoyé par Cruwel, et dont le prince avait confirmé le contenu; il ajouta qu'en traitant avec une telle nation, il ne fallait pas s'en tenir aux paroles, mais aux effets; et à ce propos ils eurent des explications sur la sincérité des archiducs, sur la reconnaissance de leur état comme libre et indépendant. Lorsque le P. Neyen, voyant qu'il était tard, se leva pour prendre congé, le prince, Barnevelt et Aersens se dirent quelques mots entr'eux et vinrent demander au P. Neyen s'il ne connaissait personne à La Haye où il pût loger secrètement et d'où il communiquerait dorénavant plus librement, sans aller et venir de Ryswyck. Il répondit que non, et après s'être encore dit quelques mots à part, ils firent venir le concierge de la cour, qu'on nommait châtelain, et

lui ordonnèrent de loger Neyen dans son quartier, de le traiter et de le régaler comme leurs propres personnes. Il fut donc logé au palais, d'où il ne sortit pas; le châtelain en eut un très-grand soin, sans le connaître. Il lui a dit depuis qu'il le croyait quelque gouverneur d'une ville ennemie qu'il venait vendre aux états, d'autant plus que très-souvent le pensionnaire Barnevelt et le greffier Aersens venaient le voir dans sa chambre, et toujours le soir ou la nuit. Quand il allait chez le comte Maurice, c'était aussi la nuit.

Pendant les cinq jours qui suivirent son arrivée au palais, il eut plusieurs conférences, tantôt dans la chambre du comte, tantôt avec ces trois personnes, sans qu'il en vit d'autres dans la sienne.

Le P. commissaire a fait un long rapport à l'archiduc des discours qui s'étaient tenus entr'eux, dont quelques-uns roulaient sur des matières fort importantes; il se plaint de l'extrême méfiance des Hollandais, qui lui disaient souvent qu'ils regardaient ces ouvertures de paix comme des embuches espagnoles et des tromperies. Il apprit aussi de suite que, croyant avoir traité avec le comte, les sieurs Barnevelt et Aersens seuls, pas une de ses paroles n'avait été omise dans les rapports continuels qu'ils faisaient à d'autres députés des états.

Le sixième jour, Barnevelt et Aersens vinrent lui demander l'original de la dépêche des archiducs dont jusqu'à lors il n'avait remis qu'une copie, et sur la difficulté qu'il trouvait à se dessaisir de l'original, ils allèrent faire leur rapport. Aersens revint seul et lui demanda cet original de la part des états-généraux assemblés, avec promesse de le lui remettre; il dit que les états voulaient reconnaître les scings et les sceaux des archiducs. Après nombre d'excuses et d'autres pourparlers, Aersens revint offrir qu'ils le lui rendraient, qu'ils en feraient transcrire une copie collationnée par leur greffier. Enfin, on lui proposa que, s'il le voulait, il pourrait le présenter lui-même à l'assemblée : il accepta ce dernier expédient. Aersens le conduisit à l'assemblée; aussitôt qu'il entra, tous les membres se levèrent et se découvrirent; on le reçut avec une grande politesse, et on lui donna une chaise de velours vis-à-vis le président; tous s'étant couverts, le pensionnaire Barnevelt fit un discours succinct; le P. Neyen y répondit et remit sa dépêche; elle fut collationnée avec la copie; elle passa de main en main dans toute l'assemblée, et lui fut rendue sur-le-champ; il se retira ensuite avec de grandes civilités de part et d'autre. Le lendemain il alla de nouveau à l'assemblée générale, conduit par Aersens; on lui demanda si la signature des archiducs qu'ils avaient vue était leur signature ordinaire et ac-

coutumée; pourquoi avant le nom d'Albert il y avait un I, et devant celui d'Isabelle un A? Le P. Neyen leur expliqua que c'était la coutume de ces princes quand ils signaient en commun quelque pièce d'importance. Dans le cours de la discussion, on lui dit que la majorité était dans l'inquiétude à son égard, sur le sens qu'en qualité de théologien, il donnait à certaine conclusion ou maxime des catholiques, fondée sur quelque concile : *quod hæreticis non sit præstanda fides*. Le père, qui apparemment s'était préparé à cette objection, y fit une longue réponse, qui comprenait des distinctions sur les actes du concile de Constance.

Comme il était réglé que le père commissaire irait à Bruxelles pour y porter des papiers et en rapporter d'autres, le comte Maurice lui demanda comment il ferait le voyage; il répondit qu'il avait dessein de retourner par la Campine, comme il était venu; mais le comte lui dit que les états y avaient pourvu, et que son jacht le transporterait jusques dans l'Escaut, près d'Auvers, ce qui eut lieu.

Après quelque séjour à Bruxelles, le père, muni de nouvelles instructions et de nouveaux papiers, se rendit en quatre jours à La Haye, où il eut ses audiences, et rencontra de nouvelles objections. Un jour les députés vinrent dans sa chambre lui signifier qu'il convenait pour leur sù-

reté que les archiducs déclarassent dans le traité de la suspension d'armes, qu'ils se chargeaient de procurer, dans les trois mois, l'agrément du roi d'Espagne sur tout ce qu'on traitait et qui touchait Sa Majesté. Le P. commissaire se récria beaucoup sur cette nouveauté, vu la souveraineté des archiducs. Barnevelt lui expliqua les raisons de son doute : il dit que les troupes à la solde du roi étaient réputées troupes d'Espagne; que des places et des citadelles étaient toujours sous des gouverneurs espagnols ; de plus, que la cession des Pays-Bas faite par le roi Philippe II, était grevée de la condition de ne point aliéner ni démembrer, ce qui ne s'accordait pas avec la déclaration de l'indépendance des Provinces-Unies. Enfin, après beaucoup de contestations sur cet article et ses conséquences, le père y consentit et signa sous le bon plaisir des archiducs. Il repartit bientôt après, revint encore en Hollande, non à La Haye, mais à Delft, où il fut traité, logé, et où il resta quelque temps; quand on voulait l'avoir à La Haye, on lui envoyait un carrosse, qui le ramenait ensuite à Delft.

Je me suis un peu étendu sur toutes ces précautions mystérieuses, qui ne se prenaient pas sans dessein prémédité de la part des Hollandais; peut-être y entraient-il trop d'affectation ; mais, parvenus à leur but, et près de se faire reconnaître pour un état souverain, libre et indé-

pendant, avantages dont ils n'osaient presque pas se flatter et qu'ils n'attendaient pas sitôt, ils étaient éblouis, et voulaient s'assurer de cette condition préliminaire, avant de consentir à parler d'arrangement. Il est certain que toute ouverture de pacification avait manqué pour ce motif, et que sans cette reconnaissance préalable, il était très-difficile de nouer une négociation. Après avoir obtenu ce point, ils profitèrent de leur triomphe pour en exiger autant de l'Espagne : nous verrons de plus qu'ils élevèrent des prétentions indiscrètes, des tracasseries et même des chicanes. C'était donc la forme plutôt que la matière qui rendait les commencemens si épineux et si difficiles. Quoiqu'il ne s'agit jusquealors que d'une suspension d'armes et d'un congrès qui eut bientôt lieu, comme nous le dirons, la grande question préliminaire étant résolue, le chemin fut ouvert à toute autre négociation. Le P. Neyen en avait essuyé les premières difficultés; car on a pu remarquer qu'excepté les civilités ordinaires entre des députés de nations polies, sa réception fut assez cavalière, et il éprouva des objections et des discours dont il se plaint lui-même dans sa relation : il fait mention d'autres petitesses qu'on n'a point extraites de son rapport. Benvoglio traite quelques-unes des façons d'agir des Hollandais d'arrogance et de témérité : *Onde bisogna*, dit-il, *ô non trattar con la moltitu-*

dine, ò soffrir-ne con prudenza, questi atternanti difetti.

Peut-être aussi, dans leur zèle encore impétueux pour leur nouvelle religion, en voulaient-ils à la profession et à la personne du moine Neyen; à la vérité, lorsqu'il parut à l'assemblée des états-généraux, et que sa mission devint publique, elle fut jugée fort étrange par bien du monde et dans les provinces catholiques, et dans les Provinces-Unies. On disait assez communément que quelque capacité et quelques habitudes que pût avoir en Hollande le P. Neyen, il semblait, dans ces conjonctures, que ce n'était pas là sa place.

On pourrait penser encore que les Hollandais avaient le soupçon ou une première expérience de certaines trames obliques que le père commissaire avait employées pour venir à ses fins. On croyait publiquement en Hollande qu'il avait fait au prince Maurice des offres éblouissantes, qu'on n'a jamais bien connues, parce que le prince les reçut mal, et lui ferma d'abord la bouche : les avantages qu'il attendait de la paix ou de la trêve ne devaient pas faire partie du traité, encore moins passer par les mains du moine négociateur. Une autre manœuvre de ce genre fut découverte, et fit à la fin grand bruit et même quelque tort à la négociation. Corneil Aersens, homme accrédité en Hollande, était, comme on

l'a dit, greffier des états-généraux. Le P. Neyen s'ennuyait à Delft, où il ne voyait pas de monde comme à La Haye. C'était peut-être pour cela même qu'on lui avait destiné cette solitude. Il écrivit une lettre au sieur Aersens le 12 mai 1607; elle lui fut remise à La Haye à neuf heures du soir, par un nommé Van Nyck, neveu du P. commissaire, et contenait une invitation engageante de se rendre le surlendemain lui, sa femme, ou son fils, à Delft, pour une entrevue secrète. Aersens alla trouver le prince Maurice, qui fit venir quelques députés des états; comme on comprenait parfaitement le langage de la lettre de Neyen, il fut arrêté qu'Aersens se rendrait au temps marqué à cette entrevue, écouterait le moine en secret, et que s'il lui offrait un présent, il le refuserait, mais que si c'était quelque don d'importance qui sentit la corruption, il l'accepterait avec tout ce qui en dépendait. Le greffier y alla le 14. Le P. commissaire lui témoigna ses amitiés, lui fit ses remerciemens, et lui offrit son crédit pour lui faire restituer ses biens et une maison qu'il avait à Bruxelles, car Aersens était Brabançon. Ensuite il lui parla de la part du marquis de Spinola, et lui dit que s'il pouvait procurer la paix ou une trêve de plus de neuf ans, le marquis lui destinait des preuves de sa reconnaissance; il lui présenta en même temps une obligation du marquis de Spinola de 50,000 écus, payables à Ams-

terdam, avec permission d'en recevoir à l'heure même 15,000, à endosser sur la personne qu'il voudrait nommer dans cette ville. Le sieur Aersens accepta après des excuses et des complimens. Le P. commissaire tira à l'instant un diamant de 6000 florins, que le marquis envoyait à la femme d'Aersens; après quelques complimens, il fut pareillement accepté; le greffier rapporta le tout à La Haye; il ne voulut pas garder les présens; le prince et les autres députés refusèrent de se charger de ce dépôt. Enfin on en instruisit les états-généraux. Aersens porta à l'assemblée l'obligation et le diamant. Il s'y trouvait encore une chaîne d'or, que le P. Neyen avait fait accepter à un certain Vander Does, qui l'avait reconduit de Hollande à Anvers, et qu'il avait aussi rapportée aux états. Ces trois pièces furent enfermées en sa présence dans un coffre, où l'on mit le scellé, et qu'on donna en dépôt au trésorier-général, sans en parler ni au P. Neyen, ni à d'autres. Mais trop de personnes étaient dans le secret, et peu à peu le public en fut informé; on en parlait beaucoup, et la haine s'anima contre les Espagnols, qu'on accusait de persévérer toujours dans leurs détestables intrigues, de corrompre les ministres, d'agir en tout par trahison et par tromperies. Parmi les différens discours du peuple, il y en eut qui n'étaient pas à l'avantage du greffier Aersens, qui crut son honneur et son intégrité blés-

sée, car on s'était servi à son égard des termes de prévarication et de corruptibilité. Il voulut se justifier et rédigea un *factum* adressé aux états-généraux; il y inséra les lettres du P. Neyen, les rapports, la résolution des états sur ses plaintes, et toute cette histoire suivant ses dates et ses circonstances. Il signa cet écrit le 20 juillet 1607, et le fit publier; il causa une grande rumeur dans ces provinces:

Les auteurs hollandais ou ceux qui sont de leur opinion en ont beaucoup parlé: je les avais d'abord soupçonnés d'exagération; mais je trouve cette anecdote confirmée en entier par les dépêches de l'audiencier Verreycken, que j'ai trouvées parmi les papiers qui concernent la négociation de la trêve; le *factum* du greffier Aersens y existe aussi sous le titre d'*Ecrit de justification de M. Corneil Aersens, greffier, etc.* L'audiencier Verreycken a été envoyé en Hollande pour conclure la suspension d'armes et les préliminaires du congrès. Dans un de ses voyages, il écrit de La Haye, le 28 juillet 1607: *On parle ici fort mal des présens que le P. commissaire-général a voulu faire pour corrompre, dit-on, certains ministres.... Je vois qu'on est ici en grande défiance... jusqu'à présent aucun des ministres ne m'a parlé, ni ne m'a approché, et si Aersens est venu, il n'a fait qu'entrer et sortir.... si la ratification qu'ils*

prétendent n'arrive pas d'Espagne, il y a du danger qu'ils rompent, et que jamais on ne les ramènera à traiter que de pure force. Il s'y trouve d'autres lettres du même, sur le même ton. Je passe à la fin de cette affaire. Un jour le pensionnaire Olden-Barnevelt vint trouver M. Verreycken pour lui remettre le cofret où étaient l'obligation, le diamant et la chaîne d'or, en le priant de les restituer au marquis de Spinola. Dans l'entretien, il lui dit qu'on avait été extrêmement scandalisé de cette manière d'agir. Il le pria aussi, encore de la part des états-généraux, de vouloir représenter aux archiducs et faire sentir aux ministres la nécessité d'agir sincèrement, rondement et avec candeur; il ajouta que toute autre voie gâterait les affaires et reculerait l'ouvrage salutaire auquel on travaillait. Le P. Neyen partit alors en poste pour l'Espagne, afin d'y presser la ratification du roi.

Le premier accord pour la suspension d'armes et le congrès étaient déjà arrêtés dès les 10, 11 et 12 d'avril; mais comme l'échange des actes et instrumens passés sous les grands sceaux, ne devait se faire que le 24, on prit cette date pour la publication et les envois de ces pièces. Je l'ai dit plus haut, dès que le point de la reconnaissance de la république fut décidé, et qu'on y promit la ratification du roi d'Espagne, avec toutes les précautions et toutes les sûretés propres à cal-

mer l'inquiétude hollandaise, le reste n'éprouva pas grande difficulté : une seule se présenta ; ce fut la suspension d'armes sur mer , à laquelle l'Espagne n'était pas engagée, mais on se contenta de la parole des archiducs, qui répondirent de ce point, et toute interprétation défavorable cessa.

La convention publiée le 24 avril portait un armistice et une suspension d'armes par terre, par mer, et autres eaux, pendant huit mois, à commencer le 4 mai suivant 1607. Le préambule contenait l'acte de consentement des archiducs de traiter avec les états-généraux des Provinces-Unies; ils les déclaraient états, pays et provinces libres, sur lesquels ils ne prétendaient rien. Ces termes sont répétés dans la déclaration des états-généraux; les archiducs promettent dans les trois mois l'adhésion et la ratification du roi d'Espagne pour tout ce qui concerne ce monarque dans le traité. Le 1^{er} septembre ou auparavant, on nommera de part et d'autre des députés en nombre égal, nés dans les provinces, pour entrer en conférence et convenir d'une paix absolue ou d'une trêve de douze, quinze ou vingt ans: telle est la substance de cette première convention; les deux parties la firent publier avec des proclamations qui y avaient rapport et qui causèrent une joie universelle dans les provinces.

Cependant au premier bruit des négociations qu'on avait entamées à La Haye, les cours de France et d'Angleterre se formalisèrent, et leurs agens à La Haye en firent des plaintes et des reproches. On les apaisa en nommant des députés pour aller à Paris et à Londres faire les représentations nécessaires et implorer la médiation des deux monarques. Jean Olden-Barnevelt, pensionnaire de Hollande, alla en France; il était comme l'oracle des Provinces-Unies, et d'ailleurs très-bien intentionné pour la paix. Ce magistrat, fort instruit de la vraie situation de l'état des Provinces-Unies, parla ouvertement au roi Henri IV. et à ses ministres; il fit connaître que les provinces étaient abîmées de dettes, et plus obérées que les provinces catholiques, parce qu'elles rapportaient moins; que les charges y étaient insupportables; que l'état payait plus de 1,500,000 écus d'intérêt à ses propres sujets, sans compter les dettes étrangères et sans y comprendre les dépenses de la guerre, qui augmentaient tous les ans; que le commerce florissant qui donnait à vivre à tout le monde, leur faisait encore porter volontairement ces charges exorbitantes, mais qu'il avait besoin d'être nourri et raffermi; que si l'on voulait continuer la guerre, sa majesté et leurs alliés devraient augmenter considérablement leurs subsides pour la soutenir, mais qu'il lui paraissait préférable de profiter de l'empressement

de l'Espagne et des archiducs pour la paix, afin de la conclure; que le point principal était déjà gagné par la reconnaissance de leur état comme libre et indépendant; qu'il fallait aussi fixer et assurer le commerce; que l'Espagne, dans l'épuisement où elle paraissait, avait besoin de repos, et ne s'aviserait pas de rompre de sitôt; que le repos était aussi nécessaire à sa patrie, qui trouverait ainsi les moyens de s'acquitter, et qu'en tout cas elle serait toujours la même à son égard. Le roi Henri IV goûta ces raisons; il ne se sentait pas trop en état de contribuer à cette guerre étrangère, dans un moment où il prévoyait des troubles dans son royaume, qui gémissait encore des maux passés. Ce prince se sentit même agréablement flatté de devenir en quelque sorte arbitre entre l'Espagne et ses anciens sujets; et de voir cet état recourir à lui par nécessité. Le roi de la Grande-Bretagne fut convaincu par les mêmes raisons; ainsi les deux rois acceptèrent la médiation, agirent de concert, et, à ce qu'il parut, avec sincérité. Le roi très-chrétien envoya en Hollande le président Jeannin et le seigneur de Russi, et celui d'Angleterre, deux seigneurs anglais, Richard Spencer et Rudolf Winwood, qui y résidait déjà de sa part (35). Ces quatre ministres rendirent de grands services et applanirent beaucoup de difficultés, comme on le verra dans la suite.

Le terme de trois mois, convenu pour la ratification du roi d'Espagne, était expiré; on n'en apprenait rien, non plus que du P.^r commissaire qui devait la rapporter; il n'était pas parti d'Espagne, et ne donnait aucune réponse. En Hollande on en prit ombre, on en murmura; M. Verreycken y écrivit quelques excuses pour tenir la négociation en haleine.

Enfin la ratification arriva d'Espagne un mois plus tard qu'on ne l'attendait; l'audiençier en donna avis aux états-généraux et s'y rendit pour la communiquer. Les Hollandais la trouvèrent insuffisante et défectueuse en plusieurs points; elle était, disaient-ils, trop vague, et ne contenait la reconnaissance de leur liberté et de leur indépendance que d'une manière équivoque. Cet acte était en espagnol, écrit sur un papier ordinaire et non sur parchemin; le roi y avait signé : *yo el rey*; et on n'y avait apposé que le petit cachet de sa majesté.

Après plusieurs délibérations générales, M. Verreycken fut prié de se rendre à l'assemblée des états, où la pièce lui fut rendue; le pensionnaire lui dit qu'ils ne pouvaient l'accepter, puisqu'elle n'était pas dans la forme requise, ni dans les termes dont on était convenu; il ajouta cependant que la suspension d'armes et toutes choses resteraient dans l'état actuel, si les archiducs voulaient se charger de faire venir un autre acte de

ratification dans les six semaines, et afin qu'il n'y eût plus d'équivoque ni de doute, les états écrivirent les expressions qu'ils demandaient, en trois langues, en latin, en français et en flamand, afin que le roi signât de son nom un des trois exemplaires. Ce nouveau moyen fut accepté et causa encore des retards. Pendant qu'on attendait une réponse, l'empereur Rodolphe II avait écrit au roi d'Espagne, aux archiducs, aux Provinces-Unies et à d'autres cours pour leur signifier que les provinces des Pays-Bas étaient sous la protection et la dépendance de l'Empire Romain; qu'à peine de nullité, on ne pouvait rien traiter et que les provinces qui faisaient partie du cercle de Bourgogne n'avaient point le droit de changer leur état et leur condition sans sa participation et son consentement. Ces lettres, reçues au mois d'octobre 1607, donnèrent d'abord quelque alarme, mais il paraît qu'on ne tarda pas à se concerter à cet égard; chacun répondit de son côté en termes vagues et généraux, et l'on ne voit pas que les prétentions de l'empereur aient eu d'autres conséquences ou aient causé soit de l'embarras, soit de l'interruption dans toute la suite du traité.

Après la première ratification, le père Neycn était revenu d'Espagne; on attendait à Bruxelles la seconde, et en effet, un courrier l'apporta dans le temps assigné. L'audiencier se rendit en Hol-

lande avec le P. commissaire pour la communiquer : on se doutait qu'elle serait encore critiquée. Peut-être l'étiquette d'Espagne ne permit-elle pas d'y faire les changemens projetés ; cette agréation ou ratification était conçue entièrement en espagnol, signée, comme la précédente, *yo el rey*, et scellée du petit sceau. La clause de la reconnaissance de l'indépendance de leur état y était néanmoins exprimée à l'entière satisfaction des Hollandais ; mais une autre clause finale leur déplaisait fort. Par une réserve expresse, le roi voulait que son adhésion, si le traité ne se concluait pas, cessât et fût comme non avenue. Cet acte fit encore le tour des provinces, des assemblées particulières et générales ; il fut soumis à de longues délibérations, qui demandèrent un temps infini : les envoyés de Bruxelles retournèrent chez eux.

La constitution de la nouvelle république admettait des formalités et des votations interminables. Tandis qu'il s'agissait d'une affaire aussi importante, une faction intrigait pour continuer la guerre, et d'après l'intérêt du prince Maurice, on supposait qu'il en était le chef. Il y eut des deux côtés des cabales qui firent perdre beaucoup de temps, et le second acte manqua d'être rejeté comme le premier. A la dernière assemblée générale, le pensionnaire Barneveldt se déclara pour la paix ; il se servit avec force des mêmes argumens qu'il avait employés près du

roi de France, et démontra pathétiquement que le grand intérêt des états était de profiter de l'occasion pour rendre leur établissement solide et durable; que reconnus par tout le monde pour un état souverain d'ailleurs si respectable par l'établissement assuré de leur commerce, quelques années de paix et d'économie suffiraient pour les affranchir de ces maux intérieurs, de ce déluge de dettes effrayantes et de cette dépendance servile des puissances étrangères; qu'il ne fallait pas chicaner par caprice sur des vétilles; que la ratification du roi d'Espagne lui paraissait bonne et suffisante; que la reconnaissance de la liberté de leur état y était clairement exprimée; que la clause finale n'était tout au plus qu'inutile, puisque certainement, lors d'une rupture, chacun rentrerait dans ses droits et ses prétentions; que l'acte rédigé en espagnol, et la signature du roi, apposée à sa manière, n'étaient point des obstacles, puisque de grands monarques s'en étaient contentés sans difficulté: il produisit à cet effet la déclaration des ambassadeurs de France et d'Angleterre, qui attestaient que la paix de Vervins, et en dernier lieu la paix de Londres, n'avaient été ratifiées par le roi d'Espagne que de cette manière. Un raisonnement si décisif n'eut point de réplique, et ramena presque toutes les opinions. Il fut résolu d'accepter la ratification et de suivre la négociation pour la paix dé-

finitive. On donna promptement avis de cette décision à Bruxelles.

La nomination des ministres pour le congrès eut lieu alors; mais comme les difficultés avaient consumé le temps convenu de huit mois, et que la suspension d'armes allait expirer, elle fut prolongée pour trois mois, après l'échange de quelques projets et quelques autres formalités; par la suite l'armistice fut encore prolongé plusieurs fois de la même manière pendant toute la durée du congrès. Avant cette époque, un ambassadeur du roi de Danemarck était arrivé à La Haye : il en vint aussi de l'électeur palatin, du landgrave de Hesse, du duc de Clèves : ils étaient chargés de faire des offres de service et d'être spectateurs du congrès, sans y prendre part. Les médiateurs étaient les rois de France et d'Angleterre : j'ai nommé les ministres qui les représentaient. Ces quatre plénipotentiaires avaient partout le pas et la première signature en qualité de médiateurs; on les traitait d'ambassadeurs, et ils donnaient le même titre aux autres diplomates, quoique ceux des deux parties contractantes ne prissent ordinairement que le nom de députés ou commissaires. Arrêtons-nous un instant à ceux-ci. On était convenu qu'ils seraient nés dans les provinces. Cette nomination avait rencontré quelques difficultés avant d'être publique; l'Espagne prétendait nommer un député, et

comme elle se trouvait intéressée au traité, sa demande parut raisonnable, et son plénipotentiaire fut don Ambrosio Spinola, marquis de Venasro, Génois, d'une des quatre premières maisons de la noblesse de Gènes (36).

Les archiducs nommèrent don Juan Mancicidor, depuis long-temps conseiller et secrétaire d'état et de la guerre; il avait accompagné l'archiduc, alors cardinal, lorsqu'il vint prendre le gouvernement du pays. Il y avait en outre servi autrefois sous le prince de Parme. Il connaissait les affaires de Flandre, et avait beaucoup d'expérience. On le considérait comme naturalisé; et, n'ayant jamais donné occasion de se rendre odieux, on lui passait aisément sa qualité d'Espagnol.

Le second député était le chef-président Richardot : le prince Maurice, en examinant cette nomination, dit, après avoir vu les deux premières, qu'il avait toujours cru que le président Richardot était flamand, du moins du cercle des provinces, mais qu'il venait d'apprendre qu'il était étranger aussi, sans pourtant qu'il s'en plaignît. M. Richardot était effectivement franc-comtois; il fut conseiller à Malines, président d'Artois, conseiller d'état et président du conseil privé en 1597; il était réellement le premier ministre de l'archiduc, et il fut employé à cette époque dans les grandes affaires, où il donna des preuves de sa capacité. J'ai remarqué que pen-

dant les négociations et le congrès pour la trêve, il y avait eu une relation intime et particulière entre les deux présidens Jeannin et Richardot, lorsque le premier était presque le maître de la médiation et la dirigeait entièrement; que ce fût amitié de compatriotes ou sympathie de profession, toujours garde-t-on dans les archives les originaux de nombre de lettres de M^{rs} Jeannin et Richardot, sur les difficultés naissantes et le moyen de les aplanir. Le père Neyen reparut encore ici sur la scène. On avait parlé de lui pendant qu'il négociait secrètement en Hollande; les propos se multiplièrent, lorsqu'on le vit revêtu du caractère de député. Le nonce Bentivoglio, qui en sentait l'inconvenance, nomme le marquis Spinola, Mancicidor, le président Richardot et l'audiencier Verreycken, comme les quatre seuls députés; on leur adjoignit, dit-il, en qualité de suppléant, le P. Neyen, comme ayant eu une grande part au traité. Je trouve cependant dans les conventions et les écrits, où les députés de chaque partie signaient en colonne, que le père précède l'audiencier par sa signature. J'avertirai ici que sur la foi de Bentivoglio, j'ai commis une erreur; j'ai examiné les pouvoirs des archiducs: le chef-président Richardot y est désigné le second, Mancicidor le troisième, Fr.-Jean Neyen le quatrième, et Louis Verreycken, audiencier, le cinquième.

Les Hollandais nommèrent aussi leurs députés; ils mirent à leur tête les deux premiers de leurs nobles, Guillaume-Louis, comte de Nassau, cousin du prince d'Orange, et le seigneur de Brederode. Les autres furent des citoyens les plus recommandables des sept provinces, avec le pensionnaire Barneveldt, comme député de Hollande. On était convenu préliminairement que les députés de part et d'autre seraient en nombre égal; mais ceux d'Espagne et des archiducs n'étant qu'à cinq, on ne disputa point sur ce que les provinces de l'Union envoyassent chacune le leur, et la Hollande un ou deux de plus, selon l'usage. Ils étaient ordinairement à neuf.

Quelque temps auparavant et après l'ouverture de la médiation, le roi d'Espagne apprit que le roi de France l'avait acceptée, et envoya à Paris don Pedro de Toledo, un de ses ministres, pour le complimenter et agir directement. Les ministres anglais firent connaître que pareille démarche n'étant pas faite en Angleterre, sa majesté britannique en était mécontente. Il y avait en Flandre un officier-général, don Ferdinando Giron, homme de condition de la maison des ducs d'Ossuna. Il reçut bientôt ordre de se rendre en Angleterre, où il s'acquitta des complimens d'usage; ainsi ce point de jalousie disparut et la médiation reprit son activité.

Après la nomination de tous les plénipotentiaires

il s'agissait de s'assembler et de convenir du lieu : dès les premières apparences d'un congrès, les Hollandais avaient insisté sur ce qu'il se tint chez eux ; ils donnaient pour raisons que dans une affaire de cette importance, chaque province avait droit d'agir en liberté et à sa satisfaction ; que les députés seraient très-souvent obligés de recourir à leurs commettans, ce qui coûterait beaucoup de temps et de dépenses s'ils étaient éloignés, au lieu qu'en Hollande ils étaient à leur portée ; en conséquence on leur avait en quelque sorte laissé le choix du lieu de l'assemblée.

Mais quand le public fut informé que le congrès était indiqué à La Haye, et que les plénipotentiaires étaient prêts à s'y rendre, tout ce qui était Espagnol de naissance ou d'inclination, se souleva et se mit à murmurer ; on cria à l'infamie, d'aller mendier la paix jusque dans les foyers des Hollandais ; on ne ménagea ni critique, ni censure, même à l'égard des archiducs ; on en écrivit sur ce ton en Espagne ; mais la cour était prévenue et les mesures prises : les préparatifs du congrès se poursuivaient. Le départ des députés flamands pour la Hollande était fixé au 15 janvier 1608 ; les passe-ports étaient échangés ; suivant la résolution prise d'aller par eau, les vaisseaux qui devaient les transporter étaient prêts à Lillo : Justin de Nassau et Marcel Bacx, gouverneurs de Breda et de Berg-op-Zoom pour

les états , avaient reçu l'ordre d'aller les saluer à Anvers, et de les conduire jusqu'à La Haye. Un accident imprévu changea ces mesures : il survint une gelée si rude et si tenace, que le voyage en fut retardé; on fut obligé de prendre la route de terre. Les gouverneurs hollandais se rendirent le 25 à Lierre, où don Alonzo de Luna, gouverneur espagnol, les reçut à la tête de sa garnison, leur rendit des honneurs, les logea et les traita magnifiquement, en attendant la grande ambassade, qui n'y arriva que le 27 janvier, bien avant dans la nuit. Le marquis de Spinola avait nombre de carrosses, de chariots et un bagage très-embarrassant, outre une escorte de 180 chevaux; les autres députés avaient leur suite à proportion : tout ce train partit le lendemain pour Hooghstraeten. Le 29 ils arrivèrent à Breda; la cavalerie de la garnison alla à leur rencontre; l'infanterie fut rangée sous les armes dans la ville : ils furent logés au château et magnifiquement traités.

Le 30 à midi, ils entrèrent à Gertrudenberg, d'où le marquis renvoya son escorte, et dans l'après-dîner ils risquèrent de traverser sur la glace ce grand bras de mer communément nommé, *Merwe ou Biesbos*, trajet dangereux à passer en toute saison. On avait assemblé pour ce passage environ deux cent traîneaux; plusieurs portaient des barques prêtes à mettre à flot, s'il sur-

venait quelque danger d'un dégel subit. De cette manière les ambassadeurs passèrent avec toute leur suite, et arrivèrent le soir à Dordrecht, où les magistrats et une foule de monde si innombrable les attendaient hors des portes, qu'on crut que la moitié des sept provinces s'y étaient rendues pour les voir : ils furent reçus, traités et honorés dans cette ville, comme partout ailleurs. Le 31 janvier, des traîneaux les transportèrent encore sur les glaces de la Meuse à Rotterdam, d'où ils firent défiler leur gros bagage vers La Haye. Enfin le 1^{er} février 1608, après avoir pris un somptueux déjeuner dans cette ville, ils partirent pour La Haye ; ils arrivèrent à midi à Delft, où ils ne s'arrêtèrent que pour recevoir les complimens sans vouloir y dîner, parce qu'ils avaient reçu avis que le prince Maurice était sorti de La Haye avec une grande suite pour venir à leur rencontre.

Le prince était effectivement en chemin avec huit carrosses ; le prince Henri, son frère, tous ses cousins les comtes de Nassau, et tout ce qu'il y avait de noblesse de la première distinction étaient du cortège ; les ambassadeurs entrèrent le soir à la Haye avec ce pompeux appareil, toujours accompagnés de cette foule de monde qui couvrait les chemins, la campagne et les eaux, toutes gelées dans ce rude hiver.

Le marquis Spinola, Richardot et Mancicidor furent logés dans un magnifique hôtel sur le

Vyverbergh, le P. Neyen et l'audiercier à l'hôtel de Wassenaer. Le 2 février, ils reçurent les complimens du prince Maurice, du prince Henri, des comtes de Nassau et de la haute noblesse; les états-généraux des Provinces-Unies y allèrent en corps. Les ambassadeurs de France et ensuite ceux de la Grande-Bretagne s'y rendirent. Ils reçurent aussi la visite de l'ambassadeur de Danemarck, des envoyés des électeurs palatin, de Brandebourgh et de tous les ministres étrangers.

Ils rendirent ponctuellement leurs visites les jours suivans. Cependant le marquis de Spinola se distinguait par un faste extraordinaire; outre que les hôtels des députés étaient magnifiquement meublés, ce marquis avait apporté les meubles les plus précieux, surtout une vaisselle et de l'argenterie en abondance : il en fit parade; cette ostentation et les repas somptueux qu'il donnait de temps en temps, étaient un spectacle étonnant pour les habitans de ces contrées, peu accoutumés au luxe et à cet extérieur imposant. Quelques jours après l'arrivée des députés, les états-généraux leur firent proposer d'ouvrir le congrès, et demander s'ils voulaient conférer avec l'assemblée générale, ou avec leurs députés en particulier. Ce jour-là ils allèrent en carrosse à l'assemblée générale, mais tout se passa en complimens comme auparavant.

Le 6 février se fit l'ouverture des conférences. On avait préparé à cet effet à la Cour une belle chambre, qu'on nomme encore aujourd'hui *Treves-Caemer*, et qui, dans la suite, a servi souvent au même usage dans d'autres occasions. La première conférence se passa à se communiquer et à examiner les pouvoirs; le marquis trouva ceux des plénipotentiaires hollandais trop vagues et relatifs à des instructions séparées, qu'on n'exhibait point; mais il n'eut rien à répliquer quand les Hollandais lui offrirent de procéder article par article; qu'à mesure qu'un serait conclu et arrêté entr'eux, les états-généraux qui étaient à leur portée, le ratifieraient aussitôt, tandis qu'il aurait le temps nécessaire pour recevoir la ratification du souverain qu'il représentait.

Dès la première conférence, les médiateurs entrèrent en fonctions, et les remplirent avec activité : les demandes et les propositions des deux parties leur passaient par les mains, avec les plus grandes précautions et les formalités usitées en pareil cas. Les Hollandais, en demandant la médiation de la France et de l'Angleterre, avaient beaucoup insisté sur le renouvellement de leur alliance défensive avec ces deux couronnes, si l'Espagne était en reste de conclure le traité, ou si elle n'en observait pas les conditions après l'avoir conclu. La France y avait consenti, et le renouvellement avait eu lieu dès le 23 janvier,

avant l'arrivée des députés catholiques en Hollande. Les ministres de France n'en firent aucun mystère. Mr. Jeannin montra que le but du roi son maître était d'accélérer par là l'accommodement qui était sur le tapis. Les Anglais s'excusèrent de participer à ce traité d'alliance sur ce qu'ils avaient d'autres affaires avec les Hollandais, et des liquidations à terminer.

Depuis que les conférences étaient entamées, on avait eu sept ou huit séances, sans avoir avancé un pas, parce qu'on changeait d'objets, et qu'on traitait tantôt une matière, tantôt une autre, sans rien conclure. Chacun remit donc aux médiateurs ses demandes en ordre pour être traitées séparément; les Hollandais donnèrent 28 articles, et les autres sept; mais dans le fait ils n'atteignaient point le but. La plupart de ces articles, pour ne pas dire tous, concernaient plutôt la suite et l'exécution d'un traité de paix que la paix même: c'étaient des indemnités, des compensations, des restitutions d'équivalens, des dettes à répartir; enfin des affaires qui intéressaient plus les particuliers que l'état, qui pouvaient se décider en justice réglée, et qu'on renvoie ordinairement pour être discutées devant des commissaires à nommer après la conclusion d'un traité définitif. Il semble que de part et d'autre on n'osait aborder les points capitaux: ils étaient cependant très-bien connus et manifestes.

Ils n'étaient que trois ou quatre qui devaient décider de la paix ou de la guerre.

La religion et la navigation aux Indes étaient deux objets d'une difficulté insurmontable; on ne pouvait rapprocher les parties à s'entendre à cet égard. Le roi d'Espagne voulait le libre exercice de la religion catholique dans les Provinces-Unies : comme les catholiques y étaient nombreux et redoutables, les Hollandais craignaient qu'ils n'eussent trop d'obligations à l'Espagne, si elle leur procurait la liberté de leur culte, et qu'elle ne s'en fit ainsi des partisans dévoués : une telle concession eut en quelque façon condamné leur insurrection qui, dans le principe, n'avait eu aucun autre motif que le dogme religieux. Cependant les archiducs voyaient de plus près la nécessité de terminer, et ils tâchèrent de la faire sentir au roi. Ce fut surtout dans cette intention que l'archiduc envoya en Espagne son confesseur Fra Inigo de Brizuella, dominicain savant, grand théologien, et qui connaissait les affaires des Pays-Bas. Celui-ci, muni d'avis et de consultations favorables de théologiens, fit entendre au roi qu'on pouvait en conscience glisser sur l'article de la religion, pour le plus grand avantage de la religion même; qu'en voulant trop étendre l'exercice du culte catholique dans l'état des Provinces-Unies, on avait à craindre de le retrécir dans les provinces obéissantes qui ne pour-

raient s'empêcher d'user réciproquement de tolérance envers les protestans ; que d'un côté la perte serait plus nuisible et plus dangereuse que le bien qu'on se promettait de l'autre ; qu'enfin si l'on poussait à bout les religionnaires, ils opprimeraient davantage les catholiques qui se trouvaient sous leur domination. Le P. Brizuella réussit d'autant plus facilement à persuader, que le duc de Lerme, premier ministre, voulait la paix à tout prix, pour délivrer la monarchie du fardeau des dépenses énormes qui l'écrasaient.

Le père toucha quelques préliminaires au sujet du commerce et de la navigation aux Indes, mais il trouva la cour d'Espagne inexorable sur ce point. Nous parlerons ci-après de cet obstacle, puisque ce fut en effet l'écueil où toute la négociation échoua, et qui causa la rupture des conférences relatives à la paix.

Aussitôt qu'à La Haye les parties contractantes eurent remis la liste de leurs demandes particulières ou plutôt secondaires, les médiateurs et tous ceux qui en eurent connaissance comprirent qu'elles n'étaient propres qu'à ouvrir un vaste champ à des altercations qui consumeraient un temps infini. On en fut rebuté ; la suspension d'armes, prolongée déjà trois ou quatre fois, fut continuée pour toute l'année 1608 ; l'inaction succéda. Le P. Neyen était déjà parti pour Bruxelles ; il fit immédiatement après encore un voyage

en Espagne, où il resta assez long-temps sans qu'on eût de ses nouvelles ; on ne sait pas trop bien ce qu'il y alla faire cette fois, puisque bientôt, dans des cas plus importants, l'archiduc y envoya son propre confesseur, le dominicain. Vers cette époque l'audiencier revint aussi deux fois à Bruxelles ; enfin le président Jeannin fut mandé à Paris et y retourna. Don Pedro de Toledo était encore dans cette ville ; c'est là probablement qu'on prit les mesures vigoureuses qu'on employa par la suite. Tout le nœud de la négociation était pour ainsi dire tranché en France et en Espagne, pendant que, par l'absence des plénipotentiaires, elle languissait absolument à La Haye. De faux et sinistres avis se divulgèrent en Hollande : on débita que le roi d'Espagne avait déclaré ne vouloir rien céder sur les articles de la religion et du commerce aux Indes. On en imposa au peuple, en renouvelant le bruit d'autrefois : on disait que tous ces projets n'étaient que feintes et leurres pour le tromper, et que l'ambassadeur des archiducs à Londres l'avait avoué au roi d'Angleterre.

Au mois d'août, les Hollandais saisirent ce prétexte pour presser la négociation ; les ministres qui s'étaient absentés étaient de retour, et l'on s'était déjà désisté de l'article concernant la religion ; on avait cependant fait valoir cette concession en disant que le roi d'Espagne ne s'était

résolu à ce grand sacrifice, que par la confiance de trouver un retour de complaisance et de facilité sur l'article du commerce des Indes, dont il ne pouvait se départir en aucune manière.

J'ai dit précédemment, en parlant des commencemens de cette navigation, qu'on pouvait en présager un grand obstacle à la paix future. Dix ou douze ans plus tôt, lorsque les Hollandais n'allaient point directement aux Indes, et qu'ils négociaient sous le pavillon et le nom emprunté des Espagnols ou des Portugais, il n'eût pas été difficile de conclure sur les bases actuelles; mais depuis qu'ils y étaient établis et qu'ils avaient goûté les fruits de ce commerce pour leur propre compte, ils étaient devenus intraitables. Aussi, quand il s'agit de discuter cet article, il fut débattu de part et d'autre avec tant de roideur, qu'on en prévint une rupture; ce fut en vain qu'on envisagea cette difficulté sous toutes ses faces pour l'aplanir; en vain on épuisa tous les expédiens imaginables pour fléchir l'obstination des Hollandais, on ne put en venir à bout. Le dernier expédient consistait en trois alternatives, dont les états-généraux laissaient le choix au roi d'Espagne et aux archiducs, 1^o d'accorder la navigation simplement sur le pied où elle était; 2^o de l'accorder pendant sept ans, à condition que dans l'année avant le terme expiré, on conviendrait de nouveau de la continuation ou de la révo-

cation; 3^o que la paix se ferait en Europe sans préjudice à ce qui pourrait se passer au-delà du tropique, où chacun dirigerait son commerce à ses risques, périls et fortune.

Le premier ni le dernier de ces tempéramens ne plurent à l'Espagne; l'un emportait une concession totale, qui était la solution de la question même; l'autre contenait une paix mêlée d'hostilités, qui rallumerait infailliblement la guerre de l'Inde à l'Europe. Mais le second aurait pu réussir et l'Espagne l'aurait accepté, pourvu que le terme de sept ans fût fatal et péremptoire, et qu'après les sept ans expirés, la navigation vers ces parages cessât irrévocablement. Les Hollandais n'y voulurent jamais condescendre, insistant toujours sur ce qu'à la sixième année l'on fit une nouvelle convention, suivant la situation où l'on se trouverait alors. La compagnie d'Orient exerça son influence sur l'admission du point proposé; la Zélande et Amsterdam, qui y étaient intéressées plus que les autres provinces, s'y opposèrent avec les derniers efforts, et le firent rejeter. Ce refus devint la pierre d'achoppement qui fit crouler tout l'ouvrage de la paix. Le congrès fut rompu à la vingt-sixième conférence; le 23 août, la résolution définitive fut prise dans une assemblée générale, avec l'intervention des ambassadeurs médiateurs, des ministres des électeurs palatin, de Brandebourg, d'Anspach et

de Hesse. Cette décision des états-généraux fut consignée dans un ample manifeste qu'on signifia le 25 au marquis de Spinola et aux autres ministres.

Le 17, tous les ministres étrangers, les médiateurs à leur tête, reparurent à l'assemblée; ils dirent que l'intention de leurs maîtres était, si la paix ne pouvait se conclure, d'offrir leurs bons offices pour une trêve de plusieurs années, en cas qu'on le jugeât possible.

Le 30 août, les états répondirent qu'ils ne s'éloignaient point d'un projet d'une trêve, à condition que la reconnaissance de leur état comme libre et indépendant serait absolue et perpétuelle, et ne cesserait point à la fin de la trêve. Les ministres d'Espagne et des archiducs promirent d'instruire leurs maîtres de cette proposition, et de demander leurs ordres, puisqu'ils n'étaient pas munis des pouvoirs nécessaires pour l'accepter sans de nouvelles instructions; ils firent connaître que les réponses qu'ils pourraient recevoir d'Espagne n'arriveraient que vers la fin du mois de septembre; ils demeurèrent à La Haye pendant cet intervalle; on ne tint plus de conférences; mais il est aisé de se persuader qu'en certaines occasions l'on parla d'affaires. Cependant les ambassadeurs ne recevaient point d'ordres d'Espagne ou en recevaient qu'ils ne voulaient pas montrer, et ils se préparèrent au départ. Le 30 sep-

tembre ils prirent congé à l'assemblée générale; M. Richardot porta la parole : on y témigna de part et d'autre de grands regrets de n'avoir pas réussi, et l'on s'adressa force complimens. Il en fut de même chez le prince Maurice et partout où les ambassadeurs prirent congé ; car on se sépara avec la plus grande politesse : les états les firent accompagner jusqu'à Anvers par les sieurs Van Lier et Obdam , leurs députés, et les renvoyèrent avec les yachts de l'état et du prince. Après leur départ , on travailla plus sûrement et avec moins de gêne. Les médiateurs prirent alors la conduite de cette affaire et en vinrent à bout : à la vérité ils durent montrer dans cette négociation une fermeté héroïque et une patience à toute épreuve. Le président Jeannin était pour ainsi dire l'ame et le premier ressort de la médiation ; il connaissait les intentions du roi son maître , qui voulait étouffer cette guerre à tout prix. Les ministres britanniques le secondaient parfaitement. Les envoyés des princes d'Allemagne n'entraient point dans la médiation , mais les Hollandais les consultaient beaucoup, en les nommant princes, amis et évangéliques ; ils concouraient à hâter la fin de la guerre.

Avant d'entrer dans aucun détail sur les moyens extraordinaires qu'il fallut employer pour réunir des sentimens si opposés, il sera utile d'examiner en peu de mots quelle était la nature de

cette trêve projetée, et ce qu'en pensaient tous ceux qui y prenaient intérêt. En général, elle était plus goûtée qu'une paix définitive. Les parties belligérentes avaient également besoin de repos, et pouvaient l'obtenir et en jouir s'ils gagnaient du temps, en attendant mieux. Un traité définitif tranche souvent trop dans le vif. Des cessions, des renonciations y blessent trop sensiblement, au lieu que par une trêve temporaire, les choses restent sur le pied où elles sont; on remet tout aux événemens et au temps: on ménage les points difficiles, on les colore par des provisions, des essais; on les passe quelquefois sous silence. C'était la situation la plus favorable pour parvenir à une réconciliation par les voies les plus honorables.

Le prince Maurice avait un parti puissant dans le ministère, et l'on croyait qu'il était le plus opposé à tout arrangement: on considérait que pendant la guerre il était indispensable et devait être à la tête de la république, tandis qu'à la paix on ne savait pas quel serait son pouvoir, qui deviendrait vraisemblablement fort borné et fort mince. Cet intérêt visible fit croire universellement que la guerre était son élément, et qu'il la rendrait éternelle. Mais il était trop prudent et trop bien informé pour ne pas sentir qu'une trêve lui convenait plus qu'une paix. Il n'avait pas à craindre qu'on s'endormît d'un

sommeil trop profond dans les Provinces-Unies; au contraire il était persuadé qu'on laisserait des forces sur pied et qu'on aurait toujours besoin de lui; au lieu que c'est le défaut ordinaire de presque tout état républicain de désarmer après la paix conclue pour se jeter dans la sécurité et dans l'épargne. Il y a des exemples anciens de cette conduite dans les républiques de la Grèce et de Carthage : il y en a de modernes à Venise et à Gênes. Les Hollandais eux-mêmes en ont donné la preuve en 1672.

Cet inconvénient n'était point à craindre : la fragilité et l'incertitude d'une trêve telle que celle qu'on proposait, donnait au prince assez de moyens de tenir les Hollandais éveillés et d'exercer son autorité. Il voyait d'ailleurs que sa patrie avait grand besoin de reprendre haleine, que le plus grand nombre était incliné à la paix, qu'on ne reprendrait les armes qu'à contre-cœur pour les poser peut-être un jour brusquement et par quelque paix inopinée; car il savait que la France et l'Angleterre voulaient la trêve d'une manière si prononcée, qu'il avait été témoin de certains discours que les ministres des deux couronnes avaient tenus : ils avaient menacé de retrancher leurs secours et leurs subsides. Le prince Maurice se flattait d'obtenir par leur moyen un dédommagement qui lui vint fort à propos pour mettre ordre à ses propres affaires,

comme on le verra par la fin du traité : ce fut un des articles négociés secrètement et séparément, sans qu'il en soit fait mention au traité même.

On conclura de ces raisons qu'en son particulier, il n'était peut-être pas si fâché de la trêve qui se négociait, qu'on l'a voulu croire ; de là naquit cette haine envénimée entre lui et le pensionnaire Olden-Barnevelt, cette haine qui devint si fatale à ce dernier, et fut cause de sa mort ; cependant ils ne s'offensaient point alors de l'opposition de leurs sentimens ; mais ce serait trop anticiper sur l'histoire de la république de Hollande, que de parler de cet événement, qui arriva dix ans après, et donna une forte secousse à cette république ; il était fondé sur des raisons d'état et des prétextes tout autres, et n'avait rien de commun avec la trêve dont il s'agit ici.

Revenons au plan de cette trêve ; il fut besoin de récapituler tout ce qui s'était passé lors du projet de la paix. On connaissait les articles épineux et difficiles, mais d'autres pouvaient se régler par provision beaucoup mieux que définitivement : entre plusieurs propositions qui avaient été faites par l'Espagne, lorsqu'on traitait de la paix, était celle-ci : que le roi d'Espagne et les archiducs confirmeraient la reconnaissance de l'état libre des Provinces-Unies par une

renonciation formelle et authentique, Loyennant qu'on les satisfît sur les articles de la religion et du commerce des Indes. Cette proposition n'avait point été reçue; cependant les Hollandais, qui l'avaient rejetée, auraient bien voulu s'en prévaloir pour demander une pareille renonciation, en traitant la trêve. On leur fit connaître la différence d'un traité à l'autre, et la médiation décida que tout étant provisoire dans les conventions à faire, la reconnaissance de leur indépendance le serait aussi.

Un article sur la restitution et l'échange des places avait été discuté long-temps durant les conférences. Les Hollandais tenaient en Brabant Breda, Berg-op-Zoom, et l'Ecluse en Flandre : les archiducs possédaient Linghen, Grol et d'autres places dans l'Over-Yssel. Il fut proposé de restituer les villes, chacune à sa province, et de compenser les restitutions par des cessions en Gueldre. Ce projet fut fort débattu et aurait pu réussir, si l'on se fût entendu sur les autres points. Mais en traitant d'une trêve, il n'en était plus question. Toutes ces difficultés et d'autres semblables furent tranchées par le règlement provisoire : il établissait pour règle : *Uti possidetis*, ce qui abrégé les discussions.

On était déjà convenu que le temps de la trêve serait fixé à douze ans, et puisque tout le reste des articles ne devait plus être discuté

et demeurait en suspens sans être l'objet d'aucune décision, il semble qu'on était d'accord, et qu'il n'y avait qu'à étendre le premier armistice et ses conditions provisionnelles, de 8 mois au terme de 12 ans. Ce fut aussi le plan qu'on suivit, en y faisant entrer certains arrangements de commerce, et des réglemens de judicature civile pour les particuliers des deux états. On les avait tirés de divers articles de la pacification de Gand de l'an 1576, qui concernaient le droit privé des communautés et des habitans. Quant aux grands intérêts qui avaient ému des contestations si vives et des débats opiniâtrément soutenus dans les conférences, ils en causèrent encore, mais on les régla d'une manière implicite et fort singulière, en se taisant sur les uns, et en parlant très-peu et fort obscurément des autres dans le traité. En premier lieu les conventions relatives à la religion ne furent pas les mêmes pour la trêve que pour le traité de paix : dans ce dernier, l'Espagne et les archiducs eussent abandonné toutes leurs prétentions à cet égard envers les Provinces-Unies, qui eussent fait dorénavant une souveraineté indépendante; les villes, occupées par l'une ou l'autre des parties hors de ses limites, auraient été échangées, réunies à leurs provinces primitives, ou incorporées à l'autre état, pour en suivre la destinée sans restriction.

Suivant les stipulations de la trêve les villes que les Hollandais possédaient en Brabant, en Flandre, avec leurs banlieues et districts, en vertu de l'*uti possidetis*, devaient rester en leur possession comme un dépôt placé hors de leurs limites et sans cession ni transport. Or, suivant les capitulations respectives, la religion catholique y était dominante; il était question de l'y maintenir. Le nonce Bentivoglio était parti de Rome avec des recommandations très-précises de saisir tous les moyens d'avantager la religion catholique. Il dit qu'à son départ le pape lui recommanda la même chose de bouche : il s'était donné tous les mouvemens possibles durant les conférences pour la paix. En cet occasion, il revint à la charge et réussit dans ses efforts, comme il l'avoue lui-même dans son traité de la trêve. Voici comment cet article fut réglé : les ambassadeurs du roi très-chrétien donnent un certificat que les états-généraux des Provinces-Unies et M. le prince Maurice leur ont promis et donné leur foi, que rien ne sera innové sur la religion dans les villages situés en Brabant, et que le seul exercice de la religion catholique, apostolique-romaine y sera continué comme par le passé, sans aucun empêchement ni changement, et sans qu'on donne aucun scandale aux fidèles. Les ambassadeurs promettent, au nom du roi de France, que s'il se commet une contravention, il

s'engage à la faire réparer. Pour garantir l'exécution de la promesse , le certificat fut délivré aux ambassadeurs catholiques : parmi les papiers qui se gardent à Bruxelles, il se trouve un original de ce certificat, daté du 9 avril 1609, jour de la signature de la trêve, et signé P. Jeannin et Elie de la Place-Russi ; moyennant cet écrit séparé, il ne fut point sonné mot de la religion dans tout le traité.

Le commerce des Indes, qui avait été jusqu'alors un obstacle invincible et causé la rupture du traité de paix, donnait toujours le même embarras aux médiateurs; ils ne pouvaient concevoir des expressions qui contentassent les deux parties. Ce fut surtout alors que M^{rs} Jeannin et Richardot entrèrent en correspondance , et eurent un commerce de lettres particulières pour dresser des projets d'articles , dont l'esprit fut plus étendu que la lettre.

Le P. Brizuella était revenu d'Espagne avec les dernières et les plus intimes intentions du roi. Ce monarque consentait à permettre le commerce des Indes aux Hollandais durant la trêve, mais il voulait que cette permission ne fût exprimée dans le traité qu'enveloppée sous le terme d'un commerce général sans distinction : il se refusait à ce que le mot *Indes* y fût nommé en aucune manière. Il fallait donc user de circonlocutions et de phrases guindées pour les y comprendre taci-

tement. Les Hollandais persistaient à demander que, puisque le roi d'Espagne était d'accord sur ce point, on ne cherchât pas des expressions impropres, obscures, équivoques pour une stipulation qui pouvait s'énoncer si simplement et si intelligiblement, sans dangers de se méprendre, ni alors ni à l'avenir. On leur disait que le roi avait, pour en agir ainsi, des raisons qui ne les regardaient pas, et qu'ils n'en souffraient aucun préjudice. Bentivoglio dit qu'on souhaitait : *che cio s'intendesse, piu tosto, con giro tacito di parole, che con venir all' espressa nominazione.*

Enfin on rédigea un projet d'article : il porte, « que les habitans des pays et sujets des seigneurs « roi, archiducs et états, auront bonne amitié « et correspondance durant cette trêve, sans se « souvenir des offenses ou dommages du passé ; « qu'ils pourront trafiquer, demeurer et négocier par mer autres eaux et par terre, réciproquement dans les pays les uns des autres. Ce « que ledit seigneur roi entend restreindre à ses « royaumes, états et pays qu'il tient et possède « en Europe et autres mers et places où les « sujets des rois, princes, ses amis et alliés, ont le « commerce par accord réciproque. Qu'à l'égard « des villes, ports, havres qu'il tient hors desdites limites, les seigneurs états ne pourront y « faire commerce sans permission du roi ; mais ils « pourront le faire hors desdites limites chez

« d'autres princes, puissances et peuples, qui
« voudront le permettre, sans que ledit seigneur
« roi puisse faire aucun trouble ou empêchement
« pour cette cause, ni contre lesdits états, ni
« contre ceux qui le leur auront permis ».

On juge aisément que ce quatrième article, tout farci de redites et de paroles inutiles, était susceptible d'interprétations différentes, avec la même précaution étudiée de ne nommer ni les Indes, ni aucun lieu de ce continent. Le cinquième article portait, que la trêve ne commencerait hors des limites exprimées dans l'article antérieur que dans un an, afin d'avoir le temps d'en informer les forces et les navires qui se trouvaient dans ces parages.

La rédaction de ces articles fut rejetée par les Hollandais, qui demandaient une assertion claire et nette; la dispute dura long-temps; on parlait et l'on écrivait beaucoup sur le sens clair et le sens obscur. Le congrès avait déjà repris ses séances à Anvers, et aurait pu éprouver une seconde rupture à ce sujet. Néanmoins on parvint à vaincre cet obstacle par une convention séparée, secrète et détachée du traité principal.

Le 31 mars 1609, huit jours avant la signature de la trêve, les ambassadeurs de France et d'Angleterre, médiateurs, remirent un acte assez long, où sont étalés les services qu'ont rendus les médiateurs pour mettre les parties d'accord sur les ex-

pressions des articles 4 et 5; ils y développent les motifs du roi d'Espagne, des archiducs et des états-généraux. Enfin ceux-ci déclarent consentir, par amour pour la paix, à ce que les articles 4 et 5 restent et soient énoncés au traité comme ils sont projetés, pourvu que LL. MM. très-chrétienne et britannique veuillent bien, dans l'intérêt de leur commerce, garantir l'effet de ces articles, comme si le mot *Indes* y était exprimé. Les quatre ministres médiateurs promettent cette garantie au nom de leurs maîtres. Cet acte fut signé à Anvers par les quatre médiateurs et neuf députés des Provinces-Unies. Ainsi ces articles firent partie du traité avec toutes leurs ambiguïtés et les extensions qu'on voulait y sous-entendre. Des présidens Jeannin et Richardot qui en avaient rédigé le projet, l'un écrivit à Paris, et l'autre disait souvent qu'ils s'étaient tellement torturés l'esprit pour jeter des ténèbres sur une chose claire et simple, qu'ils avaient rendu les articles si obscurs, qu'ils ne les comprenaient pas trop bien eux-mêmes.

Un autre détour fut employé pour voiler le sens du 7^{me} article, qui était relatif à la religion dont on évitait de prononcer le nom aussi soigneusement que le mot *Indes*. En conséquence on renvoya, pour l'interprétation et l'exécution de cet article, à un traité étranger et à ses articles secrets. On y énonçait seulement « que les

« sujets et habitans des Provinces-Unies joui-
« raient dans les états du roi et des archiducs
« des mêmes sûretés et libertés que celles qui
« étaient accordées aux sujets du roi de la Grande-
« Bretagne par le dernier traité de paix et par
« les trois articles secrets stipulés avec le con-
« nétable de Castille. » Ces derniers concernaient
les capitaines et maîtres de navires qui ne pou-
vaient être recherchés en Espagne pour des faits
commis sur mer ou hors de l'Espagne. « Que l'in-
« quisition ne pourrait saisir la charge des navi-
« res, mais seulement le bien du délinquant; que
« ceux qui professent une autre religion ne seront
« point contraints d'entrer dans les églises, mais
« que s'ils y entrent volontairement, ils porte-
« ront du respect au saint Sacrement et aux mys-
« tères; qu'il en sera de même dans les rues, à
« moins qu'ils ne se retirent à temps, sans scan-
« dale. » C'est ainsi qu'on entassait énigme sur
énigme en renvoyant au traité de Londres et à
ses articles secrets.

Avant la signature de la trêve, il se fit encore
une négociation secrète, dont il ne se voit au
traité ni mention, ni vestiges. Les provinces de
Brabant et de Flandre avaient pris des engage-
mens avec feu le prince d'Orange-le-Taciturne,
pendant que les dix-sept provinces, excepté le
Luxembourg et Namur, étaient confédérées pour
la cause commune. Ces deux provinces avaient con-

tribué pour de fortes sommes aux frais de la guerre; mais à leur séparation, elles étaient encore redevables d'autres sommes considérables, que la maison d'Orange prétendait à leur charge en vertu de leurs engagements. On en avait parlé autrefois, quand on avait fait pour la paix des propositions, si souvent renouvelées et toujours inutiles. Le prince Maurice ne fut pas nommé et ne parut point dans toute cette nouvelle négociation. Le marquis de Spinola, Richardot, Mancicidor, le P. Neyen et Verreycken signèrent, comme députés des archiducs, tant en leur nom qu'en celui du roi d'Espagne, un acte par lequel, en considération du traité conclu le même jour avec les états-généraux, et pour éteindre l'action prétendue par les héritiers du feu prince d'Orange contre les provinces de Brabant et de Flandre au sujet du recouvrement de quelques sommes qu'ils disent leur être dues, ils leur promettent de payer celle de trois cent mille florins en deux paiemens, le premier, de cent cinquante mille, vers la fin de l'année, et l'autre, de pareille somme, à l'expiration de l'année suivante, et lorsque le dernier paiement sera fait, tous les titres concernant ladite action devront être rendus aux provinces libérées. Cet acte fut ratifié par les archiducs et fidèlement exécuté.

Les Hollandais, attentifs aux démarches et aux

exhortations sérieuses des médiateurs, trouvant d'ailleurs chez les archiducs une facilité étonnante à aplanir les objets difficiles par toutes ces conventions détachées et particulières, commencèrent à se prêter plus sincèrement à la paix. La province de Zélande s'était distinguée par son opposition à tout accommodement, au point de menacer les six autres provinces de se séparer de l'Union : on ne la ramena qu'avec peine à la modération.

Pendant qu'on y travaillait, les quatre médiateurs se rendirent à Anvers ; quelques députés de part et d'autre, venus en cette ville pour le même sujet, réglèrent ensemble les articles généraux, et qui n'avaient point tant de contradictions à essayer. Bientôt on vit luire un espoir de succès et un grand jour à conclure la trêve : il fut en conséquence résolu de réunir le congrès à Anvers, avec l'intervention des mêmes députés qui avaient assisté à celui de La Haye. On décida en outre que, comme les archiducs résidaient à Bruxelles et à peu de distance d'Anvers, l'assemblée générale des états des Provinces-Unies se rendrait en corps à Berg-op-Zoom, pour se trouver aussi dans le voisinage du congrès assemblé.

Au mois de février 1609, tous les députés qui avaient assisté aux conférences de La Haye se mirent en marche pour Anvers, avec une grande suite, et y arrivèrent successivement. Les comtes

de Nassau et de Brederode s'y rendirent les premiers; ils furent reçus hors des portes de la ville par le marquis Spinola, Mancicidor et Verreycken : ils furent magnifiquement traités et logés. De même que le marquis avait eu ses chapelains et faisait dire la messe dans son logement pendant son séjour à La Haye, les députés avaient aussi avec eux leurs ministres, qui prêchaient dans leurs logis. Vers le même temps, les états-généraux allèrent s'assembler à Berg-op-Zoom; l'assemblée était extraordinairement nombreuse. On considérait dans les Provinces-Unies l'acte qui allait se passer comme le plus important qui se fût présenté depuis l'abdication de l'empereur Charles V : en effet, l'union d'Utrecht devait y être approuvée et confirmée, et leur république légitimée aux yeux de l'univers. Les Hollandais voulurent déployer alors un appareil éclatant; ils firent une convocation de députés pour les provinces de l'Union, si nombreuse et si solennelle, qu'on a écrit qu'il se trouvait à Berg un concours de huit cents personnes. Dans l'entretemps le congrès d'Anvers s'assemblait en cérémonie à l'hôtel-de-ville aux jours fixés; on ignore ce dont il avait à s'occuper, puisque tout était arrêté et conclu d'avance; cependant les courriers voltigeaient continuellement d'Anvers à Bruxelles et à Berg. Le P. Neyen, qui avait mis la première main à cette négociation, voulut appa-

remment persuader qu'il y mettrait aussi la dernière, puisqu'il fit encore, vers la fin, une course ou deux à Bruxelles.

Le 9 avril 1609 fut enfin désigné pour la consommation de ce pénible et fastidieux ouvrage. Ce jour-là on donna lecture du traité solennellement à portes ouvertes. Les ministres de France et d'Angleterre, médiateurs, le signèrent à quatre, en ligne et en tête; les cinq négociateurs, pour l'Espagne et les archiducs, apposèrent leurs signatures en colonne à droite, et neuf députés des Provinces-Unies, dans l'autre colonne à gauche. Des dépêches furent envoyées à l'instant par des courriers à Bruxelles et à Berg-op-Zoom, et le 14 avril, les ratifications en forme étant revenues respectivement, la trêve de douze ans fut publiée à Anvers le même jour, au son des trompettes, des cloches, au bruit du canon, et au milieu de toutes les démonstrations d'allégresse publique qui sont d'usage en pareilles occasions. Des lettres circulaires qui annonçaient cet événement, furent envoyées partout et remplirent les provinces de joie. Le *Te Deum* fut chanté dans toutes les villes; on donna des fêtes qui durèrent plusieurs jours.

Les Hollandais, de leur côté, rivalisèrent en démonstrations d'allégresse avec les provinces catholiques : partout chez eux la trêve fut célébrée par des actions de grâces, des fêtes et des feux de

joie. Les couronnes de France et d'Angleterre témoignèrent leur satisfaction particulière, et tous les princes voisins, la part qu'ils y prenaient. La nouvelle république envoya des ambassadeurs à plusieurs cours, et en reçut de tous côtés. Celles qui, par délicatesse pour l'Espagne, en avaient suspendu la reconnaissance, n'hésitèrent plus depuis cette légitimation à la traiter en état souverain.

Les ambassadeurs médiateurs, après de somptueux repas, des festins et des fêtes, partirent d'Anvers avec ceux des Provinces-Unies pour retourner à La Haye. Peu de temps après, les archiducs envoyèrent à chacun d'eux des présens magnifiques en vaisselle d'or, de vermeil, d'argent, et en bijoux, ou en meubles précieux; tous en reçurent de proportionnés à leurs rangs, depuis les ministres jusqu'aux secrétaires et aux subalternes. Les Hollandais différèrent de les accepter jusqu'après l'approbation et la ratification du roi d'Espagne; elle arriva à Bruxelles, rédigée en bonne forme, le 27 juillet; M. Verreycken la porta aussitôt en Hollande: alors les Hollandais non-seulement acceptèrent les présens, mais ils en envoyèrent d'autres de la part de l'état. Ces libéralités consistaient aussi en vaisselle et raretés, et furent remises à tous les employés, depuis les médiateurs jusqu'aux derniers domestiques, avec une magnificence royale: ces dons étaient

d'une valeur à-peu-près pareille à ceux des archiducs.

On trouve dans *l'Histoire métallique des dix-sept provinces*, par Gérard Van Loon, les médailles frappées à cette occasion; il y en a de plusieurs espèces; chaque province en fit frapper de particulières; on n'en voit pas d'orgueilleuses: la plus grande, frappée au nom des états-généraux, s'y trouve aussi; il y en a de différentes grandeurs au même coin; elles furent distribuées en grand nombre, avec ou sans chaînes. On en a conservé dont on gratifie les ministres des cours étrangères lorsqu'ils prennent congé. Ces médailles sont d'or: elles représentent d'un côté les armes des Provinces-Unies surmontées d'une couronne royale à diadème; elles consistent en un lion rampant qui empoigne les sept flèches, symbole des sept Provinces-Unies. Le revers porte leurs écussons liés ensemble par des rubans flottans et voltigeans en forme de guirlande. La devise ordinaire est sur les deux faces; la première porte: *Concordiâ res parvæ crescunt*; et l'autre, *Discordiâ maximæ dilabuntur*.

Après avoir fait l'abrégé de la conclusion de cette fameuse trêve, à laquelle l'Europe entière prit intérêt, et dépeint la joie qu'elle répandit dans les provinces belgiques, il convient de nous y arrêter un peu et d'en faire un examen analytique. Il serait inutile de l'insérer ici tout entière;

elle est entre les mains de tout le monde, et aucun écrivain n'a fait l'histoire de cette époque sans en donner une copie ou un extrait suffisant. A la juger sainement, elle n'est qu'une paix ébauchée, dont aucun trait n'est achevé. On y voit deux athlètes affaiblis et épuisés qui se jettent entre les bras du sommeil pour se reposer, et laissent au temps le soin d'assoupir ou de rallumer leur querelle. Je sais qu'une trêve ne règle les choses que provisoirement, et que par conséquent elle est plus facile à conclure. Celle dont il s'agit en est un exemple : mais ici le provisoire même n'a rien de positif.

Les motifs de cette longue et cruelle guerre, qui tenait de la férocité, ont été de tout temps la religion et la liberté, et ensuite, la navigation et le commerce des Indes. On n'aborda aucune de ces trois causes dans le traité : si dans deux ou trois articles on a voulu se faire entendre implicitement sur ces points, c'est d'une manière si studieusement obscure, qu'il a fallu des conventions détachées et secrètes pour les expliquer, pendant qu'on en dérobaît à dessein la connaissance au public.

Ce traité néanmoins, tel qu'il fut publié et signé, contient trente-huit articles ; le premier déclare que les archiducs, tant en leur nom qu'en celui du roi d'Espagne, consentent à traiter avec les états-généraux comme les tenant pour

pays, provinces et états libres, sur lesquels ils ne prétendent rien. Voilà uniquement ce qui regarde la liberté, et l'on n'en parle plus; mais immédiatement après, il est dit qu'on traite pour le temps de douze ans, et que les hostilités cesseront. Le 3^e établit l'*uti possidetis*, en peu de mots, par une énonciation générale et sans aucune restriction. Les articles 4 et 5 sont ceux dont j'ai parlé, et qui, par des périphrases et des déguisemens, enveloppent tacitement, et doivent signifier la navigation et le libre commerce des Indes.

Le 7^e est un des moins étendus; c'est un véritable laconisme, relatif à une paix faite en Angleterre, dont on ne rapporte pas la date : il renvoie, sans autre explication, aux articles secrets de cette paix. C'est cependant parmi ces ténèbres qu'il faut chercher tout ce qui concerne la religion, ou plutôt les religions et leurs limites. C'est ainsi que sont traitées les questions essentielles sur lesquelles il semble qu'on ait voulu se faire illusion à soi-même, et fasciner les yeux du public, pour qu'il ne les comprît pas.

Les trente-deux autres articles regardent les facilités du commerce intérieur d'un pays à l'autre, les droits d'entrée pour les commerçans, lesquels ne seront pas plus élevés pour les étrangers que pour les sujets. Plusieurs des articles ne règlent que les actions des particuliers et les intérêts

dit si peu de choses, où il y avait tant à dire, et qui cependant termina la guerre, pourrait être comparé au moyen qui, selon Virgile, dans ses Géorgiques, fait cesser le combat des abeilles :

*Hi motus animorum, atque hæc certamina tanta
Pulveris exigui jactu compressa quiescunt.*

En effet toute cette histoire est une de ces longues et touchantes tragédies où le dénouement ne correspond point à la pièce, et qui finissent sans que l'on sache presque comment.

Néanmoins cette réconciliation temporaire, cette paix, cette trêve fragile, incertaine, politique, forcée et insidieuse, ramena le calme sur les dix-sept provinces, après le terrible orage qui les avait désolées pendant un demi-siècle. Un court intervalle de temps la rendit sincère, principalement entre les peuples, qui étaient las et très-dégoûtés de la guerre et de ses calamités; l'ancienne correspondance et le commerce commencèrent à revivre peu à peu; chacun s'appliqua à réparer ses pertes; cependant les provinces catholiques y réussirent mieux que les autres, parce que leur gouvernement était solide et plus tranquille. Les Hollandais ne pensaient qu'à augmenter leur commerce; ils couraient en foule aux Indes, et pendant qu'ils y faisaient des établissemens étendus et de vastes conquêtes, ils furent chez eux au bord du précipice. Leur religion, toute récente et

encore mal fixée, vit naître dans son sein des schismes dangereux; il en résulta des troubles; il leur fallut un synode. L'ambition y ouvrit d'étranges scènes, la discorde y exerça ses ravages, plusieurs grands personnages en furent les victimes; mais ces événemens, postérieurs aux troubles dont nous avons donné l'histoire, ne peuvent être compris dans cet ouvrage, quoiqu'il fût peut-être intéressant de pousser nos récits jusqu'en 1648, époque de la paix de Westphalie, qui est regardée comme le code du droit des gens, et qui changea le système de l'Europe. Ce supplément serait une suite naturelle aux troubles des Pays-Bas, et une histoire complète de la république des Provinces-Unies jusqu'à cette paix; mais comme nos premiers cahiers n'ont pour objet que les troubles des Pays-Bas, et que la trêve de 1609 les termine, il est très-naturel qu'elle soit aussi la fin de cet ouvrage.

HUITIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER (*).

Examen de l'état des provinces après la trêve de l'an 1609, et leur séparation. — Conduite des deux partis en fait de religion, de gouvernement et de commerce. — Vices internes, dangers imminens, intérêts privés, intrigues particulières, examinées en comparant les deux divisions des provinces Beligiques, et leurs rapports avec les puissances étrangères.

J'AI vu avec satisfaction que mon histoire des troubles des Pays-Bas n'avait pas déplu aux personnages qui m'avaient chargé de ce travail et qui sont en état d'en juger. Ce succès m'a fait naître l'idée de joindre à cet ouvrage quelques cahiers qui montreront l'état de la nouvelle république et son agrandissement depuis la trêve de

(*) Nous avons retranché tout ce qui nous a paru inutile, d'une espèce de préambule par lequel l'auteur commence cette huitième partie. Cet avant-propos, étranger à notre histoire, ne contient que des faits déjà connus du lecteur et des particularités de peu d'intérêt sur quelques auteurs qui ont traité la même matière.

Edit.

1609, jusqu'à la reconnaissance formelle qui en fut faite par la paix de Westphalie, en 1648.

En finissant l'histoire des troubles, j'ai dit en peu de mots, qu'après la conclusion de cette trêve, les deux nations contractantes, que nous distinguerons désormais, et qui soupiraient depuis long-temps après cette paix, la reçurent avec transport, toute fragile et captieuse qu'elle était; j'ai ajouté que des deux côtés on s'appliqua à réparer ses pertes et ses dommages, et que les provinces catholiques y réussirent mieux, parce que leur gouvernement était plus solide et plus tranquille; ce fait exige d'autres développemens. Cependant on le vérifie avec facilité en examinant la situation et la marche des affaires.

Les provinces catholiques monarchiques consistaient dans le Brabant, la province de Luxembourg, le Limbourg et une partie de la Gueldre; la Flandre propre, impériale et gallicane; l'Artois, le Hainaut, Namur, Cambrai et le Cambresis; Malines, le margraviat d'Anvers et ses dépendances; la Franche-Comté de Bourgogne et celle de Charolois appartenaient aussi à cet apanage. Toutes ces provinces étaient alors intactes, sans qu'il en eut été rien détaché, ou démembré comme cela est arrivé depuis; elles faisaient, sans comparaison, la plus grande partie, et sous tous les rapports, la meilleure de celles qui composaient les Pays-Bas. Les archiducs Albert et Isa-

belle étaient les souverains de cet état. Ces époux vertueux, aimables, pleins de pitié, d'affection pour leurs sujets et de qualités capables de charmer leurs ennemis mêmes, avaient surmonté, pour procurer la paix à leurs provinces, les difficultés les plus rebutantes, et dont une des plus réelles était de vaincre l'orgueil et de l'amener à concourir au traité. La même bonté leur fit rechercher et appliquer tous les remèdes imaginables à réparer les maux passés et à soulager la misère des peuples; le pays était épuisé et désert; on pensa à le repeupler. Les archiducs étaient secondés dans ces beaux projets par beaucoup de personnes de mérite, admises dans leurs conseils; on en vit sortir quantité d'ordonnances et de sages réglémens sur l'administration publique; plusieurs étaient adaptés aux besoins du temps, et d'autres subsistent et sont encore en vigueur aujourd'hui.

La seule inquiétude que laissa la religion, portait sur la réparation des dommages matériels causés pendant les troubles. Les habitans y contribuèrent de tout leur pouvoir. Ils avaient persévéré, ou étaient rentrés loyalement dans le giron de l'église et dans la profession de foi de leurs ancêtres; il n'y eut ni schisme ni innovation. Les archiducs, avec une magnificence royale, rétablirent en tout ou en partie plus de trois cents églises ou maisons religieuses; la dévastation était

horrible. Les religieux des monastères détruits à la campagne entrèrent dans les villes ; on y voit les magnifiques bâtimens de plusieurs abbayes qui n'y sont que depuis ce temps. Les biens des ecclésiastiques, des communautés et des particuliers furent restitués, et revinrent peu-à-peu aux vrais propriétaires. Il n'est pas facile à concevoir qu'en si peu d'années on ait pu réparer tant de pertes, et relever le pays d'une ruine si universelle et si affreuse. Les contemporains qui avaient vu les deux époques, étaient surpris d'une amélioration si générale, si prompte et en même temps si insensible. Le pays se repeuplait à vue d'œil ; la culture des terres et les métiers reprirent vigueur, mais les manufactures ne revinrent plus. Le commerce, à quelques égards, refleurissait aussi, mais on reconnut plus que jamais la mauvaise politique des Espagnols, qui avaient banni et détruit les grandes fabriques, et n'avaient pas ouvert l'Escaut après la prise d'Anvers.

Les Hollandais, en vertu de la réconciliation, venaient en foule dans le pays, y voyaient leurs parens et leurs amis, et participaient avec les habitans à la renaissance du commerce intérieur ; mais leur république, trop intéressée, connaissait aussi trop bien son avantage pour ne pas tenir fermée l'embouchure de l'Escaut : dans les premières années, ils firent fortifier Lillo, et dépen-

sèrent de fortes sommes à s'assurer de ces villes ainsi que des postes vers la mer et à les mettre en état de défense. Ces fautes de la part de l'Espagne étaient irréparables, et le sont encore aujourd'hui. On pensa à y remédier pendant les années qui suivirent la trêve, en faisant les gros armemens et embarquemens à Dunkercke, mais il fallait user de précautions pour ne point irriter la jalousie des Anglais. Cette nation, au moins aussi intéressée et aussi jalouse de son commerce qu'aucune autre, a toujours eu l'œil éveillé sur Dunkercke, qu'elle avait possédé dans le siècle précédent, comme elle avait eu Calais au siècle antérieur; mais ayant rendu cette dernière ville, et vendu l'autre à la France, qui dépense des sommes immenses à la fortifier, les Anglais ont reconnu leur faute et en ressentent tant de regrets, qu'ils ne peuvent se la pardonner. Depuis cinquante ans et davantage, la destruction de ce port fait la base de tous leurs traités avec la France; ce *detenda Carthago* a été le préliminaire de la paix d'Utrecht en 1713. La jalousie l'a fait entrer dans toutes les négociations entre ces deux couronnes, et cette prétention n'est pas encore éteinte.

Il paraît par tout ce qui a précédé, que les sujets des provinces catholiques jouissaient de la paix sous le règne des archiducs, avec autant de bonheur que pouvaient le permettre les troubles

passés et les traces qui subsistaient des anciens désordres. Il est manifeste que tout était confondu, dissipé et perdu, que les villes et le pays étaient noyés de dettes. Il est resté trop de cicatrices de ces anciennes blessures pour qu'on puisse en douter. Il faut cependant ajouter que, quelque bon et utile qu'ait été le plan pour soulager et décharger le peuple, les guerres postérieures n'ont pas permis de le suivre. Ces guerres fréquentes se sont suivies presque par enchaînement, ont amené de nouvelles ruines et de nouvelles charges dont les Pays-Bas ont souffert. Immédiatement après la trêve, il n'y eut ni troubles, ni vices intérieurs, et l'on pouvait espérer le remède du temps. On était convaincu des bonnes intentions des archiducs : ces princes entraient et contribuaient dans les bonnes œuvres et dans les divertissemens du public avec une popularité qui les fit adorer. La jouissance du présent n'était troublée que par une seule crainte pour l'avenir : on voyait ces souverains sans postérité et sans espoir d'en avoir, et l'on redoutait de retomber un jour sous la domination de l'Espagne. Telle était en général la situation où se trouvaient les Pays-Bas restés sous la domination des archiducs ; elle ne changea point pendant quelques années. Ainsi nous sommes obligés, faute d'événemens, de laisser dans leur histoire une lacune égale à la durée de cette inaction.

Mais l'examen de la république des Provinces-Unies nous occupera plus long-temps, et demande plus d'étendue, à cause de la difficulté de l'administration dans ces premiers temps, des mésintelligences et des intérêts privés, dont le germe fermentait dans le sein de l'état. Nous traiterons ces objets successivement.

Ces provinces sont au nombre de sept, telles que nous les avons nommées quand le prince d'Orange Guillaume 1^{er} forma, en 1597, l'union d'Utrecht, à laquelle remonte la véritable époque de leur fondation : ce sont la Gueldre, ancien duché, qui tient le premier rang et comprend la province de Zutphen, la Hollande, la Zélande, la Frise, Utrecht, l'Over-Yssel et Groeningue. Avant d'examiner leur constitution, je citerai quelques vers légers, qu'on attribue à M^r De Gomberville, auteur français, dont j'ai déjà parlé à l'occasion du siège de Leyde : ils peignent d'une manière originale les habitans de ce pays et leur caractère. En voici trois strophes :

La terre, avare à leur égard,
Ne veut leur faire aucune part
De ces biens dont ailleurs on la trouve remplie ;
Et cependant ces bonnes gens
Ont tant fait par leur industrie,
Qu'ils ont abondamment les besoins de la vie,
En dépit des quatre élémens.

L'état est si chargé de dettes,
Et les sujets ont sur leurs têtes

Tant d'impôts, que c'est à bon droit
Que tous les étrangers s'étonnent
Que l'un puisse payer tous les ans ce qu'il doit,
Et les autres donner à l'état ce qu'ils donnent,

Chacun y croit ce qui lui plaît
Et peut paraître tel qu'il est,
Sans craindre, en s'expliquant, la censure publique.
Et l'exacte soumission
Au gouvernement politique,
Est la seule religion
Dont on exige la pratique.

Quelques autres Français, qui passent aisément à l'exagération, ont paraphrasé ce texte; l'un a dit que les sept provinces ensemble ne produisent pas assez de blé pour nourrir les servantes du pays; un autre, que, faute de bois, les Hollandais brûlent la terre où ils marchent, en voulant parler des tourbes, qui y sont d'un grand usage. On convient universellement que l'air et le sol de ces provinces ne sont ni sains ni favorables. Des prés et des marais, des pâturages immenses, l'abondance de fourrage et de bestiaux qui fournissent en si grande quantité des laitages, du beurre, des fromages, sont les principales productions du territoire, que la mer et les rivières coupent et environnent partout; les eaux n'y sont contenues qu'à force de digues et de remparts. Si l'on y voit des arbres, des plantations, des bois, des campagnes, de beaux jardins, des fleurs et des légumes même des plus rares, ce

sont des efforts de l'art, qui, par des frais immenses, a créé et entretient ces embellissemens; ils ne doivent rien ou peu de chose à la nature. Ce petit canton est stérile en comparaison des dix autres provinces, belles, fertiles, d'une grande étendue, limitrophes et plus accessibles à d'autres états florissans: cependant ce chétif coin de terre a pu attaquer le premier et balancer plus de quarante ans toutes les forces de la monarchie espagnole. Cette réflexion fait juger de la disette et de l'épuisement où devaient être ces républicains, et combien la paix leur était indispensable, comme ils l'ont avoué depuis. Cependant, fiers d'un commerce dont les premiers succès leur présageaient la prospérité, et habitués à courir toute espèce de hasards, ils se firent beaucoup rechercher pour la conclusion de la trêve. M. De Witt, pensionnaire de Hollande, dans ses mémoires qu'il acheva deux ou trois ans avant sa mort, traite longuement cette matière. Ce grand homme, qui entendait les intérêts de toutes les puissances, et surtout ceux de sa république, avoue sans façon que le pays ne peut nourrir ses habitans; il ne lui connaît pas d'autre ressource que la mer et le commerce; il entre dans un grand détail sur la manière de le faire et sur tout ce qui peut lui être avantageux et nuisible. A l'en croire, la mer est faite pour les Hollandais et les Hollandais sont nés pour la mer.

Il parle aussi de cet abîme de dettes où l'état était plongé avant la trêve, et dit que deux ou trois ans avant cette trêve, quelques-unes des petites provinces ne versaient déjà plus rien à la caisse de guerre, à cause de leur épuisement notoire, et que la charge en retombait sur celle de Hollande. D'après un autre passage de ces mémoires, il paraît que ces anciennes dettes, au lieu de s'éteindre, s'étaient augmentées; car M. De Witt, qui n'écrivait que quarante ou cinquante ans après la trêve, vante beaucoup une réduction d'intérêt qui venait d'avoir lieu sur une somme de 140 millions empruntés par l'état à ses propres sujets, indépendamment des domaines et fonds engagés et des dettes étrangères.

Il rejette une partie du mauvais état des finances sur les dépenses trop fortes, sur les engagements inutiles et sur les opérations maladroites des stadthouders précédens.

Comme il écrivait après la mort de Guillaume II, lorsque le stadthouderat était supprimé, et qu'il passait pour un des chefs des anti-stadthouderiens, il ne néglige aucune occasion de censurer l'ancienne administration des stadthouders : à chaque chapitre il prône la liberté civile et religieuse, et ne cesse d'exhorter les Hollandais à la paix. Il leur représente que, dès leur établissement politique, elle leur a été et qu'elle leur sera toujours nécessaire : il ne veut ni mai-

tre ni stadthouder. En prêtant ses opinions à ses concitoyens, et en leur supposant à tous l'union et l'amour dont il est animé pour la liberté, il développe ses projets pour la seule Hollande, sa patrie. Il démontre que non-seulement la province, mais chaque ville n'auraient rien à craindre de personne et seraient inattaquables, moyennant certaines dispositions et certaines mesures qu'il propose. Ce plan paraît très-bien raisonné d'après les localités, et très-beau en théorie; mais ce ministre s'est vu, quelques années après, démenti par l'événement, lorsqu'en 1672 Louis XIV attaquant les Provinces-Unies, les Français en enlevèrent trois des sept en un mois de temps, et manquèrent Amsterdam par leur faute. Il fut cruellement détrompé de l'opinion qu'il avait de ses compatriotes au sujet de l'union, de la liberté et de la suppression du stadthouderat, qu'il ne cessait de prêcher : ses sentimens lui coûtèrent la vie : son frère et lui furent massacrés et déchlorés à La Haye par la populace le 20 août de la même année 1672. J'ai choisi cet exemple dans les temps postérieurs, pour prouver qu'après la guerre en 1609, les provinces avaient le besoin le plus pressant de la paix, étaient dans une situation critique et se trouvaient fort obérées.

Ces embarras étaient communs aux deux partis; mais deux autres objets importants appelaient sur les Provinces-Unies des dangers et des malheurs

dont les provinces catholiques étaient exemptes : l'un était la religion, l'autre la souveraineté et la république même. La religion dégénéra en un schisme qui mit la combustion dans les provinces, et fit tant d'éclat qu'il ne fut terminé que par les moyens les plus violens, par des poursuites criminelles et par la mort et l'exil de quelques grands personnages. L'ambition de s'emparer de la souveraineté fut encore plus dangereuse, parce qu'elle tendait au renversement de l'état et de la liberté. Plus dissimulée, elle ne marchait que sous le voile de la religion et avec tant de mystère, qu'on n'en a connu les manœuvres que long-temps après en avoir éprouvé les maux et les attentats déguisés sous d'autres prétextes. Cependant elle ne parvint pas même au point d'exécuter ses projets contre la liberté, et elle fut étouffée par des obstacles imprévus au moment où elle aurait dû triompher. Nous examinerons ces deux causes des malheurs des Provinces-Unies.

Il n'est pas facile de définir la religion, ou plutôt les religions qui régnaient en Hollande, tant elles sont nombreuses et différentes. Toutes les erreurs, tous les dogmes qui, dans le seizième siècle, avaient infecté tour-à-tour l'Europe entière, s'y étaient réfugiés et y subsistaient réunis ou divisés. Il est superflu de répéter ce qui en a été dit au sujet des troubles; on a vu comment les hérésies se sont transportées aux Pays-Bas, quels en

étaient les prophètes, les professeurs et les prosélytes. Après avoir renversé le sacré et le profane dans toutes ces belles provinces, ces novateurs errans s'y étaient établis, avaient séduit les plus simples ou les plus turbulens, et s'y étaient maintenus tant qu'ils avaient pu. Mais, au déclin de la rebellion, ils avaient suivi le sort des événemens et se fortifiaient dans les états qui, tenant ferme eux-mêmes, savaient assurer leur indépendance : là ils coopéraient à la défense commune, au commerce naissant et à l'avantage du pays, et, sous l'étendart de la liberté civile, ils établirent la liberté religieuse.

On n'avait pas cru possible jusqu'alors que tant d'opinions différentes, que tant de sectes avec leurs subdivisions infinies, pussent exister d'accord dans un petit canton, et que des gens illuminés, inspirés, fougueux et fanatiques, qui se couperaient la gorge partout ailleurs, que d'autres ridiculement paisibles et modérés, se livrassent habituellement à l'exercice de leurs cultes, à leurs illusions, et vécussent ensemble dans le même état sans en altérer la constitution. La nécessité et la haine unanime contre la persécution enfantèrent ce prodige. Nous avons dit, dans l'occasion, que, sous le duc d'Albe et ses suppôts, cette haine était telle qu'on se serait fait mahométan plutôt que d'avoir rien de commun avec les Espagnols, et que des gens vertueux, probes, et même des

savans, en haine de l'Espagne, embrassèrent une autre religion ou restèrent indécis.

Dans la suite, les différentes sectes s'étant multipliées de cette manière, et la religion catholique ayant beaucoup perdu par la persécution et la cruauté des Espagnols, aucune n'eut plus la force d'opprimer toutes les autres. Dès l'an 1576, à la pacification de Gand, on reconnut qu'il n'y avait pas d'autre moyen de conciliation que de se souffrir les uns les autres, et il y fut stipulé une espèce d'indifférence ou armistice en fait de religion; ainsi rien ne fut changé à cet égard, et l'on décida qu'après la paix générale, les états ordonneraient et régleraient ce qui serait relatif à la religion dans leurs provinces respectives.

Pendant les troubles particuliers et les longs désordres qui durèrent six ou sept ans à Gand, avant que cette ville ne fut soumise, on était convenu de maintenir les choses dans l'état où elles étaient; on avait établi sur les mêmes bases l'arrangement, nommé paix de religion, conclu entre les catholiques et les *Gueux*: d'autres l'adoptèrent comme un moyen raisonnable de conciliation. Enfin, l'Union d'Utrecht, fondement de la nouvelle république, rappelle à cet égard la pacification de Gand, et s'y conforme entièrement. De cette manière, la liberté de religion eut lieu dans toutes les provinces de l'Union, et l'on s'accoutuma à voir cette pluralité de cultes et de croyances,

cette foule de sections et de divisions, qu'on avait crues auparavant incompatibles.

Néanmoins, l'an 1583, la prétendue réforme de Calvin prit le dessus et fut déclarée la religion dominante avec une tolérance générale pour toutes les autres, de sorte que, depuis lors, toutes les religions y sont permises, excepté la seule véritable, dit un auteur : effectivement, l'exercice en est plus gêné que celui des autres ; il est même plus entravé dans une province que dans l'autre.

On conçoit facilement pourquoi le calvinisme eut la préférence sur toutes les autres sectes. Celle de Calvin a un air républicain, parfaitement convenable à la forme que l'état avait prise ; on en a retranché toute hiérarchie et toute distinction ; il ne reste presque plus pour l'exercer que de faire et d'entendre des prêches ; par là elle est absolument la plus commode et à la portée de tout le monde. Elle est tellement simplifiée dans la pratique, que quelques édits rendus en France contre les huguenots, la nomment irrégion. Les ministres calvinistes reçoivent chez les Hollandais un traitement de l'état ; ils lui sont par conséquent servilement attachés. Des raisons politiques demandaient alors que le gouvernement se conciliât la fidélité de la majeure partie de la nation, et comme les calvinistes étaient les plus nombreux, ils s'attribuèrent exclusivement les charges et les emplois : il n'y avait plus ni digni-

tés, ni prébendes, ni monastères, et l'état, en se chargeant de quelques modiques pensions, s'empara des dixmes et de tous les biens de l'église.

Le nom de protestant, protestantisme, etc., a son origine parmi les luthériens; un nombre de ceux-ci ayant protesté contre certaine ordonnance à la diète de Spire, en 1529, ce nom fut donné à tous les luthériens; il passa ensuite en Allemagne; puis les calvinistes de Genève et tous les autres le prirent, et à la fin on a nommé ainsi tous les sectaires qui ne reconnaissent point l'unité de l'église romaine. C'est ainsi que le nom de gueux dont nous avons vu l'origine et la première signification dans l'histoire des troubles, passa ensuite dans la langue flamande à tous ceux qui ne sont pas de la communion de Rome, *ad omnes Aca-tholicos*.

La religion dominante des Provinces-Unies était donc la religion protestante : lorsqu'au commencement des troubles elle fut annoncée aux peuples des Pays-Bas, elle était bien grossière et bien informe : les missionnaires, selon leur capacité et leur qualité, ne débitèrent que des blasphèmes, des impiétés et des dogmes qu'ils n'entendaient pas eux-mêmes. L'auditoire était proportionné aux prédicateurs et à la doctrine; l'ignorance et la rusticité d'une part, la nouveauté et une apparence de liberté de l'autre, contribuèrent puissamment à la séduction d'un grand nombre

d'habitans, satisfaits en outre d'avoir une religion distincte de celle des Espagnols et de leur inquisition. Cette dernière idée, bien que peu fixée, a subsisté long-temps dans l'esprit du bas peuple, et suffisait pour l'exciter aux sacrilèges, à la rapine, et à briser les images. Cependant les nouveaux sectaires se réunirent afin de soutenir la lutte engagée pour la propagation de leur religion; et, afin d'en régulariser l'exercice, des hommes d'une plus grande capacité que les premiers prédicans, étudièrent et parcoururent les universités protestantes de l'Allemagne et celle de Genève. Alors la scène changea, mais aussi des opinions opposées et des controverses sans fin s'élevèrent. Il est remarquable que de toutes ces sectes, il n'en existe pas une peut-être, même dans les plus fanatiques, où il ne se trouve des rigoristes et des modérés. Bossuet, dans son admirable ouvrage *des Variations des églises protestantes*, a démontré, par leurs propres ouvrages, les erreurs, les fictions, les égaremens des réformateurs et les contradictions de leurs sectateurs entr'eux.

Le calvinisme avait déjà varié et formé en Angleterre, en Écosse, comme en Hollande, ses branches d'épiscopaux, de presbytériens, de puritains, etc., lorsque deux professeurs de l'université de Leyde se montrèrent dans l'arène comme de nouveaux champions, et préludèrent à une guerre polémique qui eut toutes les consé-

quences d'une guerre civile. L'un, Jacques Arminius, Hollandais, natif d'Oudewaert sur l'Issel, avait étudié à Utrecht, à Leyden, à Marpurg en Hesse, à Genève et à Bâle; c'était un savant, qui connaissait d'autres littératures que la théologie scholastique: l'autre, François Gommar, était né à Bruges, de parens qui, ayant embrassé l'hérésie du temps, se retirèrent dans le palatinat durant les troubles, et firent étudier leur fils à Strasbourg; de là il se rendit à Heidelberg; il alla en Angleterre à l'université d'Oxford, enfin à Groeningue et à Leyden. Le caractère d'Arminius était plus liant, plus poli, plus sociable. Gommar était un savant austère, pédant, atrabilaire et bourru, comme on nous représente son maître Calvin, dont, disait-il, il défendait le système, à la lettre, dans toute sa pureté, et sans s'en écarter.

Bayle a parlé de l'un et de l'autre et de leur dispute. Ce critique de profession, malgré son pyrrhonisme éternel qui ne décide presque jamais rien, semble pencher vers Arminius, qu'il blâme seulement de ses innovations peu nécessaires dans des circonstances où elles devenaient une source de désordres, où elles causèrent un schisme, et attirèrent à leur auteur tant de maux et de chagrins; il lui applique même ces vers d'Horace :

Sed tacitus pasci si posset corvus, haberet
Plus dapis, et rixæ multò minùs invidiæque.

A l'égard de Gommar, Bayle, suivant sa coutume, se borne à citer ceux qui en disent du mal, et entr'autres Scaliger, qui, pour montrer que ses connaissances étaient bornées sur certaines matières, a écrit : « Gommar se croit le plus savant théologien du monde; il s'entend à la chronologie, comme moi à faire de la fausse monnaie.

Ces deux docteurs de la réforme entrèrent en lice; loin de s'arrêter aux points qu'on avait prêchés aux premiers prosélytes, comme très-simples, très-clairs et très-faciles à pratiquer, ils donnèrent dans l'excès tout opposé et disputèrent sur les objets les plus sublimes, tels que la préséance de Dieu, la prédestination, la grâce et ses qualités, le péché originel, le libre arbitre et d'autres questions de ce genre, dont le haut mystère et la profondeur avaient fait trembler les saints et les sages qui les avaient traitées depuis l'établissement du christianisme. La profession de foi d'Arminius ne différait pas beaucoup du dogme de l'église catholique romaine; elle était fondée sur les conciles, les SS. pères et les autorités de la religion chrétienne. Gommar cria au pélagien, au semi-pélagien, au papiste. On a écrit que, dans la chaleur de la contestation, il s'emporta au point de donner pour argumens des absurdités monstrueuses.

Jusqu'alors, la querelle n'avait troublé que

les écoles; mais peu à peu on en vint aux coups et aux combats dans les collèges et dans les lieux voisins : chacun prit parti; ce qu'un prédicateur avait établi le matin, fut réfuté et condamné l'après-midi par un autre dans la même chaire; le repos public se trouva compromis. Arminius adressa une ample remontrance aux états-généraux, ce qui fit nommer ceux de son parti les *remontrans*, et les Gommaristes y ayant répondu par une représentation encore plus diffuse, on les nomma les *contre-remontrans*.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande, Barneveldt, proposa d'étouffer ce schisme naissant, en employant toute l'autorité de l'état pour imposer silence aux partis; son avis ne fut point suivi, et quand on voulut le mettre à exécution quelques années après, il ne fut plus possible : au contraire on ordonna des colloques et des conférences : on disputait tous les jours tantôt dans un lieu, tantôt dans un autre, et deux fois les états-généraux furent témoins de ces controverses dans leur assemblée. Arminius et Gommar y défendirent leurs thèses par des sophismes, des vérités, de bons et de mauvais argumens, et toutes les subtilités scholastiques. C'était une répétition, une contradiction, une argumentation interminable et qui ne fit qu'aigrir les partis. Arminius mourut peu de temps après; mais il laissa des disciples qui réchauffèrent la querelle avec plus d'ardeur qu'auparavant.

Comme des intrigues qui tendaient à un autre but, se cachèrent sous ces disputes éclatantes qu'on avait intérêt de fomenter, les artisans, les femmes, les valets et les servantes prirent parti pour l'un ou l'autre professeur ou ses disciples, chacun selon son goût et son inclination. Car quoique le sujet de ces discussions fut indignement prostitué et fut devenu la matière des discours insolens du vulgaire, le peuple n'en comprenait pas même les termes. Les désordres allèrent toujours croissant pendant quelques années jusqu'au dénouement violent et tragique dont nous parlerons bientôt. En attendant, développons l'autre projet dont les différens théologiques n'étaient que le masque : il était plus secret, plus adroitement ménagé, mais aussi dangereux, et il ne menaçait pas moins la constitution de la république.

Maurice, comte de Nassau, ensuite prince d'Orange, était le puîné et fils du second lit de Guillaume I^{er}. A la mort de son père, et dans le désastre de sa maison, il était aux études à Leyden, et y était même assez négligé. Jean-Olden Barneveldt, pensionnaire de Hollande, le tira de cette obscurité à l'âge de dix-sept ans, pour le présenter aux états-généraux sous sa responsabilité, et le fit revêtir de toutes les charges et de toute l'autorité de feu son père. Il le soutint et lui servit de précepteur durant les tracasseries du gouvernement du comte de Leicester. Après

le départ de cet Anglais, Maurice entra réellement dans tous les emplois dont il n'avait eu d'abord que les titres. Il surpassa l'idée favorable que le peuple avait conçue de lui : nourri dans l'adversité, il en fit un si bon usage qu'il devint le plus grand homme de son temps. S'il égala à peine son père dans le cabinet, il le surpassa de beaucoup à la tête des armées. Il affermit la république de Hollande par ses exploits et ses conquêtes, dans un temps où sa faiblesse avait grand besoin d'un pareil secours. Sa valeur et son bonheur dans les armes lui acquirent de la réputation dans toute l'Europe. Les armées qu'il commandait ont été pendant quarante ans l'école des militaires de tous les grades des nations étrangères. Il jouissait dans sa patrie de la haute considération qu'il méritait et de l'amour des peuples.

Par une fatalité de destinée qui s'attache aux plus grands hommes, ce prince, au milieu de mille bonnes qualités, eut le défaut d'apprécier son mérite, et, trop sensible à la gloire, il se livra à l'ambition. Son père qui, en tant d'occasions, pouvait monter à la souveraineté, n'avait point paru vouloir en profiter. Il est vrai qu'on s'appuie, pour assurer le contraire, de l'acte qu'il négocia à l'admission du duc d'Alençon après l'Union d'Utrecht. C'est la seule présomption qu'on lui oppose, et c'est de là qu'on infère qu'il touchait à la souveraineté, quand il fut assassiné. Mais

s'il eut ce dessein, il est resté fort équivoque et même une énigme pour l'histoire.

Le prince Maurice ne put résister à l'ambition de parvenir un jour à la domination des provinces, pour la liberté desquelles il combattait tous les jours. Il couva longues années ce projet dans son sein ; il ne s'en ouvrit à personne, méditant sans cesse sur les mesures propres à le faire réussir : en attendant il imita la conduite de son père ; il sut afficher un grand désintéressement et user de dissimulation ; il avait toujours l'œil ouvert sur tout ce qui se formait de factions et de cabales, pour les mettre à profit quand il devrait s'en servir. Il est vraisemblable qu'il retouchait souvent son plan, mais il sentit bien qu'il n'en viendrait jamais à bout, à moins d'être assuré de l'ayen et de l'assistance du grand pensionnaire Barnevelt. Il le connaissait : son intégrité et ses sentimens républicains empêchaient Maurice de lui dévoiler ce secret ; enfin il résolut de mettre dans sa confiance la princesse douairière d'Orange, et d'y employer sa médiation : c'était Louise de Coligni, sa belle-mère, princesse d'une vertu et d'une fermeté éprouvées par les accidens les plus funestes. Elle avait perdu son père et Téligni, son premier mari, au massacre de la St-Barthélémi ; le prince d'Orange, son second époux, avait été assassiné presque en sa présence : cette princesse joignait à une sagacité

et à une douceur charmante, une prudence consommée dans les affaires les plus délicates. Elle passait pour un esprit supérieur en Hollande et partout ailleurs; le prince Maurice l'honorait beaucoup et la consultait souvent.

A la découverte de ce secret important, malgré toutes les raisons que la princesse avait de ménager Maurice pour son fils le prince Frédéric-Henri, qui n'avait alors pour toute fortune qu'un régiment de cavalerie au service des états, elle ne put approuver son plan; elle se servit de tout son ascendant, de tout son esprit, porté naturellement à l'équité, pour le détourner de ce projet injuste, qui, disait-elle, le conduirait dans le précipice, à sa ruine et à celle de sa maison. Il insista, il lui représenta qu'il était décidé à ne jamais se marier, que tout le bonheur et toute la grandeur qu'il se promettait, passeraient un jour sur la tête de son fils, son cher frère, pour qui il a effectivement prouvé son affection dans la suite; il l'engagea à s'ouvrir à Barneveldt sur ces propositions, ce qu'elle fit dans une longue et sérieuse conférence. Ce ministre fut étonné; il se jeta pour ainsi dire à ses pieds, et la conjura, dans les termes les plus touchans, d'épargner ce malheur au prince et à l'état. Il lui fit un discours vrai, ample et décisif. Il lui remontra combien son dévouement à la maison d'Orange et au prince était notoire. « Je verserais mon sang, ajouta-t-il, pour lui pro-
« curer non-seulement cette souveraineté qu'il

« recherche, mais même l'empire, si j'y voyais
« de la possibilité : le prince jouit d'un bonheur
« durable par la vénération publique et par l'au-
« torité qu'il a dans le gouvernement : s'il désire
« d'autres avantages, je le seconderai, et ne lui
« serai point un serviteur inutile ; mais une perte
« certaine l'attend, s'il persévère dans son en-
« treprise. S'il prend jamais le nom odieux de
« maître, il trouvera autant d'ennemis que d'ha-
« bitans ; sa vie sera menacée à chaque instant,
« et on lui enviera jusqu'aux livrées de ses do-
« mestiques ; indocile sur ce point depuis le pre-
« mier jusqu'au dernier citoyen, le peuple ne re-
« viendra jamais à l'état monarchique sans de
« violentes secousses. Il a prodigué son sang et
« ses biens, pendant cinquante ans, à combattre
« le puissant roi d'Espagne, à s'affranchir de son
« joug et à conquérir cette précieuse liberté dont
« il est si satisfait et même idolâtre ; pas un ha-
« bitant ne voudra se ranger sous la domina-
« tion d'un prince particulier : ainsi je conseille
« à Maurice de respecter cette liberté et de ne ja-
« mais y porter atteinte, s'il veut son bonheur et
« celui de toute sa maison. »

Ces raisons ne déplurent point à la princesse, qui avait des sentimens analogues. Elle fit son rapport à Maurice, en le tempérant de tout ce que la discrétion et la prudence pouvaient y ajouter ; mais, à la froideur que le prince lui témoigna, elle s'aperçut qu'elle n'avait rien gagné et qu'elle

ne l'avait point persuadé : dès lors, il ne parla plus de son projet, et ces entrevues, avec tout ce qui s'y était passé, furent enveloppées pendant long-temps d'un profond mystère, jusqu'à ce que l'occasion les fit connaître.

Cependant Maurice dissimula et vécut comme de coutume, mais, entêté plus que jamais, il se fortifia de jour en jour dans son dessein. L'ambition surmonta les autres passions et tous les beaux sentimens qu'il pouvait avoir. Il persista à vouloir tout risquer et parvenir à ses fins par des intrigues mieux ménagées et par un plus grand détour ; il résolut de perdre tous ceux dont il éprouverait de l'opposition, et Barneveldt lui-même. Dans cette pensée, attentif à tout ce qui se passait dans cette grande querelle théologique, sortie des écoles et qui partageait les opinions des sept provinces, il prévint que la plus saine partie de la nation se déclarerait pour les remontrants et la doctrine d'Arminius, mais que le plus grand nombre, les plus fougueux et les plus intrépides, seraient gommaristes. Olden-Barneveldt, grand-pensionnaire de Hollande ; Hoogherbeetz, pensionnaire de Leyden ; Hugue de Groot (Grotius), pensionnaire de Rotterdam ; Vanderhaen, pensionnaire de Haerlem ; Ledembergh, secrétaire d'Utrecht ; Uyt-en-Bogaert, ministre à La Haye, et quelques autres, la plupart gens de robe et regardés comme les plus éclairés et les meilleures têtes du pays, se déclarèrent pour Arminius.

Le prince, très-indifférent au fond sur les questions dont tout le monde se mêlait sans les entendre, et prêt à prendre le parti qui lui conviendrait, crut reconnaître ses ennemis dans les personnes qu'on a nommées : il se mit à appuyer les gommaristes; il les favorisait dans la brigue des magistratures et des autres charges qu'il pouvait leur faire obtenir sourdement; il grossissait ainsi le parti, de gens qui ignoraient à quel but ils l'embrassaient. Se voyant puissamment et secrètement protégés, sans savoir pourquoi ni comment, ils en devinrent plus insolens et le désordre augmenta. Je ne parle pas ici des petits combats, des livres, des libelles, des écrits qui inondèrent les provinces. J'abrège autant qu'il est possible une matière aussi fastidieuse. Un an ou deux après, le synode de Dordrecht s'assembla, et l'on vit le dénouement de toutes ces tracasseries. Dans l'entretemps, le prince Maurice prit ses mesures pour se concilier les puissances voisines et ne pas en appréhender d'obstacles, si elles voulaient s'immiscer dans l'exécution de son projet.

Un événement des plus affreux venait de se passer en France : c'était l'assassinat exécrable du grand roi Henri IV, commis par Ravillac le 14 mai 1610. Ce monarque avait pu s'apercevoir, durant son règne, que tous ses ennemis n'étaient pas morts, et que les cendres de la ligue fumaient encore de temps en temps (37).

Ce funeste accident fut un grand malheur pour

la France; mais dans les conjonctures pacifiques de cette époque, il n'eut point de suite ni une grande influence ailleurs. En Hollande on ne s'en ressentit pas beaucoup. La reine, nommée régente du royaume, confirma aussitôt l'alliance et les engagements de la couronne avec les états.

Maurice ne s'était pas flatté en vain de tirer quelque avantage de cet événement. Il s'était douté que la France et surtout le roi Henri IV, protecteur et ami déclaré de Barneveldt, n'approuveraient point ses desseins ambitieux, lorsqu'il s'agirait de les mettre à exécution. Il trouvait bien plus de ressources pour surmonter les obstacles, dans la régence, dans la faveur de quelques particuliers qui, tour-à-tour, s'emparèrent du ministère, et dans un gouvernement devenu plus faible depuis la mort du roi. Les dispositions du roi de la Grande-Bretagne paraissaient encore plus favorables. Ce prince, dès le commencement de son règne, fit voir que les Hollandais avaient beaucoup perdu à la mort de la reine Elisabeth; ils s'aperçurent que la protection anglaise déclinait à leur égard. Après la paix que ce roi conclut avec l'Espagne et les archiducs, le crédit des Provinces-Unies alla toujours baissant de plus en plus. Le roi Jacques s'était formé de grandes idées du roi et de la monarchie espagnole. Le comte de Gondemar, ambassadeur d'Espagne, non-seulement l'entretint dans cette prévention, mais acquit en outre un certain ascendant sur

l'esprit de ce prince ; il était de tous ses plaisirs , et il devint son ami et son confident. Les Anglais et les ministres des princes étrangers murmuraient en voyant que le roi agissait souvent par le conseil de cet ambassadeur : on lui attribua même quelques fausses démarches qui eurent lieu sous ce règne.

Le roi Jacques, nous l'avons dit, avait de l'éducation et une érudition toute singulière, qui ordinairement n'est pas la science des rois : il se piquait d'être grand théologien. Les nouveautés en matière de religion se multipliaient tous les jours par les hérésies du temps, par nombre de sectaires et d'esprits forts. C'était faire sa cour au roi de la Grande-Bretagne que de lui envoyer les controverses et les nouvelles productions ; aussi les auteurs n'y manquaient pas, et il en décidait en maître.

Un certain Conrard de Vorst ou Vorstius fut destiné à remplacer Arminius quelque temps après sa mort ; on le fit venir de Steinfurt dans le comté de Bentheim, où il était professeur. Il avait fait un traité *de Deo*, qui avait trouvé des contradicteurs en Hollande ; il en publia une apologie, et, suivant la coutume des docteurs d'alors, il envoya l'un et l'autre au roi Jacques. Ce prince parcourut avidement ces ouvrages, et les trouva pernicieux ; il ordonna à son ambassadeur de protester incessamment contre ce livre impie et scandaleux, et prit la peine de dénoncer lui-même les propo-

sitions erronées qu'il y trouva; il composa un manifeste pour les détruire, et son ambassadeur Winwood eut plusieurs audiences à ce sujet. Les états-généraux, Vorstius et ses amis écrivirent pour apaiser le roi; on tint pour vacante la place de Vorstius, mais il fallut, pour plaire au roi, le reléguer dans quelque pays éloigné où il pût trouver un autre emploi. Le roi avait fait brûler ses livres en Angleterre, et il écrivit sur la fin aux états-généraux que « pour faire brûler Vorst, « à cause de ses blasphèmes et de son athéisme, il « s'en rapportait à leur sagesse chrétienne, mais « que jamais hérétique n'avait été plus digne du « feu. » Les gommaristes avaient préoccupé l'esprit du roi; il trouva la doctrine des arminiens trop relâché, et les condamna d'avance.

Il conservait encore un ressentiment particulier contre Barnevelt, qui, étant en Angleterre, avait demandé la restitution des places de Flessingue, Bricle et Ramekens, que les Anglais tenaient en gage pour les sommes avancées en prêt par la reine Elisabeth. On avait composé et transigé sur les intérêts; il restait encore à payer une somme d'environ cinq millions. Le roi s'expliqua en plein conseil et dit à Barnevelt qu'il rendrait ces places quand on lui rendrait son argent. Barnevelt partit, mais le roi fut fort surpris quand, peu de temps après, Caron, agent des Hollandais, lui demanda des commissaires pour liquider et recevoir le paiement; il avait fixé lui-même la somme comme

par défi, car elle était encore plus considérable : il ne croyait pas que les finances des Hollandais fussent en état de suffire à ce remboursement. Après une déclaration si solennelle, il ne pouvait plus se rétracter : les places furent évacuées et remises l'an 1616 ; les Anglais en murmuraient, et le roi se fâcha extrêmement d'avoir été pris au mot. Il s'était beaucoup immiscé dans ces troubles de religion en Hollande ; il avait étudié la question et les disputes. Il en avait écrit de longues épîtres aux états de Hollande, aux états-généraux, comme *ad Thessalonicenses*, *ad Corinthios* ; il se glorifiait d'être le protecteur des églises belgiques.

Cependant ses soins et son zèle ne calmèrent point le désordre, qui était monté au plus haut période ; il y eut des séditions à Amsterdam, à Delft et ailleurs. Les villes avaient pris à leur solde, et pour leur sûreté, des milices et des gens de guerre ; tout annonçait un soulèvement général. On crut trouver un remède dans un synode, qu'on nomma national. Ce synode, convoqué à Dordrecht, s'ouvrit le 13 novembre 1618. On y avait invité les églises protestantes étrangères et en premier lieu les Anglais ; ils y vinrent en grand cortège. Les protestans du Palatinat, de la Hesse, de Genève, de Brême, d'Embsen et quelques Suisses s'y rendirent. Les Arminiens furent entendus, mais leur condamnation était concertée. M. de la Neufville fait le récit des séances

et des canons de ce synode; il conclut par démontrer que cette assemblée était tyrannique, illégitime; il pouvait ajouter, et ridicule. Les Anglais et d'autres s'en moquèrent ouvertement; par une charlatannerie mal déguisée, on voulut imiter dans ce synode les formalités, les termes et la méthode de ces conciles œcuméniques, si respectables à tous les chrétiens. Les décisions de cette assemblée se bornèrent à foudroyer et anathématiser les cinq propositions d'Arminius. La doctrine en fut condamnée et proscrite, ainsi que ses auteurs et défenseurs, avec une espèce de sentence criminelle à leur charge. Le prince Maurice assembla quelques troupes, et alla de ville en ville exécuter les décrets du synode; il y changea les magistrats, licencia les nouvelles levées, emprisonna des citoyens, destitua des fonctionnaires. C'est alors qu'on trouva moyen d'envelopper dans la poursuite criminelle Barneveldt et les autres personnages que nous avons nommés. Nous parlerons au chapitre suivant de cet événement, qui mit fin aux querelles des sectaires. Ce qu'il y a de singulier dans cette affaire, c'est que ce synode coûta un million à l'état, que les arméniens ne se soumirent pas, et qu'ils formèrent une secte particulière qui s'est perpétuée jusqu'à présent comme une quantité d'autres qui existent en Hollande à la faveur de la tolérance générale.

CHAPITRE IL

Fin des troubles de religion en Hollande. — Rupture de la trêve et nouvelle guerre ; motifs de cette guerre. — Le prince Maurice meurt en 1625. — Mort de l'archiduc Albert, du roi d'Espagne, Philippe III, et du roi de la Grande-Bretagne. — Situation des affaires et des cours des puissances voisines ou intéressées dans cette guerre.

DANS le chapitre précédent, nous n'avons indiqué que par l'époque la fin des troubles de religion. Nous ajouterons ici quelques circonstances essentielles sur lesquelles nous ne nous appesantissons point, quoique ces controverses scholastiques aient été d'une grande importance pour la nouvelle république qu'elles tendaient à renverser jusque dans ses fondemens. Dix à douze ans auparavant, lorsque l'Espagne ouvrait les bras à tous les mécontents, il en eût fallu moins pour la détruire. Mais trop de détails sur cet objet seraient fastidieux aux étrangers et aux lecteurs de ce siècle.

La poursuite criminelle contre Barneveldt, Grotius, Vander Haen et autres hommes probes, les plus savans du pays, et revêtus des premières charges, était une de ces entreprises téméraires dans lesquelles il faut réussir ou périr surtout chez un gouvernement républicain. Jean Oldén-

Barnevelt était d'une maison de l'ancienne noblesse de la province d'Over-Yssel. Il avait été conseiller-pensionnaire de Rotterdam; il était républicain décidé, habile négociateur; il connaissait le fort et le faible de l'état qu'il gouvernait; il était célèbre par nombre d'ambassades, et en grande estime près du roi Henri IV et de la reine Elisabeth. On a vu le motif de la haine cachée du prince, par la dangereuse confiance d'un secret hasardé sans succès. François Aersens, fils de Corneil, greffier des états, dont il a été parlé dans un démêlé qu'il eut avec le P. Neyen à Delft, pendant les conférences pour la paix, intervint dans l'affaire dont il s'agit. Ce François Aersens n'avait point l'intégrité ni la réputation avantageuse de son père; il avait été ambassadeur en France, et en était parti fort méprisé de la cour. Il passait pour un intrigant dangereux et fourbe; les Français, les Hollandais et les autres contemporains qui en ont parlé, en disent du mal. Cet homme, accroché au prince Maurice, fortifia sa haine contre Barnevelt, et l'on croit qu'il conduisit la plupart de ces mauvaises intrigues dans le dessein de profiter de sa dépouille. On accusait Barnevelt de prévarications dans l'exercice de sa charge, d'avoir changé les instructions des ministres dans les cours étrangères, d'avoir troublé le repos public. On lui reprochait d'avoir calomnié le prince stadthouder, en disant qu'il voulait

s'emparer de la souveraineté. Une vile populace, corrompue et payée d'avance, criait qu'il avait vendu la patrie aux Espagnols, aux papistes. Aucune de ces inculpations ne fut prouvée, ni vérifiée.

La province de Hollande réclamait les prisonniers, et disputait contre les états-généraux ; parmi ceux-ci quelques-uns n'étaient pas d'accord avec leurs commettans. Les juges étaient partagés, les prédicateurs tonnaient en chaire et provoquaient l'exécution des décrets du synode. Le stadthouder et la force militaire influaient partout ; enfin, à la faveur des désordres, on fit condamner, à l'âge de 72 ans, Barneveldt, qui avait blanchi au service de la république ; il eut la tête tranchée à la Haye, le 13 mai 1619, les troupes étant sous les armes. La princesse douairière d'Orange avait intercédé inutilement pour ce vieillard, et l'on n'eut aucun égard aux démarches, aux reproches et aux menaces de l'ambassadeur de France. Par la même sentence, les pensionnaires Hoogherbeetz et Grotius furent condamnés, sous les mêmes prétextes, à une prison perpétuelle ; on les enferma au château de Loevenstein ; Vander Haen fut banni ; le prince s'attendait à les voir s'humilier pour leur faire grâce ; aucun d'eux ne le fit : Hoogherbeetz fut élargi quelques années après ; Vander Haen alla en Holstein, où le duc le nomma membre de son con-

seil privé et un de ses premiers ministres ; Grotius s'échappa de prison par l'adresse de sa femme et d'une manière ingénieuse. Nous y reviendrons lorsque nous le verrons ambassadeur de Suède en France. Ce fut ainsi qu'on parvint à assoupir ou plutôt à écraser, par force et par adresse, les troubles intérieurs, dont le contre-coup dans la suite rejaillit sur le prince même.

Nous avons dit que les arminiens éludèrent toutes les procédures bruyantes dont on avait voulu les accabler. Quelques-uns des principaux s'absentèrent, les autres demeurèrent et sont encore aujourd'hui dans les Provinces-Unies sous le nom d'arminiens ; ils ont ajouté ou retranché ce qu'ils ont voulu dans leur croyance ; ils font une secte particulière à la faveur de la tolérance. Ce dénouement trompa ceux qui avaient une haute idée de ce synode qui devait tout décider et tout apaiser par ses oracles. Ils jugèrent que l'état aurait pu épargner les sommes considérables employées à défrayer les députés et les étrangers, au nombre desquels les huguenots de France, quoiqu'invités, ne furent point admis, et qu'on aurait en outre évité d'appréter à rire aux autres nations. C'est de ce synode de Dordrecht qu'Owenus, poète de la cour en Angleterre, fameux par ses épigrammes, a dit en vers latins, imitant l'écho :

Quid synodus? nodus: patrum chorus integer? æger:
Conventus? ventus: sessio? stramen: amen.

Nous avons développé les projets de Maurice : on doit s'étonner de la conduite singulière qu'il tint au moment de l'exécution : il s'arrêta et n'osa pousser à bout son dessein. La guerre s'allumait ; il avait les armes à la main , il s'était fait craindre par sa dernière expédition dans les villes et dans les campagnes ; ses ennemis étaient morts ou ruinés ; tout ce qui lui portait ombrage était dissipé : il semble qu'il n'avait plus qu'un pas à avancer , et ce pas, il ne le fit point. Il est certain que l'irrégularité et la rigueur des dernières procédures lui firent un tort infini ; son projet éclatait malgré lui. Soit remords ou repentir, irrésolution ou terreur inspirée par la grandeur de son entreprise, il reconnut qu'il avait trop ou trop peu fait. Appliqué sans relâche depuis longues années à prévoir tous les obstacles possibles, il en rencontra ici d'imprévus. Il voulut commencer par sonder ses partisans et essayer de les faire agir, mais il éprouva ce qu'on lui avait prédit ; tous ces gommuristes qu'il avait favorisés, et tant d'autres qu'il avait comblés de bienfaits presque à leur insu, lui étaient fort reconnaissans ; mais l'amour de la liberté l'emportant chez eux, personne ne voulut en faire son maître. Ainsi son secret fut éventé ; et, comme la réussite d'un tel projet n'est pas compatible avec l'hésitation, les vaines tentatives qu'il fit et qui furent connues, le firent souverainement mépriser. D'Aubri du

Maurier dit que ce prince, lorsqu'il passait dans les rues des villes de Hollande, était auparavant vénéré, respecté et caressé par les habitants de toutes les classes, mais qu'après ces découvertes, ayant un jour traversé la place de Gorcum à l'heure de midi, au milieu d'une foule de peuple qui y était rassemblée, personne ne lui ôta seulement le chapeau pour le saluer. Le prince ressentit si vivement ce mépris, ainsi que plusieurs autres affronts qu'il essuyait tous les jours, qu'il en conçut les chagrins les plus amers : il en fut accablé ; ils dérangèrent sa santé et le mirent au tombeau cinq ans après. Cependant il était alors en état de se passer de tout secours et d'y suppléer par son propre bien, car il avait recueilli l'opulente succession de son frère aîné, Philippe-Guillaume, prince d'Orange, qui avait été enlevé de l'université de Louvain au commencement des troubles, et détenu 28 ans en Espagne. Ce prince était revenu aux Pays-Bas et demeurait dans son hôtel à Bruxelles : auparavant il avait habité Bréda. Les biens de sa maison lui avaient été restitués par les Espagnols ; il était en outre fort riche par sa mère, héritière d'Egmont Buren, première femme du prince Guillaume ; il vivait paisiblement, sans se mêler des affaires publiques, et il avait épousé Eléonore de Bourbon, fille de Henri prince de Condé, et de Charlotte de la Trémouille, sa seconde femme ; il n'en eut point

d'enfans. Comme il était catholique et circonvenu par les Espagnols, la bonne intelligence avec ses frères Maurice et Frédéric-Henri, nés de différentes mères, n'avait pas toujours été constante. La princesse douairière (Colligni) qui était seconde belle-mère du premier, et mère du dernier seulement, honorée et respectée également de tous trois, avait toujours entretenu et cimenté la concorde et l'union dans la famille, malgré les circonstances orageuses. Philippe-Guillaume étant légèrement incommodé, un valet-de-chambre mal-adroit le blessa en lui appliquant un remède; il mourut le 10 février 1618, de la gangrène causée par cet accident. Ses dépenses avaient été fortes; il fit des legs considérables à sa femme, qui mourut en France en janvier 1619, et à ses domestiques; mais il institua pour son héritier universel, son frère Maurice, qu'on nommait déjà prince, et qui prit alors le nom de prince d'Orange.

Nous devons maintenant expliquer la cause et les motifs d'une première et d'une seconde querelle qui engagea les archiducs d'un côté, et les Provinces-Unies de l'autre, dans une rupture et une nouvelle guerre; ils y furent entraînés insensiblement, et presque malgré eux, comme auxiliaires. Ces différends naquirent en Allemagne, le premier par la mort de Jean-Guillaume, dernier duc de Clèves, de Juliers et de

Bergh. Il avait épousé successivement une marquise de Bade et une princesse de Lorraine Vaudemont; il décéda sans enfans, le 15 mars 1609. Ce prince avait quatre sœurs mariées; elles prétendirent à sa succession qui était très-considérable; son grand-père, duc de Clèves, avait formé cet état par son mariage avec l'héritière de Juliers; il consistait dans les duchés de Clèves, Juliers, Bergh; les comtés de la Marck; Ravensbergh, Ravenstein, Mœurs, Zaarwerden et autres situés dans le cercle du Bas-Rhin et aux environs. Des quatre princesses sœurs du défunt duc, l'aînée était Marie-Eléonore, mariée, l'an 1572, à Albert-Frédéric, duc de Prusse-Brandebourg. Ce mariage s'était fait avec les clauses les plus expresses au sujet de la succession éventuelle, pour l'intégrité et l'indivisibilité de l'état à perpétuité, et l'ordre de primogéniture dans la ligne féminine; ces dispositions avaient été confirmées solennellement par un diplôme des empereurs. Cette duchesse de Prusse était morte; elle était représentée par sa fille aînée, Anne, électrice régnante de Brandebourg, femme de Jean-Sigismond, électeur, son cousin. La seconde sœur du duc de Clèves était Anne; épouse vivante de Philippe-Louis Palatin, duc de Neubourg, et mère de Wolfgang-Guillaume; elle avait été mariée avec de pareilles clauses et un pacte de famille également confirmé par tou-

tes les formalités requises. La troisième, Madeleine, était mariée à Jean Palatin, duc de Deux-Ponts, et la quatrième, Sybille, était unie à Charles d'Autriche, marquis de Burgovie, frère du cardinal André, dont nous avons parlé.

L'électeur de Saxe se mit aussi sur les rangs et prétendit à la succession par représentation, en vertu de clauses et pactes de famille, antérieurs au mariage d'une princesse de Clèves, tante des quatre sœurs de Jean-Guillaume. Le duc de Nevers, qui était alors de la maison de Clèves, vint de France à Cologne pour faire valoir son nom et d'anciennes substitutions de nom et d'armes dans cette maison.

Malgré tous ces prétendans, et d'autres encore qui tâchaient de se mettre en possession, on vit facilement que la question ne se déciderait qu'entre l'électeur de Brandebourg et la duchesse de Neubourg; ils avaient le droit pour eux et étaient les plus puissans; ils furent aussi les plus diligens. Wolfgang, duc de Neubourg, pour son père, et Ernest, margrave de Brandebourg, pour l'électeur son frère, se mirent en possession chacun de ce qu'il put; ils firent des traités et des conventions avec les états et les villes du pays, sans en venir aux armes; ils usèrent de bonne foi, de ménagemens et d'égards. Ces princes se virent plusieurs fois, et enfin, par la médiation du landgrave de Hesse et d'autres, ils conclurent

à Dortmund un traité qu'on pourrait nommer de confraternité et de société. L'électeur et le duc de Neubourg ; co-seigneurs , convinrent qu'ils posséderaient tout en commun , jusqu'à ce que , par quelque transaction , ils pussent s'arranger à l'amiable ; on les nommait les princes possédans.

Le traité de Dortmund fut suivi de celui de Dousburgh , à quelques mois de distance , en 1609 , immédiatement après la mort du duc de Clèves. Ils établirent cette co-régence qui , par un accord aussi rare que sincère , subsista jusqu'à l'an 1613.

L'empereur Rodolphe II aurait bien voulu insinuer que cette succession à tant d'états considérables , par défaut d'hoir mâle , était dévolue à l'empire , mais les pactes de famille avaient passé par trop de confirmations et d'homologations pour que les droits de la ligne féminine fussent méconnus. Comme juge suprême , il se contenta d'ordonner le séquestre de cette succession , pour l'adjuger à celui d'entre les prétendans qui y aurait droit , après l'examen de la cause. L'archiduc Léopold , évêque de Strasbourg , commissaire de la part de l'empereur , vint sur les lieux pour apposer ce séquestre.

Cependant l'Allemagne se partagea ; la conduite des prétendans , surtout celle des princes possédans , causa de l'inquiétude et alarma beau-

coup les catholiques. Le nonce du pape, les électeurs ecclésiastiques et d'autres princes prirent leurs mesures, indiquèrent des assemblées entre eux; la principale fut celle de Wurtzbourg, où se conclut une confédération en faveur de l'empereur, qui fut nommée ligue catholique, pour lui assurer l'établissement du séquestre et la décision du procès. Le duc de Bavière était à la tête de cette ligue : le roi d'Espagne y était engagé, et par conséquent les archiducs. On ne voulait pas voir passer ces états sans conditions et sans la participation de l'empereur et de l'Empire, dans la possession de deux princes protestans. Les protestans se remuèrent à leur tour; ils eurent aussi leurs congrès et leurs entrevues, et conclurent à Hall en Saxe une contre-ligue, qui fut nommée Union; elle fut destinée à maintenir la concorde entre les co-régens. Peu à peu les étrangers y prirent part. Les princes possédans, aussitôt après le traité de Dortmund, avaient écrit de concert et collectivement des lettres pour demander du secours aux puissances étrangères, à la France, aux Hollandais et à d'autres.

Henri IV avait résolu de les secourir et s'y était préparé. On a dit que lorsqu'il fut assassiné, son départ était fixé à trois jours plus tard, et qu'il allait commencer la guerre en Allemagne. Il avait exhorté les Hollandais à prendre le même parti, et à faire marcher le prince Maurice avec

des troupes dans le pays de Clèves et sur les frontières; la république, rassurée par la confirmation donnée par la régente à tous les engagements que le feu roi avait contractés, y envoya quelques-unes de ses troupes et celles que la France soldait en Hollande.

Le prince Maurice, pour préparer le succès de ses desseins, voulait se rendre nécessaire par une nouvelle guerre. Ils étaient, le marquis de Spinola et lui, les deux plus grands capitaines de leur temps; chacun de son côté se proposait de briller dans cette lutte, et s'y trouvait comme dans son élément. Ainsi, dès les premières années, on vit le prince Maurice et le maréchal de la Châtre commander une armée auxiliaire d'un côté, tandis que Spinola, avec des officiers généraux impériaux et espagnols, amenait aussi à l'autre parti une armée auxiliaire.

Les hostilités avaient commencé, et la guerre se fit dans les formes, sans enfreindre néanmoins la trêve aux Pays-Bas : elle s'y observait religieusement, et personne ne voulait la rompre.

Les motifs de la guerre étaient, d'une part, l'établissement du séquestre et de la commission impériale; de l'autre, le maintien des princes possédans. Mais en 1614 mourut Philippe-Louis duc de Neubourg, et son fils Wolfgang pensa à d'autres mesures; il parla de compromis, de s'en rapporter au jugement de l'empereur, à la décision de

l'empire. Il embrassa ensuite la religion catholique, et épousa la sœur du duc de Bavière. En conséquence il s'acquit la protection de la ligue catholique, tandis que l'électeur de Brandebourg fut d'autant plus fortement appuyé par les protestans. Cependant nombre d'opérations et d'attaques avaient eu lieu. Juliers avec sa citadelle avait été pris et repris après un long siège; on avait fait des entreprises sur Dusseldorf et sur Aix-la-Chapelle : le comté de Ravensberg avait été occupé par l'un et l'autre parti pendant la durée de la société des deux maisons. Le système venait de changer de face, et leurs intérêts n'étaient plus les mêmes. La grande guerre survint alors; elle se confondit bientôt avec celle qui se faisait pour la succession de Clèves, et embrassa une infinité de prétentions qu'il n'était plus possible de distinguer. Les deux maisons, pour échapper à cet embrasement général, firent des partages provisoires et conclurent entre elles divers traités à ce sujet. Il y en eut trois à Dusseldorf en 1624, 1629 et 1647; cependant leur différend dura jusqu'à l'an 1666, que, le 9 septembre, il fut conclu un traité définitif entre Brandebourg et Neubourg; il convertit en un partage effectif tous les partages et tous les anciens traités provisoires. Les armes et les titres avaient fait un point de contestation : il fut décidé qu'ils seraient communs aux deux parties : cette convention explique

pourquoi on les voit dans ces deux maisons, et même dans celles qui n'avaient point concouru au traité, telles que celle de Saxe et celle de Clèves-Nevers, qui fut fondue dans la maison de Gonzaga, jusqu'au dernier duc de Mantoue, mort en 1708.

Cette grande et funeste guerre éclata en 1618; elle est ordinairement nommée guerre de 30 ans, parce qu'elle dura autant et ne fut terminée qu'à la paix générale de Westphalie. Ce fut un embrasement universel qui réunit tous les autres incendies, et désola non-seulement l'Allemagne, où il prit naissance, mais même presque tous les états de l'Europe (38). En outre, Frédéric V, électeur palatin, avait accepté en 1619 le trône de Bohême que lui avaient offert les sujets révoltés de l'empereur Ferdinand : le duc de Bavière, l'électeur de Saxe et presque toute l'Allemagne se liguèrent contre Frédéric, tandis que le prince Maurice d'Orange, oncle de l'électeur, par sa sœur Julienne, et en France le duc de Bouillon, qui avait pour épouse une autre princesse d'Orange, se trouvaient très-flattés de ce grand projet. Le prince d'Orange, sans oser épouser ouvertement cette querelle, fonda sur cette élévation des espérances chimériques pour le succès de ses desseins et les alliances qu'elle lui procurerait en Allemagne : d'un autre côté, le duc de Bouillon parut tellement persuadé de la stabilité de la nouvelle grandeur de son neveu, que, se trouvant à Sedan mé-

content de la cour, et apprenant de Paris que le roi avait fait une promotion de chevaliers du cordon bleu, il répondit que le roi faisait bien de s'amuser à faire des chevaliers en France, tandis que lui à Sedan faisait des rois en Allemagne.

Cependant l'électeur palatin fut vaincu, chassé de la Bohême, dépouillé de ses propres états, et obligé de se réfugier en Hollande et ensuite à Mayence, où il mourut. Personne ne ressentit plus vivement le malheur de cette chute que le prince d'Orange, dont les plans se trouvèrent renversés : le plus grand poids de cette disgrâce retombait sur lui. Il est à propos de tracer ici l'histoire des dernières années de la vie du prince, et de montrer comment les Pays-Bas se trouvèrent engagés comme auxiliaires dans cette grande guerre d'Allemagne, à laquelle toutes les puissances prirent part l'une après l'autre. Nous examinerons aussi la situation et les intérêts des différentes cours depuis la trêve.

Maurice prince d'Orange, toujours agité des mêmes sentimens, dévoré de la même ambition et de la même inquiétude, n'avait retardé l'exécution de ses desseins que pour mieux en assurer le succès par la guerre qu'il prévoyait : elle eut lieu, mais l'occasion de la révolte de Bohême lui parut encore plus importante : il aida Frédéric de ses conseils et de toutes ses forces, persuadé

qu'en le maintenant roi de Bohême, il acquerrait dans l'empire une supériorité dont il pourrait faire usage pour son projet sur les Provinces-Unies. Après la catastrophe du nouveau roi, Maurice fut surtout affligé de la conduite étrange que le roi d'Angleterre avait tenue dans tout ce démêlé, et de voir baisser le crédit qu'il croyait avoir sur ce monarque, qui même lui témoignait de la froideur. Il est possible et vraisemblable que, si le roi Jacques eût montré un peu de vigueur, les choses n'en seraient pas venues à cette extrémité ; mais il était choqué de voir ses avis méprisés, et il écoutait l'ambassadeur d'Espagne, qui l'amusait continuellement par des propositions, des médiations, des accommodemens, pendant qu'on dépouillait le Palatin son gendre. Lorsqu'à la fin il eût voulu s'interposer dans cette affaire, il était trop tard.

Maurice, au milieu de ses traverses et de ses chagrins, fit ses campagnes à l'ordinaire. Son armée était l'école militaire de toute la jeunesse de l'Europe protestante et alliée, tandis que celle du marquis Spinola était celle de tous les catholiques. Ces deux émules, tous deux grands capitaines, se distinguèrent par beaucoup d'exploits mémorables ; ils dirigèrent aussi les opérations de leurs subalternes ; car la guerre se fit dès-lors partout, et devint universelle. Le prince employa beaucoup Frédéric-Henri, son frère, qui profita de

cette expérience, et acquit aussi par la suite la réputation de grand général.

Lorsque l'électeur palatin vint se réfugier en Hollande avec tout ce qui le suivait dans ses malheurs, les états-généraux, par égard pour le prince d'Orange, le reçurent en roi, et lui assignèrent une forte pension pour lui, sa nombreuse famille et sa cour. Dans la suite, quand il fut obligé de désarmer tout-à-fait dans l'espoir d'un accommodement, les mêmes états prirent à leur service les débris de ses troupes et leurs officiers, entr'autres deux, dont il est difficile d'indiquer les grades : c'étaient l'évêque protestant d'Alberstadt (Christian de Brunswyck) et le bâtard Mansfelt. Ces deux chefs, par leur valeur et leur témérité, et encore plus par leurs pillages, passaient pour les fléaux du genre humain. Ils firent la guerre pour leur propre compte, et des courses en Westphalie, où ils commirent des désordres effroyables. Le comte de Tilly vengea l'humanité, les atteignit l'un après l'autre, les battit cruellement et détruisit leurs petites armées.

Le marquis Spinola, de son côté, après avoir pris pied à pied tout le Bas-Palatinat, revint en Brabant, et y forma le siège de Berg-op-Zoom. Il avait pour auxiliaire Gonzale de Cordua, bon général espagnol. Malgré toute leur vigilance, les princes d'Orange parvinrent à en faire lever le siège; le marquis prit sa revanche quelque temps

après par le siège de Bréda. Ce siège fut long et fameux. Bréda était du patrimoine de Nassau : les princes d'Orange firent tout ce qui est imaginable par ruses de guerre et par diversions, pour dégager cette ville. Ils tentèrent vainement jusqu'à deux escalades sur Anvers ; mais voyant Bréda insecourable, le prince Maurice en conçut un chagrin qui lui donna la mort. Il languissait depuis long-temps ; il avait éprouvé en Hollande des marques fréquentes de méfiance. Les arméniens s'étaient relevés ; des membres de la famille de Barnevelt et leurs amis avaient attenté sur sa personne par des conjurations : tous ces déboires et ces chagrins, joints à ceux qu'il nourrissait depuis long-temps, le mirent au tombeau. Il mourut d'un schirre, le 23 avril 1625, âgé de 57 ans et cinq mois. Ce prince n'avait jamais voulu se marier ; il entretenait constamment une maîtresse, que les Français, par défaut de connaissance des familles du pays, n'ont pu nommer sans estropier son nom. Aubry du Maurier dit que c'était une demoiselle de Malines, qui se nommait de la Mecq. Elle n'était point de Malines, mais elle en portait le nom de famille ; elle se nommait Gertrude van Mechelen (39).

Maurice en a eu quelques enfans, dont descendent des branches qui toutes portent le nom de comtes de Nassau, par diplôme de l'empereur Léopold. On les distingue en Nassau-Laleck, Be-

verweert, Odyck, Auwerkercke, Woudenburgh, dans lesquelles il y a eu de grands hommes qui se sont signalés à la guerre, dans les ambassades et au service de l'état.

Comme ce prince, sur la fin de ses jours, souffrait et s'affaiblissait beaucoup, il devint quinteux et fantasque à certains égards. Il avait toujours aimé son frère Frédéric-Henri; il lui destinait non-seulement toute la succession d'Orange, mais la charge de Stadthouder et tous ses emplois. Il souhaitait souvent de le voir marié. La princesse douairière d'Orange (Coligni), mère de Frédéric-Henri, avait négocié, de l'aveu de Maurice, l'alliance de son fils avec la fille du landgrave de Hesse-Cassel; mais au lit de la mort, il changea d'avis et préféra pour être l'épouse de son frère la comtesse Amélie de Solms, d'une famille illustre de l'empire, alliée autrefois à celle de Nassau, et personnellement d'un très-grand mérite. Elle était venue en Hollande à la suite de la prétendue reine de Bohême. Quoiqu'on lui exposât que la négociation était trop avancée à la cour de Hesse pour la rompre, il persista, et comme le mariage se différait trop selon lui, il menaça que si on ne lui donnait point cette satisfaction pendant le peu qu'il avait à vivre, une heure avant sa mort il épouserait lui-même Geertje van Mechelen, pour légitimer tous ses enfans naturels. Le mariage avec la comtesse de Solms fut célébré

au chevet de son lit, sans pompe, le 31 mars 1625, 23 jours avant sa mort.

Avant d'entreprendre l'histoire du prince d'Orange Frédéric-Henri, successeur de Maurice, et de tracer les suites de la guerre qui prenait tous les jours un caractère plus animé, il me paraît convenable d'examiner la situation des gouvernemens circonvoisins, et d'en rapporter les événemens à l'époque que je traite : par ces rapprochemens, on connaîtra mieux la part et l'influence qu'ils ont eues dans la guerre, et l'état des deux sections des provinces belgiques.

Les provinces catholiques, sous la domination des archiducs, continuaient à jouir d'une paix qui ne fut point troublée par des schismes ou des révoltes à cause de la religion ou du gouvernement. On y réparait les pertes et les dommages soufferts; tous les ordres de l'état s'empressaient à remettre les choses sur l'ancien pied et à faire refleurir le pays. Le commerce reprit certain lustre, mais médiocrement, en comparaison de l'éclat éblouissant qu'il jetait dans les Provinces-Unies. Ce commerce, au milieu des discordes intérieures et des vices du gouvernement républicain, devait suppléer à tout; c'était l'unique ressource et le seul remède à tous les maux, dont cette nouvelle république était agitée : aussi était-il prodigieux et incroyable. Dans un chapitre séparé, je montrerai l'accroissement et le bonheur inoui de

ce commerce, qui, vers cette époque et dans la suite, s'éleva à un degré de puissance qui passe l'imagination.

Les provinces catholiques se ressentirent du différend qui venait de s'élever en Allemagne, au sujet de la succession de Clèves : cependant elles n'étaient menacées que de loin par les préparatifs et même par le feu de la guerre, quoique la trêve fut alors en quelque sorte rompue : en effet les hostilités s'étaient portées sur le Rhin et hors du cercle des provinces.

Une perte qu'elles firent bientôt après, fut plus sensible. Le 13 juillet 1621, l'archiduc Albert décéda à Bruxelles d'une goutte remontée; il avait soixante-un ans, et, depuis quelques années, il souffrait des cruelles douleurs de cette maladie. Ce prince était surnommé le pieux, et l'était réellement : juste, appliqué, libéral et d'une vertu à l'épreuve de la fortune, sa valeur avait brillé à la guerre, lorsqu'il était gouverneur des Pays-Bas et depuis qu'il en était souverain. Après la trêve, il avait conçu un désir prononcé d'établir une paix solide et définitive entre les provinces; il n'oublia ni invitations, ni démarches pour y parvenir; il ne réussit pas à cause du peu de disposition qu'il trouva dans les Provinces-Unies, pendant la vie du prince Maurice, qui méditait d'autres projets. Son éducation à la cour d'Espagne, et l'étiquette du roi Philippe II

donnaient à l'archiduc Albert un air réservé, fier et taciturne, dont il n'a jamais pu se défaire; il conservait les manières et l'idiome espagnol; mais souvent les vertus mêmes de ce pays-là étaient déplacées dans celui-ci, surtout après une révolution si récente. Il fut regretté dans les Pays-Bas; on eut pour lui, après sa mort, les mêmes sentimens d'estime et de vénération qu'il s'était attirés pendant sa vie; car l'infante l'emporta de beaucoup sur son époux dans l'amour des peuples : *Senza dubbio, é molto piu amata l'infanta generalmente, che non é l'archiduca, e ha maniere di gran-longa piu amabili*, dit Bentivoglio dans ses relations. Tous les auteurs qui ont écrit sur ce sujet en parlent de même.

L'infante, après la mort de l'archiduc, suivant les pactes matrimoniaux et les clauses de la cession faite par le roi Philippe II, demeura gouvernante générale des Pays-Bas sa vie durant, mais la propriété passa à Philippe IV, roi d'Espagne, son neveu, au nom duquel elle gouverna désormais ces provinces jusqu'à sa mort, en 1633. Son gouvernement ne différa en rien de sa domination précédente; elle avait à sa cour un surveillant de plus, qui était le marquis de Bedmar, depuis cardinal de la Cueva, dont on parlera en rappelant quelques événemens du règne de Philippe III.

L'infante fut entraînée, malgré elle et malgré son amour pour ses peuples, dans ces guerres compliquées et limitrophes dont nous avons fait mention. Le marquis de Spinola était général des armes, et maître aussi absolu des opérations de la guerre que des subsides d'Espagne.

La trêve étant expirée le 9 avril 1621, elle fut prolongée une fois ou deux pour quelques mois, et ensuite tacitement, puisqu'on n'en parla plus. La guerre ne cessa point, comme nous l'avons vu : il se fit des expéditions et des sièges, sans déclarations; personne, de part ni d'autre, ne voulait rompre la trêve qu'on supposait exister toujours, ni passer pour l'agresseur; cependant les hostilités les plus marquées continuaient, quoiqu'on négociât avec mystère quelque accommodement. (40) J'ai vu des documens qu'on garde dans les archives de Bruxelles et qui rapportent cette circonstance; elle eut lieu vers les derniers temps de la vie du prince Maurice, lorsque sa santé était affaiblie. Il avait témoigné désirer une prolongation ou une nouvelle trêve; au reste il s'en rapportait aux états-généraux, qu'il disait penser de même, sans néanmoins qu'il parût décidé à accepter une paix définitive.

Le gouvernement de l'infante, sage, doux et pacifique autant que les troubles du voisinage le permettaient, continua ainsi jusqu'après l'année 1625.

Nous avons jeté un coup-d'œil sur les cours de Vienne et de l'Allemagne depuis la trêve de 1609, quand nous tracions l'esquisse des troubles de Bohême. Il faut remarquer que nous arrivons à l'époque que plusieurs historiens appellent le règne des favoris : c'est la faiblesse des monarques qui leur permet d'usurper une autorité insolite, exorbitante, et surpassant de beaucoup celle du ministère. En Espagne, Philippe III, avant de monter sur le trône, et n'étant encore que prince royal, avait pour favoris don François Gomez de Sandoval et Roxas duc de Lerme. L'Espagne, depuis la paix avec l'Angleterre, en 1604, était en repos, et n'avait pris part aux guerres étrangères qu'indirectement et comme protectrice. Le gouvernement de Philippe III et du duc de Lerme n'est point en général censuré dans l'histoire comme tant d'autres. Je sais que le poste éminent du duc et le grand ascendant qu'il avait sur l'esprit du roi, lui suscitèrent nombre d'envieux et d'ennemis, et qu'un des plus dangereux était son propre fils, don Christoval, duc de Césa et d'Ozeda : il se donna beaucoup de mouvement pour déplacer son père; mais il mourut avant lui. Nous avons déjà vu que le roi et son ministre en avaient agi noblement et magnaniment à l'égard des archiducs lors de leur mariage, pendant la guerre et la paix. Ce qui fit un tort infini au duc, ce fut qu'il associa en quelque façon à sa

faveur et introduisit chez le roi Rodrigue Calderon, né à Anvers, qui avait été son page. Ce Calderon parvint à de grands honneurs et amassa des richesses considérables; toute l'Espagne était offensée de ses manières, de son orgueil, et de le voir abuser impunément de la bonté du roi et du ministre. Sous ce ministère, les monnaies furent altérées par de mauvais alliages; on en vit même de fausses, et l'on rejeta ces abus crians sur les deux favoris.

Le duc de Lerme, dégoûté des affaires, las de se voir en butte à tant d'envie, et pressentant quelque disgrâce, se prépara à la retraite. Après la mort de D. Catherina de la Cerda de Medina-Celi, son épouse, il prit l'état ecclésiastique, et, à la recommandation du roi, le pape Paul V le fit cardinal en 1618. En effet, quelque temps après il fut disgracié et se retira. On ne tarda point à se saisir de Calderon, qui fut déposé dans une forteresse sur la frontière de Portugal. Le roi Philippe III décéda le 31 mars 1621 : six mois après sa mort, on fit le procès à Calderon, qui eut la tête tranchée dans la ville où il était emprisonné; ses biens, qu'on disait être immenses, furent confisqués. Le cardinal duc de Lerme mourut à Valladolid l'an 1625 (41). Sous ce règne, l'Espagne, déjà impliquée dans les querelles survenues entre les princes d'Italie pour la liberté du passage par la Valteline, le pays des Grisons, et pour

d'autres causes, fut compromise dans la conspiration de Venise en 1618 : ce complot fut découvert avant qu'il n'éclatât, et l'on a pu en exagérer le but. L'historien Nani, quoique très-intéressé, en parle modérément et dit : L'humeur du roi Philippe III, prince naturellement juste, et celle du duc de Lerme, son premier ministre, porté au repos par son propre génie et pour ses intérêts, faisaient croire que ce qui se passait en Italie était plutôt toléré qu'ordonné par la cour d'Espagne ; que tout ce qui arrivait venait du Triumvirat que formaient Pedro Giron, duc d'Ossone, vice-roi de Naples, Toledo, gouverneur de Milan, et la Cueva, marquis de Bedmar, ambassadeur à Venise, qui, pour se rendre utiles et nécessaires, avaient engagé le conseil de Madrid dans ce projet (42) ; il était à la veille d'éclater, quand il fut découvert par deux Français. Le marquis de Bedmar avait pris ses précautions en cas que l'entreprise échouât, et bien lui en prit ; il se sauva au premier avis du coup manqué ; le peuple devint furieux, se jeta sur son palais et voulait le mettre en pièces. Échappé à ce danger et muni de tout ce qu'il avait sauvé d'avance, il vint aux Pays-Bas, où le roi le nomma ambassadeur auprès des archiducs, poste qu'avait occupé auparavant don Balthazar de Zuniga : il s'intrigua beaucoup dans les affaires, et encore plus après la mort de l'archiduc Albert : il s'érigeait

en premier ministre. Le pape Grégoire XV le fit cardinal à la nomination de l'Espagne, l'an 1621. Il continua à gouverner les Pays-Bas sous l'infante, mais son habileté et son esprit le faisaient redouter ; il avait une mauvaise réputation à cause de la conspiration de Venise, que personne n'ignorait ; d'ailleurs, remuant et brouillon, il engagea l'infante dans quelques embarras et se fit des ennemis dans tout le pays. On en porta plaintes sur plaintes en Espagne ; il fut non-seulement rappelé, mais disgracié, car on refusa de le recevoir à cette cour, et on l'envoya à Rome, où il vécut jusqu'à l'an 1655. Il était évêque de Malaga en Espagne, et il parvint, par ancienneté, jusqu'au nombre des cardinaux-évêques : c'est ainsi qu'il fut évêque de Palestine ; il mourut âgé de 83 ans.

Tels sont les principaux événemens du règne de Philippe III et de ses ministres avant et après la trêve. Comme ce règne fut un règne de paix, les faits n'en paraissent fort intéressans que pour l'Espagne. Philippe IV, son fils, lui succéda ; ce jeune prince, dont on conçut de grandes espérances, trouva, à son avènement à la couronne, l'étiquette établie et comme indispensable d'avoir un *privado*. Il se servit au commencement du conseil de don Balthazar de Zuniga ; mais don Gaspar de Guzman, neveu, par sa femme, de don Balthazar, le remplaça bientôt dans la faveur. Il était comte

d'Olivarez, et ayant été créé par le roi duc de San-Lucar, il prit le nom de comte-duc. Le roi se confia entièrement en lui, et ce fut sous ce nom de comte-duc qu'il gouverna la monarchie d'Espagne durant 20 ans, avec une autorité sans bornes, pendant la paix comme pendant la guerre. Son ministère eut de l'influence sur toute l'Europe, principalement lorsqu'il entra en lice contre le cardinal de Richelieu, qui ne gouvernait pas moins despotiquement la France. Leur émulation et leurs querelles, quoique particulières, se convertirent en guerres entre les deux couronnes; enfin le destin de l'Europe dépendait de ces deux ministres; leur ambition, leur haine et leur jalousie étaient montées à un tel point, que le monde ne pouvait plus les souffrir, soit qu'ils fussent unis, soit qu'ils fussent divisés.

Pour reprendre l'histoire de France de ce temps-là, il faut remonter à la mort de Henri IV, au mois de mai 1610. On a dit en peu de mots comment un exécrationnable parricide fut commis sur la personne sacrée de ce grand roi, en plein jour et en pleine rue; comment la reine Marie de Médicis fut établie régente du royaume par le parlement, avec l'assentiment des grands et l'acclamation des peuples. Sa régence fut assez heureuse au commencement, mais on peut considérer qu'alors régnait encore en France un reste de cet ancien droit féodal qui mettait les

princes du sang et autres, les seigneurs, les grands vassaux, presque au niveau de la royauté, et en faisait comme autant de roitelets indépendans. Les gouverneurs des provinces et des villes regardaient leurs gouvernemens comme leur patrimoine, et en disposaient de même; ils se faisaient marchander, acheter et récompenser d'avance; la cour devait les gagner et les satisfaire, si elle voulait les employer ou les tenir en repos. Il y eut des intrigues multipliées, des attroupe-mens, de petites guerres, des accommodemens, des changemens dans les ministères, et les favoris parurent tour-à-tour sur la scène après le maréchal d'Ancre et son épouse, qui eurent toute puissance sur l'esprit de la régente, et qui périrent misérablement. Le roi Louis XIII, monté sur le trône, s'abandonna entièrement au duc de Luynes (43). Ce favori parvint, par la faveur royale, à une élévation presque sans exemple, et si rapide qu'il fut comme accablé de grandeurs. Il participa beaucoup aux dépouilles du maréchal d'Ancre, mort assassiné par ordre du roi. La même année 1617, il épousa Marie de Rohan, fille d'Hercule duc de Montbason. L'an 1619, le roi étant à Tours, il acquit les terres de Maille, Roche-Corbon et autres sur la Loire, que S. M. érigea en duché-pairie, sous le nom de Luynes. Le 1^{er} janvier de l'an 1620, dans un chapitre du Cordon-Bleu, lui et ses deux frères furent

faits chevaliers des ordres du roi. Il fut encore, dans le principé, grand fauconnier de France, ce qui semblait lui être dû, après les divertissemens qu'il avait procurés au roi dans les jardins des Thuileries. Par la suite, étant duc et pair, chevalier des ordres, il commanda les armées dans la guerre qui éclata en Languedoc contre les Huguenots. Le roi le fit connétable de France le 22 avril 1621, et le garde des sceaux du Vair, évêque de Lisieux, étant mort au mois d'août suivant, le roi donna les sceaux au connétable; ainsi l'on vit le duc de Luynes, à la tête de l'épée et de la robe, comblé des faveurs et de la confiance du roi, et disposant à son gré du ministère, être une espèce de grand-visir en France. On l'appelait communément le roi Luynes. Cette fortune, si rapide et si prodigieuse, fut aussi très-passagère; le 15 décembre de la même année 1621, le connétable et garde-sceaux, faisant le siège de Montheur, du côté de Montpellier, fut enlevé par une fièvre pourprée très-courte à Longueville, où il avait son quartier. Sa faveur et ses grandeurs n'ont à peine duré que cinq ans; mais ses enfans et ses frères ont fait des alliances si illustres, et acquis tant de titres et de dignités, qu'ils ont établi une grande et puissante maison dans ce royaume.

Après la mort du connétable, le roi en ressentit tant de douleur, qu'il fut long-temps sans penser

à d'autres favoris. Mais dans l'entretemps s'avancait à grands pas un homme qui devait surpasser tous ses prédécesseurs en autorité; on ne pourrait pas dire proprement qu'il dût être rangé parmi les favoris; la mère du roi l'avait protégé et avait commencé sa fortune; il monta ensuite de lui-même. Ils se brouillèrent si irrémédiablement, qu'elle quitta le royaume, et mourut comme exilée pour ne point vivre avec lui. Le roi ne l'a jamais aimé; mais il le reconnut si nécessaire qu'il n'osa plus le contredire. Cet homme était l'évêque de Luçon, dont j'ai parlé précédemment.

Armand Jean du Plessis de Richelieu, gentil-homme Poitevin, s'était fait ecclésiastique après de fort bonnes études. Il s'attacha à la maréchale d'Ancre, qui lui fit avoir une place d'aumônier de la reine, et ensuite le petit évêché de Luçon, dans le pays d'Aunis, près de la Rochelle. Il cultiva sa protection, et fut nommé secrétaire d'état; il travaillait sous les yeux et en présence des favoris avec Mangot et Barbin, conseillers d'état, qui composaient tout le ministère confidentiel. Richelieu fut abattu avec les autres à la chute du maréchal et de sa femme; cependant on lui permit de tenir compagnie à la reine, lorsqu'elle se retira au château de Blois; il eut encore la permission de l'accompagner dans sa retraite (44); mais quelque temps après, il fut envoyé à son

évêché, et delà à Avignon. Néanmoins il se conduisit avec tant d'habileté et parvint avec tant d'adresse à maîtriser les événemens, à les faire servir à son élévation, qu'il devint ministre et tout puissant en France.

Pendant ce ministère si glorieux à la France, si fatal à tous ses ennemis et si mémorable à la postérité, pour avoir posé les fondemens de la grandeur de cette monarchie, le cardinal de Richelieu prit la direction de la guerre universelle, non-seulement en France, mais même dans presque toute l'Europe; il contraria ainsi l'Espagne et son ministre, le comte-duc d'Olivarez, qu'il surpassa toujours en bonheur.

Puisque nous sommes parvenus à l'époque nommée le règne des favoris, il est intéressant de dire quelques mots de ceux qui parurent en Angleterre, où leur faveur, après plusieurs années de discorde, n'aboutit, sous le règne suivant, qu'à des malheurs inouis et à une catastrophe sans exemple.

Le roi Jacques I^{er}, malgré ses principes rigides, sa théologie et sa littérature, avait un grand faible pour des courtisans qu'il éleva sans choix, sans discernement et au hasard. Je ne parlerai point de quelques protégés qu'il eut en Écosse, et dont la fortune passagère ne fit point d'éclat; mais deux de ses favoris en Angleterre lui firent un tort infini dans l'esprit de la nation. Ils n'é-

taient rien moins que théologiens ou moralistes, soit sous le rapport des mœurs, soit sous celui de l'instruction.

Le premier était un Écossais de vingt ans, qui revenait de ses voyages. Un jour de divertissement en forme de tournois, ce jeune Écossais, qui se nommait Robert Carre, parut monté sur un cheval fougueux qui le jeta à terre en lui rompant une jambe ; la foule accourut ; le roi, ému de compassion, voulut le voir ; frappé de son heureuse physionomie, il le fit transporter dans son palais avec un soin extraordinaire, alla le visiter lui-même, prit goût à sa conversation, à ses manières, et le revit souvent. Il lui destina une place à sa cour et au ministère, et lui donna des leçons. Le trouvant peu versé dans le latin, le roi entreprit de lui enseigner cette langue.

Robert Carre, à peine guéri et peu connu en Angleterre, même à la cour, fut fait vicomte de Rochester, et ensuite comte de Somerset ; il obtint l'ordre de la jarretière, l'entrée au conseil privé, et des richesses dont la profusion du roi le combla.

Quoique ce récit et ce que nous allons dire de Villiers, autre favori, puissent paraître fabuleux et romanesques, les faits n'en sont pas moins avérés et connus pour appartenir au règne de Jacques I^{er} ; le comte de Clarendon et Hume sont les auteurs dont j'emprunte ces détails : celui-ci dit,

en parlant de Robert Carre : l'histoire se charge volontiers du récit des grands crimes ou des grandes vertus ; mais elle paraît déchoir de sa dignité, lorsque la nécessité l'oblige de peser sur de si vils personnages, et sur des événemens si frivoles.

Ce jeune homme, accablé de grandeurs, avec très-peu de capacité, perdit la tête ; il fallut faire violence aux lois pour faire prononcer le divorce de la jeune comtesse d'Essex, que le favori épousa ensuite. Le roi, tout grand casuiste qu'il était, y trouvait de la difficulté ; mais la faveur l'emporta. Un certain Overbury, ami de Carre, n'approuvant point ce mariage, le favori et sa femme le firent jeter en prison, attentèrent à sa vie et l'empoisonnèrent si publiquement que, convaincus de ce meurtre, et fort suspects d'avoir contribué par le même moyen à la mort du prince de Galles Henri, mort depuis peu, ils furent condamnés par la justice à perdre la tête. Tout ce que le roi put faire, ce fut de les soustraire au supplice. On les fit évader ; le roi les envoya bien loin, en se chargeant d'une pension pour leur entretien, et l'on n'en entendit plus parler depuis. Ils n'avaient point encore disparu, les procès criminels duraient encore, ainsi que les murmures des Anglais, que parut sur la scène George Villiers, nouveau favori. Il trouva la place vacante. Il était de bonne naissance et bien élevé, d'une fa-

mille distinguée de Villiers-Brookerby, dans le comté de Leycester. A peine fut-il connu du roi, qu'il lui plut, et prit un tel ascendant sur l'esprit de ce monarque, qu'il disposait sans concurrent des charges, des bienfaits et de tout ce qui appartenait au roi dans les trois royaumes. Il fut promu aux grandeurs avec une rapidité étonnante. On le vit successivement et presque sans intervalle, créé baron, vicomte, comte, marquis et duc de Buckingham, gentilhomme de la chambre, chevalier de la Jarretière, gardien des cinq ports, grand-amiral, grand-écuyer et premier ministre. Ce qui est plus étonnant et d'un exemple peut-être unique, il n'était pas moins dans les bonnes grâces de Charles, prince de Galles, que dans celles du roi; il gouvernait le père et le fils.

Clarendon s'arrête assez long-temps sur ce personnage, lui accorde nombre de bonnes qualités et paraît lui rendre justice avec beaucoup d'indifférence et de modération. Il le dépeint comme un homme fait pour représenter, ayant une belle physionomie, bien fait, gracieux, poli, avec toutes les manières d'un homme de qualité. Généreux ami, il protégeait avec chaleur, mais vindicatif et implacable dans ses haines; franc et sincère, il faisait bonne guerre et traitait la dissimulation de bassesse. Hume dit que cette franchise était produite par l'impétuosité de son

esprit plutôt que par la candeur; jeune, passionné, il entendait peu les affaires, et voulait tout faire à sa tête. Il fit venir, installa à la cour et mit subitement dans l'opulence sa mère et toute sa nombreuse famille. Il donna dans le luxe avec excès et avec tant de profusion, que les revenus du roi s'en ressentaient dans toutes leurs branches. La faiblesse du roi pour ses mignons était excessive; mais, à l'égard de celui-ci, elle outre-passa la décence; il s'abassa jusqu'à la familiarité la plus outrée. Faisant son unique société du prince de Galles et de Buckingham, il ne nommait le premier que *Baby-Charles*, et le second *Stenny*. Le mot *Baby* signifie en anglais poupée, nom qu'on donne par caresse aux petits enfans. Celui de *Stenny* est un autre diminutif puérile et ridicule, comme si l'on disait *petit Jean*. Ainsi le roi, enfermé le plus souvent avec *Baby* et *Stenny*, décidait avec eux, et réglait toutes les affaires de la monarchie, grandes et petites. Cette faible condescendance du roi avait porté le favori jusqu'à l'arrogance; il devint d'une vanité insupportable, non-seulement en Angleterre, mais encore envers les étrangers.

Le roi Jacques, dans ses projets chimériques, ne trouvait d'alliance sortable pour son prince de Galles que chez les deux premières couronnes, toutes deux catholiques, c'est-à-dire, l'Espagne et la France. Un reste de l'impression produite

par les leçons de l'ambassadeur Gondemar, lui fit préférer l'Espagne. On avait entamé la négociation du mariage du défunt prince de Galles Henri, avec l'infante Anne-Mauricette, depuis mariée au roi Louis XIII. On fit de pareilles propositions pour Charles, prince de Galles, et l'infante Marie, sœur puînée de Philippe IV, qui fut ensuite épouse de l'empereur Ferdinand III. Le lord Digby, comte de Bristol, ambassadeur d'Angleterre à Madrid, eut ordre de travailler aux conditions; il s'en acquitta très-bien; mais les Espagnols, de concert avec le pape qui devait donner les dispenses, prirent tant de précautions au sujet de la religion catholique, que la négociation traîna en longueur. Le duc de Buckingham, impatienté, imagina pour l'abréger une galanterie des plus extraordinaires : il engagea le prince à se rendre avec lui et une très-petite suite en Espagne, en traversant *incognito* la France en poste; il lui persuada que cette recherche empressée et galante charmerait les Espagnols; que leur présence aplanirait en un instant les difficultés sur la religion et la restitution du Palatinat, et qu'ils pourraient ramener l'infante en triomphe.

Le roi, à la proposition de ce voyage romanesque, y donna son consentement un peu légèrement; mais en ayant pesé les conséquences plus mûrement, il voulut se rétracter le lendemain.

Il y eut une discussion fort vive à ce sujet; on fit entrer Cottington, qui, ayant été long-temps agent en Espagne, était, sans le savoir, destiné à conduire les voyageurs. Interrogé par le roi sur ce projet secret, il en fit voir la bizarrerie et le danger. Buckingham le réprimanda en présence du roi, qui prit son parti; cette scène se passa en disputes peu édifiantes et peu respectueuses. Le résultat fut un nouveau consentement, et, peu de jours après, *Baby* et *Stenny* passèrent la mer, le premier avec deux, l'autre avec un valet de chambre. Ils coururent la poste à travers la France, et firent une si grande diligence, que le onzième jour ils arrivèrent à Madrid.

Le roi d'Espagne, quoique surpris d'une telle visite, reçut le prince avec une magnificence royale, le logea au palais et lui donna fêtes sur fêtes; il lui céda le pas et la main partout, excepté dans son appartement, en lui disant qu'il était là chez lui. Dans les villes où le prince de Galles alla, on lui prépara des entrées, on ouvrit les prisons; enfin ce fut un débordement d'honneurs et de politesses; il n'y eut qu'à l'égard de l'infante que l'étiquette espagnole fut sévèrement observée. Le prince, pendant tout son séjour, ne put la voir qu'en public et après quelques mois, dans une visite d'audience dont le cérémonial était compassé d'avance.

Le duc de Buckingham, à son tour, reçut tou-

tes les civilités les plus distinguées, mais sa vanité ne s'en contentait pas; il était venu pour finir brusquement, et ôter toute la gloire du succès au comte de Bristol, qui, depuis long-temps, travaillait à cette affaire avec beaucoup de prudence. De là naquit la première froideur entre eux : Bristol conserva la dignité de son caractère, ne faisant pas grand cas, en philosophe anglais, de la mauvaise humeur du favori.

Un jour le roi d'Espagne les conduisit à une campagne à quelques lieues de Madrid. Le prince était avec le roi dans son carrosse : le roi y fit monter le comte de Bristol, parce que le duc n'était pas prêt. Celui-ci vint avec le duc d'Olivarez, et marqua tant de mécontentement, qu'il fallut envoyer prier le roi de faire arrêter son carrosse. Buckingham, en présence de sa majesté, gronda Bristol et le duc d'Olivarez, qui lui jouaient, disait-il, cette pièce; on changea les places : le duc, comme ambassadeur extraordinaire, eut le pas sur Bristol, ambassadeur ordinaire. Il s'était passé encore d'autres semblables incartades. Depuis quelque temps, la gravité espagnole se trouvait scandalisée de la grande familiarité et de la liberté qui existaient entre le prince et le favori. On admira en Espagne comme en Angleterre, l'insolence du sujet et la pitoyable patience du maître.

Enfin Buckingham dégoûté s'ennuya à Ma-

drid ; il fit venir une escadre à Sant-Anders , d'où ils retournèrent par mer en Angleterre sans rupture , et reconduits avec tous les honneurs ; mais le duc , en se séparant d'Olivarez , lui déclara en quelque sorte la guerre , et le menaça de son inimitié , sur quoi le ministre espagnol lui fit connaître avec dignité qu'il s'en souciait fort peu.

Aussitôt qu'ils furent de retour de cette course romanesque , Buckingham mit tout en œuvre pour se venger et pour exécuter ses menaces. Le mariage avec l'infante d'Espagne fut rompu , malgré le roi lui-même. On alla plus loin , on déclara la guerre à l'Espagne ; on fit les préparatifs d'une entreprise sur Cadix ; mais elle ne fut qu'une rodomontade qui s'évanouit sans résultat. Aussitôt l'Angleterre fit en France la recherche de la princesse Henriette-Marie , sœur du roi Louis XIII. Ce fut encore le duc de Buckingham qui négocia ce mariage. Il fit un voyage ou deux en France à ce sujet , avec un faste et des dépenses énormes. Il entreprit d'effacer par son train et par sa magnificence tout ce qu'il y avait de grand à la cour de France , et il y réussit en partie. Pour comble d'extravagances , il s'enhardit à faire des déclarations d'amour à la jeune reine. On dissimula ; le mariage fut conclu et il ramena la princesse en Angleterre quelque temps après.

Cependant la santé du roi Jacques déclinait ; il

eut une attaque de fièvre tierce au mois de mars 1625; elle se renforça avec redoublement. Il y suecomba et décéda à Théobalds, une de ses maisons près de Londres, le 27 de ce mois de mars 1625. Il ne laissa que deux enfans, l'électrice palatine Elisabeth et Charles I^{er}, son successeur, d'Anne de Danemarck, son épouse, morte en 1619. Le roi son fils se trouva entre les mains de Buckingham, avec un trésor épuisé, deux guerres dont on ignorait en quelque sorte les motifs, et des embarras terribles au-dedans du royaume; il était brouillé avec le parlement et avec presque toute la nation. Le favori était alors en France, où le mariage du nouveau roi avec la princesse Henriette-Marie fut célébré à Notre-Dame de Paris, le 11 mai de cette année 1625.

A son retour en Angleterre, où il avait conduit la nouvelle reine, il ne parut pas trop content de la France. Cependant il avait promis d'y retourner pour son entreprise galante, et il voulut y aller quelque temps après; mais par ordre du cardinal de Richelieu, il lui fut dit à l'oreille que son manque de respect pour la reine de France et l'impertinence qu'il avait eue de lui faire une déclaration d'amour, avaient porté la chose du ridicule au sérieux, et que s'il y revenait, on lui préparait des affronts à l'en faire repentir.

Buckingham, aveuglé par sa fortune, se mit en fureur et jura de voir la reine de France en dépit

de tout son royaume. Pour se venger, il résolut de faire la guerre à la France, comme il la faisait à l'Espagne et sans déclaration. Tandis que le cardinal de Richelieu était occupé au siège de la Rochelle en 1627, il fit équiper une grande flotte pour secourir cette ville, et en prit le commandement; il se présenta devant la Rochelle, fit feu de son artillerie et opéra une descente à l'île de Ré, d'où, après avoir été battu, il revint honteusement. Les Rochellois se défendirent jusqu'en 1628. Le duc prépara un second secours, et s'était rendu à Portsmouth pour le commander; Jean Felton, écossais, bas-officier, à cause d'un mécontentement particulier ou de quelque injustice dont il avait à se plaindre, porta au duc un coup de grand couteau ou de bayonnette qui lui perça le cœur au moment qu'il sortait de la salle d'audience pour se rendre à bord de sa flotte; il mourut comme il avait vécu : se sentant blessé, *le coquin m'a tué*, s'écria-t-il; ce furent ses dernières paroles : à l'instant même il tomba mort sur la place.

Après avoir expliqué sommairement les motifs de la guerre d'Allemagne, tant par les prétentions sur la succession du dernier duc de Clèves, que par la révolte de Bohême, nous avons parcouru de même la situation des principales cours de l'Europe, depuis l'an 1609, jusqu'à une vingtaine d'années après. On a facilement remarqué

qu'aucune de ces puissances n'était exempte de troubles intérieurs, et que toutes trouvaient assez d'occupation chez elles pour ne pas s'engager légèrement dans cette grande querelle. Cependant toutes y entrèrent plus ou moins volontairement. La guerre s'alluma de plus en plus; tous les auxiliaires devinrent parties belligérantes; les rois du Nord, les princes d'Italie y prirent part, et bientôt les provinces des Pays-Bas, sur-tout les Provinces-Unies, y furent aussi entraînées et y figurèrent activement.

CHAPITRE III.

Commerce et navigation des Hollandais : ces avantages les rendent redoutables, et leur procurent la force et les moyens de contracter de nouvelles alliances et de pousser la guerre offensivement. Leur commerce embrasse le monde entier ; ses progrès, ses époques et ses espèces. — Caractère du prince Frédéric-Henri, stadthouder ; ses exploits à la guerre et ses dispositions à la paix.

LA république des Provinces-Unies, engagée dans la guerre par l'adresse et pour les vues particulières du feu prince Maurice, la continuait comme auxiliaire, toujours opposée à l'Espagne, qui agissait de même, sans que de part ou d'autre on prétendit rompre la trêve, quoiqu'elle fût déjà expirée.

On pourrait s'étonner comment cette république, qui, depuis la trêve de 1609, n'avait pas joui d'un moment de repos, et avait été troublée sans relâche dans son intérieur par des factions populaires et les intrigues de l'ambition, avait pu soutenir un tel fardeau et faire face à tous ses besoins, si l'on ne savait en même temps qu'un commerce opulent faisait mouvoir toute la machine. Il était la source et le soutien de la prospérité de cet état. La naissance et le premier âge de cette république sont de ces prodiges

qu'on a de la peine à concevoir, même en les constatant. Mais on a vu aussi que, de tout temps, les habitans des dix-sept provinces avaient les arts, l'industrie et l'exercice du commerce en partage. Avant et sous la domination de la maison de Bourgogne, le pays fleurissait par l'activité d'un peuple laborieux. Les habitans des provinces méridionales ou de terre ferme étaient bons cultivateurs, s'appliquaient aux métiers et à tirer parti des fruits de la terre et des dons de la nature. Il est vraisemblable que dans les siècles peu éclairés, leurs ouvrages étaient grossiers et imparfaits; cependant ils s'y adonnaient et en tiraient leur subsistance. Ceux qui habitaient les pays les moins fertiles, les côtes du vaste océan, les lacunes, les laçs et les marais, s'occupaient de la pêche, des transports, de la navigation, telle qu'elle était connue, et en subsistaient également. Un commerce brut et simple entre eux et avec leurs voisins, soit par troc ou par échange, leur procurait amplement de quoi fournir aux besoins de la vie.

L'aurore des sciences et des beaux-arts ayant commencé à luire en Europe dans les quinzième et seizième siècles, tout ce qui concernait l'agriculture et les manufactures acquit par degrés plus de perfection. Les peuples des Pays-Bas s'y distinguaient; témoins les achats considérables que faisaient alors chez eux les deux

nations maîtresses du commerce général, les Italiens du levant, et la Hanse germanique du nord. L'entrepôt était à Bruges, qui tirait ses objets fabriqués de toutes les provinces. Les Italiens, les Cantabres, avaient en cette ville leurs hôtels de commerce, que l'on y voit encore. La Hanse teutonique y possédait aussi son hôtel et ses magasins, qui subsistent de même avec leur ancienne magnificence. Les Anglais étaient des Anséatiques et avaient aussi leurs hôtels et leurs bureaux à Bruges. Deux des quatre grands entrepôts de la Hanse étaient Londres et Bruges. Dans la splendeur de cette société commune aux étrangers, non-seulement Bruges, mais plusieurs autres villes de la Flandre, du Brabant, de Hollande, et de Zélande, faisaient partie des 72 villes dont elle était composée.

Quelques séditions et une guerre tumultueuse, quoique de peu de durée, qui s'étaient élevées en Flandre vers la fin du quinzième siècle, suffirent pour faire désertir en grande partie ce commerce étranger, tant il est incompatible avec les armes. Par bonheur il se fixa à Anvers, où il prit beaucoup d'accroissement. La découverte des Indes y amena quelques marchandises précieuses par la voie d'Espagne. Les fabriques se multiplièrent par les échanges et par ces nouvelles correspondances. De cette manière Anvers devint une ville de la première opulence; elle fut consi-

déréc comme la dépositaire et comme le centre du négoce de toutes les nations, et elle a passé pour la ville la plus marchande de l'Europe.

Elle a fleuri avec cette prospérité qui augmentait tous les jours, pendant plus d'un demi-siècle, jusqu'à l'époque fatale des troubles des Pays-Bas, que les provinces furent presque ensevelies sous leurs ruines. Cette ville souffrit particulièrement de terribles dommages; elle fut agitée par des tumultes au sujet de la religion; elle fut sacagée deux fois et éprouva un siège long et fameux : ces désastres devaient la réduire en cimetière. Il est étonnant qu'après tant de malheurs, elle ait pu se rétablir jusqu'à conserver de beaux restes de son ancienne opulence. Non-seulement le commerce de cette ville, mais celui de tout le pays périt en peu de temps, et fut à la fin détruit et perdu sans retour.

A cet égard, la persécution du duc d'Albe eut le même résultat que l'invasion des Goths et d'autres barbares avait eu par toute l'Europe dans le neuvième siècle. La désertion générale d'un beau pays mis au pillage, rempli d'épouvante et d'horreur, se représente à l'imagination. Le bas peuple des îles et des côtes se sauvait dans ses batcaux et ses barques; il tenait la mer nuit et jour sans autre demeure, puisque tout était occupé par l'ennemi; pour subsister, il piratait sur tout le genre humain; il formait ce qu'on

nommait les *Gueux marins*. Enfin, poussés par la faim, par le désespoir, ou peut-être par trahison, ceux-ci s'emparèrent d'une chétive petite ville et d'une mauvaise île inculte, pour avoir un pied à terre.

Les autres habitans du continent, martyrs de la liberté et échappés à l'orage, allèrent les rejoindre pour participer à leurs misères, pendant que des colonies d'artisans portaient en Angleterre leurs manufactures et l'art de les utiliser : là tous les ports leur étaient ouverts : on les y reçut, on les y encouragea au point que leurs descendans y font fleurir les fabriques encore aujourd'hui.

Quant à ceux qui étaient réfugiés à Briele, ils vérifièrent le proverbe, que la nécessité est la mère de l'industrie. La plupart de ces émigrés étaient bons marins; ceux qui les avaient joints le devinrent bientôt, à défaut d'autre métier. Non-seulement ils se maintenaient en possession de leur asyle, mais ils s'élargissaient en faisant des conquêtes. Dans l'entretemps leurs courses journalières produisaient des prises et un butin considérable. La vie dure et frugale qu'ils menaient leur fit employer les profits à renforcer leur marine. Nous avons dit antérieurement combien il fallut peu de temps à cet amas de barques pour devenir flotte et flotte respectable, qui défit les Espagnols en deux batailles navales. Nous

avons aussi prouvé que cette petite ville de Briele a été nommée à juste titre le berceau de la république, puisqu'elle y prit naissance, et il ne sera pas difficile de faire voir que le commerce et la navigation y naquirent en même-temps. L'un et l'autre de ces avantages sont dus à la valeur, à l'industrie, à l'indigence de ces braves réfugiés, qui, dans la suite, ont surpassé de beaucoup l'attente et l'idée des fondateurs.

En effet, ces aventuriers par nécessité n'employaient leurs talens que pour vivre en liberté, et pour fuir la persécution. Leurs vues n'allaient guère au-delà; mais des succès imprévus, un bonheur continu et permanent, ont produit dans la suite cette élévation que nos ancêtres ont admirée et que nous admirons encore aujourd'hui.

La Zélande, la Nord-Hollande, et bientôt la Sud-Hollande secouèrent le joug de l'Espagne par des révoltes propagées de ville en ville; tous les habitans embrassèrent le commerce. Les négocians étrangers, maltraités et indignés par les pertes et les dommages qu'ils avaient soufferts à Anvers, en voulaient aux Espagnols; et, à la première lucur d'un établissement plus sûr et plus paisible, ils choisirent la Hollande et se fixèrent à Amsterdam.

Ces circonstances ont été développées avec plus de détails dans le cours de cet ouvrage; je

n'use de répétition qu'à regret, mais je ne puis m'en dispenser : pour expliquer comment s'est formé le commerce prodigieux qui règne dans cette république, il est besoin de rapporter les incidens favorables, les événemens qui y ont contribué, et d'en rappeler les époques. Une des principales est la découverte des Indes, qui, au premier aspect, ne semble avantageuse qu'aux Espagnols et aux Portugais; mais il est vérifié que ces deux puissances ne suffisaient pas à tirer parti de ces nouvelles contrées, qu'elles en étaient embarrassées; il semblait qu'elles étaient satisfaites de pouvoir en rejeter la direction, les moyens de débit et le grand détail sur les étrangers, en partageant les profits avec eux.

On a vu que, par connivence, malgré les placards rigoureux de la cour d'Espagne, et dans le feu de la guerre aux Pays-Bas, les Hollandais, sous des noms empruntés, et avec des formalités très-aisées, ont eu la plus grande part dans ce vaste trafic, où ils étaient plus habiles que les Espagnols; ils y firent des gains immenses du gré et avec le consentement, du moins tacite, de leurs plus grands ennemis.

D'un autre côté, après le siège mémorable d'Anvers et la réduction de cette ville à l'obéissance du roi d'Espagne, la supériorité de ses armes le mettait en état de rétablir le commerce en ouvrant l'embouchure de l'Escaut, qui n'était

barrée et fermée que par de petites villes et redoutées que les Zélandais y tenaient. La cour d'Espagne, par mépris, par envie ou par ignorance, négligea tout ce qui lui fut représenté à cet égard : beaucoup de riches commerçans qui étaient restés dans cette ville, désespérant du rétablissement de la navigation, se retirèrent en Hollande avec toute leur fortune, en vertu de la capitulation d'Anvers. Les habitans d'une classe inférieure qui s'occupaient de la pêche et des métiers, désertèrent à dessein d'aller grossir le nombre de tant de citoyens dont on vantait la liberté et la fortune. Dans cette affluence extraordinaire, le bonheur aveuglait ceux-ci, et toute voie d'accommodement en devint plus difficile. Delà ces refus obstinés, ces offres rejetées sous le gouvernement des archiducs Ernest et Albert.

Le ministère espagnol crut abaisser cet orgueil, et réduire ces républicains, en les privant de ce gain immense, qui continuait toujours au moyen de l'intérêt clandestin qu'ils avaient dans le commerce de l'Espagne avec les Indes. Ce remède, comme tant d'autres imaginés par la cour d'Espagne, vint trop tard et ne fit qu'irriter. Les Hollandais en souffrirent, mais les Espagnols y perdirent encore plus par la suite. Les espérances et les ressources des Hollandais se manifestèrent alors : leur gouvernement n'avait que son nom et son sol ; il était abîmé de

dettes, mais ses sujets étaient puissans. Deux ou trois provinces des sept ne contribuaient plus aux charges de la république ; la Hollande en prit sur elle tout le poids. Les citoyens et cette multitude de nouveaux établis portaient à l'envi au trésor public des contributions d'autant plus exorbitantes, que chacun s'élevait au-dessus de sa sphère par des richesses inespérées. Tout ce qu'on avait pu arracher ou sauver des mains avides de l'Espagnol, se trouvait dans cet asyle ; le gain même qu'on avait fait avec eux, servit à les combattre.

Trois ou quatre particuliers s'associèrent et équipèrent à grands frais des vaisseaux uniquement pour trouver et reconnaître de nouvelles routes par le nord et le pôle arctique, tandis que d'autres, avec des flottes armées, se mirent en mer, comme les Argonautes de la fable, et cherchèrent les aventures au bout du monde, pour y heurter de front la puissance formidable de l'Espagne et du Portugal, et lui enlever à la pointe de l'épée ses trésors et ses possessions. Ce dernier dessein étonna par la grandeur de sa conception, et bien plus par les succès multipliés que le temps amena et qui surpassèrent l'imagination.

Telle était la situation du commerce hollandais à la veille de la paix : elle en fut retardée. L'article de la navigation aux Indes fut un obstacle insurmontable ; cependant, lors de la pacification de Gand, du congrès de Cologne et des autres ouver-

tures de paix, il ne faisait pas un objet de contestation. Les Hollandais, dès qu'ils eurent goûté de ce commerce, devinrent intraitables sur ce point. Les médiateurs inventèrent enfin un projet d'article, qui devait faire entendre ce qu'on ne voulait pas dire : il était d'une rédaction si studieusement obscure, qu'ils avouaient eux-mêmes ne pas le comprendre. Cet article énigmatique est le seul, dans la trêve conclue en 1609, qui parle de cette navigation. J'ai déjà traité plus amplement cette matière ; ainsi ce n'est que par une espèce de récapitulation que je rappelle ce point et quelques autres circonstances relatives à l'origine du commerce des Hollandais jusqu'à l'époque de cette trêve.

Le commerce, considéré comme le plus ferme soutien de la république, sera cependant le sujet du présent chapitre.

Commerce et navigation paraissent deux mots synonymes ; mais, pour parler méthodiquement, je crois qu'il y a une distinction à faire, et je traiterai premièrement la navigation, qui est en quelque sorte le véhicule du commerce (45), car, les Hollandais, qui n'ont rien à fournir de leur fond et de leur crû, ne font qu'échanger, porter et rapporter, et cependant ce trafic les a rendus les facteurs et les courtiers des quatre parties du monde. Leur navigation est d'un détail immense. Cette nation y est peut-être la plus propre de

toutes. Les Hollandais sont laborieux ; ils s'appliquent sans relâche, chacun à sa fonction et à son métier ; ils y travaillent ordinairement par routine et de bonne foi.

Du reste, ils sont d'une frugalité qui semble descendue de leurs premiers auteurs, habitans de cette île reculée nommée la Zélande, où tout manquait. Les étrangers conviennent que d'autres navigateurs ne peuvent faire de plus longs voyages avec moins de provisions. Les Anglais, les Français, les Allemands, accoutumés à la bonne chère, embarquent des volailles, des bêtes à tuer, qui consomment une quantité d'eau, indépendamment de leur nourriture, et occupent beaucoup de place. Les Hollandais se passent de ce superflu, et peuvent ainsi charger plus de marchandises. Cette économie influe sur tout le reste ; leur frêt est à meilleur marché ; les objets bruts qu'ils apportent pour être façonnés et mis en œuvre, sont à meilleur compte, comme les produits qui en résultent sont à plus bas prix et d'un plus grand débit. Sur la prodigieuse quantité de choses qui leur passent par les mains, cet avantage est remarquable, et en fait les courtiers des autres nations.

Le transport de Hollande, pour quelque endroit du monde que ce soit, se trouve toujours à la main ; tout est réglé pour le voyage, le temps, la saison, parce que les navires trafiquent en

différens pays, et que, dans les momens de guerre ou de crainte des corsaires, des vaisseaux armés sont destinés pour les convois et les escortes. La quantité innombrable de bâtimens qui servent au transport étonnera toujours tout étranger, qui, nulle part au monde, ne peut en voir autant ensemble et en tout temps. Les ports en sont toujours remplis; il en sort et il en arrive presque à chaque instant.

Comme en général l'esprit de la nation ne s'applique qu'à perfectionner le commerce, les longues expériences, les observations journalières y ont introduit une police admirable, autorisée par nombre d'édits et de réglemens. La raison du commerce est depuis long-temps la raison d'état dans la république. Enfin on s'étudie à rendre ce commerce commode, attirant, et à ne le gêner en rien; certaines villes et ports sont renommés pour certains envois ou destinations: Amsterdam a pour objet toute la mer baltique, les royaumes du nord, la Russie et son vaste empire, la Pologne, la Turquie, le Levant, l'Archipel, etc.; Rotterdam expédie en Espagne, en Italie, dans la Méditerranée, en Angleterre et dans les îles britanniques; Dordrecht a ses relations avec le Rhin et l'Allemagne; Horn est un entrepôt des productions du pays, du fromage, du beurre etc.; Enckhuysen fait la pêche du hareng et les autres pêches. Le reste des villes

participent à ce commerce autant qu'elles le veulent. Les communications en Hollande sont très-faciles par le moyen des canaux et des barques, dont la commodité et les départs dans tout le pays, qui en est traversé dans toutes les directions, sont encore réglés par une police bien organisée (46).

Telle est la navigation des Hollandais ; pour leur usage et celui de toutes les nations, ils ont plus de navires dans les quatre provinces maritimes de leur Union, qu'il ne s'en trouve dans tout le reste de l'Europe, dit le chevalier Temple, au *chap. VI* de ses remarques sur l'état des Provinces-Unies.

La construction de tant de navires, de tant de bâtimens de toute grandeur, de tout rang, de toute espèce, est une autre merveille dans un pays où il ne croît point assez de bois, disait un Gascon, pour faire un cure-dent. Le chantier de ces constructions est à Saardam. Un proverbe vulgaire dit que, pourvu qu'on avertisse les directeurs trois mois d'avance, après ce terme expiré, ils livreront jour pour jour un vaisseau prêt, tel qu'on l'aura commandé. Il est certain qu'il se trouve à Saardam des magasins si bien fournis de bois de toute espèce, qu'avec le nombre excessif d'ouvriers qu'on y emploie, on y a bâti des flottes entières en peu de temps. En ce qui concerne les ports des provinces maritimes de cet état, le même chevalier Temple dit que sur toutes leurs côtes il n'en

existe pas un seul qui soit bon. Il ajoute que celui de Hellevoetsluys, où il n'y a point du tout de commerce, est le meilleur de la Hollande. Flessingue en Zélande a un bon port, mais il n'est pas fréquenté en comparaison de ceux de Hollande.

Amsterdam, selon lui, semble le plus incommode de tous leurs havres; les navires ordinaires n'y entrent qu'à très-haute marée; il faut décharger les grands avant leur entrée. Le passage du Texel et du Zuyderzée est plus dangereux qu'un voyage de là en Espagne. Il est vrai que parmi les ports et les havres de l'Europe, ceux de la Hollande n'ont jamais été renommés. Cette république, toujours animée du désir de favoriser le commerce, a fait tout ce dont l'art est capable pour suppléer à la nature, et ces ports, ces havres, avec tous leurs défauts, sont les plus fréquentés du monde.

Après avoir parlé de la navigation qui donne la vie et le mouvement au commerce, et établit la communication des nations entre elles, pour leur utilité réciproque, nous traiterons l'objet principal : ce sont les denrées, les marchandises et les richesses qui se transportaient pour les vendre ou les échanger avec avantage. Ce commerce, indépendamment du transport et de la navigation, se divise encore en commerce asiatique ou des Indes orientales, commerce des Indes occidentales, commerce d'Afrique et commerce d'Europe. Nous dirons quelque chose du premier.

On peut se souvenir qu'au commencement du règne de Philippe III, le conseil d'Espagne fit cesser le commerce clandestin que les Hollandais, sous des noms empruntés, exerçaient dans celui des Espagnols et des Portugais aux Indes. Accoutumés à en profiter largement, les Hollandais n'avaient peut-être pas des vues plus étendues; mais, s'en voyant frustrés tout-à-coup, même en essayant des pertes, ils portèrent leur ambition à se venger et à s'emparer de ce commerce, pour s'en rendre non les commissionnaires, mais les maîtres. Tandis que les uns cherchaient de nouvelles routes imaginaires ou conjecturales par le septentrion, d'autres s'associèrent au nombre de dix, et firent une entreprise sur les Indes directement. Dès 1594, ils expédièrent quatre navires, qui revinrent en deux ans et quelques mois, avec une charge médiocre, mais avec des rapports favorables.

L'an 1598 et les années suivantes, les marchands, encouragés par les premiers essais, y envoyèrent, de plusieurs endroits, d'autres vaisseaux, qui, au retour, rapportèrent de grandes richesses. Toutes ces sociétés détachées allaient se croiser et se nuire les unes aux autres. La compagnie des Indes orientales fut formée l'an 1602, octroyée et privilégiée par les états-généraux. Depuis ce temps, les départs des flottes eurent lieu plus régulièrement; elles furent mieux pourvues et plus redoutables par l'union des forces.

Cependant tous ces navigateurs, tant des premières expéditions que des dernières, ne faisaient qu'errer sur ces vastes eaux, sans savoir où aborder, relâchant tantôt dans un pays, tantôt dans un autre : ils achetaient des marchandises à bas prix, qui produisaient des gains immenses au retour; néanmoins ils s'attachèrent toujours au dessein de trouver un établissement; ils observèrent exactement la situation des lieux, la contenance des habitans et des Portugais, qui y possédaient les meilleures places avec beaucoup de négligence. Après des rapports réitérés, des informations et des examens, il fut résolu de prendre un terrain de gré ou de force, pour y former un établissement propre à recevoir des accroissemens par la suite. L'emplacement fut projeté dans le grand Java, ainsi nommé par distinction d'un autre Java. Le grand Java est une île de 200 lieues de long sur 50 à 60 de large; elle n'est pas bien loin de Sumatra, de Ceylan, des Moluques, et même du continent et des côtes du Bengale, de Coromandel, etc.

Cette grande île, assez peuplée, appartenait à plusieurs roitelets, dont celui qui résidait à Matu-ram prenait le titre d'empereur de Java, et prétendait que les autres étaient ses tributaires. Celui que les Hollandais avaient en vue était le roi de Jacatra; sa ville avait une belle rivière qui la traversait, et formait un port naturel par son embouchure dans

la mer. Ce roi passait pour un des plus puissans. Nous dirons en quoi consistait sa puissance, car un mot de description s'appliquera à tous les autres roitelets, la différence entre eux étant peu sensible. Sa résidence, autrefois nommée Kalapa et Iventra, se nommait alors Jacatra. C'était une villace plus en long qu'en large, entourée d'épaisses murailles comme celles d'un parc, sans symétrie et sans ouvrages extérieurs; cependant elle passait pour forteresse dans le pays. Au dedans il n'y avait que des cabanes et des chaumières; le prétendu palais était fait de cannes, de roseaux et de paille, comme toutes les autres maisons de la ville. Outre les habitans de cette capitale, le roi régnait sur une nation ou plutôt sur des troupeaux de Javans, dans une grande étendue de pays inculte; tous ses sujets étaient brûlés du soleil et nus comme des vers. Ils étaient stupides, engourdis et paresseux; leur fainéantise les rendait inhabiles aux armes et à l'agriculture. Ses forces navales se bornaient à quatre bâtimens à rames, qui ne servaient qu'à porter son poivre à vendre. Ce poivre, qu'on recueillait sans peine dans le pays, et une modique pêche fournissaient à sa subsistance et à celle de son peuple.

L'an 1607, les Hollandais, arrivés dans cette rade, lièrent connaissance avec ce petit roi indien, en achetant tout son poivre. Ils cultivèrent son amitié par de petits présens, de petits services,

et ils obtinrent l'acquisition d'un terrain près de Jacatra pour y bâtir une loge; ils la mirent à couvert par une redoute, et la nommèrent le fort Nassau. Ce fut la pierre angulaire, le fondement et le premier établissement de la compagnie aux Indes orientales. Les Hollandais auraient bien voulu faire quelque chose de plus solide, de plus massif et de plus assuré, mais ils étaient en trop petit nombre de travailleurs. Les Javans étaient trop ignorans et trop paresseux pour les aider; d'ailleurs on ne se fiait pas trop à ces barbares. Depuis et par les mêmes moyens, les agens de la compagnie achetèrent un second terrain au midi de Jacatra; le fort Nassau était au nord; ce second fut nommé fort Maurice. Il était sur une hauteur et si proche de la ville, qu'il la commandait en quelque façon. Le travail fut poussé autant qu'il fut possible, mais le défaut de travailleurs y apporta des lenteurs involontaires. Ce fort n'était pas encore achevé, qu'il fut attaqué.

Les Portugais avaient des villes et des forteresses dans les Moluques et les pays des environs; mais l'oisiveté habituelle au climat leur avait aussi inspiré la paresse endémique. Lorsque les Hollandais passaient et repassaient entre ces îles pour reconnaître et épier toutes les côtes, les embouchures et les plages, les Portugais ne s'alarmait guère de ces nouveaux venus. Ceux-ci poursuivaient leurs découvertes, et leurs ordres portaient de n'agir

que défensivement. Les peuples de ces contrées n'avaient jamais connu que les Portugais, qui les avaient traités impérieusement, exigeant des tributs et des corvées, et qui, plus zélés que les Hollandais pour la propagation de la foi, les inquiétaient par des missionnaires, au lieu que ces nouveaux Européens ne leur proposaient que le commerce avec les formes les plus aimables. Ils y étaient mieux venus, mais obligés d'être toujours en garde; car les Indiens, sans sentimens, sans honneur, étaient traitres, perfides et cruels; un modique intérêt pouvait les faire changer de parti à tout instant.

Les Hollandais en firent une dure expérience. Les forts nouvellement bâtis furent exposés de temps en temps à de rudes assauts, tantôt par une nation, tantôt par l'autre : ces barbares, toujours excités par les Portugais, et réveillés un peu tard de leur indolence, firent d'abord la guerre avec dissimulation, puis ouvertement. Les Hollandais, conservant toujours la défensive, les battirent par mer et par terre en plusieurs combats. Il faut rendre justice aux premiers Hollandais, qui avaient la pénible et dangereuse commission de faire et de maintenir ces faibles conquêtes; avec peu de monde ils ont souvent payé de valeur et de courage contre des armées innombrables. L'année 1619 fut une des plus remarquables; les forts Nassau et Maurice furent attaqués par les Indiens. Les Anglais, qui suivaient

les Hollandais à la piste, se joignirent aux Javans par jalousie, pour profiter de la défaite des Hollandais et pour occuper leur place. Ceux-ci n'étaient que 240 hommes; encore y avait-il des étrangers parmi eux; leur chef, nommé Coen, fit voile vers les Moluques pour rassembler quelque secours; un certain Vanden Broeck défendit ces deux forts, dont le second n'était pas encore hors d'insulte, et n'avait d'un côté qu'une loge de bois et des palissades. Vanden Broeck, aidé d'une escadre qui était en rade, fit une défense désespérée contre les Barbares et les Anglais; on pressait les deux forts par mer et par terre avec le canon de ces derniers. Le roi de Jacatra voulut ménager un accord, et ayant attiré le commandant hollandais dans une entrevue, il le jeta en prison, et, par une dernière perfidie, l'exposa au canon des deux loges ou forts pour les obliger à se rendre. Ce commandant, tout prisonnier qu'il était, encouragea ses gens de la voix et sema la division parmi les infidèles. Le roi de Bantam lui porta du secours. Sur ces entrefaites, le général Coen vint à paraître fort à propos avec dix-sept voiles et quelques troupes fraîches. Il commença par battre et ruiner l'escadre anglaise dans la rade; il en prit tous les vaisseaux et les canons. Le lendemain de son débarquement, il attaqua la ville de Jacatra, qu'il prit d'assaut, et, comme elle n'était que de cannes et de chaume, il y fit mettre le

feu : elle fut consumée jusqu'à la dernière cabane.

C'est cet emplacement qu'on étendit jusqu'à y enfermer les deux redoutes, Nassau et Maurice. Outre la rivière qui le traverse, on s'approcha d'une autre qui coule dans les fossés. On jeta le plan et les fondemens d'une belle citadelle, qui commande la mer, la ville et les environs. Dès lors on lui avait donné le nom de Batavia ; mais il lui fut un peu contesté, et ce ne fut qu'en 1621 qu'il lui fut solennellement imposé par une résolution de la compagnie des Indes de Hollande. Cet établissement devint un des plus grands et sans contredit la plus forte et la plus belle ville de l'Asie. Cependant elle ne parvint à ce degré de splendeur qu'après quelques années. En 1629, l'empereur de Java l'attaqua de nouveau et en forma le siège avec toutes ses forces ; mais il fut repoussé par les Hollandais et leurs fréquentes sorties. Depuis les Javans et d'autres Indiens, excités le plus souvent par des Européens jaloux, ont fait d'autres entreprises, mais toujours en vain. Il y a long-temps que cette ville n'a plus d'insultes à craindre : elle est grande, ceinte de bonnes murailles et de dix-huit bastions ; il y a de beaux bâtimens, les rues sont larges, bien percées, et tirées au cordeau. La rivière qui y passe et celle qui l'environne et fait le tour du château, se communiquent par plu-

sieurs canaux, revêtus, plantés sur les bords, ainsi que les avenues de la ville, d'une infinité d'arbres du pays, toujours verts. La citadelle a quatre bastions et une demi-lune vers la ville; elle contient plusieurs bâtimens et de vastes logemens. Le général, les grands officiers, les conseils et nombre d'autres personnes y ont leur résidence.

Le port et la rade ont toutes les commodités imaginables, et sont d'une beauté achevée. Il n'y en a point de plus fréquentés dans le monde; à chaque instant on y voit aborder des bâtimens de toute espèce, indiens, chinois, des îles et de l'Europe; cette ville passe pour un chef-d'œuvre par sa force, sa beauté et son élégance. La compagnie hollandaise d'Orient s'arroge l'empire du commerce, et Batavia est la capitale et le siège de cet empire.

Pour continuer à examiner les autres branches de ce commerce prodigieux, nous reviendrons à ce qui a été dit sur la fin de l'histoire des troubles des Pays-Bas; on a vu qu'après la conclusion de la trêve de l'an 1609, les Hollandais, qui ne pensaient qu'à augmenter leur commerce, couraient en foule aux Indes; et en effet tous ceux qui s'étaient mêlés de cette navigation sous les premiers armateurs, et ensuite sous la compagnie, en avaient pris le goût. Un grand nombre d'autres y accoururent; ceux à qui l'avi-

dité du gain avait fait oublier la patrie ; d'autres dont la fortune dérangée n'offrait que cette ressource ; des gens désœuvrés, des réfugiés, des soldats, enfin des colonies entières s'engageaient pour ces voyages.

Les directeurs, dans leurs vastes projets, avaient besoin de monde. Ils ne voulaient pas risquer à demi, et encourageaient les aventuriers par des profusions, des équipemens coûteux et de grandes espérances. Les événemens ont montré que les premiers débarqués ont mérité cet encouragement par leurs travaux et leurs souffrances. Tous ces hommes déterminés quittèrent leur patrie gaiement, sans s'inquiéter des troubles qui s'y élevaient. Indifférens sur la religion, ils n'en portaient qu'une fort commode et compatible avec toutes les religions du monde. Leur projet n'était point de convertir qui que ce fût. Cet article les embarrassait aussi peu que le schisme d'Arminius et de Gommar, lequel désolait les Provinces-Unies, et dont peut-être ils ne s'étaient jamais informés.

Avec de telles dispositions, et préparés à tous les événemens, les Hollandais se rendirent aux Indes. Leurs premiers soins ne tendaient qu'à furceter et reconnaître les îles, le continent et les passages, le génie des peuples, la nature et la juste valeur des denrées sur les lieux, enfin celles dont les habitans manquaient et qu'on pourrait

tirer de l'Europe. Ils employèrent quelque argent en marchandises de toute espèce, dont les Indiens, faute de débit, étaient si surchargés, qu'ils étaient bien aises de vendre à très-bas prix, et qui produisirent au retour des gains au centuple. Lorsqu'on parle des richesses immenses que ces vaisseaux rapportaient dans les premières années de ce commerce, il ne faut pas s'imaginer qu'ils revenaient chargés d'or et d'argent; il n'en était pas ainsi : ils apportaient en grande quantité des choses inconnues, rares, propres au luxe et à la délicatesse; des inutilités, des colifichets même. Tout cela éblouit par la nouveauté, et procura aux marchands tout l'or et l'argent de l'Europe; car le prix en étant purement arbitraire, les sommes qu'ils en tirèrent passent l'imagination. Il est prouvé que certaines denrées inconnues se vendaient trente à quarante florins la livre, qui ne leur coûtait pas deux sols; tout le reste se débitait à proportion. Voilà les premiers et les plus grands fonds de ce commerce, que les Portugais n'avaient qu'effleuré jusqu'alors.

Les directeurs hollandais, habiles négocians et profonds calculateurs, prévoyaient bien que ces gains prodigieux ne dureraient pas toujours, que l'abondance et la satiété rendraient les choses plus communes, ou que d'autres nations rivaliseraient avec eux pour en ravaler le prix. D'après les plus exactes informations et l'ex-

périence de leurs agens, qui avaient fait le voyage; ils conçurent un plan pour rendre leur commerce durable et nécessaire, non-seulement en Europe, mais dans l'Orient même : afin de s'en établir les maîtres exclusifs et de faire passer par leurs mains tout le négoce du monde, ils eurent mille obstacles à surmonter; néanmoins, après longues années, ils atteignirent leur but, au moins en grande partie.

Pendant qu'ils cherchaient à se placer et lorsqu'ils commencèrent à prendre terre à Java, ils n'avaient pas négligé de bien connaître les îles Moluques, surtout les îles aromatiques. Les productions de ces îles sont les épiceries. Amboine produit le girofle, Ceylan la canelle, et Banda la noix muscade et le macis, qui est l'écorce de cette noix. Dans ces contrées, la nature est surtout admirable par une sorte de merveille; chaque île ne produit qu'une seule de ces espèces, et l'on ne connaît point dans le monde d'autre endroit qui produise les épiceries; cependant ces îles suffisent pour en fournir tout l'univers, et en remplir des magasins de réserve. Je m'explique : Amboine seule produit les clous de girofle ou girofle. Les îles de Ternate et Neira avaient autrefois aussi de ces arbres, mais depuis que les Hollandais en sont maîtres, ils font arracher toutes les plantes de ces dernières îles, pour en avoir exclusivement à Amboine; mais afin de dédommager les

rois de Ternate et de Neira, de cette perte, ils leur donnent 12,000 écus de pension par an, et en outre la moitié de cette somme en présens.

Croirait-on que cette épice seule vaut une mine d'or aux Hollandais ? Voici comment : l'arbre qui la porte est grand et se charge abondamment de belles fleurs qui poussent les clous en tresse ; chaque clou qui tombe prend racine et produit un nouvel arbre. Ce végétal est d'une nature si caustique, que ni herbe ni légume ne peuvent croître aux environs ; il se multiplie prodigieusement et forme des forêts entières.

Les Hollandais sont les maîtres de ces îles, mais ils n'ont point la propriété du girofle. Par un accord permanent et stable, les nègres ou habitants ne peuvent en livrer qu'à eux seuls, à condition qu'ils enlèvent toute la récolte. Elle est quelquefois si abondante, qu'après en avoir fourni le monde entier, ils sont obligés d'en emmagasiner de grandes quantités en plusieurs endroits, et si l'abondance continue pendant quelques années, ils brûlent les vieux magasins, afin de ne point voir baisser le prix et de le tenir au même taux. Par cette convention, le prix qu'ils en paient aux nègres d'Amboine est stipulé à sept sols la livre. Comme il se fait une consommation incroyable de girofle, dans les Indes jusqu'à la Chine, au Japon et dans tout l'Orient, qu'il s'en consomme dans ces contrées cent et cent fois plus

qu'on n'en exporte en Europe, et qu'il est à remarquer que dans la plupart des Indes, les épiceries tiennent lieu d'argent comptant, ils paient avec cette denrée, dont la livre est évaluée à 75 sols, toutes les marchandises qu'ils tirent de tant d'endroits, en vertu de tarifs et de conventions. Qu'on apprécie si l'on peut, d'après la quantité excessive qu'ils en débitent, le gain de 68 sols sur cette seule espèce. On peut y ajouter la quantité d'épiceries qui se transportent dans les endroits où il n'y a rien de réglé par convention, comme dans toute l'Europe. Il y a trente ans et plus que ce calcul a été fait, et, selon le prix courant d'alors, cette marchandise rendait dans nos climats plus d'un florin par sol de bénéfice sur le premier achat. Depuis, il n'y a guère eu de changement à cet égard.

La cannelle, les muscades et le macis se recueillent par le même moyen; on en fait le même usage, le même trafic, et l'on peut en dire autant.

Le poivre est un objet d'importance; les Orientaux en consomment une quantité prodigieuse, puisqu'il entre dans presque tout ce qu'ils mangent; il en vient aussi beaucoup en Europe.

Les Hollandais n'ont rien négligé pour s'en approprier le commerce; ils possèdent plus de quinze lieues de pays le long des côtes de Malabar; ils les ont acquises dans ce dessein, et ils y

ont un gros commerce, qui leur épargne encore l'argent comptant dans plusieurs endroits, mais ils n'ont pu en faire un monopole. Le poivre est de plus d'une espèce; il est trop abondant et croît en trop de lieux pour qu'ils réussissent à en avoir seuls le débit; il en est de même du gingembre, du cardamome, du musc et d'autres drogues et aromates, qui font une branche lucrative de leur négoce, quoiqu'elle ne leur appartienne pas exclusivement.

Il est assez connu que le trafic des épiceries, principalement des premières, est l'objet fondamental et l'ame du commerce des Indes orientales. Les Hollandais ont fait des efforts, des tentatives, la guerre par mer et par terre, et des dépenses excessives avant de pouvoir s'en emparer, et à la longue ils en sont venus à bout.

Les épiceries étaient très-connues en Europe long-temps avant les Hollandais; lors du commerce florissant de l'Italie, il en venait du levant. Il était anciennement passé en proverbe que le blanc et le noir, c'est-à-dire, le sucre et le poivre, avaient fait Venise; mais il s'en fallait beaucoup que ce fût avec autant d'abondance et tant d'avantages; cette marchandise était plus chère. Les Italiens ne la recevaient que de la troisième ou quatrième main; les Arabes et les caravanes en retiraient le profit le plus clair;

les Portugais même, qui ont possédé ces îles, n'usaient d'épicerie que pour leurs besoins; ils n'en exportaient que chez eux, sans en trafiquer jusqu'au bout du monde.

Les îles aromatiques dont nous venons de parler se distinguent assez parmi les Moluques; elles parfument l'air à quelques lieues en mer. L'odorat des premiers navigateurs hollandais en fut frappé, au point qu'ils tentèrent presque l'impossible pour y entrer, jusqu'à affaiblir et négliger leur premier établissement à Java. Cette cupidité les a exposés plus d'une fois à perdre leurs conquêtes.

Dès l'an 1611 et 1612, ils fouillaient dans ces îles; elles étaient sous la domination ou la protection des Portugais, qui y tenaient des villes, des forteresses, des forts et des redoutes. Après avoir reçu des rapports réitérés et circonstanciés, la compagnie hollandaise résolut de faire les plus grands efforts pour s'assurer de ce commerce. On envoya aux Indes des forces extraordinaires, qui tinrent les Hollandais en état d'y agir offensivement, car dans les premières années la guerre n'avait été que défensive contre les Portugais et leurs alliés. Cette guerre fut très-animée; il y eut des combats sanglans sur mer et sur terre, des sièges, des entreprises heureuses et malheureuses sur ces îles fortunées. Amboine fut la première qui tomba en leur pouvoir. L'île de Ceylan

ou Ceylon est très-grande; les Hollandais n'y ont que le bas-pays, qui consiste en douze ou quinze lieues, en forme de lisière, le long des côtes; c'est là que croît le cannellier en si grande quantité, que pour maintenir le prix de la cannelle, ils sont obligés d'empêcher la multiplication de ces arbres, qui forment d'épaisses forêts; le reste de l'île nourrit un grand nombre d'éléphants, les plus estimés de l'Asie; par conséquent, les dents de ces animaux, dont on tire l'ivoire, y sont abondantes. Le bois d'ébène et d'autres bois recherchés s'y trouvent. Le souverain de ce pays prend le titre d'empereur de Kandy; il tient le haut pays et les montagnes, qui sont presque inaccessibles; son domaine embrasse la plus grande partie de l'île : il est puissant. Les Portugais, ni les Hollandais n'ont jamais pu se le concilier, mais ces derniers ont conclu un traité avec lui, et les places qu'ils possèdent leur assurent la cannelle.

Ils avaient eu l'entrée à Ceylan dès l'an 1612, mais des changemens survenus depuis, et les Portugais qui y possédaient toujours des forteresses, empêchaient que le commerce n'y fût entièrement libre pour les Hollandais. Ce ne fut que vers l'an 1630 que le roi ou empereur de Kandy leur demanda du secours contre les Portugais et les petits rois de l'île, alliés aux noirs. Les Hollandais, qui n'attendaient que cette occasion, la saisirent avec empressement, et se por-

tèrent en force à Ceylan. C'est dans cette guerre qu'après des sièges meurtriers et réguliers , ils prirent sur les Portugais, qui se défendaient vigoureusement, les villes de Colombo, Negombo, Puento de Gallo. Ils s'emparèrent ensuite de Cochin, ville du Malabar. On y débitait beaucoup une fausse cannelle sauvage, qui faisait décheoir la véritable. Par cette conquête, ils sont aussi les maîtres de cette cannelle, qu'ils débitent comme ils veulent, ainsi qu'une partie du poivre.

Les îles de Banda n'ont que leurs noix muscades et le macis. L'arbre qui les porte est une espèce de chêne d'un bois fort et dur; on le nomme quelquefois le chêne muscadier; ces arbres se reproduisent par les noix, sans qu'on y mette jamais la main : ils se multiplient beaucoup. Au reste, Banda est petite, mal peuplée et pauvre : les Hollandais y ont bâti un fort, nommé de Nassau. Il est encore à remarquer que ces trois îles d'Amboine, du Bas-Ceylan et de Banda, qui donnent ces précieuses épiceries, n'ont presque rien d'autre. Les Hollandais sont obligés de nourrir leurs garnisons et un grand nombre d'habitans, des provisions qu'ils envoient de Batavia; autrement on y mourrait de faim. Ainsi le seul produit des épiceries donne à la compagnie un profit immense, qui surpasse tout calcul. Trente à quarante années d'un travail assidu, des guerres, des conjurations, une dépense énorme, beaucoup de sang

répandu, et de fortes pertes lui ont procuré le commerce exclusif de ces contrées : encore n'en est-elle bien assurée que depuis un siècle par la prise de Malacca et de l'île de Macassar, autrefois Célèbes (*). La forme du gouvernement de celle-ci était monarchique; les peuples en sont belliqueux; ils tirent des flèches empoisonnées, et ils ont tué beaucoup de monde avant qu'on ait pu les soumettre. On en est cependant venu à bout, et c'est depuis ce temps que les Hollandais sont les maîtres absolus du commerce de ces contrées.

Je n'ai fait qu'effleurer les principaux événemens qui ont accompagné l'établissement du commerce des Hollandais : il faudrait une histoire particulière pour en parcourir tous les détails. D'ailleurs, d'autres écrivains ont traité plus longuement cet objet. Ce qui assure la supériorité aux Hollandais, c'est leur habileté à concevoir un système général de commerce et à en coordonner toutes les parties de façon qu'elles se secourent et s'appuient mutuellement (47).

(*) Et non *célèbre*, comme le porte l'édition du libraire Lacrosse : cette île n'a jamais eu plus de célébrité que les autres îles de cet océan. *Macassar* n'en est pas même le nom; c'est celui d'une ville et du principal royaume de cette grande île, qui s'est toujours nommée et se nomme encore Célèbes : les Hollandais n'en chassèrent les Portugais qu'en 1660.

Toute nation qui voudra entreprendre de négocier dans ces pays lointains , chargera ses vaisseaux des fruits ou des marchandises des Indes , achetés à deniers comptans ; si elle y porte quelques unes de ses productions , elle perdra toujours sur les échanges , car les Hollandais y envoient toutes les marchandises qu'on tire de l'Europe , et en ont des magasins bien fournis dans ces contrées , de façon qu'ils peuvent les livrer à meilleur marché que les autres Européens ; j'en ai déjà dit la raison.

L'Asie , avec ses mers , ses îles et ses déserts , est d'une immense étendue ; cependant les Hollandais ont partout des établissemens , des bureaux des loges , qu'ils appellent comptoirs , et des consuls suivant le besoin. Dans chaque canton , ils achètent en temps opportun les produits des terres , de la nature et de l'art , pour les envoyer en échange à d'autres peuples : ils paient marchandise par marchandise , et ils gagnent sur toutes les deux. Voilà le grand secret de leur commerce , qui les rend les dépositaires , les courtiers et les commissionnaires de toutes les nations du monde.

Ce trafic exige un détail inconcevable et en même temps des forces pour protéger tant d'opérations différentes , dans une quantité d'endroits divers ; dès le principe ils sont parvenus par degrés à ce double but. Dans un lieu ils se sont établis et se maintiennent par la force ; ils se sont

insinués dans d'autres par souplesse, par conventions onéreuses, par intrigues, par dons et par présens. Ils ont l'entrée et le négoce partout, et tâchent toujours de se les rendre exclusifs autant qu'ils le peuvent. Au commencement ils portaient de l'argent aux Indes, ensuite quelques-uns de leurs produits, des objets fabriqués et ce qu'ils tenaient de la première main par leur commerce d'Europe; mais ils ne s'en sont pas tenus là. Quand ils ont vu par expérience que les Asiatiques avaient continuellement besoin les uns des autres; que leurs correspondances sans connaissance et sans effets n'aboutissaient à rien; que dans un canton on manquait absolument de ce qu'un autre avait de trop, qu'ils ne s'entendaient point du tout à la navigation et au commerce, les Hollandais ont tiré parti de ces observations et ont établi ce commerce intérieur de l'Asie, où ils ont fait tant de progrès. Les navires qu'ils entretiennent pour ces transports sont innombrables, et ne passent jamais la ligne pour venir dans les latitudes septentrionales. Uniquement destinés à ce commerce intérieur de l'Asie, on en voit dans tous les ports, on en rencontre dans toutes les mers. Ils ont des traités avec tous les princes les plus éloignés, et même presque inconnus de ces vastes contrées. Ils n'épargnent ni frais, ni ambassades, ni présens, pourvu qu'ils entrevoient un gain mercantile.

Dès l'an 1612 ils furent admis à des stipulations de commerce avec la Porte-Ottomane, qui leur ouvrit le Bosphore, l'Archipel, la Grèce et tout le Levant. Ils en ont avec le Grand-Mogol, la Perse, et en un mot avec tous les rois et princes de l'Asie, jusqu'au dernier tributaire. Le commerce qui leur a coûté le plus de peines et de dépenses, c'est celui du Japon et de la Chine, auquel cependant ils n'ont réussi qu'à demi, au moins par la suite.

Le Japon est encore fort inconnu. Cet amas d'îles, grandes et petites, n'a jamais été visité, ni examiné comme il faut. C'est encore à présent une énigme, si au septentrion, le Japon, couvert de montagnes épouvantables et de terres inconnues, où l'on suppose que sont des mines d'or et d'argent, ne tient pas au continent. Les Hollandais ont, de propos délibéré, exposé deux vaisseaux à faire naufrage, pour reconnaître et épier ces derniers bouts du monde; ils y ont péri, et ceux qui ont échappé ont été maltraités, et n'en ont pas rapporté de grands éclaircissemens.

Les Japonais, à ce qu'on prétend, sont spirituels. Les Portugais et les Espagnols y avaient abordé autrefois dans les endroits praticables, et y avaient conduit des missionnaires, qui firent des conversions étonnantes et de grands progrès dans la propagation de la foi chrétienne. De jeunes Japonais, parens et ambassadeurs de petits rois

convertis, de ces îles, firent une entrée à Rome avec les missionnaires, sous le pontificat de Grégoire XIII, et parurent à la cour de Madrid vers la fin du seizième siècle. Mais vingt ans après, une révolution et une usurpation dans ce royaume y excitèrent une persécution si barbare contre les chrétiens et les nouveaux convertis, que l'église n'en a jamais souffert de pareille. C'était alors que les Hollandais tâchaient de s'y introduire. Ils avaient eu permission de bâtir une loge dans l'île de Firando; ils en avaient fait une forteresse, mais trop incommode à cause de son éloignement. Ils cherchaient de s'approcher des grandes îles. Celles de Nippon et de Ximo étaient pleines de chrétiens. St-François-Xavier avait prêché l'Évangile à ces peuples; il mourut dans une autre île dépendante de la Chine : ses disciples continuèrent à convertir les Japonais, et ceux-ci étaient amis des Portugais. On accusa les chrétiens d'un complot pour envahir le Japon. Il s'ensuivit une guerre et deux ou trois batailles sanglantes; les chrétiens ayant enfin été vaincus avec un grand massacre, le reste succomba dans l'horrible persécution qu'ordonna un usurpateur de l'empire, qui régnait alors à Yeddo; on a écrit que plus de 60,000 hommes périrent dans la guerre et par des supplices affreux. Le christianisme y fut extirpé, et les Japonais furent replongés dans la plus monstrueuse idolâtrie.

Des écrivains et des voyageurs contemporains ont écrit qu'un officier principal du comptoir hollandais de Firando avait beaucoup contribué à cette cruelle guerre et à ses funestes suites, par des présens, des intrigues et des lettres supposées. Toujours est-il vrai que l'entrée au Japon fut interdite à toutes les nations du monde, excepté aux Chinois et aux Hollandais; et, dans les perquisitions sévères contre le christianisme, ces derniers ont obtenu, à force d'argent, qu'on se contentât de la déclaration qu'ils sont de la religion hollandaise, sans rien exiger de plus. Ils ont donc au Japon le commerce exclusif sur tous les Européens; mais il leur coûte des sommes immenses, et encore est-il extrêmement borné et gênant par la jalousie de ces insulaires.

On a assigné aux Hollandais une petite île nommée Defima ou Difma, qui forme une pointe avancée ou un promontoire devant le port de Nangasaki, auquel il tient par un pont; un seul vaisseau peut y venir à la fois en certain temps réglé. Aussitôt qu'il y est arrivé, il est séquestré; la charge en est portée à terre, de même que les voiles, les agrès et le gouvernail; tout l'équipage s'y rend de même, sans pouvoir sortir de l'île. Quelque temps après, des Japonais préposés y viennent avec un interprète et les marchandises qu'ils ont la permission de vendre; ils en règlent les prix par des bordereaux tout faits qu'ils portent à

la main. Les Hollandais n'ont qu'à payer, à remettre tout en ordre, à demander congé et à partir. Cette manière de commercer, qui les assimile aux pestiférés en quarantaine dans un lazaret, a souvent dégoûté les Hollandais; ils ont voulu abandonner ce commerce dispendieux et difficile; il faut qu'ils y trouvent encore leur compte, et qu'ils espèrent plus de liberté avec le temps. J'ignore s'il y a eu rien de changé depuis.

L'empire de la Chine, dans sa vaste étendue, était un autre point très-attirant pour la compagnie. Les intéressés ont fait long-temps les tentatives les plus fortes pour y établir leur commerce. Je crois que ce ne fut que l'an 1622 qu'ils y furent admis avec les autres nations qui fréquentent à Canton. Dans les commencemens, les Hollandais trouvèrent partout une prévention universelle qui leur faisait obstacle. Tous les Orientaux, surtout les plus éloignés de l'Europe, ne connaissaient que le despotisme et l'esclavage. Ils ne pouvaient concevoir d'idée, ni se figurer qu'un état pût subsister sans monarchie; il fallait de grandes souplesses, des présens et des offrandes pour leur faire comprendre qu'une société marchande peut agir en souveraine, et n'avoir pour maître qu'une autre pluralité de personnes, leurs égaux, sans chef permanent. A cette époque, l'empereur de la Chine étudiait les mathématiques, l'astronomie, la géographie et les

sciences qui y sont relatives; il en faisait son occupation. Il était entouré d'habiles gens qu'il avait demandés d'Europe, et qu'on avait eu soin de lui envoyer bien choisis, la plupart jésuites, parmi lesquels était un P. Adam Schall, natif de Nuremberg. Cet homme portait un plastron brodé et un habillement distingué, comme élevé au rang d'un des premiers Mandarins. L'empereur le consultait non-seulement sur son art, mais en toutes choses. Les Hollandais lui ont voulu beaucoup de mal, à lui et à ses confrères, pour leur avoir rendu de très-mauvais services, à ce qu'ils prétendent; mais il lui aurait été difficile d'effacer toutes les apparences qui existaient contre eux et de les déguiser pour leur rendre service, quand il s'agissait du pays de la domination hollandaise, tant leur petit état figurait peu dans les cartes géographiques et dans les mappemondes du globe terrestre : il y est comme un point presque imperceptible. D'un côté on ne pouvait nier qu'ils ne fussent des sujets insurgés contre l'Espagne; d'un autre, les Portugais les avaient dépeints comme pirates et corsaires, qui n'avaient qu'une tanière pour retraite. Voilà pourquoi on les méprisait, et pourquoi les Chinois, les Japonais et d'autres peuples, tous également vains et fastueux, refusèrent leur alliance au premier abord. Il y en eut qui comprenaient si difficilement l'idée d'une constitution et d'un gouverne-

ment populaire, que les Hollandais, qui n'étaient pas délicats à scindre tout ce qu'on voulait d'eux, passaient tantôt pour sujets du prince d'Orange, tantôt pour ceux du gouverneur général de Batavia.

Il a fallu vaincre avec grande peine et à force de présens ce préjugé général, et ce fut pour effacer ces sinistres impressions que la compagnie envoya à la Chine, au Japon et ailleurs, ces magnifiques ambassades dont il existe tant de descriptions.

Pendant que les Hollandais, enfin admis, faisaient leur commerce à la Chine, arriva cette grande révolution de l'an 1641, qui rendit les Tartares maîtres de tout l'empire. Les Hollandais firent leur cour au nouvel empereur tartare par une superbe et dispendieuse ambassade, mais elle fut sans succès pour l'extension de leurs privilèges. Koxinga, chef des Chinois vaincus et réfugiés dans les rochers de la mer, se vengea d'eux en leur enlevant l'île de Formosa après un siège meurtrier des forteresses qu'ils y avaient. Cette île leur servait d'entrepôt pour le commerce du Japon et de la Chine; elle était considérable; ils avaient fait de fortes dépenses pour la fortifier, et la compagnie, en la perdant, fit une perte inestimable.

Ce serait ici le lieu de parler des mœurs, des habitudes et des habitans de la Chine et du Japon;

mais tant de voyageurs en ont écrit depuis un siècle, et nous en donnent des relations si exactes, qu'elles sont plus que suffisantes pour détromper les Européens de l'idée qu'ils avaient anciennement de ces peuples, en les croyant des génies supérieurs, et profondément instruits dans toutes les sciences et tous les arts : ils sont d'un orgueil insupportable, qui rejaillit sur toutes leurs actions; ils se croient seuls habitans du monde et méprisent toutes les autres nations. Un écrivain, parlant de la Chine, dit plaisamment : « Dans ce beau pays qu'on vante tant, il n'y a ni pain, ni vin, et dans la capitale on se chauffe en brûlant l'ordure des animaux, faute de bois »

Il parle de Pekin, situé tout au nord vers le pays des Tartares, dans les plaines arides, où le bois manque absolument, et où l'on souffre beaucoup du grand froid dans certaines saisons. Le peuple est innombrable, et par bonheur il n'est pas si fainéant que les Indiens. Tout le monde y travaille à quelque métier, presque pour rien, parce qu'on y vit de rien. La multitude se nourrit de riz bouilli qu'elle mange dans le creux de la main, et boit de l'eau tiède, quelque fois du thé. Les plus élevés se nourrissent de porc et d'intestins; leurs pâtes de farine de riz, assaisonnées de safran et d'épiceries, sont encore en forme de boyaux, et font par-tout le plat d'honneur. Si l'on examine leur génie et leur

doctrine, on reconnaît que leur religion n'est qu'une idolâtrie noire, monstrueuse, et que leurs prétendues divinités ne sont représentées sous les figures les plus hideuses, que pour inspirer la terreur. Les gradués parmi les savans sont fastueux et grands sophistes : la preuve de l'imperfection de leurs arts, c'est qu'ils font venir d'Europe des artistes pour les rectifier. Les premiers principes de leur alphabéth consistent dans la connaissance de 10,000 lettres ou hiéroglyphes ; leur langue, où une syllabe signifie vingt choses différentes, qui dépendent du ton de celui qui prononce, forme une espèce de chant : il faudrait battre la mesure pour en distinguer l'accent. Leur chronologie est absurde ; ils en marquent les époques et les événemens par des cordons de soie, noués.

Tous ces idolâtres ont une teinture de la métempsycose ; ils donnent communément au passé beaucoup plus de milliers d'années que nous n'y trouvons de siècles. Cependant cette érudition, si peu raisonnable et qui répugne au bon sens, est en vénération parmi eux. Il faut avouer du reste que l'étude des sciences chez eux a tout ce qu'il faut pour les rendre difficiles et pénibles. Quoiqu'ils entretiennent et mettent sur pied des armées innombrables, leurs exploits de guerre et leur valeur n'ont point fait d'éclat. Malgré leur muraille, ancienne de deux milleans,

et longue de trois cents lieues contre les Tartares, ceux-ci les ont subjugués quatre ou cinq fois. On a dit, après la dernière révolution de 1641, que, quand ces conquérans seront tout-à-fait incorporés et naturalisés en Chine, d'autres Tartares viendront de nouveau pour les combattre et les subjuguier encore.

Telles sont les nations dont les Hollandais ont recherché l'alliance à cause de leur commerce, par les humiliations les plus rebutantes et par des dépenses énormes. Ils en ont agi de même dans tout l'Orient, où ils ont réussi plus ou moins, mais assez néanmoins pour avoir accaparé le commerce de toute cette partie du monde, jusque dans les plus misérables petites contrées et chez les derniers des barbares.

Je l'ai dit, le grand ressort de cette machine, c'est ce transport continu, cet échange d'un endroit à l'autre dans toutes les contrées, de tous les produits des Indes et de l'Asie. Les Hollandais achètent d'un côté pour revendre de l'autre, et font un double gain, sans rien déboursier. Leur étude et leur application ne tendent qu'à connaître les récoltes manquées, les besoins accidentels, pour se régler en conséquence, tenir les prix fixes ou les augmenter suivant l'occasion : ils ne paient en barres et en monnaie que dans les lieux où il y a des profits sur le métal même. A la Chine et au Japon, on préfère l'argent

à l'or, et l'on fait peu de cas des diamans et des pierreries; dans l'Indoustan, c'est le contraire. Les Hollandais profitent de ces goûts différens; ils portent à la Chine et au Japon de l'argent pour acheter de l'or et des bijoux, qu'ils débitent ailleurs avantageusement. Tout ce qu'ils font est dans ce système. Pour soutenir un commerce si ample et si étendu, la compagnie entretient ordinairement cent quatre-vingts navires de trente à soixante pièces de canon, avec tous les bâtimens de moindre bord qu'exige le service. En cas de nécessité ou de guerre subite, elle pourrait encore assembler jusqu'à quarante vaisseaux de ligne. Les forces de terre, y compris les soldats de marine et les garnisons des places, montent à 25,000 hommes, avec leur état-major, les officiers et l'artillerie.

Si l'on compte le général, les directeurs, les conseils à Batavia, leurs officiaux, les gouverneurs et les commandans des établissemens de la compagnie, ensuite les employés dans les loges ou comptoirs de tous les endroits de l'Asie, et qu'on réunisse cette énumération à ce qui précède, il en résultera que la compagnie a plus de cent mille personnes de toutes professions à ses gages. On peut dire que la cour du gouverneur-général, avec sa maison, ses gardes à pied et à cheval et ses officiers, égale ou surpasse celles des puissans princes. Les ambassades solennelles,

les magnifiques présens qu'on porte jusqu'au bout du monde, font encore un article de dépense fort considérable. On peut ajouter les pensions que les Hollandais donnent à de petits rois, à des rajas et à des peuples qu'ils veulent retenir sous leur influence, et les dépenses casuelles pour les fêtes et les réceptions. Dans l'année 1680, il prit fantaisie au roi de Golconde d'aller voir le comptoir de Masulipatan, d'y conduire son sérail et toute sa cour, afin de leur faire voir les femmes hollandaises. La réception fut telle, et l'on fit des présens si magnifiques au roi, aux sultanes et à toute sa nombreuse suite, que cette visite coûta 66,000 florins à la compagnie.

Il faut encore mettre en ligne de compte les grosses pertes qui arrivent de temps en temps. Les Hollandais sont souvent engagés, malgré eux, dans les révolutions et les guerres du pays; témoin celle où les quatre fils du Grand-Mogol Cha-Gehan prétendaient chacun usurper le trône du vivant de leur père. Les Hollandais avaient beau vouloir garder la neutralité; pendant le désordre et la confusion, leurs comptoirs furent pillés; ils y firent de grosses pertes. Nous avons déjà cité un autre exemple au sujet de la révolution de la Chine: les Hollandais ayant trop avidement embrassé le parti des Tartares vainqueurs, les corsaires chinois, pour se venger, enlevèrent à la com-

pagnie l'île Formose, où elle perdit des magasins et une forteresse très-importante.

Quand les grandes puissances de l'Asie sont en guerre entr'elles, les Hollandais ne peuvent quelquefois s'excuser de prêter leurs vaisseaux à l'une ou à l'autre. Dans le cours ordinaire du commerce, et même en temps de paix, il n'y a guère d'années que la compagnie ne perde quelque vaisseau richement chargé dans le voyage ou le retour à la Chine et au Japon; la traversée est longue dans ces mers orageuses et sauvages. Lorsqu'il y a eu guerre en Europe entre les états-généraux et d'autres puissances, on a vu des momens où la compagnie a souffert de grands dommages. Les Portugais, les Français, surtout les Anglais ont souvent attaqué au retour leurs flottes chargées.

Le plus grand préjudice de cette compagnie naît de la direction de son commerce; il est comme impossible qu'elle ne soit pas trompée et volée. L'infidélité et l'avidité du gain parmi des milliers d'employés, lui causent de grands dommages, difficiles à découvrir par l'éloignement et la dispersion de ce nombre de comptoirs et d'établissements. La plupart de ceux qui y vont, n'ont que le dessein de s'enrichir. Si par quelque protection ou par des services, ces gens parviennent à un emploi comptable dans des lieux où il y en a tant, ils font leurs affaires tant qu'ils peuvent.

On a vu en Hollande de ces fortunes rapides, acquises par beaucoup de personnes qui n'avaient aux Indes que des emplois subalternes.

Tavernier, ce fameux voyageur, qui, en quarante ans, a fait six voyages aux Indes orientales par toutes les routes qui peuvent y mener, donne, parmi ses relations, un traité particulier intitulé : *de la conduite des Hollandais en Asie*; il y dévoile nombre de supercheries, d'injustices, d'avanies, faites par des particuliers qui ont abusé de leur pouvoir. Il suppose toujours que la compagnie ignorait ces excès en Hollande, et il démontre par des exemples, combien et comment l'avarice de ses officiaux lui portait préjudice.

Thevenot, Bernier et Gemelli-Carreri en parlent moins longuement, mais d'une manière analogue. Ces quatre voyageurs sont à cet égard sans intérêt et sans partialité. Les trois premiers étaient Français, et le dernier Napolitain.

J'ai tâché jusqu'ici de donner un extrait de l'histoire du commerce des Hollandais et de leur compagnie de Batavia, qu'on appelle ainsi quelquefois, et qui serait mieux nommée, compagnie du commerce oriental. Je dis un extrait, parce que l'histoire entière, tirée des journaux de chaque vaisseau et de chaque administration, formerait des volumes et qu'on pourrait la trouver ailleurs. Ce sommaire suffira pour faire connaître

le commencement, le progrès, la division, les parties, les pertes et les traverses de cette association et pour indiquer les degrés remarquables qui l'ont conduite à cette supériorité et à cet état de puissance où nous la voyons maintenant. Il est dit dans l'ouvrage principal des troubles des Pays-Bas, comment elle fut formée, dirigée et composée chez les Hollandais.

Cette compagnie a beaucoup d'analogie avec le commerce de ces républicains en Europe, sur lequel elle influe. Elle est intimement liée et unie à l'état même des provinces. Sa grande raison d'état est celle du commerce; tous ses traités de guerre, de paix, d'alliance, n'ont pour objet que la liberté ou l'extension de ce commerce précieux, dans lequel la nation entière met sa confiance et fonde ses espérances, à peu près comme les peuples de l'Égypte croyaient n'avoir besoin de rien tant que le Nil arroserait et fertiliserait leurs terres : *tanta est fiducia Nilo*. On en a eu un exemple l'an 1672, lorsque les Français, étant entrés dans les Provinces-Unies, en subjuguèrent trois en peu de temps, et menacèrent Amsterdam, qu'ils manquèrent, quoique le salut de la nation en dépendit. La république, à deux doigts de sa ruine, n'avait plus d'espoir dans ses forces de terre; mais sa marine était encore en état de la sauver. Ses flottes sur l'océan avaient tenu ferme contre celle des An-

glais, lors de l'usurpation de Cromwel; et dans cette guerre les forces navales de la France et de l'Angleterre combinées n'avaient pu les entamer : redoutable sur mer, elle se maintenait encore. On délibérait souvent à l'assemblée des états-généraux sur le parti à prendre dans cette situation critique. Il y eut des avis tendant à offrir à l'empire ce qui restait des sept provinces, et de s'y assujétir *per pactum subjectionis*, comme la Courlande est unie à la Pologne. Mais on proposa encore un autre avis, qui vraiment tenait du désespoir; c'était d'embarquer sur la flotte tous les habitans, femmes et enfans, qui le voudraient, avec ce qu'ils avaient de plus précieux, et d'employer ce nombre infini de vaisseaux de tout rang et de toute espèce, qui étaient dans leurs ports et havres, pour les transporter en Asie; de mettre, à jour fixé, le feu à toutes leurs villes, de couper en même temps toutes les digues, puisque leur domination en Orient avait de quoi les dédommager, et d'y faire fleurir leur république en dépit de toute l'Europe. Par les changemens survenus, il n'a plus été question de l'une ni de l'autre de ces extrémités. Je ne rapporte ces avis proposés dans un temps postérieur, que pour faire voir l'idée et la confiance qu'inspire à la nation la puissance de la compagnie.

Un personnage éclairé, qui connaissait à fond

le commerce dans toutes ses branches, a dit autrefois que tant que les Hollandais auraient l'argent comptant à la main et en caisse, et qu'ils feraient à plus bas prix que d'autres le frêt et le débit, leur commerce serait supérieur à celui de toutes les nations. Je ne sais pas au juste si cette assertion est incontestable, mais au moins ils travaillent sur ce plan et se conduisent d'après ce principe, qui dirige tout ce qui se trouve en Hollande de commerçans, de compagnies, grandes et petites, de sociétés, de partis, d'entreprises, de fabriques et de particuliers; le même esprit règne partout. Les premiers fonds considérables sont venus de l'Europe même, comme on l'a dit ci-devant : ils furent le résultat du prix exorbitant des marchandises inconnues, rares, inusitées, qui furent portées en Hollande des Indes et des pays étrangers; tous ceux qui faisaient ce trafic, soit en gros soit en détail, en ont retiré des profits excessifs; les autres Européens en ont payé la valeur imaginaire. L'argent gagné de cette manière est encore en Hollande (47), car dans ce pays chacun gagne plus qu'il ne dépense. Les gros paiemens ne se font en espèces sonnantes que dans les lieux et dans les occasions où les Hollandais trouvent du bénéfice à payer comptant. Le reste et la masse principale des fonds sont engagés dans les banques nationales et étrangères, que par ce moyen ils maîtrisent au point d'être les

arbitres des cours du change. Ces opérations leur ont si bien réussi dans le principe, qu'ils les continuent toujours. Quand une flotte se prépare aux Indes pour le retour en Europe, les grosses marchandises communes ont leur destination pour l'Asie; on n'envoie en Europe que les plus belles, les plus fines, du nouveau et de l'inconnu, s'il est possible, pour lequel on puisse établir un prix arbitraire, qu'on entretient en ne débitant que modérément de ces raretés.

Un grand avantage qu'ont aussi les Hollandais, consiste dans leur économie qu'aucune autre nation ne peut égaler : qu'un homme s'enrichisse dans son commerce, qu'un commerçant devienne millionnaire, ni l'un ni l'autre ne dépenseront une obole de plus qu'auparavant. A Saardam, il y a de très-riches constructeurs de navires; leur capital est porté aux Indes ou profite dans les actions, tandis qu'ils sont charpentiers, cordiers, comme étaient leurs pères et leurs aïeux; ils vivent comme ceux-ci ont vécu. Quelle nation attendra plusieurs années avec le même flegme le retour d'une flotte ou d'un vaisseau? Les Anglais sont des rivaux dangereux; ils ont leurs établissemens et leurs comptoirs en Asie; les Vénitiens négocient beaucoup encore au Levant; mais les Hollandais, par leur frugalité et leur économie, peuvent donner le frêt, le transport et les marchandises à plus bas prix.

Le luxe, la volupté et la vie sensuelle ne sont point les défauts de la nation hollandaise. Cependant cette règle admet quelques exceptions : plusieurs des plus puissans entre les dix-sept chefs de la compagnie, vivent en Hollande très-bourgeoisement, tandis que celui qui les représente à Batavia, éblouit par son faste et tient une cour de roi : les ambassades de l'état sont quelquefois aussi somptueuses ; mais, en général, on emploie plus de profusion que de goût lorsqu'on sort de son caractère naturel ou national. Ces sortes de dépenses ont néanmoins leur motif et leur but ; d'ailleurs on ne les regarde pas comme une perte ; ces gens qui se sont enrichis dans les emplois ou les armemens sur mer, reviennent tôt ou tard dans la patrie avec leur capital. Ils y continuent le commerce et augmentent la richesse réelle de la nation.

Je n'ai rien dit ici de la compagnie des Indes occidentales, parce que j'en avais parlé dans l'ouvrage principal. Elle s'était formée en 1625, et n'existe plus depuis un siècle. Les grandes conquêtes des Hollandais au Brésil furent trop négligées. Les directeurs de ce pays, attentifs au gain seul, épargnaient le travail et l'entretien des fortifications ; ils réduisaient le nombre des troupes, ils vendaient à leur profit les munitions de guerre et jusqu'au salpêtre. Les Portugais sont venus, ont repris le Brésil, et fait abandonner par traité le reste des possessions.

Les Hollandais ont encore en Occident Surinam et peu d'autres contrées, d'où ils tirent beaucoup de sucre et du tabac. Ils ont retenu en outre quelques places et quelques établissemens sur les côtes de l'Afrique. Le cap de Bonne-Espérance est un promontoire de l'Afrique méridionale; ils s'y sont établis en 1648; ils en ont fait une seconde Batavia, à la grandeur près; c'est un accessoire et un entrepôt pour le commerce de l'Orient (48).

Concluons que l'on peut regarder le commerce des Indes orientales, qui est le mobile de tous les autres, comme un ouvrage du dix-septième siècle. Son étendue a surpassé toute idée et toute croyance; mais le commerce a, comme toute chose, ses périodes et ses révolutions. Je doute que depuis il se soit soutenu dans le même état et qu'il soit encore à présent aussi considérable. Les épiceries et le débit exclusif en sont toujours l'ame; mais le gros bénéfice sur les autres marchandises a beaucoup diminué.

CHAPITRE IV.

Continuation de la guerre en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. — Les états-généraux s'y engagent de plus en plus par le ministère du cardinal de Richelieu. — Le prince Frédéric-Henri d'Orange se distingue par la prise de plusieurs villes. — Grands projets du cardinal de Richelieu ; son ministère, celui du comte-duc d'Olivarez. — Mort de l'infante Isabelle ; commencement de nouveaux troubles. — Arrivée du Prince-Cardinal. — Premières lueurs de la paix dans l'agitation générale de l'Europe.

Nous nous sommes arrêtés assez long-temps sur l'état du commerce des Hollandais et de leurs compagnies, quoique nous n'en ayons fait qu'une ébauche superficielle ; cependant nous espérons qu'elle suffira pour en donner une idée, et faire connaître que, vers l'an 1630, les Provinces-Unies se sentaient en force de continuer la guerre avantageusement : elles y étaient excitées de tous côtés, surtout par la France, où le cardinal de Richelieu commençait à déployer ses grands desseins.

La république de Hollande confia ses armes et la direction de cette guerre à son stadthouder Frédéric-Henri, nouveau prince d'Orange, qui venait de succéder à son frère Maurice, non-seulement dans toutes les charges de la république, mais dans tous les biens de la maison d'Orange.

Ce prince était né en février 1584, quatre mois avant le funeste assassinat de son père. A son baptême il avait reçu les noms de Henri-Frédéric; les rois de France Henri IV, et de Danemarck étaient ses parrains. Je ne sais pourquoi il changea par la suite l'ordre de ses prénoms.

Fils unique du quatrième mariage de son père, il fut élevé sous la sage éducation de Louise de Colligni, sa mère; ce prince se trouvait cadet de deux frères vivans, d'une maison qui avait beaucoup souffert des désordres du temps. Il s'attacha constamment à son frère Maurice, qui lui apprit le métier de la guerre, où il fit de tels progrès qu'il devint aussi illustre capitaine que lui. Il le surpassa du moins en ce qui a rapport à la confiance des états-généraux; car Maurice avait beaucoup perdu de ce côté par ses projets ambitieux, qui n'avaient que trop éclaté dans les années précédentes. Le prince Frédéric-Henri ne fit jamais rien qui pût causer le moindre ombrage; il était désintéressé, généreux, franc et sincère: en matière de religion, il voulait une entière liberté sans s'ingérer dans les partis. Il n'a pas dépendu de lui que les catholiques ne fussent admis ouvertement; il leur a donné des témoignages de considération en plus d'une occasion. La faction de Barneveldt et les Arminiens ont eu plusieurs fois des marques de sa bienveillance. Malgré l'étroite alliance de la France avec les états-généraux,

la dissimulation et les mesures qu'il fallait y garder, ni lui, ni son épouse n'aimaient les Français. Le cardinal de Richelieu l'a reconnu quelquefois sans s'en plaindre.

On a donné pour cause de ce ressentiment que le temps n'a jamais entièrement effacé, les affaires de la principauté d'Orange. Lorsque Frédéric-Henri parvint à la succession de ce domaine, cette principauté était gouvernée par Jean d'Orsmal, seigneur de Valkenbourg, établi dans ce gouvernement par Maurice, son frère. Du vivant du prince Maurice, Valkenbourg y avait déjà parlé en maître et fait nombre de créatures. Ce petit état, enclavé dans le comtat d'Avignon au milieu de la France, était convoité par des voisins jaloux. Les princes d'Orange qui résidaient en Hollande étaient obligés, par leur éloignement, d'user de ménagement pour en conserver la souveraineté. Valkenbourg (*) était maître d'une bonne citadelle qu'il y avait alors, et des troupes de la garnison. Le parlement, les magistrats, tant d'Orange que des petites villes qui en dépendent, étaient ses partisans ou le craignaient. Cet homme tranchait du vice-roi et presque du souverain.

Le prince et feu son frère y avaient envoyé inutilement des personnes munies des pleins pouvoirs nécessaires; Valkenbourg éludait toutes

(*) Voyez à ce sujet la note de la page 31 du second volume de cet ouvrage.

leurs démarches : il faisait le mécontent, formait des prétentions et voulait capituler avec ses maîtres. Le prince apprit positivement que le gouverneur avait offert de vendre la principauté, tantôt au pape, tantôt à la France et à l'Espagne; il se procura des renseignemens plus détaillés et découvrit que l'artisan de toute cette intrigue était le cardinal de Richelieu, qu'il était en marché avec Valkenbourg, qui aurait livré la place moyennant 400,000 livres comptant et une terre de 20,000 livres de revenu en Provence, pour aller s'y établir. Le prince sentit qu'il n'y avait point de temps à perdre : il envoya à Orange le sieur Knuyt, Zélandais, son conseiller particulier, homme très-habile, et qui a figuré après comme plénipotentiaire à la paix de Westphalie. Muni de bonnes instructions et d'ordres secrets, il fut quelque temps *incognito* à Orange; ensuite il y parut en qualité de commissaire du prince. Il traita avec Valkenbourg comme les autres, et avec aussi peu de succès. Il avait pris ses mesures, et le gouverneur étant descendu du château en ville dans la maison du greffier La Pise, il la fit investir; Valkenbourg se barricada dans une chambre et voulut se défendre; il fut blessé à mort par des coups qu'on tira à travers la porte : on l'enfonça et il se rendit moribond. Knuyt se fit remettre la citadelle et rétablit le bon ordre partout. Le comte de Dhona y fut ensuite envoyé comme gouverneur. Le prince n'a jamais par-

donné au cardinal ce tort, qui, joint à d'autres mauvais procédés, a ouvert, dit-on, dans la suite, la route à la paix séparée des Provinces-Unies avec l'Espagne.

Dès l'an 1626, Frédéric-Henri, nouveau stadthouder, commença ses opérations militaires à la tête des armées. En 1627, il prit Oldenseel, dans le voisinage de Groeningue, Swol et Over-Yssel. L'année 1628 fut remarquable par la prise de la flotte d'Espagne transportant l'or de l'Amérique : le célèbre Pierre Hein, vice-amiral sous les ordres du prince, attaqua cette flotte près de l'île de Cuba, avec l'escadre destinée pour les Indes occidentales. On croit que les Espagnols y perdirent plus de vingt millions, et que les Hollandais avaient fait un butin de seize millions en lingots et en marchandises précieuses. Ce succès était un encouragement glorieux pour la compagnie occidentale, qui alors, nouvellement érigée, prospérerait avec le bonheur le plus rapide. Le même Pierre Hein, deux ans auparavant, lui avait rendu d'autres services, en s'emparant, dans la baie de Tous-les-Saints, d'une flotte d'Espagne chargée de sucre. Cette compagnie prit en 1630 la ville d'Olinde, au Brésil, et, par d'autres conquêtes, s'y établit puissamment; mais, comme je l'ai dit, vingt ans après, elle n'a pu se maintenir et s'est dissipée.

La compagnie orientale reçut vers cette époque

un convoi des plus riches; il portait pour deux ou trois cent mille écus de salpêtre tiré du royaume de Bengale, lequel est réputé le meilleur du monde. On en fit présent aux états-généraux pour être employé à la guerre, que le prince stadthouder dirigeait toujours avantageusement. Après un siège long et meurtrier, il s'était emparé de Bois-le-Duc, que son frère Maurice n'avait pu jadis emporter. Cette conquête eut lieu en 1629, quoique le comte de Bergh, avec l'armée espagnole, fût entré dans la province d'Utrecht, et eût pris Amersfort pour faire diversion.

Wesel, où étaient des magasins et la grosse artillerie d'Espagne, fut surpris en 1630 par Othon de Ghent, seigneur de Dieden, pour lors gouverneur d'Emeric. La même année, les Hollandais obtinrent encore un avantage du côté de Willemstat. Ce fut dans ces circonstances et vers les années 1628 et 1629, que le marquis de Spinola fut rappelé en Espagne : on n'en a pas su la raison, mais le départ de ce grand capitaine arriva fort mal à propos pour les Espagnols, qu'il ne fit que décourager; le prince d'Orange et ses généraux en profitèrent. La fortune des armes les favorisa constamment dans les campagnes suivantes; mais avant d'en parler, aussi bien que de la guerre allumée en Allemagne, et qui donna lieu à un grand nombre d'événemens remarquables,

il me paraît utile de jeter les yeux sur les grands acteurs qui occupaient le théâtre de l'Europe, et faisaient mouvoir tant de ressorts si puissans et si diversifiés.

La France et l'Espagne étaient à la tête de deux partis qui comprenaient tous les autres. Chacune de ces deux couronnes avait un premier ministre, qui s'est rendu célèbre dans l'histoire; ces deux hommes d'état s'étaient emparés de la direction des mouvemens qui agitaient toute l'Europe (49).

Environné et revêtu d'honneurs, le cardinal de Richelieu entreprit d'abaisser les ennemis de la France au dehors, comme il avait réussi au dedans à affaiblir les grands vassaux de cette couronne. Il disait que, sous les règnes précédens, on avait trop négligé les alliances étrangères; qu'il voulait les reprendre et les relever; que la guerre auxiliaire et déguisée qu'on faisait depuis tant d'années, coûtait autant qu'une guerre ouverte; que celle-ci était plus honorable et pouvait faire espérer de plus grands avantages. En effet, il mit l'un et l'autre de ces desseins à exécution, et bien qu'il eut agi hostilement fort longtemps d'avance, la déclaration de guerre ne fut publiée qu'en 1635. L'Espagne et les Hollandais avaient joué le même rôle depuis dix-sept ans; ils avaient pallié, sous le nom d'auxiliaire, une guerre réelle et active. La succession de Clè-

ves, la rébellion en Bohême, les affaires du Palatinat avaient servi de prétextes pour prendre part aux hostilités : ainsi la déclaration de guerre en forme n'apporta d'autre changement que celui de rendre la négociation beaucoup plus difficile, lorsqu'il s'agit de s'occuper de la paix.

Nous allons continuer le récit succinct de cette suite de guerre générale ; mais avant d'y entrer, il ne sera pas hors de propos de faire connaître les acteurs avant les faits. On sait que la France et l'Espagne soutenaient cette guerre l'une contre l'autre, de toutes leurs forces ; que chacune de ces grandes monarchies était gouvernée par un ministre d'un pouvoir absolu ; que ces deux ministres, par émulation, ne dirigeaient pas seulement les mouvemens principaux de cette guerre, mais aussi les grands ressorts politiques entre les autres puissances de l'Europe. On connaît le caractère et l'habileté de celui qui gouvernait la France. Il faut parler du ministre d'Espagne, et comparer ces deux hommes d'état.

Gaspar de Guzman, comte d'Olivarez, chef d'une branche cadette des ducs de Médina-Sidonia, était né à Rome, pendant que le comte Henri, son père, y était en ambassade ; il avait fait ses études à Salamanque. Sous le règne du roi Philippe III, il resta presque ignoré. Mais quand on composa la maison du prince d'Espagne, depuis Philippe IV, il y fut placé honorablement, et plut beaucoup à ce jeune prince.

Le roi Philippe IV, ayant succédé à son père, choisit pour son ministre don Balthasar de Zuniga, oncle maternel du comte d'Olivarez, et celui-ci travailla en second, sous son oncle. A la mort de don Balthasar, don Gaspar feignit de vouloir se retirer à Séville, où il avait des propriétés. Le roi lui ordonna de rester, et, peu de temps après, il succéda à son oncle dans le ministère. Il eut le bonheur de plaire au roi et de le servir à son gré, au point que ce souverain lui confia la direction générale de la monarchie. Ses contemporains lui accordent beaucoup de capacité et des talens; mais, élevé dans les maximes de la cour d'Espagne, et infatué, comme tous les Espagnols, de la grandeur de leur monarchie, qui leur paraissait inébranlable, il ne pesait pas assez les dangers des entreprises, les forces pour les faire réussir, ni les suites des engagemens avec les étrangers. Le roi, flatté de ses grands projets, ne se mêlait guère des affaires d'état, le laissait agir, l'aimait personnellement, et le comblait d'honneurs et de dignités. Toutes les premières charges de la cour étaient accumulées sur sa tête. Jusqu'ici le parallèle est exact. Le cardinal de Richelieu et le comte étaient du même âge; la différence n'était que de deux ans, que le premier avait de plus. Ils étaient chacun au timon d'un puissant état, dont toutes les forces étaient à leur disposition. Également ambitieux et vindicatifs, les

deux couronnes et leurs peuples ressentirent les effets de leurs passions.

Richelieu était beaucoup plus actif et plus circonspect. Cette conduite lui était nécessaire ; il n'était parvenu au ministère qu'après avoir vaincu la répugnance du roi et traversé mille obstacles : il était tous les jours exposé à des cabales et à des conjurations contre sa personne. Il choisissait lui-même ses créatures et les éprouvait.

Olivarez n'avait point ces soins domestiques, ni ce pénible détail ; il se comptait assuré de la bonne volonté et de la faveur du roi son maître ; il était beaucoup envié, mais on était à son égard plus soumis, et il n'avait pas à repousser si souvent de violentes intrigues, le fer ou le poison : il travaillait à l'espagnole, c'est-à-dire, avec beaucoup de paresse, de lenteur et de nonchalance ; il n'était pas heureux dans le choix de ses subalternes ; il l'abandonnait souvent à d'autres. Aussi s'est-on plaint universellement qu'il était mal servi.

L'ambition et la gloire étaient égales entre les deux émules. A peine Richelieu fût-il créé duc et pair, qu'on le nomma le cardinal-duc par antonomase. Le roi d'Espagne, l'an 1634, donna à son favori une nouvelle grandesse, en érigeant en duché la ville de San-Lucar la Mayor ou de Barrameda. Le ministre prit aussitôt le titre de comte-duc.

Le cardinal-duc ne donnait la main à personne : les princes étrangers , les ambassadeurs royaux , qui ne s'accommodaient point de ce cérémonial , ne le visitaient qu'au lit , ou négociaient par des tiers.

Le comte-duc avait une coutume encore plus singulière : on ne le voyait jamais qu'assis ; il donnait ses audiences dans son carrosse en se promenant ; on l'y trouvait assis et celui qu'il y faisait monter , s'y asseyait aussi. On a cru qu'il ne voulait pas paraître debout , parce qu'il n'avait pas la taille avantageuse (50).

On dit au sujet de ces audiences et conférences en carrosse , qu'un jour un secret d'importance , sur lequel la conversation roulait , fut éventé ; le comte-duc ne put former de soupçon que sur son cocher , qui l'aurait entendu ou deviné. Dans la suite le siège du carrosse resta vacant , et il fit placer le cocher en postillon sur le dernier cheval : cet usage fut adopté à la cour et ensuite partout en Espagne , d'où la mode se propagea dans d'autres pays.

Il est notoire que les soulèvemens et les cabales en France trouvaient leur appui chez le ministre d'Espagne , qui les fomentait à grands frais : Monsieur et ses partisans recouraient à cette ressource ; il y eut à ce sujet des traités , tels que celui que Fontrailles négocia. Ces intrigues ne tenaient qu'à perdre le cardinal , qui se vengeait

par de grands coups d'état, que l'Espagne a ressentis vivement. Les révolutions de Catalogne et de Portugal, en 1640, passaient pour avoir été tramées et fomentées en France. Je ne dirai rien de celle de Portugal, dont l'abbé de Vertot a donné au public une histoire complète in-8°; mais on admirera toujours comme un prodige, que le secret en fut su et gardé par un millier de personnes de tous rangs, sans qu'il fut découvert.

Pour achever le parallèle, les deux ministres, revêtus des premières charges, ont tenu un grand état et vécu dans un luxe proportionné; ils ont même répandu des bienfaits sur leur famille; mais ils n'ont passé ni l'un ni l'autre pour intéressés ou avarés.

A la vérité, les deux peuples gémissaient sous l'accablement des taxes et des charges; mais les trésors immenses qui en provenaient étaient absorbés dans cette malheureuse guerre et dans les grands desseins des ministres, sans qu'on les ait accusés d'en avoir diverti l'usage à leur profit. Enfin la paix si nécessaire et si désirée en Europe fut traversée et reculée des deux côtés à chaque leur favorable : ni l'un ni l'autre n'en virent les résultats. Le cardinal n'avait pas une constitution de corps à soutenir les grands travaux et les vastes desseins de son esprit et de son courage : il souffrit cruellement pendant longues années des hémorroïdes, auxquelles on appliquait

même le cautère actuel. Ce mal répercuté se jeta sur un bras, qui devint paralitique, et communiqua sa sécheresse à tout le corps : on le voyait dépérir en détail. Il mourut dans son palais à Paris, le 4 décembre 1642.

La même année le comte-duc venait, par sa disgrâce, de mourir pour le monde. Tant de mauvais succès, les grands désastres causés par les révoltes des Catalans et des Portugais, et une insurrection toute préparée en Andalousie, qu'on vint néanmoins à bout de prévenir, conduisaient l'Espagne au précipice. L'affaiblissement de cette monarchie était évident ; il inquiétait beaucoup ses alliés et ses ennemis même, qui commençaient à prendre ombrage de l'ascendant de la France, et à recourir à d'autres mesures.

On rejeta toutes ces pertes sur les torts la conduite d'Olivarez ; les grands, les courtisans se plaignaient de son orgueil ; les peuples de l'insolence et de la rapine de ses créatures. Le roi le protégea assez long-temps contre ces orages. Marguerite de Savoie, duchesse douairière de Mantoue, était vice-reine de Portugal lors de la révolution de 1640. Elle se trouva à la cour de Madrid, et parla en termes formels de la mauvaise administration, opposée à ses avis et à ses conseils, d'un certain Vasconcellos, que les Portugais, dans leur première fureur, avaient jeté par les fenêtres. La reine régnante, enfin

le marquis de Grana, ambassadeur de l'empereur, joignirent leurs remontrances. Le roi, informé à fond de nombre d'affaires qu'il avait parfaitement ignorées, fut ébranlé, et, par un billet de sa main, il congédia son *Privado*. Le comte-duc, après sa disgrâce, se retira premièrement à Lochen, puis à Toro, où il vécut en particulier, et décéda le 12 juillet 1645. Je dirai par addition au parallèle, que ces deux hommes fameux moururent tous deux à l'âge de 58 ans.

La guerre continuait toujours sur le même pied aux Pays-Bas, c'est-à-dire, à l'avantage du prince d'Orange. Il a été dit ci-devant comment il avait pris Bois-le-Duc : la mauvaise conduite des Espagnols dans les affaires du pays ouvrit encore dans la suite un champ plus vaste à ses succès. Après le départ du marquis de Spinola, le commandement en chef appartenait de droit au comte Henri de Bergh de s'Heerenberghe, mestre-de-camp-général, par son rang et son ancienneté de service; aussi l'archiduchesse lui rendit justice en le lui conférant. Ce seigneur était fils de celui qui s'était retiré en Allemagne au commencement des troubles. Par sa mère, sœur de Guillaume-le-Taciturne, il était cousin-germain du prince d'Orange alors vivant. Malgré cette parenté, et les offres que le prince, les états-généraux et les Français lui faisaient de temps à autre, il était zélé catholique, et il resta fidèle

à l'Espagne. Dans l'armée, il avait mérité, par ses services, le rang où il était parvenu, et il avait toujours été en très-bonne intelligence avec le marquis de Spinola. Quand on le vit à la tête des troupes, je ne sais si, à cause de sa naissance et de ses parens, il devint suspect aux Espagnols, ou si par nécessité l'affaiblissement de la monarchie se faisait déjà sentir jusqu'aux extrémités du royaume; toujours est-il vrai qu'on le laissa manquer de tout.

Au dégoût résultant d'un tel abandon, s'en joignit un autre. Le marquis de Ste-Croix fut envoyé d'Espagne pour remplacer Spinola. Le comte de Bergh, beaucoup plus ancien à tous égards, en fut si outré qu'il se retira à Liège, et ensuite à Aix-la-Chapelle. Il s'adressa à l'archiduchesse et lui envoya sa démission du commandement-général, du gouvernement de Gueldre et de tous ses emplois; il publia un manifeste où il exprimait son mécontentement. L'infante, entrant dans ses raisons, lui écrivit pour l'inviter à revenir, en lui promettant toute satisfaction. Le gouvernement espagnol, sachant que la fin de cette princesse approchait, s'ingéra dans beaucoup de choses prématurément et sans égards pour elle, au point que le comte de Bergh fut ensuite accusé d'intelligence et décrédité. On a écrit qu'après un procès criminel en forme, il fut condamné à mort par contumace. Jamais contretemps dangereux ne fut plus à craindre pour les suites.

Précisément dans ces circonstances, on travaillait sérieusement à la paix, à une confédération, et à quelque chose de plus entre les provinces catholiques et les Provinces-Unies.

Depuis la reprise des hostilités et la guerre auxiliaire d'Allemagne, on n'avait cessé de faire de temps en temps des ouvertures pour une paix particulière qu'on nommait une prolongation de trêve. L'archiduchesse y donnait les mains; car son intention, ainsi que celle du feu archiduc Albert, avaient toujours été de terminer définitivement cette longue querelle pour le soulagement de leurs sujets.

L'an 1632, la proposition renouvelée fut favorablement accueillie. Quelques-uns des plus pénétrants parmi les Hollandais, haïssaient les Français autant que les Espagnols : ils ouvrirent les yeux sur cette guerre, déguisée sous des prétextes men-diés, ayant pour objet des intérêts éloignés ou qui ne les touchaient pas : ils se voyaient le jouet de ces grandes puissances étrangères, ou plutôt de leurs premiers ministres (51), qui cherchaient à perpétuer la guerre aux dépens du genre humain. Les Hollandais considéraient l'état florissant de leur république et la prospérité de leur commerce : ils voulurent jouir, et se figurèrent un plan d'établissement qui les mettrait eux et leurs voisins à l'abri de cette dépendance étrangère et de ces orages de cour. Il a paru dans la suite que

plusieurs de ces voisins pensaient de même, et que le prince d'Orange n'était pas le dernier à adopter cet avis. Les ouvertures furent donc acceptées, mais les Hollandais posèrent pour base, que les conférences se tiendraient entre les députés des provinces de part et d'autre, sans médiation et sans l'intervention d'aucun étranger : ce point fut accordé par l'infante. Les députés furent nommés et s'assemblèrent pendant les années 1632 et 1633 pour conclure entr'eux une prolongation de trêve. Je parlerai plus bas de ce qui fut agité dans la négociation.

Ce fut pendant les conférences sur la matière et la forme de la trêve future, que certains Hollandais s'ouvrirent à quelques-uns des nôtres (52) sur le plan secret conçu en Hollande. Le projet était que, de gré ou de force, les dix provinces obéissantes secoueraient le joug de l'Espagne, pour ne composer qu'une seule république avec les sept Provinces-Unies (53); que la religion resterait établie dans chaque province avec toute la protection possible pour en maintenir l'exercice, tel qu'il était alors; que les provinces feraient entr'elles des traités relatifs au commerce intérieur et étranger; que chaque province se gouvernerait par elle-même, selon ses lois et coutumes, comme le faisaient depuis si long-temps celles de l'Union; que l'infante Isabelle serait nommément comprise dans le traité pour lui conserver

sa vie durant, le rang, les honneurs et prééminences dont elle jouissait, à cause de la vénération publique et de l'amour des peuples pour elle.

Ce plan, aussi vague que couvert, n'avait rien de neuf. On en avait emprunté l'idée de la forme du gouvernement du corps helvétique et des différens cantons qui le composent. On a vu dans l'histoire des troubles que plus d'une fois semblable projet avait été proposé. Hembise, dans sa dictature à Gand, prônait sans cesse l'exemple des Suisses et de Genève. La pacification de Gand de 1576 participe du même système. Le prince d'Orange, Guillaume I^{er}, était de cette opinion, et l'union d'Utrecht en 1579, dont il fut le principal auteur, en est la preuve, comme elle est une copie de la constitution suisse. Les Espagnols, dans leur intérêt, n'avaient jamais souffert qu'on proposât une telle constitution; mais à l'époque de cette ouverture de l'an 1632, il paraît que le système fit plus d'impression. On soupçonna les plus grands seigneurs du pays d'y prêter l'oreille; d'autres personnes, dans les magistratures et les charges publiques, donnaient les mêmes ombrages: on considérait déjà qu'à la mort de l'infante, les provinces obéissantes rentreraient sous la domination de l'Espagne; que tant que les Espagnols conserveraient une place, la guerre serait éternelle, à moins qu'ils ne fissent la paix eux-mêmes; à quoi l'on voyait alors peu d'apparence.

On réfléchissait d'ailleurs que le plan, autrefois proposé, pouvait être repris, puisque les Hollandais, l'ayant exécuté, en avaient couru tous les risques. En outre, dans ces derniers temps, ces mêmes Hollandais étaient en état d'effectuer leurs promesses : ils étaient montés à une si grande puissance, qu'on pouvait en attendre tous les secours nécessaires. Ce plan circulait secrètement dans nos provinces pendant qu'on tenait un congrès ouvert pour une continuation de la trêve. Ce congrès s'assembla même avec appareil et ostentation.

J'ai sous les yeux, parmi d'anciens manuscrits, un gros volume, n'ayant pour titre que ces mots : *Preliminaria treugæ cum Hollandis*. Parmi des cahiers de papier blanc, vraisemblablement destinés à recevoir des commentaires, se trouvent 46 pièces qui renferment toute cette négociation. Ce sont des copies étiquetées et numérotées au dos : d'après l'écriture, on peut juger qu'elles sont de ce temps-là. On y voit que les premières conférences furent tenues à Maestricht et ensuite à La Haye, depuis le mois de septembre 1632, jusqu'au 10 octobre 1633, et que les commissaires furent députés par les états des provinces. L'infante les confirma, leur fit communiquer les instructions et le pouvoir du roi d'Espagne, du 26 juillet 1629. Elle y joignit des actes qui autorisaient, en cas de besoin, des substitutions. Les commissaires étaient au nombre de dix ; voici leurs

noms : Jacques Boonen, archevêque de Malines; Philippe de Gaverelle, abbé de St-Vaast d'Arras; Charles duc d'Arschot; Gerard de Schwartzembergh, justicier des nobles au duché de Luxembourg; Gabriel de Châteler, seigneur d'Ausermont, pour le Hainaut; Guillaume de Blasere, premier échevin de Gand; Jacques Edelheer, premier pensionnaire d'Anvers; Viglius Van Marcke, premier greffier du Franc; Pierre de Vroide, premier pensionnaire de Douay; Jean Ronneth, échevin de Namur : leur instruction est du 8 octobre 1632, lors de leur départ pour Maestricht.

L'acte de députation des états-généraux des Provinces-Unies, qui est nommé procuration, est du 24 mars 1633. Le nombre des commissaires est encore plus grand; ils étaient au moins à quinze : à leur tête figuraient Floris de Pallant, comte de Culembourg; les sieurs d'Essen, de Bronchorst et Adrien de Pauw, pensionnaire de Hollande. J'ai vu que, par la suite, quelques-uns de ces députés parurent au congrès de Munster.

Dans le cours de la négociation, on suivait, article par article, le traité de la trêve de l'an 1609, qui faisait la base de celui qui était sur le tapis. Il fut beaucoup parlé des dépendances des villes nouvellement conquises par les Hollandais, principalement de la mairie de Bois-le-Duc, ainsi que du commerce et de ses diverses espèces. La

relation de toutes les conférences consiste en différentes pièces ; chaque pièce est notée au dos par nombre et titre : les conférences y sont nommées , chacune, *verbal du*. La lettre au prince d'Orange , sa réponse , les passe-ports , tout y est en ordre et complet. Parmi ces documens , je ne trouve ni proposition , ni preuve qui ait rapport au plan secret dont j'ai parlé ; la seule chose qui semble relative à ce projet , c'est l'extrême délicatesse qu'on affectait de ne traiter qu'avec les états des provinces.

La réunion des commissaires des provinces catholiques agissait au nom de *messieurs les députés des états des provinces des Pays-Bas , présentement assemblés en la ville de Bruxelles* ; c'était la formule ; les Hollandais leur donnaient le même titre : dans la commission se trouvaient ces mots : *de la permission de son altesse sérénissime , qui a celle de sa majesté*, et, dans l'approbation de l'infante était écrit : *en vertu du pouvoir et procure qu'elle a de sa majesté*. Il fallut omettre ces deux membres de phrase. Dès les premiers jours de l'arrivée de nos députés à Maestricht , deux ou trois d'entr'eux furent renvoyés à Bruxelles. Ils rencontrèrent à Tirlemont le marquis d'Aytona , lui firent leur rapport , et il leur donna un certificat pour l'archiduchesse. Ils exposèrent à cette princesse qu'on avait reconnu , aux discours et aux premières en-

trevues avec les députés de Hollande, qu'il n'était pas à espérer d'entrer en conférence avec eux, à moins de retrancher ces deux lignes de la commission. L'infante y consentit et la pièce fut changée : on en rédigea une seconde, où les deux énonciations étaient omises, et que les envoyés rapportèrent à Maestricht.

Dans la suite des conférences, on avait dit que les députés devraient engager leurs commettans, les états des provinces, à donner leur ratification aux actes du congrès. Cet incident n'arrêta pas pour lors la négociation, mais dans une des dernières réunions, lorsqu'on était déjà d'accord sur plusieurs articles, les députés Hollandais demandèrent quelle assurance ils auraient de l'exécution du traité. Il leur fut répondu que l'archiduchesse le ratifierait. Ils insistèrent pour savoir en quelle qualité elle donnerait la ratification. On leur dit qu'elle en avait le pouvoir du roi, et ce pouvoir leur fut exhibé. Comme il portait la date du 26 juillet 1629, ils se recrièrent sur son ancienneté de quatre ans; ils représentèrent que, par le bonheur de leurs armes, ils avaient fait des conquêtes, et qu'il était survenu d'autres changemens depuis; qu'il fallait absolument un nouveau pouvoir du roi d'Espagne, et que les états des provinces devaient être garans de la ratification. On discuta quelque temps sur ce point, mais il fut encore accordé; et, après plusieurs

courses, le duc d'Arschot fut envoyé en Espagne à cet effet. Les Hollandais se plaignaient et firent mine de se fâcher de ce que, traitant d'état à état, on fit intervenir les Espagnols qu'on était convenu d'exclure, et que l'issue heureuse ou malheureuse de la négociation dût dépendre de leur ratification. Dans la conférence du 10 octobre, ils réitérèrent leurs plaintes, et l'on s'aperçut aisément qu'ils voulaient rompre.

On peut inférer de tout ce manège que leurs intentions dans cet appareil de congrès, dans ces fréquentes et longues conférences, ne tendaient qu'à sonder si, de quelque part, on ne leur ferait point d'ouverture d'un traité conforme ou analogue au plan déjà rapporté, de réunion générale des provinces; mais rien de tel n'ayant été proposé, ils se dégoûtèrent, et le congrès fut rompu peu de temps après. Voici ce qui contribua encore davantage à cette rupture : le cardinal de Richelieu, alarmé de ce congrès, et dans la crainte qu'il n'en résultât quelque arrangement préjudiciable à ses intérêts, avait envoyé à La Haye, avec le caractère d'ambassadeur, Hercules baron de Charnacé, habile négociateur, qui n'oublia rien pour troubler et traverser l'ouvrage de la paix; il offrit de nouvelles alliances, des augmentations de subsides; enfin il fit des promesses éblouissantes. Il lui était prescrit de flatter beaucoup le prince d'Orange, à qui, par ordre exprès de

sa cour, il donna le titre d'*altesse* ; ce prince et ses prédécesseurs n'avaient porté jusque alors que celui d'excellence. L'ambassadeur demanda aux états-généraux une audience, où il employa ce titre nouveau qui, dès ce moment, fut reconnu et partout adopté.

L'infante Isabelle-Claire-Eugénie, après une longue maladie, décéda dans son palais à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1633, à l'âge de 67 ans. L'éloge qu'on pourrait faire de cette princesse n'atteindrait point son mérite : son plus beau panégyrique est dans la vénération universelle, sans exception, qui, l'ayant accompagnée pendant toute sa vie, subsiste dans la même force encore à présent pour sa mémoire immortelle. Dans les dernières années de la vie de cette respectable princesse, le roi Philippe IV avait disposé éventuellement du gouvernement-général des Pays-Bas en faveur de l'infant Ferdinand, son frère unique ; sa déclaration à ce sujet est du 20 octobre 1632.

Le marquis d'Aytona avait reçu en Espagne des documens qu'il communiqua au conseil-d'état la veille de la mort de la princesse ; *la plica* était datée du 4 mars 1630. Les membres nommés au gouvernement par *interim* étaient ce même don Francisco de Moncada, marquis d'Aytona, général des armes ; don Carlos Coloma ; le duc d'Arschot ; l'archevêque de Malines ; le comte de

Tilly et le marquis de Mirabel, avec substitution en cas d'absence au marquis de Fuentes et au comte de Feria, gouverneurs, l'un de Cambrai et l'autre d'Anvers.

Cette régence prit le gouvernement aussitôt après le décès de l'infante; mais elle ne dura qu'un mois, le roi ayant déclaré, par lettres du 30 décembre, le marquis d'Aytona seul gouverneur jusqu'à l'arrivée du prince-cardinal. Ce marquis, pour signaler son zèle, désirait vivement de ranger la fortune sous ses drapeaux : il fit de grandes entreprises, dont aucune ne lui réussit. Il tenta le siège de Maestricht, forma des projets sur Rhinbergh, sur Alphen et sur l'île de Casan en Flandre. Il entreprit encore avec éclat une affaire plus délicate : les Espagnols étaient extrêmement inquiets de la correspondance entre les provinces catholiques et les Provinces-Unies, ainsi que du dernier congrès, où l'on avait traité sans eux; et comme ils avaient conçu des soupçons sur les Belges, le bruit sourd d'une réunion de tous les états des Pays-Bas les alarmait beaucoup. Le marquis n'avait point osé remuer sous le gouvernement de l'archiduchesse, mais aussitôt après sa mort, il voulut s'éclaircir sur ce concert entre les deux états, qu'on regardait comme compliqué avec l'affaire des comtes de Bergh et de Warfusée; on l'appelait même parmi les Espagnols une conspiration de la noblesse. Le procès du comte de

Bergh fut repris : on le condamna à mort par contumace au mois de mars 1634. Le prince de Barbançon fut arrêté et mis au château d'Anvers, et le duc d'Arschot fut retenu à Madrid.

Les chefs de deux puissantes maisons, avec d'autres personnes qui leur étaient attachées, se sauvèrent en France : c'étaient le prince d'Epinoy, de la maison de Melun, et le comte de Hennin, de celle de Bournonville. Les plus indifférens ne comprenaient rien à une politique aussi intempestive et aussi dangereuse. La preuve qu'une telle conspiration était imaginaire, ce fut qu'il n'en éclata rien ; car si l'on eût tramé un pareil complot, les Hollandais et le prince d'Orange étaient tellement supérieurs depuis six ans et plus, qu'ils faisaient conquêtes sur conquêtes à chaque campagne, et ils auraient pu profiter de l'occasion, où tout était indisposé et mécontent dans les provinces catholiques à cause de ces poursuites odieuses. D'un autre côté, les Espagnols, pressés par les Français, paraissaient jouer de leur reste. Néanmoins ils s'aperçurent du pas périlleux où ils s'étaient engagés, et ils en revinrent au plus vite : dès le mois d'avril suivant, on publia une amnistie ; les prisonniers furent relâchés, les poursuites contremandées, et la fermentation s'apaisa en apparence : le remède fut prompt, mais encore vint-il trop tard à certains égards. Ni ces maisons, ni la noblesse, retirées en

France, ne sont plus rentrées aux Pays-Bas; elles ont pris des établissemens chez l'étranger et ont été imitées par d'autres à des époques postérieures.

Le prince-cardinal était alors en chemin avec de nouvelles troupes et des remises considérables; c'était encore un motif d'étouffer le plus promptement possible les troubles qui venaient de s'élever. Le gouvernement espagnol des Pays-Bas se doutait qu'à son arrivée ce prince n'approuverait pas les mouvemens qu'on venait d'exciter. Il vint par l'Italie et l'Allemagne, où il s'arrêta et fit une campagne. Il joignit ses troupes à celles de Ferdinand, roi de Hongrie, alors occupé au siège de Nortlingue. Les Suédois, sous le duc de Saxe-Weymaer, et le comte de Horn voulurent secourir la place; il en résulta une bataille sanglante le 17 août 1634; l'armée suédoise fut entièrement défaite. Le roi Ferdinand tira par la suite de grands avantages de cette victoire, et le prince d'Espagne, Ferdinand, après la campagne, entra triomphant aux Pays-Bas.

Il semble convenable de reprendre ici le récit succinct de la guerre d'Allemagne : cette guerre fatale, ruineuse pour toute l'Europe, durait toujours; nous l'avons conduite dans les chapitres précédens jusqu'à l'année 1624 ou 1625. Depuis cette époque, les succès furent balancés, comme il arrive ordinairement dans les longues guerres;

mais en général l'empereur et la ligue catholique avaient l'avantage. La bonne conduite des généraux comtes de Walstein et de Tilly fit prévaloir les armes impériales dans nombre de combats et par la prise de plusieurs places. Il y eut des changemens de parti, des défections et d'autres incidens. Le fameux Betlem Gabor, prince de Transilvanie, toujours inquiet et alerte, fit encore une ou deux excursions, afin de profiter du cahos des affaires. Christian IV, roi de Danemarck, de concert avec lui, avec les Hollandais et avec quelques princes et états du cercle de Basse-Saxe, était sorti du Holstein pour coopérer à cette guerre, et s'était avancé sur le Weser, où il avait pris quelques villes. Son expédition finit en 1626 par la bataille de Lutter, où il fut battu complètement : par les impériaux, sous la conduite du comte de Tilly il y perdit tout son canon et son bagage. A peine put-il regagner le Holstein avec une partie de sa cavalerie. Betlem-Gabor, qui avait fait une excursion à son ordinaire, retourna aussitôt chez lui, emmenant son butin. Cette victoire rendit les ducs de Lunebourg et le landgrave de Hesse au parti de l'empereur, dont le bonheur continua les années suivantes, et qui prit le dessus avec ses alliés. L'Espagne lui fournit de puissans secours : le comte-duc, premier ministre de cette dernière couronne, lui portait un vif intérêt, et, pendant qu'en

Italie et aux Pays-Bas l'on s'aperçut du déclin de la puissance espagnole, elle se soutint en Allemagne.

Le cardinal de Richelieu, sentant bien qu'en ce pays les alliés de la France ou ses protégés auraient de la peine à se maintenir, ne pensa qu'à susciter de nouveaux ennemis à l'empire. Il réveilla le roi de Suède Gustave-Adolphe, qui, après quelques mauvais succès, venait de faire une trêve avec la Pologne (54).

Alors se ralluma plus violemment une guerre cruelle avec des succès variés, et dans laquelle la Suède pour les protestans, et l'empereur pour la ligue catholique, jouaient les rôles principaux. L'Allemagne continua à être désolée de ce fléau depuis 1630 jusqu'en 1641. La paix si désirée et si nécessaire ne paraissait encore que fort éloignée à cette époque. Toute l'Europe gémissait sous le poids de cette guerre longue et ruineuse; tout le monde en était las. Je parle des parties belligérantes et non de quelques particuliers qui, ministres ou commandant les armées, se figuraient des avantages incertains dans un avenir obscur, et qui finirent eux-mêmes avant de voir le résultat de leurs projets.

On ne manquait pas de médiateurs; mais on éprouvait de grands obstacles à faire goûter les premières ouvertures : il était en outre d'une difficulté qui semblait insurmontable de trouver une

médiation entièrement impartiale et désintéressée, qui fût agréable à tant de partis divergens. Les nonces du pape s'en étaient occupés de temps en temps. Leur entremise et leurs soins ne pouvaient opérer qu'entre les puissances catholiques. Les protestans, quand ce n'eût été que par formalité, les eussent refusés. Le roi de Danemarck était de même rejeté par les catholiques, non pas aussi formellement à la vérité, mais il avait fait la guerre à l'empereur et à la ligue catholique peu d'années auparavant : d'un autre côté la Suède, par une antipathie nationale, avait peu de confiance aux Danois. Dans cet état de choses, la république de Venise proposa sa médiation, qui fut agréablement reçue par les deux partis. L'Espagne montra quelque répugnance, mais elle dissimula; la querelle avec le marquis de Bedmar, au sujet de la conspiration de Venise, et en dernier lieu la succession de Mantoue, lui avaient rendu les Vénitiens un peu suspects. Cependant le temps avait effacé ou couvert ces ombrages. Chacun de son côté avait disposé les esprits à la paix. C'était ainsi que le roi de Danemarck avait fait promettre à l'empereur, pour lui et le roi d'Espagne, à la France et à la Suède, chacune pour ses alliés, de convenir des préliminaires.

Après quelques conférences à Lubeck et à Hambourg, les premières bases pour commencer à traiter d'une pacification, furent arrêtées à Ham-

bourg le 25 décembre 1641. Ce furent là les germes originaires de la paix, qui cependant ne fructifièrent que sept ans après. Cette convention préparatoire ne fut signée que par trois personnes munies de pouvoirs suffisans : Conrard Lut-zow signa pour l'empereur et le roi d'Espagne; Claude de Mesmes, comte d'Avaux, pour le roi très-chrétien, et Jean Adler Salvius, pour la couronne de Suède.

Le contenu de ce traité ne concerne que la forme de l'assemblée ou congrès général à tenir pour négocier la paix. Dans les ouvertures et les pourparlers antérieurs, on avait reconnu tout l'embarras que produirait la différence de religion ainsi que le rang des couronnes et de quelques princes entr'eux. On suivit le plan proposé précédemment à Ratisbonne et à Lubeck, et il fut arrêté dans les préliminaires, que les villes de Munster et d'Osnabrug, en Westphalie, seraient les lieux où l'on traiterait de la paix; que les assemblées tenues dans ces deux villes ne seraient considérées que comme une seule et même assemblée, et que ce qui aurait été arrêté par l'une, serait censé avoir été décidé par l'autre. On y déterminâ aussi la forme des passe-ports, des sauf-conduits pour tous les diplomates envoyés par leurs souverains, et de plus on y régla ce qui regardait la sûreté et la commodité des voyages et du séjour dans ces villes.

L'ouverture du congrès fut fixée au 25 mars 1642, c'est-à-dire trois mois après le jour de la signature des préliminaires; mais, à cause de plusieurs incidens et retards, cette ouverture fut différée jusqu'au 10 juillet 1643. Nous verrons dans la suite qu'il se passa encore beaucoup de temps avant que le congrès ne fût complet.

C'est ainsi que les premières apparences de la paix furent réalisées, du moins quant à la volonté et à la bonne intention des chefs de parti, qui devaient conduire ou entraîner les autres intéressés à une pacification universelle.

Il nous reste à ramener l'histoire de la guerre des autres contrées à l'époque de celle d'Allemagne, et des préliminaires de l'an 1641; ensuite à parler du congrès avec tous ses incidens, ses obstacles et ses difficultés, jusques et compris la conclusion de la paix de Westphalie : c'est l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE V.

La mort du duc de Savoie rallume la guerre en Italie. Celle des Pays-Bas prend une force nouvelle, après avoir été déclarée en 1635. — Mort de l'infant Ferdinand, gouverneur-général des Pays-Bas. — Le cardinal de Richelieu conclut de nouveaux traités avec ses alliés, sans gagner leur amitié. — Les Hollandais traitent séparément avec l'Espagne. — Grotius, ambassadeur de Suède en France; son histoire. — Le cardinal Mazarin. — Christine, reine de Suède. — Dispositions des puissances à la paix : — Congrès généraux en Westphalie; ambassadeurs et envoyés aux congrès. — Paix séparée entre l'Espagne et les Provinces-Unies : Paix universelle neuf mois après. — Réflexions sur les Provinces-Unies; changement de système. — Conclusion.

LE duc de Savoie, Victor-Amédée I^{er}, étant mort en 1637, la régence de ses états fut vivement disputée entre sa veuve, Christine de France, fille de Henri IV, et les deux princes, frères du duc décédé. L'Espagne protégeait hautement ceux-ci, tandis que la France maintint efficacement Christine dans sa régence. L'Italie, qui respirait à peine des troubles passés, fut ainsi replongée dans les malheurs de la guerre (55).

Mais revenons à celle des Pays-Bas : après la victoire de Nortlingue, le prince-cardinal, nouveau gouverneur-général, arriva, couvert de gloire, aux Pays-Bas; il y fit des entrées magni-

riques, à Bruxelles le 4 novembre 1634, à Gand le 27 janvier 1635, et successivement dans les autres villes principales. Nous avons remarqué que depuis les douze dernières années, les titres s'étaient multipliés : on avait inventé ceux de généralissime, d'éminence, d'éminentissime, de cardinal-duc, de comte-duc; c'était le goût du temps : le titre d'altesse royale fut créé pour le prince-cardinal; Amelot de la Houssaie nous dit à quelle occasion : il était décidé qu'après son départ d'Espagne, le prince, en passant par l'Italie, s'aboucherait avec Victor-Amédée I^{er}, duc de Savoie : il s'agissait de régler le cérémonial de l'entrevue; Victor-Amédée prétendait traiter Ferdinand d'égal à égal; les Espagnols voulaient une distinction. Enfin le duc, qui n'y perdit rien, consentit à ne recevoir que le titre d'altesse et à nommer le prince-cardinal *altesse royale*. Ce titre a fait de grands progrès depuis; même dans les cours du nord et chez les nouveaux souverains: le grand-duc de Toscane l'obtint en 1700 par concession de l'empereur Léopold.

Dans l'histoire, l'infant Ferdinand se trouve tantôt nommé le prince ou l'infant-cardinal, tantôt le cardinal-infant, mais dans les actes publics et administratifs, il se disait *Ferdinand, par la grâce de Dieu, infant d'Espagne, lieutenant-gouverneur, capitaine-général des Pays-Bas et de Bourgogne, etc.*, sans aucune mention du cardinalat.

Ce prince était arrivé dans les Pays-Bas avec de nouvelles troupes et des sommes considérables : le cardinal de Richelieu et les états-généraux en furent alarmés ; ce ministre redoubla de caresses envers le prince d'Orange et la république : on conclut en moins de trois ans deux ou trois alliances, dont une entr'autres réglait éventuellement le partage des provinces catholiques après leur conquête : ce partage y était projeté suivant le voisinage et la convenance des deux états ; Richelieu avait pensé que cette clause intéresserait et engagerait fortement les Hollandais ; mais ceux-ci, qui déjà pensaient tout autrement que le cardinal, mirent au traité une restriction qui pouvait en rendre l'exécution illusoire, lorsqu'on le jugerait à propos : ils stipulèrent expressément que chaque province qui serait réduite au pouvoir de l'un ou l'autre contractant, aurait la faculté, en renonçant à l'obéissance de l'Espagne, de reprendre sa liberté et de se former en république indépendante : le cardinal souscrivit à cette condition dans l'espoir de les lier bientôt plus étroitement par une rupture ouverte et une déclaration de guerre contre l'Espagne.

En effet, le roi de Suède, après la bataille de Leipsick, s'étant porté à Francfort, à Mayence et sur le Rhin, la plupart des princes ou états de l'empire dans ces contrées se soumirent au vainqueur. Philippe-Christophe Von Sotteren, élec-

teur de Trèves, s'était mis sous la protection de la France; il avait livré à cette puissance sa forteresse d'Erenbreitstein, sur la rive droite du Rhin, vis-à-vis de Coblentz, et avait même reçu garnison française dans Trèves. Les Espagnols entrèrent ensuite par surprise dans cette ville : l'électeur, après avoir vu piller son palais sous ses yeux, fut emmené prisonnier dans les Pays-Bas, à Namur, à Gand et au château d'Anvers. La France le réclama comme son allié, et, sur le refus de le mettre en liberté, elle déclara la guerre à l'Espagne au mois de mai 1635. Pour soutenir cette déclaration, Richelieu envoya une forte armée, commandée par le maréchal de Brézé, son beau-frère, et par le maréchal de Châtillon.

Leur plan était, dès leur entrée au pays de Luxembourg, de faire le siège de Namur et de joindre le prince d'Orange, qui, à la tête des Hollandais, marchait de son côté et devait, après la jonction, commander les armées combinées en qualité de généralissime.

Le prince Thomas de Savoie n'ayant pu parvenir en Piémont à enlever la régence à sa belle-sœur, vint servir aux Pays-Bas et y commander l'armée espagnole : il avait sous ses ordres le comte de Bucquoi et le duc de Feria; dans l'intention d'empêcher la jonction des armées ennemies, il marcha à la rencontre des Français. La bataille se livra le 20 mai 1635, près d'Avein, dans le

Luxembourg; après un combat de cinq heures, l'armée espagnole fut entièrement défaite : elle éprouva une grande perte, et, parmi le nombre considérable des prisonniers, se trouva le duc de Feria. .

Les Français ne tardèrent pas à faire leur jonction avec le prince d'Orange ; mais bientôt aussi il s'éleva de la mésintelligence entre les chefs et les troupes : l'armée combinée se porta dans le Brabant, où les subsistances et les fourrages furent épuisés en peu de temps. Elle prit par composition St-Trond, Landen et quelques autres places ; mais Tirlemont s'étant refusée à toute capitulation, la ville fut emportée d'assaut et cruellement maltraitée : on y exerça des impiétés et des brutalités horribles : une information dressée à cette époque et envoyée à l'archevêque de Malines, signale les violences et les excès les plus révoltans. De Pontis dit dans ses mémoires s'être trouvé à ce saccagement ; il sauva quelques religieuses et il parle avec indignation des cruautés qui s'y commirent : une nation en accusait l'autre, et l'indignité en était si criante que le prince d'Orange fut obligé de punir quelques auteurs du désordre.

Après cette odieuse opération, les armées s'avancèrent et entreprirent ensemble le siège de Louvain. Cette ville n'était point alors mieux fortifiée qu'à présent, et cependant le prince d'Orange,

les deux maréchaux de France et leurs armées formidables se morfondirent devant la place et furent obligés d'en lever le siège. Ce fut ainsi que se termina cette campagne : on vrit des quartiers d'hiver. Ceux qui furent assignés aux Français vers la Gueldre étaient si mauvais, que les chaleurs de l'été, les intempéries de l'automne, et plus tard les rigueurs de l'hiver, ruinèrent presque entièrement cette belle armée française. La disette, les maladies, la mortalité l'avaient tellement détruite et dissipée, qu'au printemps suivant, ses débris n'osèrent hasarder le passage et durent être transportés par mer de Rotterdam en France. Le cardinal de Richelieu, outré de dépit de cet affront et des plaintes continuelles auxquelles un tel désastre donnait lieu, avait, dit-on, le dessein de déclarer la guerre aux Hollandais; mais les circonstances et le besoin qu'il avait de leur alliance, tempérèrent sa colère. Il conclut avec eux un nouveau traité, et les deux parties agirent ensuite séparément.

Je ne m'arrêterai pas long-temps à la suite de cette guerre, qui ne présente que des opérations assez communes. Les Espagnols surprirent par stratagème le fort de Schenck, et ce poste, de la dernière importance pour les Hollandais, fut repris par le prince d'Orange après un long siège : Breda, et par la suite Hulst en Flandre, eurent le même sort. Les Français, de leur côté, agissaient

dans l'Artois; ils s'y emparèrent de Bapaume, de Lens, d'Aire et d'autres petites places, qui furent ensuite reprises : le siège le plus remarquable fut celui d'Arras, en 1640; le prince-cardinal, à la tête de toutes ses forces réunies, s'approcha de la ville pour la dégager; il n'omit rien pour en venir à bout; mais les Français, qui, depuis long-temps, convoitaient cette capitale de l'Artois, et qui avaient déjà manqué d'en faire la conquête par escalade et par surprise, n'avaient négligé ni soins ni précautions pour s'en emparer. Le prince manœuvra, opéra des diversions, mais en vain : il reconnut que la ville était insecourable. On a cru que le chagrin qu'il ressentit de ce mauvais succès et de la reddition de la ville, qui suivit, lui avait causé une maladie qui empira et devint mortelle l'année suivante. Il en avait été attaqué au camp d'Aire : il s'était fait transporter à Bruxelles, où il mourut le 9 novembre 1741, âgé de trente-trois ans.

Ce prince était frère unique du roi Philippe IV. Il était sans exemple depuis l'empereur Charles V qu'un prince, cadet de cette famille, eût vécu âge d'homme : les rois Philippe II et Philippe III furent sans frères vivans.

On avait cru pendant long-temps que l'infant Ferdinand était destiné au mariage, mais à peine eut-il atteint la jeunesse, qu'il fut revêtu de l'archevêché de Tolède et créé cardinal par le pape Urbain VIII (56).

A sa mort on ouvrit, avec les solennités d'usage, la *Placa* ou dépêche royale cachetée qu'on avait envoyée de Madrid; lorsqu'on y avait été informé de sa maladie. Cette dépêche, du 9 juillet 1641, désignait six personnes pour la régence, don Francisco de Mello, le marquis de Velada, le comte de Fontana, don Andrea Cantelmo, l'archevêque de Malines et le chef-président Roose. Ils prirent le titre de gouverneurs-généraux au nom du roi d'Espagne, mais leur administration ne dura que jusqu'au 6 décembre suivant : don Francisco de Mello fut nommé par le roi seul gouverneur-général, et se mit en possession du gouvernement. Il était de la maison de Portugal, d'une branche cadette des ducs de Bragance et des ducs de Cadaval : il passait pour un des meilleurs généraux de l'Espagne, et il en donna des preuves dès l'année suivante; car étant entré en campagne au printemps de 1642, il reprit d'abord les petites villes de Lens, de la Bassée et d'autres que les Français occupaient. Il s'avança dans l'Artois, et rencontra l'armée française commandée par le maréchal de Grammont; il l'attaqua et la défit entièrement à la bataille de Honecourt, nommée ensuite *la journée des éperons* (57).

Pendant que le gouverneur Mello poussait ses avantages contre la France, don Andrea Cantelmo tenait le prince d'Orange en échec : il l'inquiétait par des manœuvres et des marches

continuelles, et la grande armée hollandaise fut tellement fatiguée, harassée et traversée dans ses desseins, qu'à la fin de la campagne, elle se trouva presque ruinée, sans avoir rien fait. Ce don Andrea était Napolitain, cadet de la maison Cantelmo, qui jouit à Naples des titres de ducs de Popoli et princes de Pettorano. Ce général, Francisco de Mello et le comte de Fontana avaient servi sous le prince-cardinal, le premier en qualité de général de la cavalerie, Mello comme général des armes, et Fontana sous le titre de général de l'infanterie : ils connaissaient tous trois le pays et passaient pour très-habiles.

On voit que malgré les préliminaires signés à Hambourg l'année précédente, la guerre continuait partout comme auparavant, et parce qu'on n'était convenu d'aucun armistice, elle dura encore quelque temps. Cependant il survint cette année dans les deux principales cours de l'Europe, des changemens qui influèrent sur toutes les affaires en général, sur la paix et sur la guerre : en Espagne, la disgrâce du comte duc ; en France, la mort du duc de Richelieu (58), suivie cinq mois après de celle du roi Louis XIII, hâtèrent les ouvertures de paix, et donnèrent lieu à de nouveaux desseins et à de nouvelles mesures.

Depuis vingt-cinq ans les Hollandais faisaient la guerre sans trop savoir pourquoi : à la vérité, ils y avaient gagné quelques conquêtes, arrondi leurs

provinces et couvert leurs frontières, quoique ces avantages leur eussent coûté fort cher. Le voisinage de la France commençait à leur devenir suspect autant et plus que celui de l'Espagne; mais il avait fallu une longue expérience pour faire adopter unanimement l'opinion défavorable aux Français dans une république gouvernée par tant de chefs. Nous avons vu que le prince Frédéric-Henri et la princesse son épouse n'aimaient point les Français. L'affaire de Walkenbourg à Orange leur tenait toujours à cœur. On attribua à des manœuvres du prince d'Orange, qui avait voulu se venger ainsi du cardinal, la destruction qu'éprouva en 1635 la belle armée française commandée par les maréchaux de Châtillon et de Brézé : en France on s'en plaignit avec exagération : le cardinal, quoique piqué au vif, sacrifia son ressentiment au besoin qu'il avait de l'alliance des Hollandais, augmenta les subsides et conclut avec eux traité sur traité pour les retenir dans son parti. Cet empressement accrut encore leur défiance. Les Zélandais avaient toujours été les plus indociles et les plus rebelles à toute proposition de paix avec l'Espagne : on les vit dans cette circonstance suivre un avis directement opposé; ils dirent à l'assemblée qu'il était plus que temps d'ouvrir les yeux sur l'extrême affaiblissement de l'Espagne et les progrès de la France; qu'ils étaient las de se voir le

jouet des puissances étrangères ou plutôt du caprice de leurs ministres ; que le véritable intérêt du gouvernement des Provinces-Unies exigeait qu'on conservât les autres provinces à l'Espagne et qu'on l'y maintint contre les desseins ambitieux de la France ; qu'ainsi on établirait une barrière contre de dangereux voisins, et que ceux-ci seraient obligés de la franchir avant d'arriver aux frontières de la république. Les députés de la Zélande ajoutèrent encore d'autres argumens, et, comme c'était la province où les princes d'Orange avaient toujours eu le plus de crédit, on crut reconnaître la source de ces propositions. Ces raisonnemens firent beaucoup d'impression dans les autres provinces où la maison d'Orange avait ses créatures, et persuadèrent tellement les principaux de la république, que la disposition à la paix fut le sentiment du grand nombre et même de toute la nation. Les Espagnols en profitèrent, firent des offres avantageuses touchant le commerce et la navigation aux Indes, et dès qu'on fut d'accord sur ce point, la paix se trouva implicitement conclue en Hollande un an ou deux avant le congrès de Munster. Les Hollandais étaient tellement dégoûtés de la France, et si attachés à leur nouvelle opinion, qu'ils étaient dans l'intention de faire une paix séparée avec l'Espagne, si la paix générale était trop différée. Ce dessein fut tenu secret pendant quelque

temps; mais après la mort du cardinal de Richelieu; ils menacèrent le cardinal Mazarin de le mettre à exécution ; ce qu'ils firent en effet, comme nous le verrons dans la suite. Telles étaient les dispositions des Hollandais, quelques années avant la conclusion du traité de Munster.

Les Suédois, alliés de la France dans la guerre d'Allemagne, y avaient fait beaucoup de conquêtes sous la conduite de leur roi Gustave-Adolphe : cette puissance était une des parties belligérantes les plus intéressées à intervenir à la négociation de la paix. Après la mort de Gustave (58), Axel Oxenstiern, chancelier de Suède, eut la direction et le maniement des affaires ; il tint à peu près envers le cardinal de Richelieu la même conduite que son maître, qui ne l'avait pas ménagé. Il alla en France, où il soutint la gloire de sa nation par ses qualités personnelles et sa magnificence : on lui prodigua tous les honneurs et toutes les politesses imaginables. Il parut satisfait de la cour, mais il n'avait changé ni de sentiment ni de manières à l'égard du cardinal : il en faisait des railleries et il ne négligea aucune occasion de le contrarier.

Ici se rattache l'histoire de Grotius, qui servit d'instrument à Oxenstiern pour mortifier le cardinal de Richelieu. En rapportant les événemens de l'année 1619, nous avons dit que Hugues de Groot (Grotius) était conseiller pensionnaire de

Rotterdam, qu'il avait été enveloppé avec d'autres dans la persécution contre les arméniens; qu'après les troubles excités à cette occasion, après le synode de Dordrecht et la mort tragique du grand-pensionnaire Barneveldt, Grotius et Hoogherbeets, condamnés à une prison perpétuelle, furent enfermés dans le château de Loevenstein, près de Gorcum : peu à peu on leur laissa beaucoup de liberté, parce qu'on voulait les réconcilier avec le prince Maurice, qui était revenu de ses premiers emportemens : on permit à ces deux magistrats de voir leurs amis, de recevoir des visites et des livres comme ils le voulaient. Grotius était alors dans ses profondes études et ses grandes lectures ; il cherchait des livres de tous côtés ; on lui en adressait des caisses remplies qu'il renvoyait pour en recevoir d'autres. Ce manège dura assez long-temps. Enfin sa femme, Marie Reyghersberghen, qui voyait souvent son mari, observa que ces caisses de livres et de hardes passaient et repassaient sans qu'on les visitât ; elle proposa à son mari de se laisser emporter dans un coffre qu'on renverrait ; elle en fit effectivement préparer un, dans lequel Grotius se coucha et fut porté chez un de ses amis à Gorcum. Le concierge ou officier qui, avec les siens, était chargé de la garde du prisonnier, aida même, comme de coutume, les gens de Gro-

tius à transporter le coffre. Menage rapporte une épigramme qu'on lui adressa à ce sujet.

Mutatam nec (*) sentit onus : quod enim ille ferebat,
Id quoque, sed vivens, bibliotheca fuit.

Grotius, échappé de cette manière après deux années de prison, passa de Gorcum à Anvers, d'où il écrivit à ses amis de France ; d'après leur invitation et l'offre qu'ils lui firent de leur bourse et de leur crédit, il se rendit à Paris, où effectivement le roi lui accorda aussitôt une pension de 3000 livres. Il vécut de ce secours pendant huit ou neuf ans qu'il demeura à Paris ; car il ne pouvait rien recevoir de ses biens de Hollande. Ce fut là qu'il travailla à ses plus beaux ouvrages, à *son apologie*, etc. ; mais surtout il y composa son livre *de jure belli ac pacis*, qu'il dédia au roi Louis XIII. Ce chef-d'œuvre, à peine sorti des presses, fut prôné et recherché de tous les savans de l'Europe ; on n'avait rien vu de tel dans les siècles précédens. Néanmoins, vers l'an 1630, sa pension de mille écus lui fut retirée par le cardinal de Richelieu, sous de mauvais prétextes : on est obligé d'assigner les vrais motifs de cette rigueur à ce que cet auteur sédentaire et appliqué ne lui faisait point assez la cour.

(*) Le geolier.

Grotius, sans se plaindre, alla chercher à vivre ailleurs et se rendit à Hambourg. Cependant son ouvrage *de jure belli ac pacis* lui avait acquis la plus grande célébrité : les princes et les savans en faisaient leurs délices. Gustave-Adolphe, roi de Suède, l'avait lu et relu; Axel Oxenstiern, son grand-chancelier, en était enchanté et l'avait continuellement entre les mains. Il fut résolu d'attirer Grotius au service de la Suède; on lui en fit la proposition à Hambourg, et il l'accepta à des conditions très-honorables. Après la mort du roi, arrivée à la bataille de Lutzen, Oxenstiern, devenu encore plus puissant, non-seulement protégea Grotius avec chaleur, mais en outre voulut le venger du cardinal. A cet effet, il le fit nommer ambassadeur en France. Grotius, muni de ses instructions et suivi d'un grand cortège, arriva à Paris, pendant que le cardinal de Richelieu faisait agir en Suède pour obtenir une autre nomination et s'épargner le désagrément d'une telle ambassade. L'ambassadeur Grotius fut obligé de s'arrêter à St-Denis : avant qu'on lui permit de faire son entrée, il fallut attendre que la cour envoyât un courrier en Suède et qu'il en fut revenu (59). Il fut près de douze ans ambassadeur à Paris : ayant demandé son rappel après la mort du cardinal de Richelieu, il quitta ensuite la Suède pour revenir dans sa patrie : mais il mourut en chemin à Rostock, le 31 août 1645 (60).

Nous avons déjà vu que Richelieu, malgré sa haute capacité et sa prévoyance, n'avait pas le don de plaire ni en France ni chez les étrangers. Cet éloignement pour le ministre qui était l'âme de la guerre, conduisait insensiblement à la paix, non que les généraux et les militaires s'empressassent à terminer cette longue lutte en posant les armes; mais les souverains, les républicains et les ministres de quelques puissances ouvraient les yeux et pensaient déjà comme les Hollandais. La discorde qui régnait depuis trente ans avait désolé, l'Allemagne, et les membres de cet état ne s'étaient affaiblis les uns les autres, que pour accroître la puissance des Suédois et des Français, voisins dangereux, formidables, et pour l'agrandissement desquels il ne fallait pas surcharger la balance. Ceux qui avaient compté sur ces secours étrangers, étaient détrompés en voyant que ces deux couronnes ne travaillaient que pour elles-mêmes. La réflexion vint un peu tard, mais elle était juste et fut goûtée : elle s'appliquait à l'Italie et aux Pays-Bas (61).

Le roi de France Louis XIII, étant mort d'une maladie de consommation, le 14 mai 1643, la reine Anne d'Autriche, son épouse, prit la régence du royaume, et eut pour ministre tout-puissant le cardinal Mazarin, déjà employé sous le cardinal de Richelieu. Un levain de mécontentement fermentait alors en France; il produisit des trou-

bles affreux et une nouvelle guerre civile quelques années après : elle eût peut-être éclaté aussitôt après la mort du roi, sans un événement aussi heureux qu'inespéré.

Le duc d'Enghien, fils aîné du prince de Condé, jeune prince plein de valeur, âgé de 22 ans, commandait l'armée française; don Francisco de Mello, voulant profiter de l'embarras de la cour; faisait le siège de Rocroi avec toutes ses forces. Le duc d'Enghien brusqua la fortune, et, par une heureuse témérité, risquant sur une chance hasardeuse le salut de la France, attaqua et défit entièrement l'armée d'Espagne en bataille rangée (62).

Cette grande victoire affermit et rassura la régence, qui était chancelante; le duc d'Enghien fut regardé comme le dieu tutélaire de la France; c'est lui qu'on a nommé depuis le Grand-Condé. Son histoire et celle de la minorité de Louis XIV demandent des récits plus étendus; mais ils devraient être continués jusqu'à des époques beaucoup plus récentes que la paix de Westphalie, que je me suis prescrite pour borne de cet ouvrage. Le jour du *Te Deum* pour la victoire de Rocroi, il y eut une sédition fort animée à Paris; d'autres s'allumèrent dans les années suivantes; les intrigues, les ruptures et les troubles se multiplièrent; mais les grands coups d'éclat, la guerre civile ou de Paris, l'emprisonnement des princes, la retraite du cardinal de Mazarin et son retour

eurent lieu après l'année 1650, et semblent plutôt destinés à être la matière de l'avant-propos de la paix des Pyrénées, conclue onze ans après celle de Westphalie.

Je reviens à cette dernière. Le changement arrivé en France paraît l'avoir avancée, par l'inclination qu'on témoignait d'y procéder sincèrement. La reine régente s'était déclarée hautement pour la paix, et la souhaitait pour soulager ses peuples, rendre sa régence plus respectable et plus tranquille; elle la désirait par amitié pour le roi d'Espagne son frère. Le cardinal Mazarin, qui suivait les traces de son prédécesseur Richelieu, ne pensait pas ainsi; il avait promis de servir jusqu'à la paix, mais il n'entendait pas que cette paix fût si prochaine; d'ailleurs quoiqu'assuré de se maintenir après la paix même, il prévoyait qu'alors on n'aurait pas autant besoin de lui, et il lui convenait de se rendre nécessaire. Ces raisons lui étaient particulières et ne touchaient que ses intérêts; aussi les dissimula-t-il. Il seconda les intentions de la reine et fit sa cour par cette complaisance, sachant bien qu'un de ses affidés, qu'il introduirait adroitement au nombre des plénipotentiaires, aurait toujours le moyen de traîner, de reculer et d'embrouiller la négociation, comme il le parut évidemment au congrès peu de temps après: cependant la France, ayant montré extérieure-

ment toutes les apparences pacifiques, elle dut répondre aux dispositions des autres puissances, et l'ouvrage de la paix fut accéléré.

Christine, fille de Gustave-Adolphe, reine de Suède, ayant atteint sa dix-huitième année en décembre 1644, fut déclarée majeure et prit les rênes du gouvernement. Elle était déjà plus avancée dans les études que ne le sont ordinairement les princesses à cet âge. Son goût pour les connaissances, les arts et les sciences était décidé; elle s'y appliquait assiduellement : elle en donna bientôt des preuves publiques en recherchant et en fréquentant tous les savans de l'Europe. Néanmoins elle n'avait pas négligé de se faire instruire à fond de la situation avantageuse et des intérêts de son royaume dans la guerre qu'il s'agissait de finir. Axel Oxenstiern n'aimait pas les Français, et il aurait souhaité de n'être pas gêné par cette harmonie et ces alliances étroites entre les deux couronnes; dans son intérêt particulier et pour conserver son autorité, qui était illimitée pendant la minorité, il avait les mêmes raisons que Mazarin en France, de ne point désirer la fin de la guerre.

La reine, par une motif contraire, voulait régner. La grande autorité d'Oxenstiern, de sa puissante maison et de ses amis, lui était incommode, et ne pouvait être abaissée que par la paix. Elle voyait en même temps qu'en trai-

tant de la paix et en faisant intervenir dans le traité toutes les puissances de l'Europe, elle pourrait acquérir la propriété et s'assurer la possession, au moins en grande partie, de toutes les belles conquêtes, faites par les Suédois en Allemagne et sur les côtes de la mer Baltique : ces considérations la déterminèrent à vouloir aussi la paix et à y concourir (63).

A sa majorité, elle approuva les avances qu'on faisait pour cette paix ; la France y avait donné les mains et la Hollande y était entièrement déterminée. D'un autre côté, l'empereur avait toujours consenti à toutes les voies de pacification praticables. L'Espagne, déjà fort engagée avec les Hollandais, voulait absolument la paix générale ou particulière. Ainsi ces grandes puissances, de part et d'autre, ayant manifesté leur intention, tous les autres intéressés furent bientôt entraînés à y concourir.

Les préliminaires, signés à Hambourg en 1641, n'étaient qu'un plan de pacification, qui n'avait rien terminé ; trois ou quatre ans s'étaient passés depuis sans résultats. On avait renouvelé la question relative aux lieux des deux congrès qui devaient n'en faire qu'un : on avait proposé Hambourg et Cologne ; mais la grande distance entre ces deux villes fit abandonner ce projet. Il s'agit ensuite de Spire et de Worms : enfin les Suédois persistant à vouloir les villes de Westphalie,

Munster et Osnabrug, dont on était convenu dans le principe, on acquiesça à leur demande. Le reste du temps s'était écoulé à régler les passe-ports et les sauf-conduits, à désigner les princes ou les états qui seraient invités ou admis au congrès, la durée et les termes des passe-ports réciproques. La médiation fut de nouveau examinée. Le roi de Danemarck, qui avait négocié et obtenu la promesse des principales puissances belligérantes, pour la première convention de Hambourg de l'an 1641, d'intervenir aux préliminaires, continuait d'offrir sa médiation ; et naturellement il lui appartenait d'être médiateur ; mais la Suède prit des ombrages et des soupçons si violens, qu'en 1644 elle lui déclara la guerre, peut-être plutôt pour l'exclure de la médiation, que pour d'autres motifs, quoiqu'on en publiât quelques-uns qui regardaient la navigation et le passage du Sund. Les Suédois firent une irruption dans le Holstein ; cette guerre fut le présage de nouveaux troubles, mais elle n'eut point de durée. La paix se fit l'année suivante à Bromsebroo, par l'intercession de la France et des Hollandais. Le roi de Danemarck cessa de se mêler de la paix générale. Il n'en fut plus parlé.

La médiation resta donc en entier au pape et à la république de Venise. Deux habiles ministres, nommés de leur part, firent l'office de médiateurs. Le premier était don Fabio Chigi,

évêque de Nardo, Siennois, nonce du pape Innocent X dans les provinces du Rhin, et envoyé au congrès avec le pouvoir de légat à *Latere* (64). Le second fut Aloisio Contarini, qui avait passé par plusieurs ambassades et par les premières charges de la république de Venise. C'était un homme de grande capacité, infatigable, d'une prudence consommée et d'une patience à toute épreuve : il avait pour ainsi dire un double emploi, car le nonce du pape ne figurait pas beaucoup parmi les protestans ; mais l'ambassadeur de Venise était souvent à Osnabrug, rapprochait toutes les parties et réussit maintes fois à aplanir de grandes difficultés. On a rapporté que pendant cette négociation, il avait assisté à plus de huit cents conférences.

L'an 1645, le congrès prit une forme plus régulière et un aspect plus favorable qu'auparavant. La plupart des plénipotentiaires s'étaient rendus, ou arrivaient de jour en jour à Munster et à Osnabrug ; ils allaient souvent de l'une à l'autre de ces villes, distantes entr'elles de dix lieues seulement. On travaillait sérieusement et assidument à l'examen des pouvoirs, et à régler les autres formalités du congrès.

Quand on en vint à l'ouverture des négociations, il s'éleva des difficultés et des embarras inconcevables. De toutes parts les demandes et les prétentions étaient exorbitantes. Trente an-

nées d'une guerre continuelle, où toute l'Europe avait participé en divers temps, avaient défiguré les royaumes et les états; ils avaient changé de maîtres par les révolutions et les événemens : on ne reconnaissait plus les traces de leurs limites et de leurs possessions. C'était comme un marché où chacun voulait gagner et où personne ne voulait perdre. Pendant une aussi longue discussion d'intérêts, on marchandait, on s'intriguait, on changeait de ton et de mesures. Les uns ne pensaient qu'à maintenir et à confirmer leurs acquisitions, les autres criaient à la restitution, à l'indemnité. Tous avaient souffert, et tous voulaient des dédommagemens, des récompenses, des frais et des équivalens. Ces prétentions, présentées sous le jour le plus favorable, étaient soutenues de tous côtés par un déluge d'écrits; on ne voyait qu'expositions de droit et de fait, que mémoires, dissertations et raisonnemens à l'infini, dictés par les plus habiles gens de chaque nation qui se trouvaient dans cette nombreuse assemblée. On ne serait jamais venu à bout d'accorder tant d'intérêts opposés, si les cours mêmes n'eussent porté des décisions tranchantes, dont le résultat vint ensuite faire loi au congrès et fixer les articles du traité.

Entre les plénipotentiaires non-seulement des diverses parties, précédemment ennemies ou même alliées, mais, ce qui dut paraître étrange, entre

les ministres d'une même cour, il y eut de grandes divisions, des intérêts divergens, et des instructions particulières, qui les firent agir d'une manière opposée. On en verra plus d'un exemple dans la suite.

Il convient avant tout d'indiquer les puissances qui traitèrent de la paix, et leurs représentans dans ce fameux congrès, sans omettre l'esquisse du caractère de ceux-ci, et de ce qu'ils ont fait dans les actes qui ont le plus contribué à la conclusion du traité.

Nous avons déjà nommé les médiateurs. L'empereur Ferdinand III avait à ce congrès cinq plénipotentiaires : 1^o Maximilien comte de Trautmansdorff, grand-maître de S. M. I., chevalier de la Toison d'Or; 2^o Jean-Louis comte de Nassau Hadamar et Bylstein, aussi chevalier de la Toison d'Or; 3^o Jean-Maximilien comte de Lamberg, etc.; 4^o Jean de Crane, conseiller au conseil aulique; 5^o Isaac Volmar, baron de Rieden, très-instruit dans le droit public.

Abraham Wicquefort, dans son livre intitulé *l'Ambassadeur et ses fonctions*, consacre un chapitre particulier à quelques ambassadeurs illustres de son temps. Il nomme avec grand éloge Isaac Volmar, et dit qu'il connaissait parfaitement et savait ménager les intérêts de la maison d'Autriche; qu'il s'était défait de bonne heure du pédantisme, qu'il rendit des services très-

essentiels à l'empereur, et qu'il lui en aurait rendu de plus grands encore, si la cour impériale n'eût pas été dans une si grande dépendance de celle d'Espagne.

Le premier de ces cinq plénipotentiaires, le comte de Trautmansdorff, savait l'intention secrète et possédait toute la confiance de son maître. Ceux qui ont écrit sur le traité de Westphalie remarquent qu'étant à Osnabrug, il eut une belle occasion de conclure très-avantageusement pour l'empereur, une paix particulière avec la Suède; c'était en 1645, pendant les premières opérations du congrès. Jean Oxenstiern, fils du grand-chaucelier, ambassadeur de Suède, très-mécontent des Français, ainsi que toute sa maison, en fit les avances les plus solides : les Suédois étaient résolus d'abandonner la France à ses caprices, et de traiter sans elle. Le comte, qui n'avait pas le temps d'envoyer à Vienne, n'osa rien conclure pour ne pas exposer la maison de Bavière et peut-être l'Espagne, que l'empereur ne voulait pas abandonner.

Le roi d'Espagne avait aussi nommé cinq plénipotentiaires au congrès : 1^o don Gaspar de Bracamonte y Guzman, comte de Pennaranda, commandeur d'Alcantara; 2^o Joseph de Bergaigne, archevêque duc de Cambray, qui mourut à Munster; 3^o don Diégo de Saavedra-Faxardo; 4^o Antoine de Brun, procureur-général au parlement

de Dole, en Franche-Comté; 5^e don Lopès Zapata. J'ignore pourquoi le troisième et le cinquième de ces ministres ne se rendirent point au congrès. Il n'y eut que les trois autres qui parurent à cette assemblée.

Le comte de Pennaranda passait à juste titre en Espagne pour un très-habile homme, mais il était encore jeune et n'avait vu que la cour de Madrid. Trop prévenu de la grandeur du roi et de sa monarchie, il était fier, inflexible, et peu propre à une négociation intriguée avec tant d'étrangers. Il était dirigé par deux principes dont il ne s'est jamais départi. Le premier était que la cour impériale ne pouvait se passer ni se détacher de l'Espagne; l'autre, que celle-ci faisant la paix avec la Hollande, les Pays-Bas n'avaient rien à craindre de la France. Cette dernière opinion lui fit rejeter tout ce que les médiateurs proposaient de raisonnable pour la paix entre les deux couronnes. Il se persuadait fermement qu'une révolution infaillible allait abîmer la France : en effet on en voyait des présages; et les séditions, les troubles, les mazari-nades, la fronde, survinrent, mais non assez violemment et ne durèrent point assez long-temps pour garantir l'Espagne des pertes considérables qu'elle fit aux Pays-Bas pendant une douzaine d'années qui suivirent, jusqu'à la paix des Pyrenées.

L'archevêque de Cambray, second ambassadeur, était natif d'Anvers; récollet, dès sa jeunesse, il avait étudié dans plusieurs universités, notamment à Salamanque; il avait passé par tous les grades de son ordre; d'abord définiteur, puis provincial, enfin commissaire-général, il était grand philosophe, grand théologien et fort prôné en Espagne à cause de sa science. Il fut premièrement évêque de Bois-le-Duc, ensuite archevêque duc de Cambray. Je doute que sa qualité de théologien, qui lui avait été si avantageuse en Espagne, fût aussi utile à cette couronne à Munster, où il décéda, après une longue maladie, le 22 octobre 1647 (65).

Le troisième ambassadeur d'Espagne, le plus actif et celui qui rendit de grands services, fut Antoine de Brun, procureur-général au parlement de Franche-Comté, pour-lors séant à Dole. On a dit à son sujet qu'il était le dernier, mais le plus habile des plénipotentiaires que le roi d'Espagne eût à Munster. Fils de l'avocat-général au même parlement, d'une famille de robe considérée dans cette province, il parlait et écrivait bien, savait plusieurs langues, et, par ses manières et ses habitudes, était fort propre à négocier avec les Hollandais; ce fut lui qui, à Munster et en Hollande, vint à bout de détacher la république de ses alliés, et de l'amener à une paix séparée, malgré mille obstacles et tous les efforts de la France.

Le roi très-chrétien avait trois plénipotentiaires à Munster : 1^o Henri d'Orléans, duc de Longueville et d'Étouteville, prince de Neufchâtel ; 2^o Claude de Mesmes, comte d'Avaux ; 3^o Abel Servien, marquis de Sablé, comte de la Roche-des-Aubiers. Le premier était un prince qui faisait les honneurs de l'ambassade, et qui, ayant pour épouse la sœur du prince de Condé, une des belles femmes de France, la conduisit à Munster, où elle brilla beaucoup. MM. d'Avaux et Servien n'étaient pas bien ensemble avant le voyage d'Allemagne ; c'étaient deux diplomates d'une capacité reconnue. Soit humeur, émulation ou envie, leur mésintelligence fit un éclat scandaleux ; le duc de Longueville interposa son rang et son autorité ; mais il ne fut pas assez respecté pour les contenir.

Le duc et d'Avaux travaillaient à la paix suivant les intentions de la reine régente. Servien était l'homme du cardinal Mazarin qui n'aimait pas de finir la guerre ; aussi cet esprit, fertile en expédients, renversa et brouilla toutes les bonnes dispositions qu'on montrait d'ailleurs. Il alla en Hollande, où, par des menaces, des intrigues et une affectation mal-entendue de supériorité, il révolta ces républicains, au point qu'ils résolurent de conclure séparément leur traité avec l'Espagne : néanmoins il ne put empêcher par toutes ses menées que l'empire et les autres puissances

ne suivissent cet exemple, et que la France ne prit le même parti à l'égard de l'Allemagne. Mais il rencontra dans le comte de Penaranda tant d'obstination, qu'en se roidissant de son côté, il trouva moyen de ne pas finir avec l'Espagne, et, par cette rupture, de continuer la guerre entre les deux couronnes. C'était le but du cardinal Mazarin (66).

D'Avaux avait passé par les ambassades de Venise, de Pologne et de Hollande; il était pesant, rude, mais correct et juste, et fort appliqué dans ses ouvrages. Servien, qui avait travaillé comme secrétaire d'état sous le ministère difficile du cardinal de Richelieu, avait l'esprit vif, brusque, décisif et conforme au génie de sa nation. Ceux qui doutent de ces portraits, dit Siri, n'ont qu'à lire les lettres que ces diplomates se sont écrites et qu'ils ont bien voulu publier, quoiqu'elles ne soient fort honorables, ni à eux, ni au roi leur maître. Il faut avouer que s'il y avait quelque chose d'incommode en d'Avaux, Servien était en quelque sorte insupportable; celui-ci n'avait ni la probité, ni le désintéressement du premier, et, quoique Servien ait laissé une grande réputation, celle de d'Avaux fut beaucoup meilleure, si l'on en croit leurs contemporains.

Les plénipotentiaires de Suède étaient au nombre de cinq : le premier, Jean Oxenstiern, fils d'Axel, dispensateur et arbitre de la paix ou de

la guerre, n'était que l'organe de son père et agissait avec la même hauteur. Le second, Jean Adler Salvius, était d'une naissance obscure, mais homme de mérite; la jeune reine l'honorait de toute sa confiance, et comme elle n'aimait pas, ou plutôt comme elle craignait les Oxenstiern, Salvius était en quelque sorte un contrôleur, protégé par toute son autorité. Cette faveur causa, entre ces deux premiers ambassadeurs, une division à peu près semblable à celle qui s'était élevée entre ceux de France, d'Avaux et Servien; mais les disputes et les querelles des Suédois ne furent ni publiées, ni imprimées dans les gazettes. Le troisième était Shering Rosenhaan, châtelain de Stockholm; il est regardé dans les mémoires du temps comme l'homme le plus habile et le mieux instruit des intérêts de la Suède et de toute l'Europe, qui ait paru au congrès. Le quatrième était Matthias Biörenklau, secrétaire de la reine, jurisconsulte. Le cinquième, Alexandre Erskein ou Areskeen, Écossais, du moins d'origine, conseiller d'état et de guerre et gouverneur de la Poméranie, était plénipotentiaire des armées suédoises au congrès. Quoique la plupart de ces députés fussent sénateurs du royaume, le gouvernement de l'état était alors une espèce de stratocratie ou de gouvernement militaire, auquel les généraux et les armées avaient beaucoup de part. Nous l'avons vu tel de nos jours sous le règne du roi Charles XII.

Je viens de nommer les plénipotentiaires des grandes puissances qui composaient le congrès de Westphalie. Il serait trop long de désigner nominativement les ministres des états secondaires. Je dirai seulement que chaque électeur ecclésiastique ou séculier y avait ses représentans. L'archiduc d'Inspruck, la maison de Brunswick, celle de Meklenbourg, de Holstein, de Bade; le duc de Wurtemberg; Amélie-Elisabeth de Hanau-Muntzenberg, landgrave douairière de Hesse-Cassel, régente pour son fils; le landgrave de Hesse-Darmstat; les villes impériales, le cercle de Bourgogne, quelques villes anséatiques et de l'Alsace y avaient leurs envoyés, qui étaient en général leurs conseillers particuliers ou auliques, les syndics des villes, ou les jurisconsultes les plus renommés des états respectifs et de l'Allemagne.

Quant à l'Italie, la duchesse régente de Savoie avait pour son ambassadeur plénipotentiaire à Munster Claude de Chabot, marquis de Saint-Maurice, chevalier de l'ordre de l'Annonciade. Celui du grand-duc de Toscane était l'abbé Athanasio Rodolphi. François, comte de Nerli, et Girolamo Sannazar, y furent de la part du duc de Mantoue et de Montferrat. Enfin le comte d'Ègmont, pour ses prétentions sur la Gueldre, y envoya aussi un abbé, nommé Peregrino Carleno Amerino. Je n'ai point parlé jusqu'ici d'une ma-

nière expresse de l'ambassade des états-généraux des Provinces-Unies. Comme ils firent une paix séparée avec l'Espagne, mon dessein est de traiter isolément et distinctement de cette paix, comme d'un objet principal de ces mémoires; et, quoique ce traité particulier ait été signé à Munster, et ait précédé la paix générale de plus de huit mois, mon plan exige néanmoins que j'en diffère le récit; je l'accompagnerai de quelques observations, qui me conduiront à la conclusion de cet ouvrage (67).

Dans les négociations du congrès, il est à remarquer qu'après l'an 1645, la première affaire qui occupa le tapis, fut celle de remettre en liberté l'électeur de Trèves. On a dit comment on l'avait enlevé dans sa capitale; depuis ce temps on l'avait promené de ville en ville dans les Pays-Bas espagnols. La négociation en sa faveur fut vivement poussée par la France, qui voulait la traiter comme préliminaire et préférablement à toute autre. Après quelques oppositions et des difficultés, l'empereur et ses alliés parurent y consentir, mais les Français voulaient encore faire rendre à l'électeur la ville de Trèves, que les Espagnols occupaient et où ils avaient garnison. On sauva enfin le point d'honneur. Le vicomte de Turenne, avec une petite armée, fit le siège de la place, qui se rendit le troisième ou le quatrième jour, par une capitulation honora-

ble. Turenne la remit à l'électeur, qui fut rétabli, et rentra de cette manière dans sa capitale.

Une autre affaire plus importante fut décidée par le traité de paix, mais elle avait été digérée ailleurs, et, après de grands détours, elle avait été portée toute préparée au congrès. C'était celle de l'électorat palatin. Nous avons rapporté la révolte de Bohême, et comment l'électeur palatin, proclamé et couronné roi de ce royaume, après avoir été vaincu à la bataille de Prague, avait été chassé non-seulement de la Bohême, mais encore, par la suite de la guerre, de ses états héréditaires. Cet électeur, Frédéric V, était chef de la maison et de la branche aînée, nommée Rodolphine, qui avait pour tige l'électeur Rodolphe, mort en 1319; celui-ci était frère aîné de l'empereur Louis de Bavière, de qui descendit au cinquième degré Guillaume V, duc de Bavière; celui-ci a donné le nom de branche Guillelmine à sa postérité, qui forme la maison de Bavière.

Frédéric V, mis au ban de l'empire, fut dépouillé de son électorat; ses ennemis lui enlevèrent le Haut-Palatinat, et, durant cette longue guerre, d'autres le dépouillèrent en outre de presque tout le Bas-Palatinat. Nous avons déjà dit qu'il mourut en cet état à Mayence l'an 1632. Dès l'an 1623, après sa déroute, l'empereur Ferdinand II avait donné la dignité électorale à Maximilien duc de Bavière, chef de la ligue catholique. Ce prince

s'en trouvait investi avec toutes les formalités requises, et en jouissait par possession et par titre. Aux approches de la paix, se sentant avancer en âge, et voyant la grande jeunesse du prince électoral, il pensa à affermir l'électorat dans sa maison; il n'ignorait pas que le feu roi Gustave, les Suédois et leurs alliés, s'intéresseraient beaucoup à la maison palatine; il comptait à la vérité sur l'empereur et sur l'Espagne; mais il jugea à propos de s'assurer encore d'autres puissances. Il avait envoyé secrètement en France son confesseur ou quelqu'autre agent, qui exposa à la reine régente combien il importait à la religion que l'électorat fût confirmé à un prince catholique : Frédéric était calviniste. Cette raison fut goûtée par la reine, et le cardinal Mazarin crut devoir profiter de l'occasion pour apaiser les premiers princes d'Allemagne, qui avaient été irrités à la vue des prétentions de la France. Quoiqu'on continuât la guerre, il fut conclu à Paris un traité ou convention secrète sur ce point. Mazarin, pour profiter de cette ouverture, agit à la cour de Suède, et l'engagea à consentir au plan de l'électeur de Bavière. Le ministère suédois n'y était pas disposé; il était animé de l'esprit du feu roi Gustave, qui avait promis de rétablir l'électeur palatin, et si Axel Oxenstiern, mécontent de la France, eût pu faire accepter au comte de Trautmansdorff les propositions avantageuses

qu'il fit pour une paix particulière, la maison de Bavière n'y aurait pas trouvé son compte; mais l'empereur ne voulut pas l'abandonner.

Les choses étaient changées depuis. La reine Christine n'avait pas autant d'aversion pour la France; par souplesse et par intrigues, celle-ci s'était réconciliée avec la Suède; l'ancienne alliance fut renouée, et le plan de la Bavière fut adopté comme les autres. Il consistait à maintenir l'électeur de Bavière dans son électorat, à lui céder tout le Haut-Palatinat pour lui et ses descendants; à créer par la restitution entière du Bas-Palatinat, un huitième et nouvel électorat pour Charles-Louis, électeur palatin. Ce plan était concerté et avait été approuvé par les cours de Vienne, de Madrid, de Paris et de Stockholm, assez long-temps avant de paraître au congrès; il est l'objet de l'article 10 et suivans, jusqu'au 20^e de la paix de Munster; ce point y est traité longuement; il y est stipulé en faveur de l'empereur une extinction de dettes de plusieurs millions hypothéqués sur l'Autriche: on y décide que si la branche Guillelmine finit avant la Rodolphine, celle-ci succédera et entrera de plein droit dans l'électorat, et que dans ce cas le huitième électorat de nouvelle création sera supprimé et éteint. Viennent ensuite quelques autres modifications et dédommagemens de cette nature pour l'électeur palatin. La grande discussion,

qui avait coûté le plus de temps et de travail, était relative aux villes, aux provinces et aux pays à céder et à rendre.

Le traité de Munster porte en tête le nom de l'empereur d'un côté, et celui du roi très-chrétien de l'autre, avec leurs alliés respectifs. L'empereur et l'empire y cèdent à la France les trois évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, Brisac, la haute et basse Alsace et le Suntgow. La France restitue les villes forestières, et l'Autriche antérieure; ces restitutions sont détaillées par bailliages, et il est fait mention dans le traité des conditions, des exceptions et des réserves. Les intérêts de la landgrave de Hesse-Cassel, ceux du Wurtemberg, de Bade, de la duchesse régente de Savoie et du duc de Mantoue, sont tous réglés en plusieurs articles.

Après la révolution de Portugal, en 1640, le duc de Bragance, devenu roi sous le nom de Jean IV, avait envoyé des ambassadeurs à plusieurs cours pour notifier son avènement au trône: un de ces ambassadeurs, nommé don Francisco de Andrada Leítao, chevalier de l'ordre du Christ, s'était rendu en Angleterre, en Hollande, et alla avec les ministres de France à Munster; mais ceux d'Espagne déclarèrent, aussitôt après leur arrivée, que si l'on admettait le député portugais au congrès, ils se retireraient à l'instant. L'empereur et l'Espagne avaient demandé des

passé-ports et l'entrée au congrès pour les plénipotentiaires du duc de Lorraine; leur admission avait traîné en longueur, et lorsqu'ensuite ils insistèrent pour l'obtenir, les Français leur opposèrent le refus fait au plénipotentiaire de Portugal, en sorte que des deux côtés, on resta également exclu. Cependant il est parlé du duc de Lorraine au traité de Munster; on y renvoie son différend avec la France à la paix entre les deux couronnes, ou à un arbitrage.

Pendant qu'à Munster on acheminait la paix, on y travaillait de même sans relâche à Osnabrug; les plénipotentiaires, qui voulaient conférer ensemble, se donnaient rendez-vous à Lengerick, situé entre ces deux villes, ou passaient fréquemment de l'une à l'autre. Le traité d'Osnabrug est dressé dans la même forme et dans le même sens que celui de Munster : en tête sont nommés l'empereur et la reine de Suède, avec leurs alliés, dont on règle ensuite les intérêts dans un grand détail. Les Suédois avaient toujours insisté à se faire céder toute la Poméranie et leurs autres conquêtes; mais à la fin ils se contentèrent de la Poméranie citérieure (*vor Pomeran*), et la Poméranie ultérieure passa à l'électeur de Brandebourg, qui prétendait au duché en entier, en vertu de pactes de famille et d'une investiture simultanée. Les Suédois convenaient du droit de l'électeur, mais ils voulaient

le faire dédommager par l'empereur en Silésie ou en Moravie, ou qu'on lui assignât par équivalent des biens ecclésiastiques, en sécularisant des évêchés, des abbayes, des prévôtés et d'autres bénéfices.

Ce dernier moyen fut adopté; mais on lui donna tant d'extension qu'on l'employa pour indemniser presque tous ceux qui prétendaient à des compensations. L'archevêché de Magdebourg, les évêchés de Halberstatt, de Camin et de Minden, furent sécularisés en faveur de l'électeur de Brandebourg. La Suède qui, outre la Poméranie citérieure, s'était réservé une lisière de côtes dans l'ultérieure, conserva encore de ses conquêtes, l'île de Rugen et Wismar, Werden et Brême par la sécularisation de son archevêché. La maison de Meklenbourg eut de cette manière les évêchés de Schwerin et Radzebourg. Les ducs de Holstein-Gottorp reçurent celui de Lubeck. La maison de Brunswyck, celle de Hesse; enfin tous les princes protestans obtinrent des indemnités aux dépens de l'église. Le traité d'Osnabrug, comme celui de Munster, énonce distinctement, en termes propres, clairs et choisis, toutes ces sécularisations, leur forme, leurs conditions ainsi que les réclamations des parties. Le règlement le plus bizarre concerne l'évêché d'Osnabrug même, dont chacun aurait voulu s'emparer après la mort de l'évêque, alors vivant. On dit que ce

fut le médiateur vénitien Contarini qui, voyant l'opiniâtreté de la contestation entre les deux religions au sujet de cet évêché, proposa l'expédient de le rendre alternatif, ce qui fut approuvé et observé religieusement. Lorsque le tour des protestans arrive, la maison de Brunswyck et premièrement la branche de Hanovre y succède. Non-seulement ces nombreuses sécularisations, mais encore tous les intérêts des princes, comtes, villes et particuliers, sont réglés et décidés par nombre d'articles, de sections et de paragraphes très-étendus.

Au reste, ces deux traités qui, dans le fond, n'en forment qu'un seul, sont parfaitement analogues et en harmonie : les premiers mots de la plupart des articles de l'un sont rappelés dans l'autre pour y renvoyer : l'un s'étend sur les matières que l'autre abrège, sans équivoque ni obscurité, et l'on ne peut s'empêcher d'admirer le travail qu'a exigé la rédaction de ces deux pièces : on en avait esquissé le projet depuis sept ou huit ans, et il y avait cinq ans qu'on travaillait sans relâche à le perfectionner. Les originaux de ces deux traités, écrits en bon latin, furent ensuite lus et examinés, puis déposés à la chancellerie de l'électeur de Mayence quelque temps avant la signature.

Une paix si salutaire et si désirée de toute la chrétienté, aurait souffert peut-être encore

quelque retard; mais deux événemens semblent l'avoir accélérée : le premier fut l'exemple des Hollandais, qui, ayant pris leur résolution, avaient, le 30 janvier 1648, procédé avec fermeté à la signature de leur paix séparée avec l'Espagne, sans s'inquiéter du congrès. L'autre appartenait à la guerre : comme on n'avait jamais conclu ni trêve intermédiaire, ni armistice, du moins général, les opérations des armées continuaient. Sur la fin du congrès, le général suédois Koningsmarck avait surpris par stratagème la petite ville de Prague, où est le château royal, dit le *Ratchin*; mais il ne put jamais s'emparer de la grande ou ancienne ville : la garnison, les bourgeois, les écoliers la défendirent si vigoureusement que les Suédois en furent rebutés. Le prince Charles-Gustave, généralissime de Suède, depuis roi, était arrivé avec huit mille hommes; il se porta devant Prague; mais il fut également repoussé. La première entreprise avait eu lieu la nuit du 25 au 26 juillet 1648, et au mois d'octobre le siège durait encore : les Suédois y perdaient tous les jours beaucoup de monde, et se sentaient fort humiliés de cette résistance inattendue. Les impériaux marchaient de tous côtés au secours de la place. On prévoyait que la prise de Prague, ou la défaite des Suédois apporterait des changemens à la paix, alors prochaine; on en précipita la conclusion, et elle fut signée pendant qu'on tirait encore devant Prague.

Le 24 octobre 1648, jour fixé pour cette solennité, tous les plénipotentiaires s'étant rendus à Munster, on procéda à cette signature. Une moitié du cérémonial se passa à l'hôtel des ambassadeurs impériaux; l'autre au local où les ambassadeurs de France et de Suède étaient assemblés pour régler les intérêts de ces couronnes. Les plénipotentiaires des électeurs, des princes et les autres députés étaient réunis dans le palais épiscopal. Après que les ambassadeurs eurent apposé leurs signatures aux deux traités, on les porta dans cette assemblée, où ils furent signés de la même manière.

Ainsi fut conclue la pacification de Westphalie, si renommée dans l'histoire, et si nécessaire au repos et à la tranquillité de l'Europe; aussi causa-t-elle une joie universelle. Ce n'est pas que tous les contractans eussent lieu de s'en applaudir également, mais tous étaient las de cette longue et cruelle guerre, tous voulaient jouir de la paix, et tous, les vainqueurs comme les vaincus, en avaient un extrême besoin.

A la signature de cette paix, les députés du cercle de Bourgogne, au nom du roi d'Espagne, directeur de ce cercle, protestèrent contre le traité entre l'empire et la France, et ils furent les seuls opposans. Le nonce Fabio Chigi s'était excusé de paraître comme médiateur dans le préambule du traité et de le signer. Il avait pro-

testé de vive voix et par écrit contre chaque sécularisation, contre ces translations et ces relâchemens, si contraires à la saine doctrine, et si pernicieux à l'église catholique-romaine. Le lendemain de la signature des traités, le nonce réitéra sa protestation avec toutes les formalités usitées en pareil cas. Le 26 novembre suivant, le pape Innocent X. lança une bulle, qui confirme, ratifie et amplifie toutes ces protestations, qui casse, annule, rend invalide et comme non-venu tout ce qui s'est passé dans la pacification de Westphalie au préjudice de la religion orthodoxe et de l'église catholique. Aloisio Contarini, ambassadeur de Venise, est nommé, même avec éloge, dans le préambule du traité, comme médiateur de la paix à Munster. Dans celui d'Osnabrug, il n'est pas fait mention de lui, et il s'abstint de le signer. La république de Venise avait à peu près les mêmes raisons que le pape de ne pas paraître approuver tous les changemens relatifs à la religion.

Cependant toutes les conventions eurent leur effet; chaque partie contractante remplit ses engagements avec beaucoup de candeur et de bonne foi, et, deux ans après, en 1650, un autre congrès fut formé à Nuremberg, pour l'exécution du traité. Il était composé des généraux des principaux souverains. Indépendamment de l'exécution provisoire, il y avait eu une assemblée en vertu

du 6^e art. de la pacification, et, en 1649, une seconde, qui fut la dernière. Ottavio Piccolomini, duc d'Amalfi, pour l'empereur; MM. de la Court et d'Avaujour, pour la France; les généraux La Gardie, Wrangel et Bento, Benoît Oxenstiern, sous les ordres du généralissime prince palatin de Deux-Ponts, avec d'autres envoyés et députés des électeurs et princes, conclurent le traité d'exécution, qui fut signé à Nuremberg le 26 juin 1650. C'était un règlement touchant l'évacuation, l'échange des places, le délogement, le paiement et le congé des gens de guerre, enfin pour tout ce qui restait à régler de relatif à l'achèvement du grand ouvrage de la pacification générale.

Les traités de Westphalie n'ont pas seulement fait cesser le terrible fléau de la guerre de trente ans et ses longues calamités; ils sont en outre regardés comme une nouvelle constitution de l'empire. Après les préliminaires de Hambourg de l'an 1641, l'empereur avait convoqué à Francfort une diète qui devait se charger de l'intérêt et des prétentions des membres de l'empire. Le 9 avril 1643, M. d'Avaux adressa à ces derniers des lettres circulaires, pour les inviter d'envoyer au congrès des représentans qui y exposeraient et y défendraient leurs causes. Aucun n'y a manqué; de manière que la négociation a été en général traitée par cent ou cent vingt personnes.

Cette nombreuse assemblée de tout le corps de l'empire romano-germanique est censée avoir fait ces nouvelles lois et constitutions. Les trois religions, la catholique, la luthérienne et la calviniste y ont été admises; leur exercice a été réglé et limité; nombre de causes et de contestations y ont été décidées; la justice, les juridictions, les ressorts y furent assignés et fixés. Les contributions, la police, les droits, les libertés des villes, des communautés et de la noblesse immédiate, y ont été pareillement assurés et désignés; l'empire en reçut en quelque sorte une nouvelle vie. Dans les deux traités, le texte réclame souvent l'aveu et le consentement du corps germanique; et, à la fin de l'un et de l'autre, il est stipulé que cette paix et transaction sera désormais une loi perpétuelle, une pragmatique-sanction, comme les autres lois et constitutions fondamentales; qu'elle sera insérée dans le prochain *recès* de l'empire, et même dans la capitulation impériale; qu'elle obligera les absens comme les présens, etc. Les puissances étrangères dont les intérêts y ont été traités, qui y ont coopéré ou qui y ont été comprises, en reconnaissent aussi l'autorité. C'est un code du droit des gens parmi les nations : l'usage constant d'un siècle l'a consacré, l'a rendu imprescriptible. Lorsqu'un souverain étranger ou un prince quelconque veut susciter la guerre en Allemagne, il prend ordinairement

pour prétexte qu'il est garant de la paix de Westphalie.

Après être parvenu dans ces mémoires à la conclusion de la pacification générale de l'an 1648, qui était le terme que je m'étais proposé, ma tâche serait remplie, si je ne m'étais réservé de traiter séparément de la paix définitive entre le roi d'Espagne et les états-généraux des Provinces-Unies. Cette paix fut une production et un fruit du congrès de Westphalie, mais un fruit précoce, parce qu'elle précéda de plusieurs mois celle que toutes les puissances de l'Europe y négociaient; cependant elle avait été préparée de loin, et elle était déjà très-avancée avant qu'on s'assemblât à Munster. Si je m'étais asservi aux époques, j'aurais dû la traiter avant l'autre. Mais j'ai déjà exposé les raisons qui m'avaient déterminé à m'écarter de cette marche.

Pour approfondir les motifs de cette paix particulière, il convient de rappeler certains faits dont on a fait mention dans les chapitres précédens, et qui, ayant été adroitement ménagés, ont fini par influencer sur la majorité et la déterminer à une paix séparée. On sait que le prince et la princesse d'Orange n'aimaient pas les Français; on connaît l'affaire d'Orange et quelques autres. La hauteur du cardinal de Richelieu, qui traitait impérieusement ses alliés, acheva de dégoûter de plus en plus de la France le prince et les Hollandais.

Les amis de la maison d'Orange dans les provinces, firent remarquer ces affectations, ces méfiances du cardinal, qui leur proposait traité sur traité, et semblait vouloir les enchaîner à son service. Les plus sensés parmi ces républicains examinèrent l'état et l'intérêt de la république; ils la voyaient entraînée dans une guerre offensive, qui durait depuis si long-temps et ne semblait pas près de finir. Cette guerre, malgré les subsides et le secours de la France, coûtait infiniment, dérangeait et interrompait leur commerce florissant, et les exposait tous les jours à de nouveaux engagemens ou à de nouvelles ruptures, pour complaire à un allié aussi impérieux que vindicatif, qui mettait tout en combustion. D'ailleurs cette guerre, commencée par amitié pour des voisins, cohéritiers dans une succession, et attisée par des troubles en Bohême, ne touchait les Hollandais que très-obliquement. Ils ne pouvaient en espérer qu'une puissante diversion, qui eût affaibli l'Espagne : mais, d'un autre côté, ils connaissaient l'abaissement de cette monarchie, et ils prévoyaient, non sans crainte, qu'elle allait être trop épuisée pour leur repos et pour celui de l'Europe.

Ces réflexions se propageaient en Hollande, mais on fut long-temps avant de les faire comprendre à la multitude, et, tant que le cardinal de Richelieu vécut, on dissimula : cependant les

opinions partagées se réunissaient peu à peu pour se détacher de la France et faire une paix séparée avec l'Espagne. Les Espagnols, avertis de cette disposition des esprits, firent des propositions avantageuses, qui furent écoutées et acceptées secrètement. Le conseil d'Espagne et l'ambassadeur Pennaranda à Munster, étaient persuadés que cette convention particulière mettrait les Pays-Bas à l'abri de toute invasion et agression étrangère : ils ne s'inquiétaient plus d'aucune autre guerre; ils méprisaient celle contre la France et ne s'empressaient point de la finir, dans l'attente d'une révolution intérieure, qui renverserait ce royaume.

Après la mort de Richelieu, Mazarin suivit les traces de son prédécesseur, mais il reconnut du changement dans la conduite des Hollandais. Le nouveau système avait fait insensiblement des progrès parmi toutes les classes de la nation. On fit connaître à la cour de France que la république avait envoyé ses plénipotentiaires à Munster, qu'ils avaient ordre de travailler de tout leur pouvoir à une pacification générale, parce que, s'il se rencontrait des difficultés insurmontables entre quelques-unes des puissances, il n'était pas juste que l'état des Provinces-Unies fût privé plus long-temps du bonheur de la paix, et qu'enfin il avait résolu de se la procurer par toutes les voies raisonnables.

En effet, les ambassadeurs de la république étaient partis au nombre de huit, savoir : Berthold de Ghendt, pour la province de Gueldres; Jean Mathenes avec Adrien Paw, grand-pensionnaire de l'état, pour la Hollande; Jean Knuyt, seigneur de Vosmar, pour la Zélande; Godard de Reede, seigneur de Nederhorst, pour Utrecht; François Donia, pour la Frise; Guillaume Ripperda, pour l'Over-Yssel; et Adrien Clant de Stedum, pour Groeningue et Ommelandes. Leurs instructions portaient de traiter en même temps, mais séparément, avec les envoyés et les députés des couronnes et des autres puissances, qui avaient intérêt à la paix générale. Leur conduite à Munster fut conforme à ces intentions : ils conférèrent avec les ministres d'Espagne et les autres, soit en commun, soit séparément; ils firent même les fonctions de médiateurs et rapprochèrent les parties : dans l'occasion, ils prirent pour règle de leurs discours la déclaration que leur gouvernement avait faite à la France.

Le cardinal Mazarin, alarmé de cette espèce d'indifférence, voulut pénétrer leur dessein : de crainte qu'ils ne lui échappassent par quelque accommodement séparé, il fit les derniers efforts pour les retenir dans son alliance, et, croyant trouver moins d'obstacles chez les commettans qu'auprès de leurs envoyés, il fit transférer la négociation en Hollande. Deux des plénipoten-

tiaires à Munster lui étaient extrêmement suspects : c'étaient Adrien Paw, seigneur de Heemstede, pensionnaire de Hollande, et Jean Knuyt, député de Zélande, conseiller du prince d'Orange; ce dernier était le même qui avait servi le prince dans l'affaire de la principauté d'Orange.

Les comtes d'Avaux et Servien passèrent successivement à La Haye, et mirent tout en usage pour rompre l'intelligence déjà trop avancée entre l'Espagne et les états. Mazarin reproduisit, mais en vain, le partage déjà proposé des Pays-Bas catholiques (68). De Brun, ambassadeur d'Espagne, avait contrecarré les mesures des envoyés français, et il était fort en état de leur tenir tête. Servien prit de l'humeur; il crut peut-être intimider les Hollandais; il fatiguait les états-généraux ou les députés par des reproches d'ingratitude, de corruption et de lâcheté. Un jour, en pleine assemblée des états, du moins en présence de la plupart des députés et de l'ambassadeur d'Espagne, il déclama un torrent d'injures contre la conduite de leurs députés à Munster; Paw et Knuyt furent surtout les objets de ses invectives, et il les traita avec le dernier mépris, en répétant qu'ils étaient les parties honteuses de l'état. De Brun lui répliqua : *Apparemment, dit-il, M. l'ambassadeur de France voudrait ôter ces deux serviteurs à l'état, afin de le rendre impuissant.* D'Avaux et ensuite Servien

retournèrent à Munster, où ils reçurent ordre de leur cour de ne plus communiquer ni conférer avec les sieurs Paw et Knuyt. Tous ces malentendus, ces discours, ces menaces, ces ressentimens ne firent qu'aigrir les esprits, et précipiter la conclusion d'une paix séparée, qui était alors si avancée qu'il n'y manquait plus que la signature. Les Hollandais avaient pris décidément leur parti. Sept des plénipotentiaires de la république à Munster étaient d'accord de procéder à la signature, mais le huitième se fondait si fermement sur les traités et les engagements pris avec la France, qu'on ne put jamais le ramener au sentiment de ses collègues. Comme la constitution de l'état exige, en semblables matières, un consentement unanime des provinces de l'Union, les commettans de ce député qui étaient les états d'Utrecht, lui envoyèrent l'ordre de se ranger à l'avis de la majorité, et il fut obligé de signer en son rang comme les autres (69).

Enfin toutes les mesures étant prises, et après avoir adressé quelques déclarations préalables aux autres ministres, le 30 janvier 1648, malgré les intrigues et les clameurs des Français, une paix fidèle, inviolable et perpétuelle, fut signée à Munster, entre Philippe IV, roi d'Espagne, et les états-généraux des Provinces-Unies. On en fit part aussitôt à tous les représentans des autres puissances qui se trouvaient en cette ville, ainsi

qu'à ceux qui étaient à Osnabrug. Ce traité de paix contient 79 articles; il se trouve dans le grand recueil des traités, le *Theatrum pacis*, dans Aitzema et dans tous les auteurs qui ont écrit sur ces matières. Il porte en substance sur trois points capitaux : 1° il énonce une pleine et entière reconnaissance de la souveraineté des états-généraux, et une renonciation à jamais à toutes prétentions de la part de l'Espagne; 2° le commerce aux Indes orientales et occidentales y est maintenu sur le pied où il se trouve avec la possession des contrées et places occupées, sans pouvoir s'étendre davantage; 3° il établit un semblable *uti possidetis ita possideatis*, pour les pays et villes des Pays-Bas: cette clause était très-favorable aux Provinces-Unies, qui avaient fait des conquêtes et qui, par ce moyen, ont retenu beaucoup de villes et de places considérables en Brabant et en Flandre. L'échange des ratifications se fit à Munster, avec la plus grande solennité, le 15 mai de la même année 1648.

Les ambassadeurs d'Espagne embrassèrent ceux de Hollande, et furent ensuite embrassés au nom des états-généraux; toute cette entrevue se passa en présence des deux consuls et du magistrat de la ville de Munster, la garnison et les bourgeois étant sous les armes, au bruit du canon et au son des cloches. L'ambassade d'Espagne donna un festin magnifique. Les ambassadeurs des deux

puissances reçurent, les jours suivans, les complimens de tous les plénipotentiaires qui se trouvaient à Munster et à Osnabrug, et, le 19, la paix fut publiée avec d'autres cérémonies dans les deux villes. Elle le fut ensuite dans les états du roi d'Espagne et des Provinces-Unies, avec de grandes démonstrations de joie. Les fêtes à La Haye furent différées jusqu'au 5 juin suivant. On a rapporté que ce fut à dessein, parce que ce jour était l'anniversaire de la 80^e année, depuis la mort des comtes d'Egmont et de Horn, et qu'on voulait qu'il devînt une réparation glorieuse à leur mémoire.

Le prince d'Orange Frédéric-Henri, qui avait posé les bases de cette paix inespérée et y avait beaucoup contribué, n'en vit point l'heureuse conclusion; il était mort un an auparavant, le 14 mars 1647, à l'âge de 63 ans. Ce prince, depuis quelque temps, n'avait plus cette vigueur ni cette tête qui l'avaient distingué comme le plus grand capitaine de l'Europe. Il éprouva une joie sensible quand il apprit, un peu avant sa mort, que la paix entre l'Espagne et la Hollande était arrêtée. Amélie de Solms, sa femme, avait toujours exercé un grand pouvoir sur son esprit, et, sur la fin elle le gouverna entièrement. Les Français, pour se venger de son inclination à la paix, ont dit *qu'il était devenu imbécile, et que sa femme, gagnée par les Espagnols, tirait à*

toutes mains. Guillaume II, son fils, revêtu déjà de toutes les charges de son père, lui succéda; il avait épousé, en 1641, Marie, princesse-royale d'Angleterre.

L'Angleterre, dont nous n'avons rien dit depuis long-temps, n'eut aucune part au congrès, ni à la paix de Westphalie. Le roi Charles I^{er} avait fait quelques démarches pour les électeurs palatins, ses beau-frère et neveu, jusqu'à l'époque de 1630; mais depuis, plongé dans les guerres civiles et en butte à la plus affreuse rebellion, il en devint la victime : il fut trahi, emprisonné, et ses sujets lui firent trancher la tête, le 8 février 1649, après un simulacre de jugement, mais en effet, par un parricide atroce, inoui et à jamais détestable.

CONCLUSION.

LA quatre-vingtième année des troubles des Pays-Bas était commencée, lorsque la paix en anéantit les progrès et les funestes suites. C'est la durée qu'on attribue ordinairement à cette guerre civile, depuis l'an 1568, année écrite dans les fastes en lettres de sang, et qui a fait réellement une époque remarquable, quoique déjà les désordres et les troubles eussent éclaté quelques années auparavant, et que les règnes précédens en eussent vu naître les motifs et préparé la matière. L'antipathie nationale, déjà formée et enracinée, s'enflamma avec tant de force et d'ardeur par les derniers excès des Espagnols, que la haine implacable des Belges contre eux passa comme un héritage à leur postérité. C'étaient peut-être les troisièmes ou quatrièmes générations espagnole et flamande, qui se combattaient avec tant de fureur et d'aveuglement. Nulle réconciliation, nul accommodement n'avaient sincèrement apaisé les partis : de tant d'intercessions, de tant de propositions faites par des médiateurs et par d'autres, aucune n'avait été accueillie.

J'excepte, si l'on veut, la trêve de douze ans, conclue en 1609; mais, à la bien considérer, elle n'était qu'une suspension d'armes et d'hostilités, qui permettait de respirer un peu. Imposée ou extorquée par la France et l'Angleterre, elle fut plus utile aux petits qu'aux grands, à qui elle n'ôtait ni méfiance, ni ombrages : elle laissait indécis les points les plus importants. Elle fut rompue avant son terme, et si la nouvelle république n'eût pas été troublée au-dedans par des desseins ambitieux et des factions dangereuses, la rupture n'aurait peut-être point tant tardé.

A la première occasion d'une querelle voisine, on recourut aux armes avant l'expiration de la trêve. Une guerre auxiliaire, puis formelle, où furent employées toutes les forces de l'Europe, divisées et se heurtant au milieu d'une combustion générale, se fit sentir aussi vivement et avec autant de cruauté que celle du siècle précédent. L'acharnement semblait implacable : c'était l'imprécation de Didon contre Énée.

Contraria.

Imprecor arma armis : pugnent ipsique nepotes.

Dans cette situation déplorable, qui menaçait d'une destruction totale les restes échappés à une longue désolation, Dieu changea les cœurs et les volontés, et la paix se trouva plus proche qu'on

n'osait l'espérer. On faisait quelques dispositions, on était convenu des préliminaires pour un congrès général, dont, à la vérité, on n'attendait pas grand succès : personne ne s'imaginait qu'il en résulterait en premier lieu un traité définitif, une pacification finale et séparée entre les Espagnols et les Hollandais, et que cette réconciliation aplanirait la voie à toutes les autres.

Il fallait de puissans motifs et de grandes nécessités pour amener en peu d'années un changement si décisif et si imprévu. La raison la plus apparente, la principale, et peut-être la seule, était l'agrandissement excessif de la France ; on en appréhendait les suites. Les membres les plus clairvoyans des états-généraux faisaient de sérieuses réflexions sur cette augmentation de puissance. Le prince d'Orange, héritier de toute la haine de sa maison contre l'Espagne, élevé dans ce sentiment, et ayant un père à venger, fut néanmoins convaincu par l'expérience qu'il était temps de sacrifier tous ses ressentimens en faveur de ses ennemis les plus odieux et d'épouser leur défense. La plus grande partie, et pour ainsi dire la masse de la nation reconnut le danger, et se détermina à le prévenir.

Quatre-vingts ans de guerre de religion, de guerre civile, avaient produit des changemens incroyables. Tout ce que le prince d'Evoli avait prédit au roi Philippe II, lorsqu'il envoya le duc d'Albe

en Flandre, s'était vérifié au milieu des circonstances les plus fâcheuses. Le désespoir avait armé les peuples, renversé la religion et sapé l'obéissance. Toutes les puissances de l'Europe étaient entrées dans les horreurs de cette guerre éternelle pour partager la dépouille des vaincus. La formidable monarchie d'Espagne y avait vu périr ses armées : ses légions jadis si renommées, ses flottes et ses plus grandes forces de mer et de terre y avaient été détruites. Les trésors immenses de l'ancien et du nouveau monde s'y étaient engouffrés ; le pays pour lequel on avait tant combattu , était perdu pour son ancien maître : il ne s'agissait que de sauver les débris de cette domination.

Un changement si intéressant donna une autre face aux affaires de l'Europe : d'autres temps amenèrent d'autres soins ; il fallait changer de système. Les Hollandais conclurent donc à Munster avec l'Espagne une paix très-avantageuse ; mais cette paix les chargeait de tous les risques de maintenir leurs mesures récentes contre un ennemi nouveau, qui serait bientôt agresseur. S'ils avaient été des premiers à prendre leurs précautions, ils furent bientôt imités par d'autres puissances qui luttèrent contre le danger, lorsqu'on vit, quelques années après, un jeune roi, à la tête de ses armées, menacer de conquérir le reste des Pays-Bas en une campagne. Une triple alliance entre l'Angleterre, la Suède et les états-généraux arrêta ses premiers efforts ;

mais comme dans la suite il fallut souvent user du même remède, il s'est formé depuis un système continu et permanent. Ainsi, les alliances, les ligues, les guerres d'associations, qui, dans les siècles précédens, étaient dirigées contre l'empereur Charles V et contre Philippe II, ont changé d'objet et ont été tournées contre Louis XIV, vers la fin du dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième.

Il appartient à l'histoire des temps qui suivirent la paix de Westphalie de nous éclairer sur les événemens et le détail des guerres postérieures, constamment conduites, suivant le nouveau système, par presque toute l'Europe, liguée contre la France.

Mon plan s'arrête à la pacification de 1648. Il suffit d'avoir fait connaître que cette pacification et la guerre qui l'a précédée, ont ouvert les yeux aux puissances intéressées, et ont fait naître un accord de nouvelles mesures, si différent et si contraire aux anciennes maximes. Le prodigieux changement arrivé dans la fortune des grands en moins d'un siècle, a produit enfin ce contraste : de nouveaux intérêts ont pris de nouvelles directions. (70) Un autre fruit de la paix de Westphalie, c'est l'ascendant remarquable que la république des Provinces-Unies prit dans les affaires de l'Europe. Cette république, déjà légitimée et reconnue entre les puissances, par la trêve de 1609, avait acquis des forces redoutables par les succès éton-

nans de ce commerce lucratif qui augmentait tous les jours, et qui la rendait respectable dans les autres parties du monde. Elle prit un degré d'élévation de plus après sa paix avec l'Espagne, quand on vit un ambassadeur espagnol à La Haye, un ambassadeur de Hollande à Madrid, de nouveaux traités et beaucoup de relations entre les deux états. Ceux qui partageaient l'opinion des Hollandais sur le chapitre de la France, approuvaient leur résolution et entrèrent dans leurs projets.

Ces républicains eurent grand soin d'entretenir leurs forces navales et leurs flottes ; ils durent deux fois leur salut à cette sage précaution. La première, lorsque Cromwel, protecteur d'Angleterre, après l'horrible révolution de ce royaume, leur déclara la guerre : il se livra des combats épouvantables sur mer : ce ne fut qu'un orage de peu de durée, mais il fut terrible. Ils coururent un second danger quand Louis XIV les attaqua avec trois armées et leur enleva, en 1672, deux ou trois de leurs provinces en une campagne ; ils gagnèrent du temps par leur contenance sur mer (71), et leurs alliés anciens et nouveaux purent venir à leur secours. Cette guerre fut plus longue ; cependant les Hollandais s'en tirèrent aux dépens de leurs alliés et de leurs voisins. Sortis avec avantage de ces mauvais pas, leur grandeur prit un nouvel essor, et s'éleva ensuite au plus haut période. Depuis long-temps ils figuraient entre les puis-

sances, mais postérieurement ils prirent rang entre les premières. La paix, la guerre, les alliances, les traités les plus solennels se négociaient avec eux et chez eux.

Le projet de former une barrière pour leur sûreté, conçu avant et à la paix de Westphalie, fut réalisé et effectué. Des traités de commerce, des tarifs, des exemptions avantageuses pour eux, étaient adoptés successivement dans leurs arrangements avec toutes les nations. Les Pays-Bas autrichiens ont ressenti de temps à autre les effets de la prépondérance des Provinces-Unies en ce qui concernait leurs limites, la liberté de la navigation, les exportations et le débit de leurs denrées, les tarifs du change, le commerce et les relations de voisinage (72). Ni les autres états limitrophes de l'Allemagne, ni les peuples des îles et d'outre-mer n'ont été exempts d'éprouver l'influence du pouvoir des Hollandais.

Les états-généraux des Provinces-Unies, parvenus à cette haute considération, à cette grandeur étonnante, formaient les liens et faisaient la force des grandes alliances, surtout après que leur stadthouder Guillaume III eut été placé sur le trône de la Grande-Bretagne (73). Les négociations les plus importantes, le sort des nations, l'équilibre, la balance de l'Europe, les partages, les dispositions éventuelles entre les couronnes, ont été soumis à leur assentiment. Tels sont

les résultats de l'ascendant merveilleux que cette république a pris dans le siècle dernier, qu'elle a conservé dans celui-ci, et qui continue jusqu'à présent (74).

L'histoire, fort intéressante et fort connue des troubles des Pays-Bas, avait été embrouillée par le grand nombre d'écrivains et d'annalistes qui, en la traitant, ont dénaturé les événemens suivant leur opinion, leur parti et leurs intérêts ; mon unique dessein, en entreprenant cet ouvrage, a été d'analyser impartialement cette histoire.

J'ai tâché de l'approfondir autant qu'elle le mérite et autant que mes recherches le permettaient pour la conduire jusqu'à la trêve de 1609 ; cette trêve était proprement la fin des troubles et de cette malheureuse guerre civile qui désolait nos provinces depuis environ cinquante ans ; mais comme je travaillais suivant l'ordre des temps, il m'a paru nécessaire de remonter vers la source et de faire précéder mon histoire de quelques cahiers qui parcourent les deux règnes antérieurs : ils étaient, à mon avis, trop peu connus et trop négligés : ceux qui n'examinent les troubles des Pays-Bas que d'après les commotions et l'éclat qu'ils produisirent, en rechercheront vainement les causes. Certains événemens, quelques dispositions peu favorables avaient jeté précédemment des semences de discorde, comme des tisons d'un feu couvert, qui, long-temps après,

à l'aide de nouveaux alimens, cause un terrible incendie.

Les premiers chapitres rapportent sommairement les faits et les conjonctures qui probablement ont suscité tant de haines et d'aversions; ils servent d'introduction au récit des troubles effectifs : on y reconnaît, indépendamment des nouvelles causes, de vieilles rancunes ressuscitées. L'histoire des troubles, proprement dite, forme le corps de mon ouvrage et l'objet de mon entreprise : il est vrai qu'ils cessèrent par la trêve de 1609; que les Provinces-Unies y furent reconnues pour un état libre et indépendant, par leurs adversaires, les seuls qui pussent former des prétentions sur elles; qu'elles y acquirent des avantages pour leur commerce et leur nouvelle constitution, sous la garantie des couronnes de France et d'Angleterre. Mais cette trêve n'était pas un traité définitif : bornée à douze ans, elle semblait ne promettre qu'un repos temporaire, qu'un long armistice, soumis aux événemens, à la fin duquel les contractans rentreraient chacun dans ses droits et ses prétentions. Cet acte laisse deviner plutôt qu'il n'énonce le bien qu'il procure; tant le sens et les expressions en avaient été contournés et obscurcis à dessein. Une pacification aussi provisoire était donc bien précaire; aussi ne subsista-t-elle point jusqu'au terme convenu, sans être violée.

C'était encore un objet essentiel que de mon-

trer les chétifs commencemens de cette nouvelle république, et l'immense agrandissement où elle est parvenue. Sa fortune n'était pas faite en 1609, quoiqu'elle fût déjà en état de se maintenir en liberté par le bonheur de ses armes et celui d'un grand commerce naissant. Mais, après une autre guerre de trente ans, nombre de conquêtes importantes, les progrès incroyables et sans exemple d'un commerce florissant, portèrent son élévation et sa grandeur au point de la rendre redoutable dans les quatre parties du monde.

Ce fut la paix de Westphalie qui mit le sceau à l'établissement de cette république et la fonda sur des bases inébranlables. J'avais tracé les événemens qui précédèrent et amenèrent la guerre civile des Pays-Bas : je devais aussi m'occuper des événemens qui ont eu lieu depuis la trêve de 1609 jusqu'à la paix de Westphalie, en 1648. J'ai ajouté un supplément, qui complète l'histoire des guerres et des négociations, survenues pendant ces quarante années : ce période a consolidé l'établissement de la république des Provinces-Unies.

Dans cette dernière partie, j'ai continué à désigner en abrégé les causes étrangères, au lieu de me borner à les citer ; car les épisodes, les anecdotes, les faits particuliers et les écarts apparens se rattachent à l'objet principal ; et si l'on avait jugé qu'ils ne sont pas tout-à-fait nécessaires,

j'ose espérer au moins qu'ils n'ont été, ni déplacés, ni inutiles.

Il n'est pas indifférent, dans les ouvrages de longue haleine, de rappeler et de passer en revue à divers intervalles la situation des cours de l'Europe, pour développer l'origine et les motifs des causes éloignées, qui fournissent une idée exacte de l'histoire générale des temps antérieurs.

On peut considérer comme un épilogue la dernière partie de mon ouvrage. La paix de 1648 le termine. Si dans quelques endroits, j'ai outrepassé cette époque, je l'ai dû pour suivre le narré d'événemens qui me conduisaient au-delà. Les révolutions et les changemens, arrivés depuis en Europe, exigent d'autres développemens et un autre ouvrage. On n'a rien écrit sur ce sujet ni sur le temps présent. Une heureuse paix règne dans l'univers; nous en jouissons au moment où j'achève ces mémoires, le 16 mars 1765.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

<u>SUITE DE LA 5^e PARTIE. — CHAP. IV. — Fin des troubles de Gand. — L'archiduc Mathias résigne le gouvernement des provinces. — Traité avec le duc d'Alençon ; il est élu souverain. — Ses amours en Angleterre. — Il revient aux Pays-Bas, où il est inauguré ; il se dégoûte du gouvernement, fait des entreprises sur quelques villes, échoue contre Anvers, et se retire en France, où il meurt bientôt après.</u>	3
<u>CHAP. V. — Considérations particulières sur le prince d'Orange. — État de sa fortune. — Ses desseins. — Proscription cruelle de l'Espagne contre ce prince ; sa tête mise à prix. Son apologie dans un écrit fort violent. — Attentats sur sa personne. — Il est à la fin tué à Delft, l'an 1584.</u>	20
<u>SIXIÈME PARTIE. — CHAP. I^{er}. — Réflexions sur les circonstances qui précédèrent et suivirent la mort du prince d'Orange. — État de sa famille. — Consternation dans toutes les provinces. — Le prince de Parme en profite pour proposer une paix générale ; il réduit en détail quelques provinces. Grande irrésolution parmi les États, qui veulent se donner à la France, et ensuite à l'Angleterre</u>	29
<u>CHAP. II. — Le prince de Parme prend toutes les villes de la Flandre. — Troubles terribles à Gand. — Retour d'Hembise ; sa fin tragique. — Capitulation de Gand. — Bruxelles, Malines et d'autres villes soumises. — Siège et reddition d'Anvers.</u>	42

CHAP. III. — Décadence de la confédération ; les provinces sont soumises l'une après l'autre par le prince de Parme. — L'union d'Utrecht se maintient ; la mort du prince d'Orange la dérange et la met en danger. — Secours inespérés : l'Espagne attaque l'Angleterre et protège la ligue en France. — Les progrès du prince de Parme s'arrêtent, et les Provinces-Unies respirent. 68

SEPTIÈME PARTIE. — CHAP. I^{er}. — Le duc de Parme est forcé de conduire du secours en France : il est arrêté au milieu de ses progrès. Sa mort à Arras. — Le comte de Mansfelt gouverneur-général par *interim*. Le comte de Fuentes, venu d'Espagne, le seconde dans le gouvernement. Ils préparent un nouveau renfort pour être envoyé en France. . . 112

CHAP. II. — L'archiduc Ernest gouverneur-général des Pays-Bas. — Henri IV, roi de France et de Navarre, déclare la guerre au roi d'Espagne. — Alliance de la France avec les Hollandais. — La guerre se rallume aux Pays-Bas. — Mort de l'archiduc Ernest. — Le comte de Fuentes, gouverneur par *interim*, fait la guerre avec succès, assiège et prend Cambray, qui était usurpée par un particulier, sous la protection de la France. — Histoire de cette usurpation et de sa fin. 119

CHAP. III. — Le cardinal-archiduc Albert, nommé gouverneur-général, vient aux Pays-Bas. Il poursuit la guerre avec bonheur, et fait de glorieuses campagnes. Il conclut la paix de Vervins. — Son mariage avec l'infante Isabelle, qui lui apporte en dot les Pays-Bas. — Mort du roi d'Espagne Philippe II. — Les archiducs arrivent d'Espagne, et sont inaugurés dans les provinces. 136

<u>CHAP. IV. — L'archiduc Albert poursuit son voyage.</u> — Son mariage béni par le pape. — Voyage ultérieur en Espagne. — Retour des archiducs Al- bert et Isabelle, et leur arrivée aux Pays-Bas. — Règne heureux des nouveaux souverains. — On tra- vaille inutilement à la paix. — Prospérité inouïe et commerce prodigieux des Hollandais dans le monde entier. — Continuation de la guerre; siège d'Ostende; bataille de Nieuport.	169
<u>CHAP. V. — Mort d'Elisabeth, reine d'Angleterre. —</u> Le roi d'Ecosse lui succède. Influence de ce chan- gement sur les Pays-Bas. — Parti pacifique dans les Provinces-Unies. — Armistice de huit mois, pro- longé ensuite. — Difficultés sur les préliminaires. — Les rois de France et de la Grande-Bretagne se portent pour médiateurs. — Les députés sont nom- més de part et d'autre. — Interruption et nouvelles difficultés. — Trêve de douze ans, en 1609. . . .	225
<u>HUITIÈME PARTIE. — CHAP. I^{er}. — Examen de l'état</u> des provinces après la trêve de l'an 1609, et leur séparation. — Conduite des deux partis en fait de religion, de gouvernement et de commerce. — Vices internes, dangers imminens, intérêts privés, intrigues particulières, examinées en comparant les deux divisions des provinces belgiques, et leurs rapports avec les puissances étrangères	301
<u>CHAP. II. — Fin des troubles de religion en Hollande.</u> — Rupture de la trêve et nouvelle guerre; motifs de cette guerre. — Le prince Maurice meurt en 1625. — Mort de l'archiduc Albert, du roi d'Espa- gne, Philippe III, et du roi de la Grande-Bretagne. — Situation des affaires et des cours des puissances voisines ou intéressées dans cette guerre. . . .	333

- CHAP. III. — Commerce et navigation des Hollandais : ces avantages les rendent redoutables, et leur procurent la force et les moyens de contracter de nouvelles alliances et de pousser la guerre offensivement. Leur commerce embrasse le monde entier ; ses progrès, ses époques et ses espèces. — Caractère du prince Frédéric-Henri, stadthouder ; ses exploits à la guerre et ses dispositions à la paix . . . 376
- CHAP. IV. — Continuation de la guerre en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. — Les états-généraux s'y engagent de plus en plus par le ministère du cardinal de Richelieu. — Le prince Frédéric-Henri d'Orange se distingue par la prise de plusieurs villes. — Grands projets du cardinal de Richelieu ; son ministère, celui du comte-duc d'Olivarez. — Mort de l'infante Isabelle ; commencement de nouveaux troubles. — Arrivée du Prince-Cardinal . . . 429
- CHAP. V. — La mort du duc de Savoie rallume la guerre en Italie. Celle des Pays-Bas prend une force nouvelle, après avoir été déclarée en 1635. — Mort de l'infant Ferdinand, gouverneur-général des Pays-Bas. — Le cardinal de Richelieu conclut de nouveaux traités avec ses alliés, sans gagner leur amitié. — Les Hollandais traitent séparément avec l'Espagne. — Grotius, ambassadeur de Suède en France ; son histoire. — Le cardinal Mazarin. — Christine, reine de Suède. — Dispositions des puissances à la paix. — Congrès généraux en Westphalie ; ambassadeurs et envoyés aux congrès. — Paix entre l'Espagne et les Provinces-Unies : paix universelle, 9 mois après. — Réflexions sur les Provinces-Unies ; changement de système. — Conclusion. 461

113

005801311



